

La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



AVEC
UN RAPPORT
SPÉCIAL SUR
LA COVID-19

L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE DANS LE MONDE

Publié en 2020 par le Programme alimentaire mondial
Via CG Viola, 68-70, Rome 00148, Italie

Citation recommandée :

**PAM. 2020. *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020*. Rome, Programme alimentaire mondial.
ISBN 978-92-95050-01-3 (version imprimée)
ISBN 978-92-95050-05-1 (version en ligne)**

Cette publication a été conçue par le personnel du Programme alimentaire mondial (PAM) avec l'apport de contributions extérieures. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle du PAM, de son directeur exécutif, de son Conseil d'administration ou de ses partenaires.

La mention d'entreprises ou de produits spécifiques dans cette publication n'implique pas que ceux-ci ont été approuvés ou recommandés par le PAM.

Les appellations utilisées et la présentation des faits dans la présente publication, y compris dans les cartes, n'impliquent aucune prise de position de la part du PAM quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention d'entreprises ou de produits de fabricants spécifiques qu'ils soient ou non brevetés, n'implique pas qu'ils aient été approuvés ou recommandés de préférence à d'autres entreprises ou produits de nature analogue qui ne sont pas mentionnés.

Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans les cartes n'impliquent aucune prise de position de la part de du PAM concernant le statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni concernant le tracé de leurs frontières.

- Un litige existe entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté sur les îles Falkland (Malouines)
- Un tracé en pointillé représente de manière approximative la Ligne de contrôle en Jammu et Cachemire conformément à l'accord entre l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu et Cachemire n'a pas encore été déterminé par les parties.
- La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.

Le PAM a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans cette publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation du document incombe au lecteur. En aucun cas, le PAM ne pourra être tenu responsable de préjudices résultant de son utilisation.

© Programme alimentaire mondial 2020. Tous droits réservés.

Le matériel contenu dans ce document d'information peut être reproduit ou diffusé à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. La reproduction du matériel de ce document d'information à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite. Les demandes d'autorisation doivent être adressées au directeur de la Division de la communication, de l'action de plaidoyer et du marketing : e-mail wfp.publications@wfp.org.

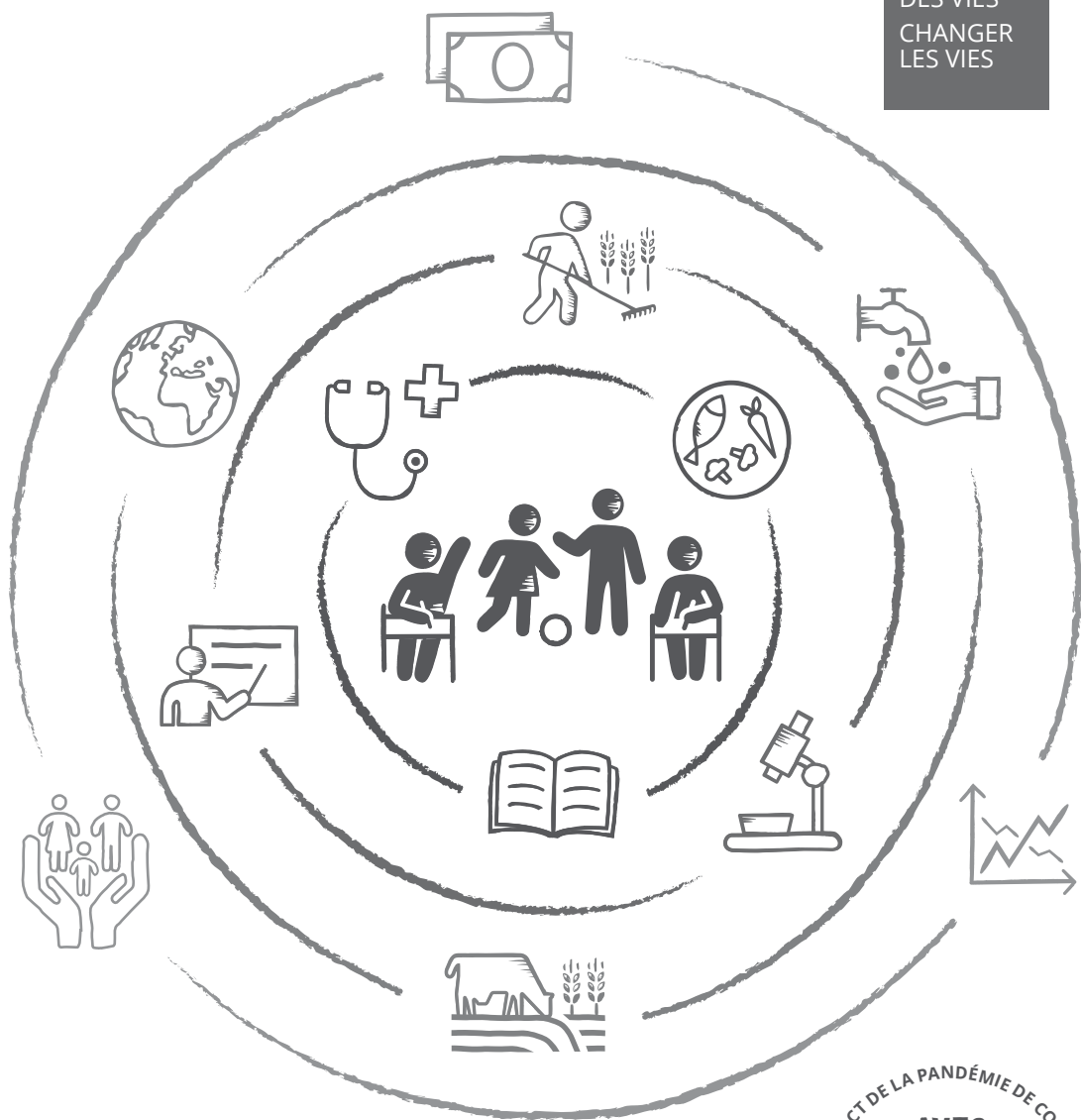
Achevé d'imprimer en février 2021.

La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



AVEC
UN RAPPORT
SPÉCIAL SUR
LA COVID-19

≈ L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ≈
≈ SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE DANS LE MONDE ≈

Table des matières

Remerciements	10
Avant-propos	14
Principaux messages	16
Le prix Nobel de la Paix 2020 décerné au Programme alimentaire mondial des Nations Unies	19
Résumé exécutif	21
Introduction	31
CHAPITRE 1 Programmes d'alimentation scolaire en 2020 : échelle, portée et tendances	39
1.1 Nombre d'enfants recevant des repas scolaires	44
1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire	49
1.3 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire	55
1.4 Sources de financement	56
1.5 Institutions nationales : cadres politiques et conception des programmes	58
1.6 Alimentation scolaire et emploi	62
1.7 Programmes intégrés de santé et de nutrition scolaires	63
1.8 Prochaines étapes	64
RAPPORT SPÉCIAL L'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation scolaire dans le monde	I
RS.1 Les effets des fermetures d'écoles sur les enfants	IV
RS.2 Atténuation et adaptation : réduire l'impact des fermetures d'écoles	IX
RS.3 Retour à l'école : les prochaines étapes pour les pays	XIV
RS.4. Prochaines étapes	XVII
CHAPITRE 2 Perspectives et priorités politiques	75
2.1 Un changement de paradigme : les 7 000 jours suivants	77
2.2 L'alimentation scolaire en tant qu'investissement dans le capital humain	83
2.3 Systèmes éducatifs mondiaux et genre	87
2.4 Systèmes alimentaires mondiaux et changement climatique	90
2.5 L'alimentation scolaire en contexte humanitaire	95
2.6 Prochaines étapes	99

CHAPITRE 3 Coûts et bénéfices de l'alimentation scolaire	105
3.1 Coût des programmes d'alimentation scolaire	107
3.2 Avantages économiques et non économiques de l'alimentation scolaire	116
3.3 Calcul du rendement de l'alimentation scolaire : valeur économique des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	121
3.4 Prochaines étapes	129
CHAPITRE 4 Partenariats pour l'alimentation scolaire	133
4.1 Partenariat de plaidoyer pour la santé et la nutrition scolaires	135
4.2 Partenariats opérationnels pour l'alimentation scolaire	138
4.3 Réseaux mondiaux d'information sur l'alimentation scolaire	145
4.4 Coopération Sud-Sud	149
4.5 Partenariats et coordination au niveau régional	152
4.6 Partenariats et coordination au niveau national	154
4.7 Prochaines étapes	156
CHAPITRE 5 Le rôle mondial et stratégique du PAM dans le domaine de la santé et de la nutrition scolaires	165
5.1 L'ampleur des efforts du PAM	167
5.2 Contribution du PAM à la soutenabilité et à l'institutionnalisation des programmes	172
5.3 Travail inachevé : combien d'enfants ne reçoivent pas de soutien en matière de santé et de nutrition scolaires ?	178
5.4 Un engagement renouvelé : la nouvelle stratégie du PAM en matière de santé et de nutrition scolaires	179
5.5 Prochaines étapes	190
Conclusions	201
Références	206
Glossaire	218
Acronymes	220
Annexes	
Annexe I: Publications récentes du Programme alimentaire mondial et des agences partenaires	222
Annexe II: Ressources en ligne sur la santé et la nutrition scolaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19	226
Annexe III: Méthodologie et sources utilisées pour estimer les bénéficiaires, le taux de couverture et l'investissement	227
Annexe IV: Indicateurs d'alimentation scolaire par pays	239
Annexe V: Méthodologie détaillée et données utilisées pour les points de référence des coûts mondiaux de l'alimentation scolaire présentés au chapitre 3	244

Encadrés, études de cas, figures et tableaux

Encadrés

Encadré 1.1	La Fondation mondiale pour la nutrition infantile	64
Encadré 2.1	Le point de vue d'un nutritionniste pédiatrique sur l'alimentation, les écoles et l'alimentation scolaire	82
Encadré 2.2	Renforcer le capital humain en investissant dans l'avenir des enfants les plus vulnérables – un partenariat PAM-UNICEF	84
Encadré 2.3	L'école, un système pour améliorer la nutrition	85
Encadré 2.4	Éliminer les obstacles à l'éducation des filles au Tchad et au Niger	88
Encadré 2.5	Approche de la FAO en matière d'alimentation et de nutrition scolaires	92
Encadré 2.6	Healthy-SABER : un outil de diagnostic renouvelé pour la santé scolaire et l'alimentation scolaire	94
Encadré 3.1	L'alimentation scolaire en tant qu'élément principal des systèmes de protection sociale	114
Encadré 3.2	L'approche du Groupe de la Banque mondiale en matière de santé et de nutrition scolaires	126
Encadré 3.3	Point de vue de l'USDA sur l'alimentation scolaire	127
Encadré 4.1	Renforcer l'efficacité de la santé et de la nutrition scolaires – un partenariat des Nations Unies	136
Encadré 4.2	Le Partenariat mondial pour l'éducation (PME)	140
Encadré 4.3	Education Cannot Wait	141
Encadré 4.4	La vision de Mary's Meals en matière d'alimentation scolaire	142
Encadré 4.5	Point de vue du BMZ sur la santé et la nutrition scolaires	144
Encadré 4.6	Coalition mondiale pour une alimentation scolaire saine et durable	146
Encadré 4.7	Dubai Cares et ses contributions aux biens publics	147
Encadré 4.8	Le travail du Centre d'excellence du PAM au Brésil : dix ans de coopération internationale	149
Encadré 5.1	Les enseignements tirés par le PAM de la pandémie de COVID-19 concernant l'alimentation scolaire et l'éducation	186
Encadré 5.2	Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO concernant la santé et la nutrition scolaires inclusives : résumé	187
Encadré 5.3	Innovation numérique dans l'alimentation scolaire : Menu Planner PLUS, School Connect et tableaux de bord intégrés	188
Encadré A3.1	Classification des pays par niveau de revenu	235

Études de cas

Étude de cas 1.1	Chine : programme d'amélioration de la nutrition pour les élèves ruraux	66
Étude de cas 1.2	Russie : la consolidation du programme de repas scolaires russe	67
Étude de cas 1.3	Inde : le Programme de repas de mi-journée (MDMS)	68
Étude de cas 1.4	Afrique du Sud : le Programme national de nutrition scolaire (NSNP)	70
Étude de cas 1.5	Brésil : <i>Programa Nacional de Alimentação Escolar</i> (PNAE)	72
Étude de cas 2.1	Finlande : investir dans un apprentissage efficace	101
Étude de cas 2.2	France : comment les repas scolaires peuvent-ils soutenir la transition des systèmes alimentaires ?	102
Étude de cas 3.1	Mali : améliorer les perspectives de paix et renforcer la cohésion sociale	130
Étude de cas 4.1	L'Union africaine : partenariats pour l'alimentation scolaire	159
Étude de cas 4.2	Amérique latine et Caraïbes : partenariats pour l'alimentation scolaire	160
Étude de cas 4.3	L'accord d'échange de dette russo-mozambicain : leadership national et mise en œuvre par le PAM	162
Étude de cas 5.1	Népal : appropriation et transition vers un programme national	191
Étude de cas 5.2	Bangladesh : le processus de transition	193
Étude de cas 5.3	Kenya : consolidation de son programme national d'alimentation scolaire	194
Étude de cas 5.4	Tunisie : une stratégie d'alimentation scolaire durable	196
Étude de cas 5.5	Liban : un programme d'alimentation scolaire en contexte d'urgence	198

Figures

Figure 1.1	Répartition des pays par source de données	44
Figure 1.2	Répartition de l'échantillon par source et par niveau de revenu	45
Figure 1.3	Évolution du nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire entre 2013 et 2020	49
Figure 1.4	Enfants inscrits dans les écoles primaires du monde entier	50
Figure 1.5	Taux de couverture des programmes d'alimentation scolaire par pays et par niveau de revenu	51
Figure 1.6	Évolution du taux de couverture entre 2013 et 2020 par catégorie de revenu	53
Figure 1.7	Évolution du taux de couverture par région entre 2013 et 2020	54
Figure 1.8	Répartition des dépenses totales par source de financement en 2013 et en 2020	57
Figure 1.9	État des cadres politiques de l'alimentation scolaire en 2013 et en 2020	58
Figure 1.10	Emplois créés pour 100 000 bénéficiaires de l'alimentation scolaire	62
Figure 1.11	Nombre d'activités complémentaires mises en œuvre en conjonction avec l'alimentation scolaire	63
Figure 2.1	Développement humain jusqu'à 20 ans	79
Figure 2.2	Interventions essentielles de santé et de nutrition pendant les années scolaires	81
Figure 3.1	Coût de l'alimentation scolaire en proportion des dépenses dans l'enseignement primaire	112
Figure 3.2	Coût de l'alimentation scolaire en pourcentage du PIB par habitant	113

Figure 3.3	Améliorations liées aux programmes tenant compte de la nutrition au Malawi	117
Figure 3.4	Efficacité moyenne des interventions pour améliorer les résultats d'apprentissage, pays d'Afrique subsaharienne comparés à tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	119
Figure 3.5	Quatre avantages essentiels des programmes d'alimentation scolaire	123
Figure 5.1	Évolution du nombre d'enfants recevant des repas scolaires du PAM entre 2013 et 2020	170
Figure 5.2	L'évolution d'une priorité politique	174
Figure 5.3	Nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM	175
Figure 5.4	Évolution des cadres politiques dans les pays soutenus par le PAM	176
Figure 5.5	Évolution des sources de financement dans les pays soutenus par le PAM	177
Figure A3.1	Répartition des pays par source de données	229
Figure A3.2	Répartition de l'échantillon par source et par niveau de revenu	229
Figure A3.3	Répartition des pays avec des données rapportées par année de référence	232

Cartes

Carte 1.1	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans le monde	46
Carte RS.1	Suivi mondial de l'alimentation scolaire effectué par le PAM pendant les fermetures d'écoles liées au COVID-19	V
Carte 5.1	Vue générale des programmes d'alimentation scolaire du PAM dans le monde en 2019	169

Tableaux

Tableau 1.1	Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire	56
Tableau RS.1	Exemples de mécanismes alternatifs à l'alimentation scolaire mis en œuvre par les gouvernements dans le monde	X
Tableau RS.2	Exemples de mesures nationales d'atténuation de la fermeture d'écoles soutenues par le PAM	XI
Tableau RS.3	Résumé des recommandations pour les politiques d'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation et la nutrition des écoliers	XIII
Tableau 2.1	Risques auxquels les enfants sont confrontés dans les situations d'urgence	95
Tableau 3.1	Points de référence des coûts en 2020 et analyse comparative avec la <i>Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013</i>	110
Tableau A3.1	Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire	230
Tableau A3.2	Configurations possibles de programmes d'alimentation scolaire dans le calcul du nombre d'enfants qui reçoivent des repas scolaires	233
Tableau A3.3	Taux de couverture utilisés pour estimer le nombre d'enfants recevant des repas scolaires	236
Tableau A3.4	Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire	237
Tableau A3.5	Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial	238
Tableau A5.1	Niveaux de prix utilisés pour l'analyse des coûts	246



Remerciements

La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020 s'appuie sur le cadre conceptuel présenté dans la Stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM, disponible en anglais uniquement : *A Chance for Every Schoolchild: Partnering to scale-up School Health and Nutrition for Human Capital* (Une chance pour chaque écolier : un partenariat pour renforcer la santé et la nutrition scolaires pour le capital humain). Cette stratégie a été élaborée par le Service des programmes scolaires du PAM, sous la direction de Carmen Burbano de Lara (directrice).

L'analyse et l'approche présentées dans cette publication reposent sur une vision globale élaborée par Carmen Burbano de Lara (PAM) et Donald Bundy (London School of Hygiene and Tropical Medicine). Ils ont également guidé tous les aspects de la rédaction et de la production. Cette publication a été préparée sous la direction générale de Valerie Guarnieri, sous-directrice exécutive du Programme alimentaire mondial en charge du Département de l'élaboration des programmes et des politiques.

Cette publication est un bien public mondial rendu possible par le partenariat stratégique entre le Programme alimentaire mondial et Dubai Cares. Elle a été élaborée dans le cadre du projet *Améliorer la santé et la nutrition scolaires à travers l'Afrique – renforcement des capacités techniques et des données factuelles afin d'optimiser la programmation nationale* et avec le soutien financier de Dubai Cares. Le Programme alimentaire mondial remercie le conseil d'administration de Dubai Cares, le président-directeur général Tariq Al Gurg, la directrice des programmes Annina Mattsson, la conseillère technique principale et directrice par intérim des programmes Anna Bertmar Khan et le responsable des programmes Abdulrahman Bader pour leur soutien.

Cette publication a été dirigée par Edward Lloyd-Evans (responsable de la recherche et des politiques du Service des programmes scolaires), avec l'appui direct de Nail Lazrak, qui a dirigé la gestion du projet et l'étude des données et des résultats au niveau mondial. L'équipe éditoriale comprend également : Adriana Pepe, qui a rédigé le rapport spécial sur la COVID-19 et a contribué à l'analyse des données et aux références ; Song Jin Yun, qui a contribué aux sections d'ouverture et aux annexes, y compris la table des matières, le glossaire et les annexes I et II ; et Niamh O'Grady, dont la relecture et les commentaires ont permis d'améliorer la qualité de cette publication. Le conseiller principal du PAM en matière d'alimentation scolaire, Donald Bundy (London School of Hygiene and Tropical Medicine), a transmis des conseils stratégiques généraux, a contribué au niveau de l'édition et de la revue de la publication et a formulé des commentaires techniques.

Nous remercions les autres membres de l'équipe de rédaction : Thomas Deville (PAM), qui a mis à jour l'étude comparée des coûts et rédigé la section 3.1 ; Aulo Gelli (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), qui a rédigé la section 3.2 synthétisant l'état de la recherche concernant l'alimentation scolaire ; Stéphane Verguet (Harvard T.H. Chan School of Public Health), qui a rédigé la section 3.3 sur l'analyse coût-bénéfice des programmes d'alimentation scolaire ; et Altan Butt (PAM), qui a rédigé le chapitre 4 sur les partenariats.

Nous tenons à remercier les personnes ayant contribué aux encadrés et aux études de cas :

- De la Commission de l'Union africaine : SE Sarah Mbi Enow Anyang, Commissaire aux ressources humaines, à la science et à la technologie.
- Du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) : Shane Danielson, directeur principal, Division de l'assistance alimentaire internationale, Programmes mondiaux.
- Du gouvernement du Canada : Mme Gloria Wiseman, représentante permanente adjointe du Canada auprès des agences pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies.
- Du gouvernement finlandais : Mme Satu Lassila, représentante permanente de la Finlande auprès de la FAO, du PAM et du FIDA.
- Du gouvernement français : M. Sylvain Fournel, représentant permanent adjoint de la France auprès des agences des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- De l'Institut des services alimentaires sociaux et industriels (SIFI) du gouvernement russe : Vladimir Chernigov, président, et Victoria Likhareva, spécialiste, Département international.
- Du gouvernement chinois : le Dr Du Yuhong, Faculté d'éducation, Université normale de Pékin.
- Du ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL) : Angelina Balz, Division 216 « Nutrition durable, réduction du gaspillage alimentaire ».
- Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).
- Le ministère de l'Éducation de l'Inde.
- Le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie du Népal.
- Le ministère de l'Éducation élémentaire d'Afrique du Sud.
- Le ministère de l'Éducation du Brésil.
- De l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : Stefania Giannini, sous-directrice générale pour l'Éducation.
- Du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : Robert Jenkins, chef de l'Éducation et directeur associé de la Division des programmes.
- De l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Melissa Vargas et Fatima Hachem du Groupe de travail de la FAO pour l'alimentation et la nutrition dans les écoles.
- Du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) : Stineke Oenema, coordonnatrice.
- De la Banque mondiale : Fatoumata Barry, spécialiste de la santé, de la nutrition et de la population ; Fernando Lavadenz, spécialiste principal de la santé ; Mouhamadou Moustapha Lo, spécialiste de l'éducation ; Ugo Gentilini, économiste principal de la protection sociale ; Julieta Trias, économiste ; et Yashodhan Ghorpade, économiste.
- De Education Cannot Wait (ECW) : Zeinab Adam, conseillère principale en coordination, développement et planification stratégique.
- Du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) : Sinead Andersen, responsable mondiale de l'équipe pour le plaidoyer.
- De la Fondation globale pour la nutrition infantile (GCNF) : Arlene Mitchell, directrice exécutive, et Ryan Kennedy, responsable des programmes.

- De l'Union internationale des scientifiques de la nutrition (IUNS) : le Dr Alan A. Jackson, président et professeur de nutrition humaine à l'Université de Southampton.
- Du Partenariat pour le développement de l'enfant/Imperial College London (PCD) : Lesley Drake, directrice générale ; et le Dr Elisabetta Aurino, économiste.
- De Dubai Cares : Annina Mattsson, directrice des programmes.
- De Mary's Meals International : Graeme Little, directeur des programmes.
- Du Programme alimentaire mondial : Pierre-Guillaume Wielezynski (directeur de la transformation numérique), Yasmin Wakimoto et Sharon de Freitas (Centre d'excellence contre la faim, Brésil) ; Alessio Orgera (Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes) ; Annmarie Isler (partenariats publics et ressourcement) ; et Ramin Gallenbacher, Raul Saenz, Thomas Deville, Niamh O'Grady, Adriana Pepe et Yohan Chambaud (Service des programmes scolaires).

Nous remercions les personnes suivantes qui ont facilité la soumission des contributions externes : Sixi Qu (directeur de pays en Chine), Han Jiang (Chine), Heiko Knoch (directeur du bureau de Berlin), Sigrid Mueller (Allemagne), Bishow Parajuli (directeur de pays en Inde), Shariqa Yunus (Inde), Daniel Balaban (directeur du Centre d'excellence contre la faim au Brésil), Yasmin Wakimoto et Sharon de Freitas (Brésil), Maria Tsvetkova (bureau régional pour le Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe de l'Est et Asie centrale), Trixie-Belle Nicolle (bureau régional pour l'Afrique australe), Clara Cretin (France), Aino Partanen (division des partenariats avec le secteur public et du ressourcement) et Jutta Neitzel, Maria-José Rojas, Altan Butt, Emilie Sidaner, Nathaniel Glidden, Iglia Mancheva et Sandra Hittmeyer (Service des programmes scolaires).

Nous remercions les membres du personnel du PAM pour leurs commentaires et leurs contributions :

- Service des programmes scolaires : Jutta Neitzel, Maria-José Rojas et leurs équipes respectives.
- Division de la recherche, de l'évaluation et du suivi : Arif Husain, économiste en chef du PAM et directeur de la division, et Yvonne Forsen, directrice adjointe.
- Unité des urgences et des transitions : Rebecca Richards, Rachel Goldwyn et Silvia Biondi.
- Bureau pour l'égalité entre les genres : Kawinzi Muiu et Baton Osmani.
- Division des partenariats avec le secteur public et du ressourcement : Karin Manente, Annmarie Isler et Rossella Fanelli.
- Division de la nutrition : Lynnda Kiess, Kate Ogden et Maree Bouterakos.
- Unité des filets de sécurité et de la protection sociale : Sarah Laughton et Matteo Caravani.
- Division des partenariats stratégiques : Varya Meruzhanyan.
- Division de la communication, du plaidoyer et du marketing : Mohamed Abdiweli.
- Bureau de l'évaluation : Sergio Lenci.
- Centre d'excellence contre la faim, au Brésil : Yasmin Wakimoto et Sharon de Freitas.
- Bureaux régionaux : Nadya Frank (Asie et Pacifique), Maria Tsvetkova, Vanja Karanovic, Matilde Agostini, KyuHee Do et Heba Nasr (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe de l'Est et Asie centrale), Abdi Farah et Agnes Ndiaye Faye (Afrique de l'Ouest et centrale), Faith Awino (Afrique de l'Est), Trixie-Belle Nicolle (Afrique australe) et Alessio Orgera (Amérique latine et Caraïbes).

Cette publication s'appuie sur plusieurs sources de données, notamment l'Enquête mondiale 2019 de la GCNF sur les programmes de repas scolaires, financée par le ministère de l'Agriculture des États-Unis. Nous remercions Arlene Mitchell (directrice exécutive de la GCNF) et Ryan Kennedy (responsable des programmes de la GCNF) pour leur soutien et leur collaboration à cette publication. Les autres sources de données utilisées dans cette publication ont été publiées par la Banque mondiale, l'Union africaine et les gouvernements du Brésil, de la Chine, de la France, de l'Inde, du Japon, de la Russie, du Rwanda, de l'Espagne et du Royaume-Uni, comme cité à l'annexe III.

Cette publication a été soumise à une évaluation par les pairs effectuée de manière indépendante par Pedro Medrano Rojas † (ancien Sous-Secrétaire général des Nations Unies, coordonnateur principal pour la riposte au choléra en Haïti), Harold Alderman (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires/CGIAR), Boitshepo Giyose (Union africaine) et Elizabeth Kristjansson (Université d'Ottawa). Leurs précieux commentaires ont contribué à garantir sa qualité.

Nous tenons à souligner la contribution de Pedro Medrano Rojas de manière particulière. L'une de ses dernières actions au service des Nations Unies a été de participer l'évaluation par les pairs de cette publication, quelques jours avant son décès survenu le 19 novembre 2020. Pedro a mené une carrière distinguée aux Nations Unies, en particulier au PAM où il a occupé plusieurs fonctions, notamment en tant que représentant en Inde (1998-2004), directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2004-2011), directeur du bureau de liaison de New York (2009-2012) et sous-directeur exécutif par intérim pour les partenariats et la gouvernance (2012-2013). En 2013, le Secrétaire général des Nations Unies lui a confié le poste de Sous-Secrétaire général des Nations Unies, coordonnateur principal pour la riposte au choléra en Haïti. Après sa retraite en 2015, il a continué à enseigner en tant que professeur de politique économique à l'Université du Chili et à conseiller le PAM. En tant que pair évaluateur, ses précieux conseils ont beaucoup aidé à améliorer la qualité du présent ouvrage grâce à sa vision et à sa sagesse.

Madeline Tejada (Programmes scolaires) avec l'aide de Margaret Majewska et Isabel Napoleão (Achat de biens et de services) ont fourni un soutien administratif. Ye Miao et Lucas Martin Romero (bureau juridique) ont apporté des conseils juridiques.

Nous tenons à remercier le Comité d'examen des publications du PAM et le Studio créatif du PAM pour leur soutien à ce projet de publication. Le processus de publication a été dirigé par Corinne Woods, directrice de la Division des communications, du plaidoyer et du marketing. La conception graphique a été coordonnée par Kirsty McFadden, chef du studio créatif du PAM ; Helen Clarke, graphiste ; Anastasia Nadali, graphiste ; et Deborah Reid, associée aux communications. Nous tenons également à remercier Cristina Ascone et le Comité de revue des publications du PAM. La sélection de photos a été compilée par Rein Skullerud et Giulio d'Adamo (Unité photo du PAM). Nous sommes reconnaissants au Gouvernement de la Finlande et au Social and Industrial Foodservice Institute (SIFI) de la Russie pour avoir accordé les droits d'usage de certaines photographies contenues dans ce livre. Cette publication a été éditée par Catherine Simes et conçue par 400 Communications Ltd. Les traductions ont été soutenues par Alexis Crespel (chef de l'Unité des traductions du PAM) et réalisées par Translated SRL. Les traductions ont été contrôlées et révisées par Sixi Qu (directeur de pays en Chine), Han Jiang, Jingyi Liu et Maha Ahmed (Chine), Maria Tsvetkova (bureau régional pour le Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe de l'Est et Asie centrale), Magid Chaabane (de pays en Tunisie), Adriana Pepe, Hiba Audi et Nail Lazrak (Service des programmes scolaires).

Avant-propos

La pandémie de COVID-19 a bouleversé notre monde ces derniers mois. Les impacts sociaux et économiques de cette crise sanitaire mondiale ont été profonds. Malheureusement, comme c'est souvent le cas, les enfants font partie de ceux qui ont été les plus durement touchés lorsque ce virus s'est propagé dans le monde entier.

L'éducation d'une génération entière a été interrompue en raison des fermetures d'écoles : au plus fort de la première vague, environ 1,6 milliard d'enfants et de jeunes ont été exclus des salles de classe. Aujourd'hui encore, plus de 500 millions n'ont toujours pas repris leurs études.

C'est une tragédie en soi. Mais la santé, le développement et le bien-être à long terme de millions d'enfants vulnérables ont également été mis en péril, car ces écoliers ont été privés des précieux repas scolaires gratuits, le seul repas complet qu'ils recevaient chaque jour. Plus tôt dans l'année, 370 millions d'enfants n'ont pas pu recevoir de repas scolaires. Le virus menace de priver ces enfants de leur avenir.

Le Programme alimentaire mondial est déterminé à faire en sorte que cela ne se produise pas. Au cours des dix dernières années, de nombreuses études ont montré que les repas scolaires réduisent la faim chez les enfants, favorisent leur bien-être à long terme et les aident à apprendre et à s'épanouir. Cela est particulièrement vrai pour les filles : lorsqu'un programme de repas scolaires est en place, les filles restent à l'école plus longtemps, les taux de mariage précoces diminuent et les grossesses chez les adolescentes baissent.

Les repas scolaires sont particulièrement importants pour les enfants vivant dans des situations de conflit, car ils contribuent à la paix et à la cohésion sociale. L'octroi du prix Nobel de la paix 2020 au Programme alimentaire mondial des Nations Unies est la reconnaissance du fait que l'élimination de la faim est un premier pas essentiel vers la paix. Il s'agit également d'une étape cruciale vers une éducation et un apprentissage meilleurs. L'alimentation scolaire apporte une protection essentielle en contribuant à procurer un sentiment de normalité et à poursuivre l'éducation. Afin de ramener les enfants vulnérables à l'école, en particulier ceux qui vivent dans des pays en crise, il est nécessaire d'élaborer des programmes aidant à atténuer l'importante pression financière subie par de nombreuses familles en raison de la pandémie.

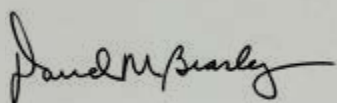


Toutes les données factuelles montrent que les programmes de repas scolaires, ainsi que d'autres initiatives de protection sociale, constituent l'un des investissements à long terme les plus judicieux qu'un gouvernement puisse réaliser. C'est pourquoi les équipes du PAM travaillent en collaboration avec les gouvernements du monde entier pour rouvrir les écoles en toute sécurité et pour s'assurer que les besoins sanitaires, alimentaires et nutritionnels des enfants les plus pauvres sont satisfaits.

La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020 est conçue pour soutenir ces efforts. Elle montre comment, au cours de la dernière décennie, les pays ont accru massivement leurs engagements financiers et politiques en faveur des programmes d'alimentation scolaire et comment ces efforts ont permis à un nombre d'enfants plus élevé que jamais de recevoir des repas à l'école.

Mais, elle identifie également les problèmes à venir. Avant même la pandémie, le PAM estimait que 73 millions d'enfants vulnérables n'avaient pas accès aux repas scolaires dont ils ont besoin pour réaliser leur potentiel. Ce rapport fournit des données à jour et une perspective politique globale visant à informer et à soutenir les gouvernements, à améliorer les stratégies et les programmes nationaux et à promouvoir l'apprentissage global afin que les enfants vulnérables et souffrant de la faim aient une chance d'aller à l'école.

Le PAM est pleinement résolu à travailler avec ses partenaires pour faire en sorte qu'aucun enfant, où qu'il vive, n'aille à l'école en ayant faim ou pire, qu'il n'y aille pas du tout. Au-delà des difficultés actuelles, nous devons saisir l'occasion de commencer à construire le monde meilleur que nous souhaitons tous voir. Il est temps de travailler ensemble, en partenariat, pour y parvenir.



David Beasley

Directeur exécutif

Programme alimentaire mondial



Principaux messages

Au début de 2020, les programmes nationaux d'alimentation scolaire ont fourni des repas scolaires à plus d'enfants que jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité ; l'alimentation scolaire est ainsi devenue le filet de sécurité sociale le plus vaste du monde.

- Un écolier sur deux, soit 388 millions d'enfants, reçoit chaque jour des repas scolaires dans au moins 161 pays de tous niveaux de revenu.
- Entre 2013 et 2020, le nombre d'enfants recevant des repas scolaires a augmenté de 9 % dans le monde et de 36 % dans les pays à faible revenu.
- Cette croissance reflète une institutionnalisation généralisée de ces programmes dans le cadre des politiques gouvernementales de développement national : plus de 90 % du coût des programmes d'alimentation scolaire sont maintenant assumés par des fonds nationaux.
- Des études de plus en plus nombreuses établissent que les programmes d'alimentation scolaire améliorent à la fois l'accès à l'éducation et la qualité des apprentissages, tandis que les transferts monétaires améliorent essentiellement l'accès.
- Malgré ces progrès sans précédent, le taux de couverture de ces programmes reste le plus faible là où ils sont le plus nécessaires : 73 millions d'enfants les plus vulnérables n'en bénéficient toujours pas.

La pandémie de COVID-19 a mis fin à cette décennie de croissance mondiale des programmes d'alimentation scolaire et a renforcé la détermination mondiale de rétablir l'accès à ces filets de sécurité vitaux en priorité.

- Au plus fort de la crise en avril, 199 pays avaient fermé leurs écoles et 370 millions d'enfants ont été soudainement privés de ce qui était pour beaucoup le principal repas de la journée.
- Cette perte a mis en évidence l'importance de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale protégeant le bien-être des enfants les plus vulnérables et contribuant à leur avenir.
- Elle a également souligné la nécessité d'élargir le concept d'éducation pour traiter la question de la santé et le bien-être des enfants et de reconstruire des services de santé et de nutrition scolaires équitables et de qualité dans chaque école et pour chaque écolier.

Dans le monde d'après la pandémie de COVID-19, les programmes d'alimentation scolaire constituent encore davantage un investissement prioritaire, car ils aident les pays à reconstruire en mieux : à créer du capital humain, à soutenir la croissance nationale et à favoriser le développement économique.

- Il est primordial de soutenir leurs enfants non seulement pendant les 1 000 premiers jours de leur vie, mais également pour les 7 000 jours suivants, jusqu'à l'âge adulte. Ces 7 000 jours sont essentiels pour consolider les acquis des 1 000 premiers jours, pour rattraper en partie les retards de croissance, et pour protéger l'enfant et l'adolescent au cours de phases critiques de vulnérabilité pendant leur croissance.
- Les programmes soutiennent l'apprenant autant que l'apprentissage ; ils aident ainsi à bâtir une population saine et éduquée tout en jetant les bases de la croissance et du développement au niveau national et en créant 1 668 nouveaux emplois directs.
- Les programmes efficaces créent de la valeur à hauteur de 9 dollars pour chaque dollar investi ; ils rapportent des bénéfices dans de multiples secteurs, notamment l'éducation, la santé et la nutrition, la protection sociale et l'agriculture locale.

Le Programme alimentaire mondial a renouvelé son engagement à collaborer avec les gouvernements pour faire en sorte que tous les enfants vulnérables reçoivent un soutien ; il a également lancé une nouvelle Stratégie d'alimentation scolaire décennale afin de renforcer son rôle stratégique mondial au niveau de la santé et de la nutrition scolaires.

- Le PAM aidera les gouvernements à atteindre les 73 millions d'enfants vulnérables ayant besoin d'un soutien en matière de santé et de nutrition scolaires, notamment l'alimentation scolaire, dans 60 pays prioritaires.
- Le PAM soutiendra la transition vers des programmes gérés et financés au niveau national et, le cas échéant, renforcera son soutien direct dans les situations fragiles ou les pays à faible revenu.
- Le PAM travaillera en partenariat avec une coalition grandissante composée d'agences de développement, de donateurs, du secteur privé et d'organisations de la société civile, afin d'aider les gouvernements à étendre les programmes de santé et de nutrition scolaires.
- Le PAM encouragera la recherche sur la santé et la nutrition scolaires en tant que bien public mondial, en aidant les pays à accéder à de meilleures données factuelles pour élaborer des programmes plus efficaces.

Domaines prioritaires pour 2021 et 2022

- **La priorité la plus immédiate est d'aider les pays à rétablir le bon fonctionnement des programmes d'alimentation scolaire.** Comment pouvons-nous accélérer les efforts mondiaux afin de rouvrir en toute sécurité les écoles fermées pour répondre à la pandémie de COVID-19 et revenir, au minimum, à la situation telle qu'elle était au début de 2020 ?
- **Avant la pandémie, les programmes d'alimentation scolaire les moins implantés correspondaient aux zones où ils étaient les plus nécessaires.** Les approches innovantes en matière de financement peuvent-elles apporter un nouvel espoir aux 73 millions d'enfants qui en ont le plus besoin ? Afin de combler ce manque, il sera nécessaire d'utiliser de nouveaux instruments financiers tels que des obligations d'investissement social et des investissements communs dans tous les secteurs, notamment dans la santé, l'éducation et l'agriculture.
- **Les données disponibles concernant l'alimentation scolaire représentent principalement les programmes du secteur public dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.** Que pouvons-nous apprendre de plus des programmes gérés par les pays du groupe BRICS, les pays à revenu élevé et le secteur privé ? La création d'une solide base de données mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire aiderait à mieux connaître la variété des programmes et élargirait la portée des possibilités d'apprentissage.
- **Les programmes d'alimentation scolaire liés à l'achat local de denrées alimentaires (communément appelés programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale) ont fait leurs preuves dans les pays à revenu intermédiaire.** Comment les pays à faible revenu peuvent-ils intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de leurs programmes nationaux ? Les plus grands programmes d'alimentation scolaire au monde reposent tous sur des aliments d'origine locale ; ceci contribue à créer des emplois, à rendre les marchés plus prévisibles et à établir des préférences alimentaires tout au long de la vie pour des aliments frais et disponibles localement. Il est nécessaire d'aider les pays à faible revenu à intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire locale, éléments essentiels de leurs programmes nationaux.
- **Les programmes d'alimentation scolaire constituent le filet de sécurité le plus vaste au monde et jouent un rôle essentiel dans la réponse aux conflits et aux situations d'urgence.** Pouvons-nous soutenir et renforcer davantage la résilience des systèmes alimentaires à l'aide d'une nouvelle génération de programmes d'alimentation scolaire plus rentables et plus écologiques ? La conception actuelle des programmes traite les questions de la faim et de la consolidation de la paix dans le cadre d'une réponse immédiate aux conflits et aux situations d'urgence. Afin de maintenir la résilience à plus long terme et d'effectuer une transition vers la durabilité, les systèmes alimentaires doivent évoluer en réponse aux besoins et au contexte locaux.

Le prix Nobel de la Paix 2020 décerné au Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Le prix Nobel de la paix 2020 a été décerné au Programme alimentaire mondial des Nations Unies « pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par les conflits et pour son action en tant que force motrice dans les efforts visant à empêcher d'utiliser la faim comme arme de guerre et de conflit » (Comité Nobel norvégien, 2020).

Le Conseil de sécurité de l'ONU a également reconnu le rôle crucial de l'alimentation dans la réponse aux besoins des populations vivant dans les conflits et les situations d'urgence :

« Le lien entre la faim et les conflits armés est un cercle vicieux : la guerre et les conflits peuvent provoquer l'insécurité alimentaire et la faim, tout comme la faim et l'insécurité alimentaire peuvent provoquer l'éclatement de conflits latents et déclencher le recours à la violence. Nous n'atteindrons jamais l'objectif « faim zéro » si nous ne mettons pas également un terme à la guerre et aux conflits armés... Fournir une assistance pour accroître la sécurité alimentaire permet non seulement d'éviter la faim, mais également de contribuer à améliorer les perspectives de stabilité et de paix. » (Résolution 2417 du Conseil de sécurité de l'ONU)

En 2019, 38 % des 17 millions d'enfants soutenus par les programmes d'alimentation scolaire du PAM vivaient dans des pays touchés par des conflits ou des crises (Banque mondiale, 2020f) :¹ 4,3 millions de ces enfants ont reçu un soutien dans le cadre des activités d'intervention en cas de crise des Plans stratégiques de pays du PAM. Le PAM a apporté un soutien à l'alimentation scolaire dans certains des pays les plus touchés par la guerre et l'instabilité : jusqu'à 971 000 enfants en Syrie, 680 000 enfants au Yémen et 460 000 enfants au Soudan du Sud. Le PAM a également aidé à mettre en place des programmes d'alimentation scolaire pour soutenir les enfants de réfugiés en situation d'insécurité, notamment le programme d'alimentation scolaire au Bangladesh dont bénéficient 405 000 enfants dans les camps de réfugiés, principalement de la communauté Rohingya. Jusqu'à 2019, le PAM a soutenu 1,7 million d'enfants réfugiés, de personnes déplacées et de migrants de retour dans le monde, la plupart dans le cadre de son portefeuille d'interventions en cas de crise.

En tant qu'outil permettant d'augmenter l'accès à l'éducation, l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence peut contribuer à protéger les enfants contre des menaces spécifiques à l'âge, telles que le mariage forcé et/ou précoce et diverses formes de travail inapproprié pour les enfants. Les écoles et les autres « espaces sûrs » peuvent contribuer positivement à répondre aux besoins de protection des enfants ; de plus, l'alimentation scolaire peut encourager efficacement les parents à envoyer leurs enfants à l'école et à les aider à rester scolarisés.

1. Pays classés par la Banque mondiale comme conflit de haute intensité, conflit d'intensité moyenne et grande fragilité institutionnelle et sociale.





Résumé exécutif

Résumé exécutif

Cette publication du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) fournit une analyse de la situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020. Le premier rapport sur la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* a été publié par le PAM en 2013 (PAM, 2013a). Cette édition 2020 suit un format similaire et utilise les meilleures sources de données disponibles pour étudier le niveau de couverture, les pratiques de mise en œuvre et les coûts des programmes de santé et de nutrition scolaires dans le monde entier. En outre, l'édition 2020 analyse également l'orientation et l'ampleur des évolutions survenues entre 2013 et 2020 et à apporter une mise à jour sur les avancées dans le domaine de la recherche et des connaissances sur les programmes d'alimentation scolaire.

Envisagé depuis plusieurs années, ce rapport est publié avec un sentiment d'urgence encore plus grand, car l'apparition de la pandémie de COVID-19 en février 2020 a infligé des dommages considérables qui ont interrompu une décennie de croissance des programmes d'alimentation scolaire au niveau mondial. Au plus fort de la crise en avril 2020, 199 pays avaient fermé leurs écoles et environ 370 millions d'enfants ont été soudainement privés de leur repas scolaire quotidien. Cette perte a mis en évidence l'importance de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale protégeant le bien-être des enfants et contribuant à leur avenir. Le choc social brutal de la crise et l'expérience d'une gestion de crise sans les systèmes éducatifs nationaux ont renforcé la détermination de la communauté internationale pour rétablir l'accès à l'éducation et de reconstruire des systèmes meilleurs.

Nous devons tirer les enseignements de la crise de la COVID-19. Le moment est venu de redéfinir ce qu'est « l'éducation » et de reconnaître qu'investir dans les écoliers, c'est investir dans l'avenir. Lorsque les écoles ont fermé, nous avons réalisé que l'éducation ne se limitait pas aux manuels et aux salles de classe. La crise nous a montré que le système éducatif constituait peut-être l'un des piliers les plus importants de nos communautés et était essentiel à la structure des sociétés : les écoles soutiennent à la fois l'apprentissage et l'apprenant. Alors que le monde répond à la pandémie et s'en relève progressivement, il est temps d'élargir le concept d'éducation pour y inclure la santé et du bien-être des enfants et de reconstruire des services de santé et de nutrition scolaires équitables et de qualité dans chaque école et pour chaque écolier.

Avant la pandémie de COVID-19, les programmes nationaux d'alimentation scolaire ont fourni des repas à plus d'enfants que jamais dans l'histoire, faisant de l'alimentation scolaire le filet de sécurité sociale le plus vaste au monde.

Avant, pendant et au-delà de la pandémie de COVID-19

Au début de 2020, les programmes d'alimentation scolaire ont été offerts à plus d'enfants dans un plus grand nombre de pays qu'à aucun autre moment de l'histoire de l'humanité. Près de la moitié des écoliers du monde, soit environ 388 millions, recevaient un repas à l'école chaque jour; dans 90 % de ces pays, l'alimentation scolaire était complétée par un ensemble d'interventions de santé et de nutrition scolaires.

La comparaison avec les données de 2013 montre que cette croissance substantielle se traduit par une augmentation du taux de couverture tout au long de la décennie écoulée, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les programmes d'alimentation scolaire sont de plus en plus institutionnalisés, avec plus de 80 % des pays qui disposent aujourd'hui d'une politique nationale pour l'alimentation scolaire. L'alimentation scolaire est ainsi devenue le filet de sécurité sociale le plus vaste du monde. 41 à 43 milliards de dollars américains sont consacrés chaque année à ces programmes, dont plus de 90 % proviennent de fonds nationaux. Ces investissements non seulement créent du capital humain pour assurer la future croissance économique nationale, mais constituent également un investissement important dans les économies locales : ils ouvrent des marchés aux agriculteurs locaux et créent 1 668 emplois directs pour 100 000 enfants nourris.

Cette publication fournit une analyse de la situation des programmes d'alimentation scolaire avant la pandémie de COVID-19 ; elle décrit les dommages causés par la pandémie et présente les moyens de restaurer ce remarquable filet de sécurité international, non seulement pour revenir à la situation du monde en janvier 2020, mais pour reconstruire en mieux.

Principaux résultats

L'alimentation scolaire est le filet de sécurité sociale le plus important et le plus répandu au monde ; 388 millions d'enfants dans le monde en bénéficient.

Les données de 163 pays montrent que 99 % d'entre eux disposent de programmes d'alimentation scolaire. À l'échelle mondiale, un écolier sur deux, soit 388 millions d'enfants, reçoit actuellement un repas scolaire, bien qu'il existe de larges disparités entre les pays. L'expansion et l'institutionnalisation de ces programmes ont enregistré les progrès les plus rapides dans les pays à faible revenu, améliorant la durabilité des efforts.

Les pays à faible revenu ont considérablement renforcé leurs efforts financiers et institutionnels en matière d'alimentation scolaire, ce qui s'est traduit par une augmentation du taux de couverture.

Le rapport de 2013 notait que le taux de couverture de l'alimentation scolaire était le plus faible dans les pays où ils étaient le plus nécessaires. Ceci était toujours le cas en 2020, mais l'écart s'est réduit.

Entre 2013 et 2020, les pays à faible revenu ont réalisé d'importants progrès en ce qui concerne les politiques et le financement de l'alimentation scolaire. La proportion de pays à faible revenu qui disposent d'une politique nationale d'alimentation scolaire a augmenté, passant de 20 % à 75 %.

Au cours de la même période, les gouvernements des pays à faible revenu ont également augmenté leurs budgets : la part du financement national dans les dépenses totales relatives à l'alimentation scolaire a augmenté, passant de 17 % à 28 %, ce qui a réduit la dépendance de ces pays à l'égard des donateurs internationaux. Ces efforts se sont traduits par une croissance du nombre d'enfants recevant des repas scolaires de 36 % dans les pays à faible revenu, contre 9 % au niveau mondial. Malgré une forte croissance démographique, la croissance des programmes d'alimentation scolaire a surpassé celle de la population, et le taux de couverture des programmes d'alimentation scolaire est ainsi passé de 13 % à 20 % au cours de la même période. Dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, les programmes d'alimentation scolaire sont soutenus presque entièrement par des fonds nationaux, à hauteur de 95 % des dépenses totales.

Le monde doit donner la priorité à la réouverture des écoles en toute sécurité, y compris la restauration de l'accès à l'alimentation scolaire.

Les effets négatifs des fermetures d'écoles pourraient se faire sentir toute la vie durant. Ceci concerne en particulier les enfants les plus vulnérables, car ils dépendent le plus des repas scolaires et ont le moins accès à l'enseignement à domicile. Cette situation a non seulement des conséquences tragiques pour les espoirs et l'accomplissement des individus, mais nuit également au capital humain des pays et contribue à perpétuer le cercle vicieux de la pauvreté et des inégalités. La fermeture prolongée des écoles expose les enfants à de plus grands risques de maltraitance et de travail inapproprié. Cela est particulièrement préoccupant pour les filles, car l'abandon scolaire à long terme est associé à une augmentation du travail et des mariages des enfants.

Plus de 70 pays ont mis en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation dans le domaine de l'alimentation scolaire, afin de gérer les effets de la pandémie de COVID-19 et ont obtenu des résultats mitigés. Les États et leurs partenaires ont cherché à atténuer les effets les plus dommageables en soutenant l'éducation par l'apprentissage en ligne, la télévision et la radio et en remplaçant les filets de sécurité scolaires par des services communautaires, tels que les rations à emporter et les transferts monétaires. Cependant, ces mécanismes d'adaptation peuvent aggraver les inégalités : moins de 10 % des ménages en Afrique ont accès à l'apprentissage en ligne ; de plus, les transferts monétaires ou en nature aux ménages peuvent ne pas être utilisés pour soutenir les besoins des enfants, en particulier les filles. Environ 6,9 millions d'enfants ont bénéficié des solutions de remplacement du PAM aux repas scolaires, telles que les rations à emporter et les transferts monétaires, soit environ 40 % des 17 millions d'enfants qui recevaient des repas dans le cadre des programmes soutenus par le PAM avant la COVID-19.

La pandémie de COVID-19 a mis fin à une décennie de croissance mondiale des programmes d'alimentation scolaire et a renforcé la détermination mondiale de rétablir l'accès à ces filets de sécurité vitaux en priorité.

Les pays soutiennent les efforts de retour à l'école afin de réparer les dommages causés par les fermetures d'écoles. Il est maintenant reconnu que les programmes de santé et de nutrition scolaires, en particulier l'alimentation scolaire, jouent un rôle essentiel ; en effet, ils encouragent fortement les parents à renvoyer leurs enfants à l'école et les enfants à rester à l'école.

Trois développements récents pourraient avoir un impact significatif sur les politiques de fermetures d'écoles à la date où ce rapport est publié : le déploiement de masse de vaccins autorisés, l'émergence de souches variantes du virus dont certaines pourraient être plus contagieuses parmi les enfants, et l'augmentation du nombre d'études qui établissent que le coût de l'éducation perdue sur le long terme excède les bénéfices sanitaires des fermetures d'écoles.

La nécessité de soutenir les enfants tout au long de leur développement jusqu'à l'âge adulte est de plus en plus reconnue. L'investissement dans le capital humain est essentiel pour que les individus réalisent leur plein potentiel ; il contribue également à la croissance nationale et au développement économique.

Un changement de paradigme s'est produit en faveur d'un investissement dans l'enfance et l'adolescence tout au long des 8 000 premiers jours de vie (environ jusqu'à 21 ans). La période qui s'étend de la conception à l'âge de 2 ans, appelée 1 000 premiers jours, reste essentielle à la santé et au développement de l'enfant. De nombreux pays mettent l'accent sur cette période ; cependant, il n'est pas moins important de soutenir la santé et la nutrition pendant les 7 000 jours suivants, afin de consolider les acquis initiaux, pour rattraper en partie les retards de croissance, et pour protéger l'enfant et l'adolescent au cours de plusieurs phases de vulnérabilité, en particulier la puberté, la poussée de croissance, et le développement du cerveau durant l'adolescence. Les programmes de santé et de nutrition scolaires fournissent aux gouvernements des moyens importants pour intervenir de manière efficace au cours de cette période de 7 000 jours.

L'alimentation scolaire pendant la moyenne enfance et l'adolescence contribue au capital humain, c'est-à-dire à la somme de la santé, des compétences, des connaissances et de l'expérience d'une population. Une population bien nourrie, en bonne santé et éduquée est le fondement de la croissance et du développement économique : dans les pays à revenu élevé, environ 70 % de la richesse nationale est un produit du capital humain, mais dans de nombreux pays à faible revenu, cette proportion est inférieure à 40 %. Cette inégalité a des conséquences permanentes pour la société et l'individu : les sociétés pauvres se développent et obtiennent des résultats en deçà de leur capacités, et les personnes ne parviennent pas à réaliser leur potentiel au cours de leur vie. Les programmes investissant dans l'apprenant sont essentiels à la création de capital humain.

Alors que les pays subissent de plus en plus des déficits budgétaires en raison des dommages causés par la COVID-19, les budgets des programmes sociaux et de l'éducation sont susceptibles d'être réduits, ce qui aurait une incidence sur l'avenir des enfants du monde entier. Les pays doivent reconnaître que ces programmes sont des investissements cruciaux dans le capital humain de la prochaine génération, celle qui paiera le plus lourd tribut à la lutte actuelle contre la crise.

Comme la plupart des programmes nationaux d'alimentation scolaire sont financés par des fonds nationaux, une meilleure compréhension des facteurs de coûts sous-jacents pourrait aider un plus grand nombre de pays à effectuer une transition vers l'autosuffisance.

Au niveau mondial, plus de 90 % du financement des programmes d'alimentation scolaire nationaux proviennent de budgets nationaux. Comme souligné précédemment, dans les pays à faible revenu, la part du financement national a augmenté de 17 % à 28 % entre 2013 et 2020, une période pendant laquelle le taux de couverture a augmenté de 13 % à 20 %. Les pays à faible revenu, dont l'espace budgétaire est le plus faible et le besoin en alimentation scolaire est le plus grand, dépendent du financement des donateurs internationaux de manière importante. Néanmoins, plusieurs pays à faible revenu ont effectué une transition vers un financement principalement national. Il sera essentiel de comprendre dans quels domaines l'aide extérieure est cruciale et dans quels cas la transition est possible pour assurer la croissance future d'une alimentation scolaire durable.

Le coût annuel d'un programme d'alimentation scolaire par enfant et par an n'a presque pas varié depuis 2013. Le coût médian de l'alimentation scolaire au niveau mondial reste inchangé en 2020, soit 57 dollars américains par enfant et par an. Les données indiquent un coût de 55 dollars américains (contre 50 dollars américains en 2013) dans les pays à faible revenu et de 41 dollars américains (contre 46 dollars américains en 2013) dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les données sur les tendances entre 2013 et 2020 confirment l'interprétation selon laquelle il existe un prix minimum de base à payer pour fournir un repas à un enfant.

Le coût de l'alimentation scolaire relativement au coût de l'éducation est plus important dans les pays dont le produit intérieur brut (PIB) est le plus faible. Les pays pauvres, qui ont le plus besoin de l'alimentation scolaire, ont aussi davantage de difficultés à en assumer les coûts ; à mesure que le PIB augmente, ils sont de plus en plus capables de devenir autonomes et d'en assumer la charge financière grâce à des financements nationaux. Ces observations appuient la nouvelle orientation stratégique du PAM, qui concentre les ressources externes sur des programmes dans les pays les plus pauvres et renforce son assistance technique à leur attention pour qu'ils effectuent une transition vers un financement national.

L'alimentation scolaire est un programme rentable, qui génère un retour sur investissement élevé dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et des économies locales.

Des études de plus en plus rigoureuses montrent que les programmes d'alimentation scolaire génèrent des bénéfices économiques et non-économiques. Plusieurs études réalisées avant 2015 indiquent que des améliorations se produisent au niveau de l'éducation des enfants, ainsi qu'au regard de leur santé physique et psychosociale ; la plupart des avantages revenant aux enfants les plus défavorisés. Des études plus récentes ont également révélé des effets positifs sur les résultats d'apprentissage, en mathématiques et en alphabétisation ; les effets étaient plus importants chez les filles et chez les enfants vivant en dessous des seuils de pauvreté nationaux. Une méta-analyse effectuée récemment en Afrique subsaharienne par l'Agence française de développement et la Banque mondiale a classé l'alimentation scolaire au troisième rang des programmes les plus efficaces pour améliorer les résultats d'apprentissage ; elle était dépassée uniquement par les interventions axées sur la pédagogie, et surpassait toutes les autres interventions telles que la construction de nouvelles écoles, les bourses et les transferts monétaires. Des études de plus en plus nombreuses établissent que les programmes d'alimentation scolaire améliorent à la fois l'accès à l'éducation et la qualité des apprentissages, tandis que les transferts monétaires améliorent essentiellement l'accès.

Des analyses coût-bénéfice montrent également que les programmes d'alimentation scolaire génèrent des retours sur investissements dans l'éducation, la santé et la nutrition, la protection sociale et l'agriculture locale. Le retour sur investissement peut atteindre 9 dollars pour chaque dollar investi dans la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire.

À la lumière des données récentes sur les coûts et les avantages de l'alimentation scolaire, une assistance technique accrue est nécessaire pour aider les gouvernements à améliorer davantage le rapport coût-efficacité et à maximiser les effets de leurs programmes d'alimentation scolaire.

Plusieurs coalitions mondiales de partenaires se sont formées au cours des deux dernières décennies afin d'améliorer la coordination et le renforcement des capacités. Ces plateformes ont aidé les États à accélérer leurs progrès dans les domaines institutionnel, financier et opérationnel.

Les gouvernements collaborent de plus en plus avec un ensemble de partenaires, telles que les donateurs, les institutions financières internationales (IFI), les agences internationales et les organisations non gouvernementales (ONG) au niveau régional et international pour coordonner leurs actions concernant les questions techniques et politiques. La plupart des régions disposent désormais d'un réseau thématique d'alimentation scolaire, réunissant des décideurs politiques et des praticiens. Les agences telles que le PAM encouragent la coopération internationale entre les gouvernements (telle que la coopération Sud-Sud) et promeuvent l'adoption de programmes durables et de qualité.

Le Cadre de concentration des ressources pour une santé scolaire efficace (FRESH) a été créé en 2000 par plusieurs agences dans le but d'établir un consensus sur la façon de soutenir la santé et la nutrition de l'apprenant dans le cadre de l'investissement global dans l'apprentissage. Ce partenariat a été redynamisé en 2019 lorsque l'UNESCO a convoqué à nouveau un groupe inter-institutions sur la santé et la nutrition scolaires dans le but de renforcer la collaboration mondiale et de promouvoir une approche multi-agences plus efficace de la santé et la nutrition scolaires. Cela a conduit à de nouvelles initiatives, telles que le partenariat lancé en 2020 entre le PAM et l'UNICEF pour aider à s'assurer que les enfants reçoivent un ensemble scolaire de services de santé et de nutrition essentiels.

Historiquement, les réseaux de la société civile ont joué un rôle important, en particulier le Forum mondial sur la nutrition infantile (GCNF) et le Partenariat pour le développement de l'enfant. De nouvelles initiatives sont également mises en place par la Fédération de Russie, en collaboration avec les autres pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et par l'Allemagne, tandis que des réseaux de connaissances apparaissent au niveau régional, en particulier en Amérique latine et en Asie du Sud. L'Union africaine (UA) est un partenaire essentiel et un important soutien à l'élargissement des programmes d'alimentation scolaire à travers le continent africain.

Le PAM renforce son rôle stratégique dans le domaine de la santé et la nutrition scolaires à l'échelle mondiale.

Le PAM a continué de travailler en collaboration avec les pays et les autres partenaires de développement au niveau mondial en matière de santé scolaire. Il est établi, en particulier depuis le rapport sur la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013*, que le rôle stratégique du PAM a contribué à d'importants changements en matière de politiques dans les pays à faible revenu, aidant ainsi à renforcer et à accélérer les efforts des gouvernements.

Grâce à une nouvelle stratégie intitulée *A Chance for Every Schoolchild* (Une chance pour chaque écolier), lancée au début de 2020, le PAM a pris des mesures pour renforcer son rôle de partenaire et agir en tant que catalyseur du changement de politique. Une analyse des besoins au niveau mondial a déterminé que 73 millions d'enfants vulnérables avaient besoin d'alimentation scolaire dans 60 pays prioritaires, en particulier en Afrique.

Le PAM renforcera son soutien aux États afin de les aider à gérer les objectifs et les enjeux nationaux et à effectuer leur transition vers l'autosuffisance. En tirant parti de six décennies d'expérience en matière d'alimentation scolaire, le PAM les aidera à trouver des solutions en collaborant avec les autres et en rassemblant les partenaires. Compte tenu des capacités actuelles, l'appui technique et politique du PAM aux programmes nationaux pourrait influencer sur la qualité de vie d'environ 155 millions d'écoliers dans 74 pays.

La nouvelle stratégie appelle également à davantage de recherche et de partage des connaissances afin d'améliorer la qualité des programmes. Le PAM vise à stimuler davantage la recherche sur la santé et le bien-être des écoliers, notamment en créant des plans d'intervention fondés sur des données factuelles, tenant davantage compte du genre et répondant mieux aux problèmes causés par le changement climatique. La série *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* fait partie de ce plan visant à améliorer l'accès aux connaissances et à suivre le déploiement de la stratégie.

Les programmes d'alimentation scolaire jouent un rôle essentiel dans la résilience aux conflits et aux situations d'urgence. À long terme, ils peuvent contribuer à réduire au minimum les impacts du changement climatique grâce à des systèmes alimentaires écologiques.

Les programmes de santé et de nutrition scolaires sont recommandés par le Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition. Les programmes d'alimentation scolaire basés sur l'agriculture locale, dans lesquels la nourriture est achetée sur les marchés locaux, sont pertinents à l'égard du changement climatique, car ils raccourcissent les filières alimentaires et réduisent au minimum le gaspillage alimentaire, la plus grande cause évitable d'émissions de carbone. Les programmes tenant compte du genre augmentent la scolarisation des filles, les aident à rester à l'école à des âges vulnérables et améliorent le régime alimentaire des adolescentes. De plus en plus de données factuelles indiquent que même dans les situations de conflit, les programmes d'alimentation scolaire peuvent augmenter la scolarisation et réduire le travail inapproprié, en particulier chez les filles.

Le PAM a reçu le prix Nobel de la paix 2020 notamment en raison du rôle de ses programmes d'alimentation scolaire dans le soutien de la résilience nationale aux conflits et aux situations d'urgence. Le PAM envisage un avenir où les programmes d'alimentation scolaire écologiques, interagissant efficacement avec l'agriculture et l'environnement, apporteront une contribution majeure à la création d'approches de nouvelle génération plus résilientes à l'égard des systèmes d'alimentation et d'éducation publics.

Principales conclusions

Nous avons déterminé cinq futures actions prioritaires en matière d'alimentation scolaire, en commençant par un rôle essentiel pour aider à rouvrir les écoles en toute sécurité après la pandémie de COVID-19, puis en nous concentrant sur de nouvelles façons d'améliorer la qualité et la rentabilité des programmes nationaux d'alimentation scolaire.

- 1. La priorité la plus immédiate est d'aider les pays à rétablir des programmes d'alimentation scolaire efficaces.** Comment pouvons-nous accélérer les efforts mondiaux afin de rouvrir en toute sécurité les écoles fermées en réponse à la pandémie de COVID-19 ?
- 2. Avant la pandémie, les programmes d'alimentation scolaire étaient les moins présents là où ils étaient le plus nécessaires.** Les approches innovantes en matière de financement peuvent-elles apporter un nouvel espoir aux 73 millions d'enfants qui en ont le plus besoin ?
- 3. Les données disponibles concernant l'alimentation scolaire sont centrées sur les programmes du secteur public dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.** Que pouvons-nous apprendre des programmes gérés par les pays du groupe BRICS, les pays à revenu élevé et le secteur privé ?
- 4. Les programmes d'alimentation scolaire locaux se sont avérés efficaces dans les pays à revenu intermédiaire.** Comment les pays à faible revenu, qui ont le plus à gagner de cette approche, peuvent-ils intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de leurs programmes nationaux ?
- 5. Les programmes d'alimentation scolaire constituent le filet de sécurité le plus vaste au monde et jouent un rôle essentiel dans la réponse aux conflits et aux situations d'urgence.** Pouvons-nous maintenir et renforcer davantage la résilience des systèmes alimentaires à l'aide d'une nouvelle génération de programmes d'alimentation scolaire plus rentables et plus écologiques ?

La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020

Cette publication fait partie d'une nouvelle série de rapports élaborés régulièrement par le PAM, annoncée dans la nouvelle stratégie 2020, *A Chance for Every Schoolchild* (Une chance pour chaque écolier), visant à aider à garantir la disponibilité d'une base de connaissances à jour sur l'alimentation scolaire. Les résultats de cette publication sont présentés en cinq chapitres :

1. Échelle, portée et tendances des programmes d'alimentation scolaire en 2020 ;
2. Perspectives et priorités en matière de politiques ;
3. Coûts et bénéfices de l'alimentation scolaire ;
4. Partenariats pour l'alimentation scolaire ;
5. Le rôle mondial et stratégique du PAM dans le domaine de la santé et de la nutrition scolaires.

Cette édition contient également un rapport spécial sur l'état actuel des connaissances sur l'effet de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation scolaire.



A close-up photograph of two young girls in profile, facing each other. They are wearing bright orange school uniforms. The girl on the left has her hair styled in braids with purple and pink hair ties. The girl on the right has her hair pulled back. A light blue rectangular frame is superimposed over the center of the image, containing the word 'Introduction' in white, bold, sans-serif font.

Introduction

Ce document est le rapport officiel du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020.

Ce rapport est publié à un moment unique de l'histoire de l'alimentation scolaire. En janvier 2020, plus d'enfants dans plus de pays que jamais auparavant dans l'histoire ont reçu des repas scolaires. L'arrivée de la pandémie de COVID-19 a provoqué la plus grande crise éducative au monde ; elle a touché 1,6 milliard d'enfants, car presque toutes les écoles du monde ont fermé en mai 2020. À mesure que les pays rouvrent les écoles et accueillent les enfants souffrant de la faim, la gratuité des repas scolaires apparaît comme une incitation essentielle à se rendre à l'école pour les enfants, et à les y envoyer pour leurs parents.

La *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020* décrit l'état mondial des programmes au début de 2020 et l'impact des fermetures d'écoles sur ces programmes. La publication met également en lumière les difficultés rencontrées pour fournir une éducation et des services vitaux, notamment la nourriture, en l'absence de système scolaire ; elle souligne en outre la prise de conscience naissante de la contribution spéciale que les programmes d'alimentation scolaire peuvent apporter à la santé, au bien-être et aux perspectives d'avenir des enfants. Enfin, elle examine la manière dont les gouvernements et les agences de développement utilisent les programmes d'alimentation scolaire comme catalyseur pour aider à reconstruire un monde meilleur.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Le PAM est la principale organisation humanitaire mondiale ; il apporte une aide alimentaire dans les situations d'urgence et travaille en collaboration avec les communautés afin d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Le PAM achète et fournit de la nourriture aux personnes les plus nécessiteuses. Il a procuré plus de 2 milliards de dollars américains de transferts monétaires à des personnes vulnérables en 2019. Le PAM a récolté une somme record de 8 milliards de dollars américains de contributions volontaires en 2019 ; il compte plus de 17 000 employés dans le monde, dont plus de 90 % sont basés dans les pays où il fournit une assistance.

Le prix Nobel de la paix 2020 a été décerné au PAM « pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par les conflits et pour son action en tant que force motrice dans les efforts visant à empêcher d'utiliser la faim comme arme de guerre et de conflit » (Comité Nobel norvégien, 2020). Les programmes d'alimentation scolaire font partie de la réponse du PAM : en 2019, 38 % des 17 millions d'enfants soutenus par les programmes d'alimentation scolaire du PAM vivaient dans des pays touchés par des conflits ou des crises. Cette réponse comprenait la distribution de repas scolaires aux enfants en Syrie, au Yémen et au Soudan du Sud, ainsi qu'aux enfants des camps de réfugiés au Bangladesh, appartenant principalement à la communauté Rohingya.

Outre son rôle humanitaire, le PAM a été mandaté par les Nations Unies (ONU) pour soutenir les efforts de développement par le biais de programmes tels que l'alimentation scolaire. Depuis plus de 50 ans, le PAM a aidé plus de 100 pays à mettre en place des programmes scolaires gouvernementaux et durables. Dans chaque cas, le PAM vise à travailler en partenariat avec les agences des Nations Unies et un vaste réseau d'ONG. Le budget annuel du PAM pour l'alimentation scolaire est de 740 millions de dollars américains.

En plus de ses rôles logistiques et opérationnels, le PAM s'est engagé à renforcer ses contributions techniques et scientifiques à la conception et au suivi des programmes d'alimentation scolaire. La nouvelle stratégie du PAM en matière d'alimentation scolaire, lancée en janvier 2020, met l'accent sur l'importance d'accroître la contribution du PAM aux biens publics mondiaux liés à l'alimentation scolaire, notamment en fournissant des informations pertinentes et à jour sur les pratiques et les données factuelles actuelles. Le PAM tient compte du fait que la majorité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde sont dirigés et financés par les gouvernements nationaux, et que le soutien à ces derniers constitue un rôle clé. Le PAM estime que la mise à disposition de ce soutien technique et politique aux gouvernements nationaux peut exercer une influence positive sur la qualité de vie des écoliers, tout en aidant leur pays à devenir autonome.

Rapport sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde

Un rapport à jour sur l'état des programmes nationaux d'alimentation scolaire est un outil essentiel, bien que faisant actuellement défaut, pour aider le public à comprendre les procédures et pratiques en matière d'alimentation scolaire. En 2013, le PAM a innové dans ce domaine en publiant la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*.

Cette édition 2020 s'appuie sur cette expérience antérieure. Avec le lancement de cette publication, le PAM s'engage à élaborer une série de rapports réguliers visant à apporter une vue d'ensemble continue des programmes d'alimentation scolaire partout dans le monde, en se concentrant sur les programmes nationaux mis en œuvre par les gouvernements. Chaque rapport sera publié selon un format similaire à celui de la publication de 2013, en utilisant les meilleures sources de données disponibles pour décrire l'échelle et la portée des programmes. Cette série chronologique de rapports permettra, et ce, pour la première fois, de suivre les tendances au niveau de la pratique et des politiques. En outre, elle visera à fournir un résumé succinct des coûts, des résultats et des partenariats associés aux programmes d'alimentation scolaire. Bien qu'il vise à assurer une plus grande transparence, ce rapport ne se veut pas principalement un compte-rendu des activités du PAM, mais un aperçu du travail de tous les acteurs au niveau mondial en faveur des programmes d'alimentation scolaire.

Une brève histoire des écoles et de l'alimentation

L'alimentation scolaire possède une riche histoire ; même les toutes premières écoles ont dû réfléchir à la manière de nourrir les enfants pendant la journée scolaire. La réflexion moderne sur la santé et la nutrition scolaires va au-delà de ce simple concept et considère que les repas scolaires sont des programmes présentant des avantages spécifiques plus larges pour les enfants et leurs communautés. Au début des années 1900, des programmes tels que ceux lancés par le gouvernement du Royaume-Uni ont mis davantage l'accent sur la protection sociale, en ciblant les écoles des communautés les plus pauvres. Dans les années 1940, cette approche était souvent associée à une vision considérant que l'alimentation scolaire était un stimulant de la production agricole, comme c'était le cas aux États-Unis d'Amérique (États-Unis). L'alimentation scolaire est de plus en plus considérée comme un droit de l'homme : l'Inde a ouvert la voie en déclarant que les repas scolaires constituaient une obligation légale des responsables de l'éducation ; le Brésil et le Mexique ont intégré l'alimentation scolaire dans les filets de sécurité sociale et le développement

communautaire ; et les 100 premiers jours de planification de Nelson Mandela en Afrique du Sud considéraient que les repas scolaires pour les pauvres étaient essentiels pour rattraper les occasions perdues et investir dans la prochaine génération.

En 2009, la Banque mondiale (BM) et le PAM, en collaboration avec le Partenariat pour le développement de l'enfant (PCD), ont publié une analyse intitulée *Rethinking School Feeding* (Bundy et al., 2009). Cette analyse résulte des crises alimentaire, énergétique et financière de 2008, au cours desquelles les gouvernements ont reconnu que les programmes d'alimentation scolaire offraient de multiples avantages aux plus vulnérables : soutien du revenu en nature aux familles, apprentissage et accès à l'éducation, maintien de la santé et du bien-être. En conséquence, les gouvernements considèrent de plus en plus que l'alimentation scolaire est un investissement de protection sociale attrayant à long terme, ainsi qu'un filet de sécurité à court terme. Des appels ont été lancés pour demander une plus grande rigueur dans l'analyse des questions liées aux politiques (Alderman et Bundy, 2012) ainsi que dans l'ampleur et la qualité des évaluations et de la conception des essais (Kristjansson et al., 2007). Les gouvernements investissent dans l'alimentation scolaire non pas parce qu'ils atteignent ainsi un objectif unique, mais parce qu'ils en réalisent plusieurs.

Les origines de cette publication

Au cours de la dernière décennie, on a constaté une amélioration constante de la qualité et de la quantité des programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre par les gouvernements et les partenaires du développement, ainsi qu'une augmentation concomitante de la quantité et de la qualité de la recherche. L'analyse de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (PAM, 2013a) a constitué un élément essentiel de ce renouveau d'intérêt, de même que l'analyse approfondie du *School Feeding Sourcebook* des programmes nationaux dans 14 pays (Drake et al., 2016). PCD, avec l'appui de la Fondation Bill et Melinda Gates, notamment, a soutenu de nouveaux essais randomisés sur l'alimentation scolaire qui sont devenus essentiels pour comprendre les programmes en situation stable, au Ghana (Gelli et al., 2020) et en Ouganda (Adelman et al., 2019), ainsi que dans les situations d'urgence, au Mali (Aurino et al., 2018a). En 2017, la troisième édition de *Disease Control Priorities* de la Banque mondiale (Jamison et al., 2005-2018) comprenait une analyse détaillée des avantages et des coûts des programmes de santé et de nutrition scolaires ; elle a également expliqué les arguments soutenant que les programmes de santé et de nutrition scolaires constituaient un investissement dans le capital humain.

Cette évolution s'est reflétée dans l'approche du PAM en matière d'alimentation scolaire. Le PAM a adopté sa première politique mondiale d'alimentation scolaire en 2009, reconnaissant que l'alimentation scolaire était essentielle à la sécurité alimentaire des ménages et constituait un filet de sécurité efficace pour les foyers vulnérables. Cette politique a été mise à jour en 2013 pour tirer davantage parti de l'alimentation scolaire en tant qu'intervention multisectorielle bénéfique à l'éducation, la santé et la nutrition, la protection sociale et l'agriculture locale ; un accent particulier a été mis sur l'assistance technique aux gouvernements et le renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire dirigés par les gouvernements. En 2020, le PAM a adopté une nouvelle stratégie d'alimentation scolaire, marquant son engagement renouvelé à diriger les efforts mondiaux dans le domaine de l'alimentation scolaire. Cette publication s'inscrit dans le cadre d'un effort concerté visant à renforcer la base de connaissances et de données factuelles sur ce sujet.



La structure de cette publication

Cette publication comprend cinq chapitres couvrant les sujets suivants :

- **Chapitre 1 : Les programmes d'alimentation scolaire en 2020 : échelle, portée et tendances** – donne une mise à jour sur le nombre d'enfants qui reçoivent des repas scolaires, les taux de couverture et le financement, et contient de nouvelles analyses sur les sources de financement, l'emploi, les politiques et les programmes.
- **Chapitre 2 : Perspectives et priorités en matière de politiques** – donne un aperçu des principales évolutions et tendances en matière de politiques depuis 2013, en soulignant comment l'alimentation scolaire est de plus en plus fournie dans le cadre de programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés.
- **Chapitre 3 : Coûts et bénéfices de l'alimentation scolaire** – est un résumé des dernières données factuelles relatives aux programmes d'alimentation scolaire et comprend une mise à jour du point de référence mondial des coûts, un examen des données académiques et une analyse avantages-coûts.
- **Chapitre 4 : Partenariats pour l'alimentation scolaire** – apporte des informations concernant les partenariats et les coalitions sur les plans mondial, régional et national travaillant pour mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier.
- **Chapitre 5 : Le rôle mondial et stratégique du PAM en matière de santé et de nutrition scolaires** – fait le bilan de l'engagement renouvelé du PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire et de sa nouvelle stratégie pour la décennie à venir.

De plus, cette publication contient un rapport spécial sur la pandémie de COVID-19, inséré entre les chapitres 1 et 2. Ce rapport spécial examine la crise mondiale sans précédent provoquée par la pandémie, ses conséquences sur l'éducation et la santé des écoliers et les mesures d'atténuation adoptées par les gouvernements. Il décrit également les nombreux efforts déployés actuellement pour tirer les enseignements de la crise, pour rouvrir les écoles en toute sécurité et pour reconstruire un système éducatif mieux adapté pour protéger la santé, la nutrition et le bien-être des enfants et des apprenants.

À l'occasion du Prix Nobel de la paix 2020 décerné au PAM, un encadré dans les Messages-clés et une section du chapitre 2 examinent comment l'alimentation scolaire contribue à améliorer les conditions de paix et la résilience.

Outre les données et les analyses, cette publication contient également 16 nouvelles études de cas du monde entier, ainsi que 22 encadrés portant sur des questions sectorielles et thématiques. La grande majorité d'entre eux ont été rédigés par des contributeurs extérieurs au PAM, des experts et des décideurs possédant une connaissance de première main de ces sujets. Ces contributions constituent une source riche et diversifiée de nouvelles perspectives au-delà des données mondiales présentées dans cette publication ; elles apportent des informations plus directes concernant les expériences vécues, les problèmes rencontrés et les enseignements tirés par les pays et les partenaires. Les encadrés et les études de cas apportent des informations concernant :

- les programmes nationaux dans les pays à revenu élevé, intermédiaire et faible, illustrant la diversité des expériences et des pratiques ;
- les points de vue externes et les politiques des partenaires dans des domaines d'intérêt particuliers recoupant l'alimentation scolaire et la santé et nutrition scolaires ; et

- les enseignements tirés d'expériences innovantes particulières, notamment de l'approche Sud-Sud du Centre d'excellence au Brésil et des expériences d'acteurs non étatiques.

Les études de cas sont situées entre les chapitres, tandis que les encadrés sont présentés à l'intérieur des chapitres dont ils relèvent tout au long du rapport.

Terminologie

La terminologie pose des difficultés particulières lorsque l'on rédige des documents portant sur les programmes scolaires. Tous les programmes abordés dans cette publication sont fournis par le biais des systèmes scolaires et comprennent des interventions favorisant la santé, la nutrition ou les deux simultanément. Historiquement, les programmes scolaires gérés par le secteur de la santé sont appelés « programmes de santé et de nutrition scolaires », tandis que les programmes fournissant de la nourriture dans les écoles sont appelés « programmes d'alimentation scolaire » et sont souvent gérés par des secteurs autres que la santé, en particulier l'éducation, la protection sociale et l'aide sociale.

Les programmes de santé et de nutrition scolaires actuels comprennent généralement des éléments de repas scolaires et les programmes d'alimentation scolaire comprennent généralement des interventions sanitaires : dans l'échantillon de pays examiné dans cette publication (voir le chapitre 1), 93 % des programmes nationaux d'alimentation scolaire fournissaient des interventions sanitaires et nutritionnelles complémentaires.

Cette publication utilise de préférence le terme « alimentation scolaire », car il s'agit de la terminologie la plus largement acceptée dans ce domaine. Cependant, l'alimentation scolaire est de plus en plus intégrée dans des interventions de santé et de nutrition scolaires. De ce fait, les futures éditions de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* reflèteront probablement cette adoption plus large de la santé et de la nutrition scolaires au niveau de leur terminologie.

Le PAM sera heureux de recevoir des commentaires sur cette publication. Les correspondances peuvent être adressées à wfp.publications@wfp.org ou au Programme alimentaire mondial, Via C.G. Viola, 68-70, 00148 Rome, Italie







CHAPITRE 1

Programmes d'alimentation scolaire en 2020 : échelle, portée et tendances

Ce chapitre, avec les annexes III et IV situées à la fin de cette publication, présente une vue générale de l'état actuel des programmes d'alimentation scolaire dans le monde. La méthodologie utilisée pour le traitement des données et les analyses s'appuie sur des expériences antérieures dans ce domaine, en particulier l'approche novatrice développée pour *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a), et vise à mettre à jour des indicateurs clés tels que le nombre d'enfants recevant des repas scolaires, le niveau de couverture des programmes nationaux, et l'ordre de grandeur des investissements publics.

Les chiffres présentés ici représentent les meilleures données actuellement disponibles concernant l'échelle, la portée et la pertinence des programmes d'alimentation scolaire dans le monde. Ces chiffres donnent un aperçu de la situation actuelle et peuvent également être utilisés pour examiner les tendances historiques. Ce chapitre compare les résultats de 2020 avec les données publiées en 2013.

La grande majorité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde sont gérés par les gouvernements nationaux. Ce chapitre examine la façon dont les États ont intensifié leurs engagements politiques et financiers en faveur de l'alimentation scolaire et la manière dont ces efforts se sont traduits par des programmes d'alimentation scolaire plus larges et de meilleure qualité pour les enfants.

Les analyses présentées dans ce chapitre étaient presque arrivées à leur conclusion lorsque, en février 2020, la pandémie de COVID-19 a été déclarée ; 199 pays ont alors fermé leurs écoles et suspendu les programmes d'alimentation scolaire. Ce chapitre décrit l'état des programmes d'alimentation scolaire tel qu'il était avant la crise mondiale de la COVID-19. Le rapport spécial sur la COVID-19 compris dans cette édition décrit l'impact de cette crise mondiale sur la santé et la nutrition des écoliers et sur les programmes d'alimentation scolaire. Les prochaines éditions examineront toutes les conséquences de cette crise.

Les analyses de 2020 indiquent que 388 millions d'enfants bénéficient actuellement de l'alimentation scolaire dans le monde, ce qui représente une augmentation par rapport aux 353 millions de 2013.² Cette augmentation est particulièrement remarquable dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où le nombre d'enfants recevant des repas scolaires a augmenté respectivement de 36 % et 86 % au cours de cette période. L'analyse des tendances en matière de politiques suggère que l'alimentation scolaire a été de plus en plus institutionnalisée au cours des huit dernières années, en particulier dans les pays à faible revenu.

Malgré l'augmentation du nombre d'enfants recevant des repas scolaires, le taux de couverture des programmes d'alimentation scolaire – la proportion d'écoliers recevant des repas scolaires – est restée largement stable depuis 2013 en raison de la croissance parallèle du nombre d'écoliers au cours de la même période. Dans le monde, un écolier sur deux reçoit actuellement un repas scolaire, bien qu'il existe de larges disparités entre les pays et au sein des pays. En général, la couverture des programmes d'alimentation scolaire demeure la plus faible dans les pays où le besoin est le plus grand. Cependant, des signes encourageants montrent que dans les pays à faible revenu, la croissance des programmes d'alimentation scolaire dépasse la croissance démographique, ce qui a entraîné une augmentation significative du taux de couverture qui

2. Estimations actualisées 2013. Pour obtenir des informations plus détaillées, veuillez vous reporter à l'annexe III.

est passé de 13 % en 2013 à 20 % en 2020. Dans les pays à revenu intermédiaire, la couverture a légèrement diminué, bien que la taille des programmes d'alimentation scolaire ait augmenté considérablement, en raison d'une croissance démographique particulièrement dynamique.

On estime que les investissements mondiaux annuels dans l'alimentation scolaire se situent entre 41 et 43 milliards de dollars américains. Dans les pays à faible revenu, les programmes sont devenus beaucoup plus autonomes : la part du financement national a augmenté, passant de 17 % à 28 % entre 2013 et 2020. Dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, les programmes sont soutenus presque entièrement par des fonds nationaux. Cela reflète la reconnaissance croissante des retombées économiques de ces programmes au niveau du capital humain, des filets de sécurité sociale et des économies locales (voir également le chapitre 3). De nouvelles données montrent que les programmes d'alimentation scolaire ont conduit à la création de 3,1 millions d'emplois directs dans 48 pays, soit 1 668 emplois pour 100 000 enfants bénéficiaires.

Les retombées économiques peuvent également expliquer pourquoi les gouvernements continuent de renforcer leurs efforts pour améliorer la qualité des programmes : 80 % disposent maintenant d'une politique d'alimentation scolaire, contre 42 % en 2013. En outre, l'alimentation scolaire fait de plus en plus partie d'un paquet intégré d'interventions pour la santé et la nutrition scolaires : moins de 7 % des gouvernements mettent en œuvre l'alimentation scolaire seule ; 61 % combinent l'alimentation scolaire avec un ensemble de plus de quatre autres interventions de santé et de nutrition, tandis que 29 % fournissent un ensemble comprenant sept à dix interventions.

Il est essentiel de disposer de données fiables pour comprendre et améliorer ces programmes ; en outre, ces données sont particulièrement utiles pour mesurer et suivre les progrès au fil du temps. C'est pourquoi le PAM prévoit de travailler en collaboration avec ses partenaires afin de renouveler cette analyse de manière périodique, à travers des enquêtes et des publications régulières. Dans cette perspective à long terme, cette publication représentera la base de référence pour l'évaluation et le suivi réguliers des programmes d'alimentation scolaire au niveau mondial.

Les données présentées ici fourniront également la base de référence pour suivre le déploiement de la Stratégie d'alimentation scolaire décennale du PAM (voir le chapitre 5 pour obtenir des informations plus détaillées concernant la stratégie). La stratégie appelle particulièrement à une solide composante d'évaluation et de suivi pour « démontrer les résultats et mesurer le succès », ainsi qu'à « une publication phare périodique pour consolider les données et rendre compte de la situation de l'alimentation scolaire dans le monde » (PAM, 2020a).

Un écolier sur deux, soit 388 millions d'enfants dans le monde, reçoivent des repas scolaires chaque jour

388M

Entre 2013 et 2020, le nombre d'enfants qui reçoivent des repas scolaires a augmenté de 9 % au niveau mondial

+9%

Principaux résultats au niveau mondial

1 ÉCOLIER SUR 2

dans l'éducation primaire
reçoit des repas scolaires
au niveau mondial



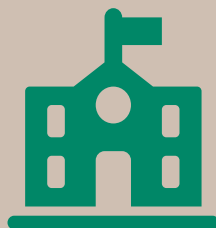
93%

des gouvernements
mettent en œuvre
l'alimentation
scolaire en
conjonction avec
des interventions
complémentaires
de santé et de
nutrition scolaires

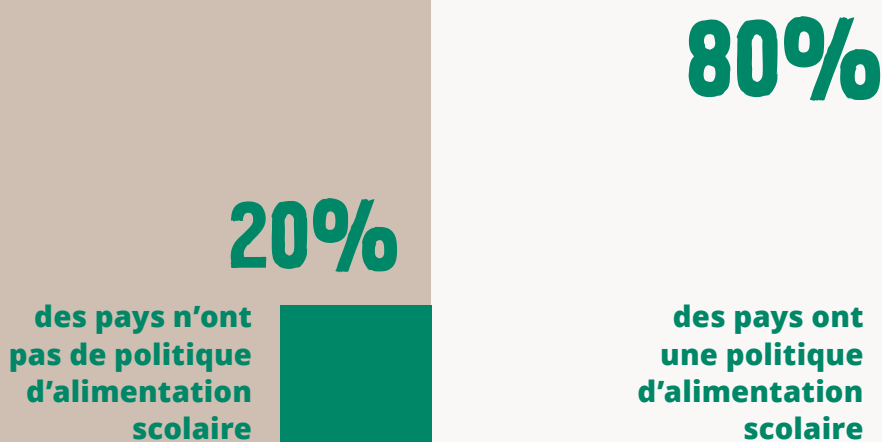


Institutionnalisation des programmes d'alimentation scolaire

4 pays sur 5 disposent maintenant d'une politique nationale d'alimentation scolaire



Plus de 90 % du coût de l'alimentation scolaire est couvert par des **financements nationaux**



1.1 Nombre d'enfants recevant des repas scolaires

Les données mondiales indiquent qu'au moins 388 millions d'élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire reçoivent une alimentation scolaire dans 161 pays, à partir d'un échantillon de 163 pays (Carte 1.1).

1.1.1 Sources de données

Actuellement, il n'existe aucun mécanisme mondial établi pour collecter et conserver des données de qualité sur les programmes d'alimentation scolaire. Dans sa Stratégie 2020 pour l'alimentation scolaire, le PAM s'est engagé à concevoir une base de données mondiale afin d'effectuer le suivi des programmes d'alimentation scolaire ; cette base de données est destinée à constituer le fondement des futures éditions de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*. Pour ce rapport, les données ont été collectées auprès de sources officielles et publiques (voir la figure 1.1), notamment la Banque mondiale, l'Union africaine, le PAM et *The Global Survey of School Meal Programs* © 2019 (Enquête mondiale sur les programmes de repas scolaires 2019) de la Fondation mondiale sur la nutrition infantile (GCNF), financée par le Département américain de l'Agriculture (USDA).

Lorsque plusieurs sources de données étaient disponibles pour un pays donné, seul le chiffre le plus récent a été utilisé (voir l'annexe III). Dans huit pays (représentant 5 % de l'échantillon total), aucune donnée plus récente que celles rapportées en 2013 n'était disponible.

Figure 1.1
Répartition des pays par source de données (n=163)

Légende : Ce chapitre présente les données de 163 pays. Pour un tiers des pays, la source de données est l'Enquête mondiale de la GCNF financée par l'USDA. Pour le reste, les sources de données sont des rapports publiés par le PAM, la Banque mondiale, l'Union africaine et d'autres sources. Les pays pour lesquels des données ont été rapportées représentent près de 80 % de l'ensemble de données.

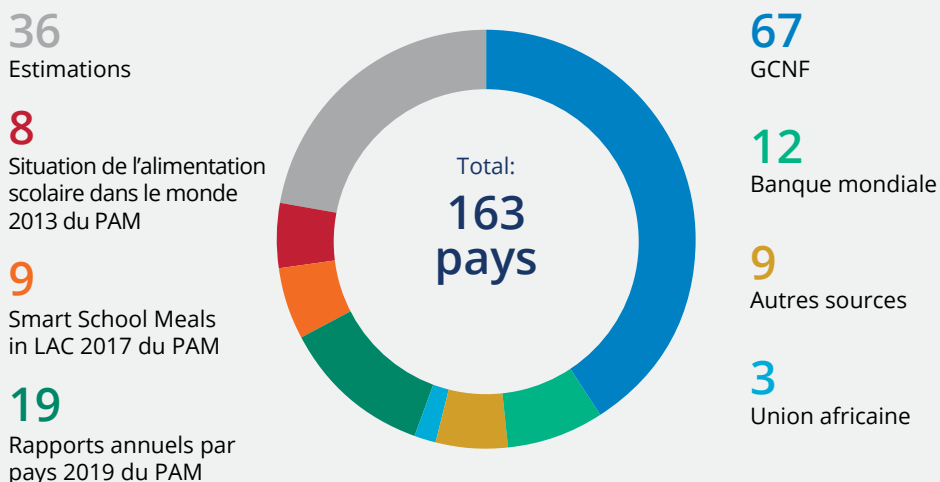
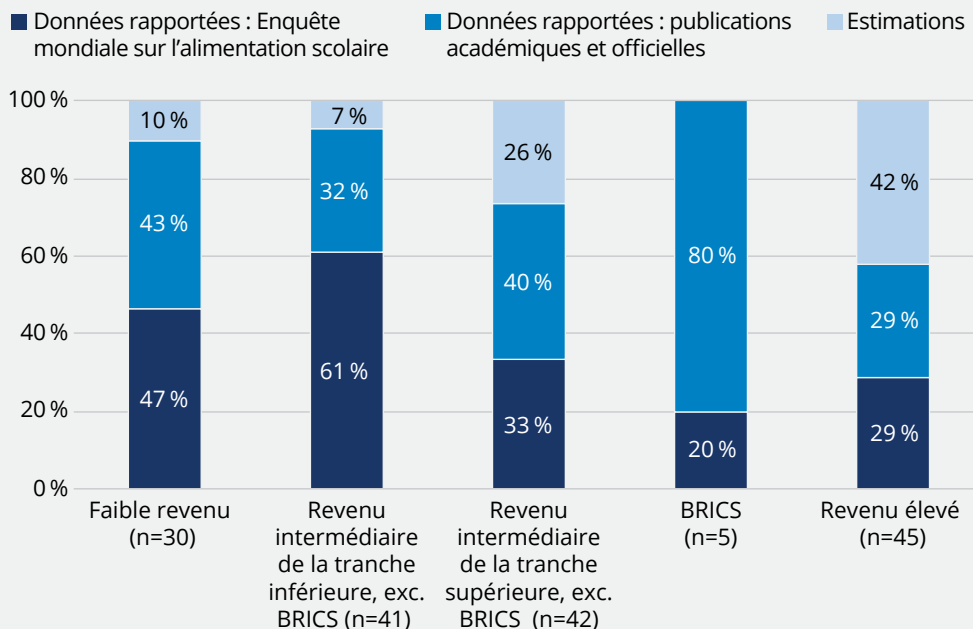


Figure 1.2
Répartition de l'échantillon par source et par niveau de revenu (n=163)

Légende : Les données rapportées représentent plus de 90 % des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de l'échantillon et 100 % des pays du groupe BRICS. La plupart des pays pour lesquels il a été nécessaire de recourir à des estimations se trouvent dans la catégorie des pays à revenu élevé et, dans une moindre proportion, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.



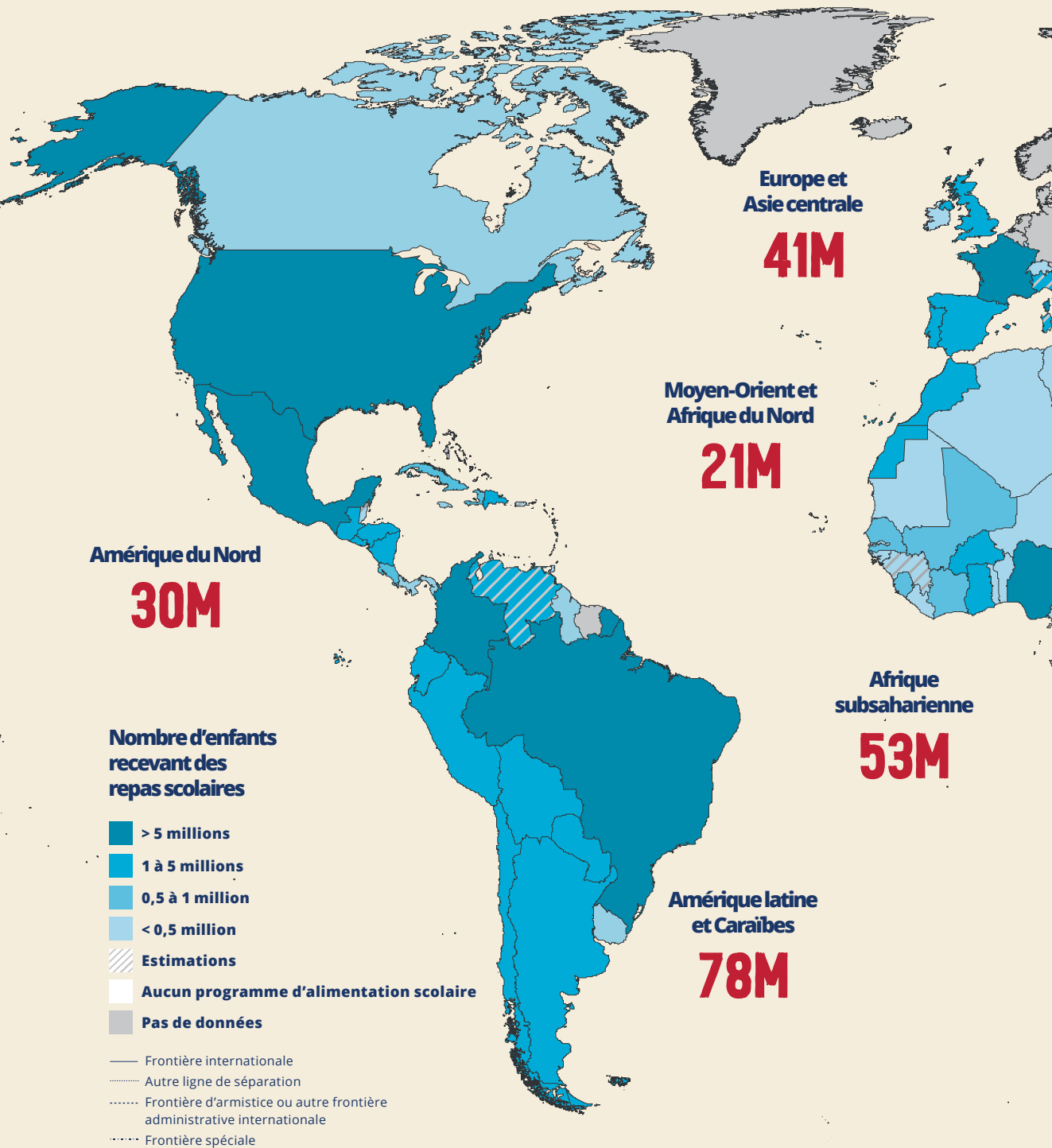
Les analyses de 2020 s'appuient sur un échantillon de 163 pays, contre 154 pays en 2013. Les données rapportées étaient disponibles dans 127 pays (contre 105 en 2013), qui représentent 364 millions d'enfants ou 94 % de l'échantillon total. Cela a permis de réduire le recours à des estimations en 2020, car le nombre de pays pour lesquels des procédures d'estimation ont dû être utilisées a diminué, passant de 49 en 2013 à 36 pays en 2020, qui représentent 24 millions d'enfants ou 6 % de l'échantillon total. Les estimations ont été réalisées en s'appuyant sur les mêmes méthodes que celles utilisées pour la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a) ; ces méthodes sont décrites à l'annexe III.

1.1.2 Nombre d'enfants recevant des repas scolaires

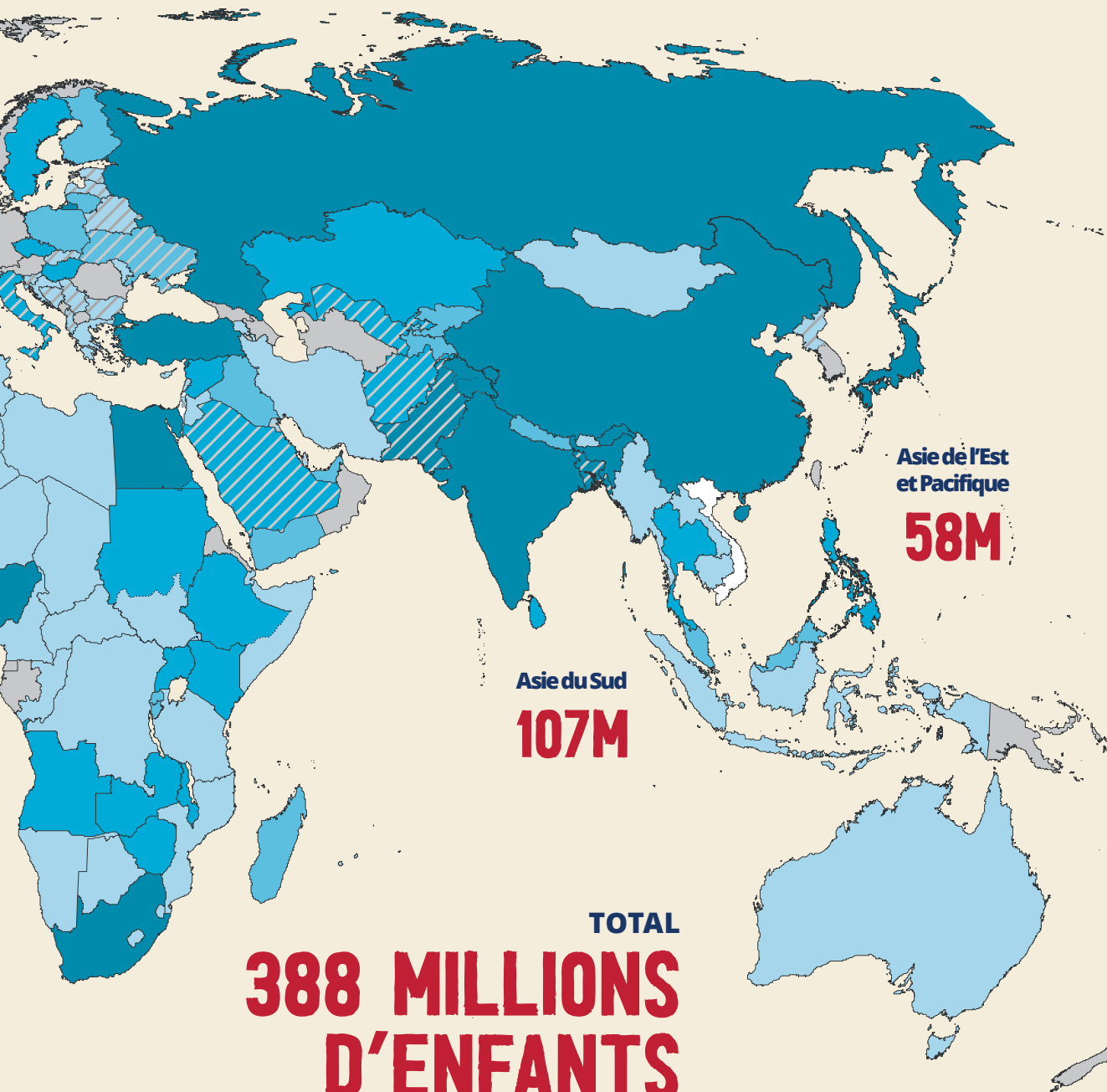
On estime que 388 millions d'enfants dans le monde reçoivent des repas scolaires. Les programmes d'alimentation scolaire les plus importants se trouvent en Inde (90 millions d'enfants), au Brésil et en Chine (40 millions chacun), aux États-Unis (30 millions) et en Égypte (11 millions). Près de la moitié des enfants qui reçoivent des repas scolaires dans le monde vivent dans l'un des cinq pays du groupe BRICS (188 millions). Cinquante-deux pays disposent de programmes qui couvrent plus d'un million d'enfants.

Carte 1.1

Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans le monde



Sur cette carte, le Jammu-et-Cachemire est inclus dans la catégorie "plus de 5 millions d'enfants" car ce territoire est couvert par un programme d'alimentation scolaire dont la taille totale excède 5 millions d'enfants. La présentation des données sur cette carte n'implique aucune prise de position de la part du PAM quant au statut juridique ou constitutionnel de ce territoire ou la délimitation de ses frontières.



Asie de l'Est
et Pacifique

58M

Asie du Sud

107M

TOTAL

**388 MILLIONS
D'ENFANTS**



L'Asie du Sud compte le plus grand nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire (107 millions), suivie de l'Amérique latine et des Caraïbes (78 millions), de l'Asie de l'Est et du Pacifique (58 millions) et de l'Afrique subsaharienne (53 millions). Ces chiffres comprennent les enfants recevant des repas scolaires fournis par le PAM (17 millions en 2019).

Cette ampleur extraordinaire des programmes d'alimentation scolaire était déjà observée dans le rapport de la Banque mondiale sur la situation des filets de sécurité sociale en 2018 (*State of Social Safety Nets 2018*), qui examine sept catégories d'instruments de protection sociale dans 142 pays. Ce rapport conclut que l'alimentation scolaire est le filet de sécurité sociale le plus répandu dans le monde en ce qui concerne le nombre de pays mettant en œuvre des programmes. Aucun autre filet de sécurité sociale n'a été mis en place dans plus de 90 pays ; l'alimentation scolaire était également le deuxième filet de sécurité sociale par ordre d'importance en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires (soit 382 millions d'enfants à l'époque), après les programmes d'exemptions sociales.

Les études de cas présentées à la fin de ce chapitre (études de cas 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5) contiennent des informations plus détaillées sur les programmes d'alimentation scolaire au Brésil, en Russie, en Inde, en Chine et en Afrique du Sud. Ces cinq pays réunis représentent 48 % de tous les enfants recevant une alimentation scolaire dans le monde ; c'est pourquoi ces programmes constituent des sources particulièrement importantes d'exemples de pratiques et d'enseignements.

1.1.3 Évolution du nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire depuis 2013

L'évolution de la taille des programmes entre 2013 et 2020 est examinée pour les 150 pays avec des données disponibles pour ces deux années (figure 1.3). Dans un nombre limité de pays, les estimations de 2013 ont été actualisées à la lumière de nouvelles données publiées plus récemment (voir l'annexe III pour obtenir des informations plus détaillées).

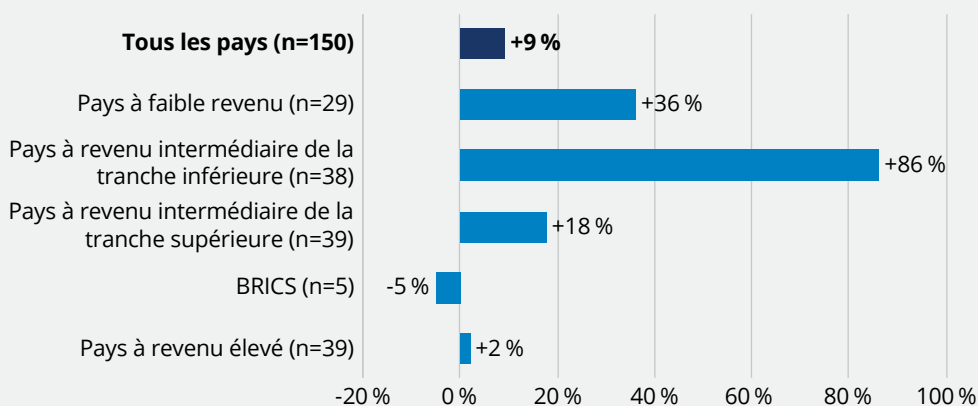
La figure 1.3 montre que le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire a augmenté dans le monde entier depuis 2013. Bien que l'alimentation scolaire ait augmenté de 9 % au niveau mondial, elle s'est accrue considérablement dans les pays à faible revenu (+36 %) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (+86 %), en particulier là où le nombre d'enfants qui recevaient des repas scolaires était faible en 2013, et notamment en Afrique. Les programmes d'alimentation scolaire ont également augmenté dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (+18 %), ainsi que dans les pays à revenu élevé, qui ont enregistré une augmentation modeste (+2 %) en raison de taux de couverture déjà élevés. Le déclin apparent de l'alimentation scolaire dans les pays du groupe BRICS reflète en réalité des évolutions démographiques particulières et d'autres changements en Inde et au Brésil (voir la section 1.2 ci-dessous pour des informations plus détaillées).

L'alimentation scolaire est de plus en plus considérée
comme un programme essentiel pour les apprenants.
4 pays sur 5 ont adopté des politiques nationales
d'alimentation scolaire

4 SUR 5

Figure 1.3
Évolution du nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire entre 2013 et 2020³

Légende : Entre 2013 et 2020, le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire a augmenté dans le monde, mais en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.



1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire

Le taux de couverture se définit comme la proportion d'élèves (enfants scolarisés) bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire. Bien que les données présentées dans la section 1.1 recouvrent l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, l'analyse du taux de couverture se limite ici aux élèves du primaire uniquement, en raison du manque actuel de données concernant les deux autres groupes d'âge.

Le taux de couverture dans chaque pays a été estimé en utilisant le nombre d'enfants déclarés comme recevant une alimentation scolaire dans les écoles primaires, divisé par le nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires tel que rapporté par l'Institut de statistique de l'UNESCO (2019). Le taux de couverture a été calculé pour chaque pays ainsi que par groupe de revenu, ce dernier étant pondéré par le nombre d'enfants scolarisés dans chaque pays. L'annexe III contient de plus amples informations concernant les calculs.

Comme le montre la figure 1.4, 730 millions d'enfants sont actuellement inscrits dans les écoles primaires dans le monde, répartis comme suit : 109 millions dans des pays à faible revenu ; 339 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (y compris le groupe BRICS) ;

3. En raison de la grande échelle des programmes d'alimentation scolaire dans les cinq pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), la plupart des graphiques de ce rapport présentent les pays du groupe BRICS comme une catégorie distincte, en plus des groupes par niveau de revenus. Sauf indication contraire, les pays du groupe BRICS seront donc indiqués deux fois : une première fois au sein de leur catégorie de revenu respective (pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, pour l'Inde, et pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure pour les quatre autres pays), et une deuxième fois, séparément, en tant que groupe distinct. Par exemple, dans la figure 1.3, l'augmentation du nombre d'enfants qui reçoivent des repas scolaires de 86 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure inclut l'Inde aux côtés des autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et la baisse de 5 % de ce même indicateur dans la catégorie BRICS inclut également l'Inde aux côtés des quatre autres pays du groupe BRICS.

Figure 1.4

Enfants inscrits dans les écoles primaires du monde entier

Légende : 730 millions d'enfants sont inscrits dans des écoles primaires dans le monde : 109 millions dans des pays à faible revenu ; 339 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (y compris le groupe BRICS) ; 206 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (y compris le groupe BRICS) ; et 77 millions dans des pays à revenu élevé.

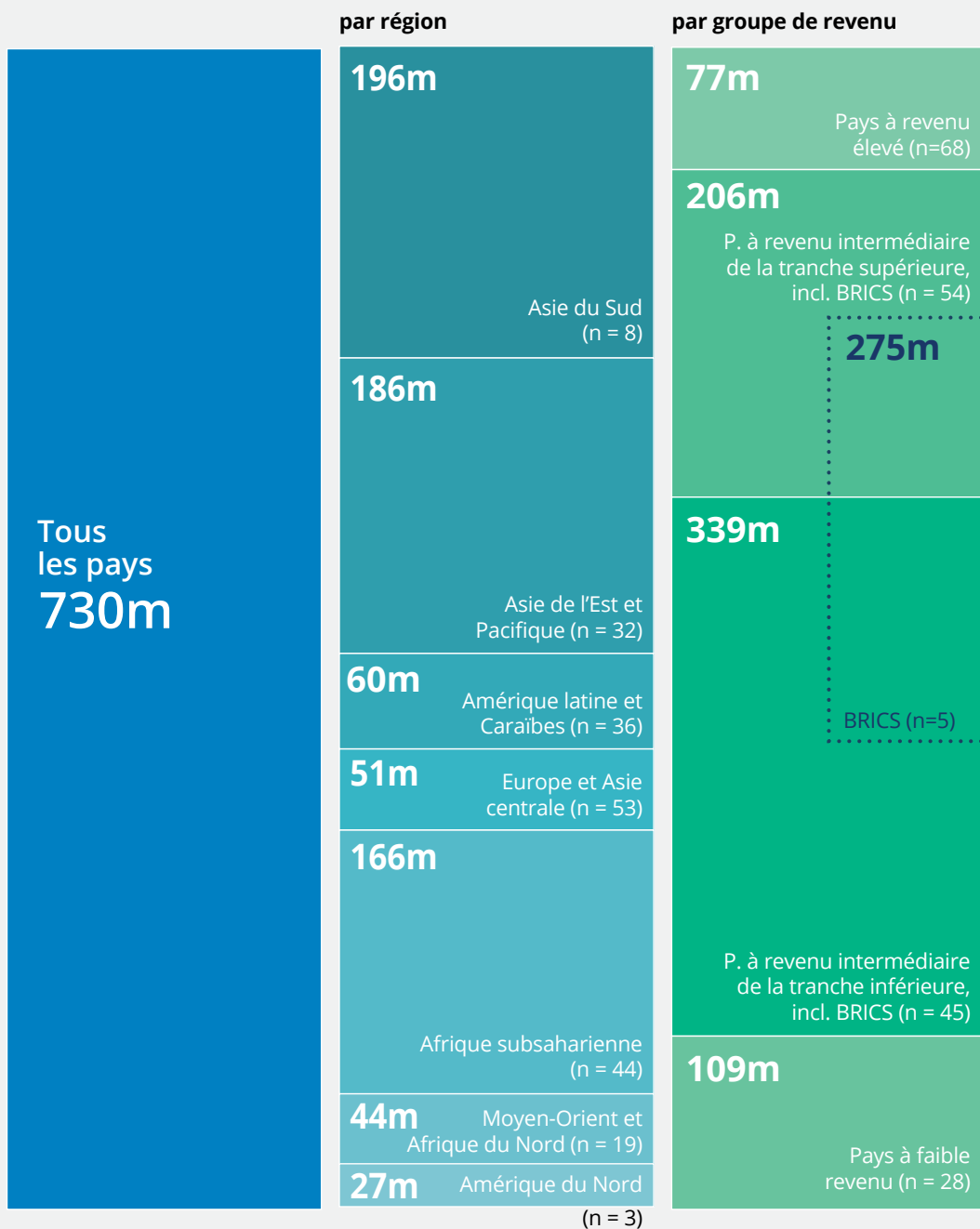
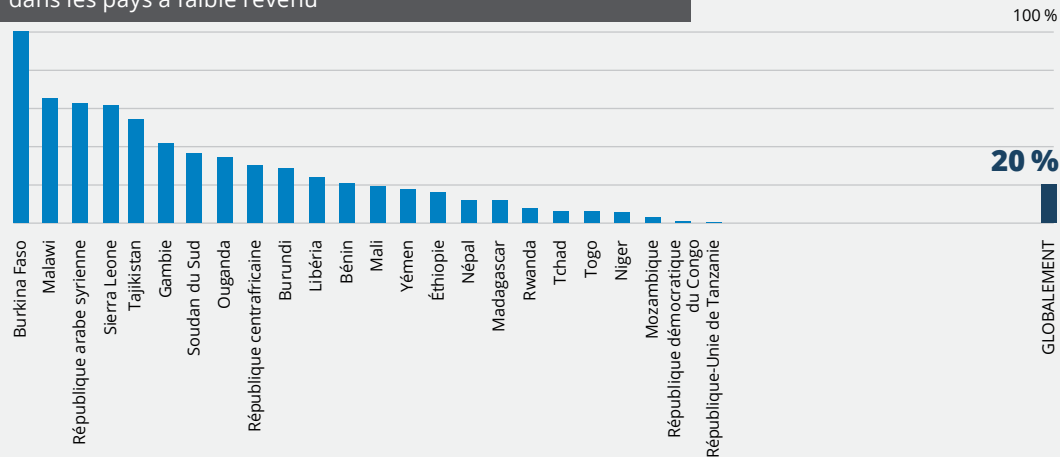


Figure 1.5

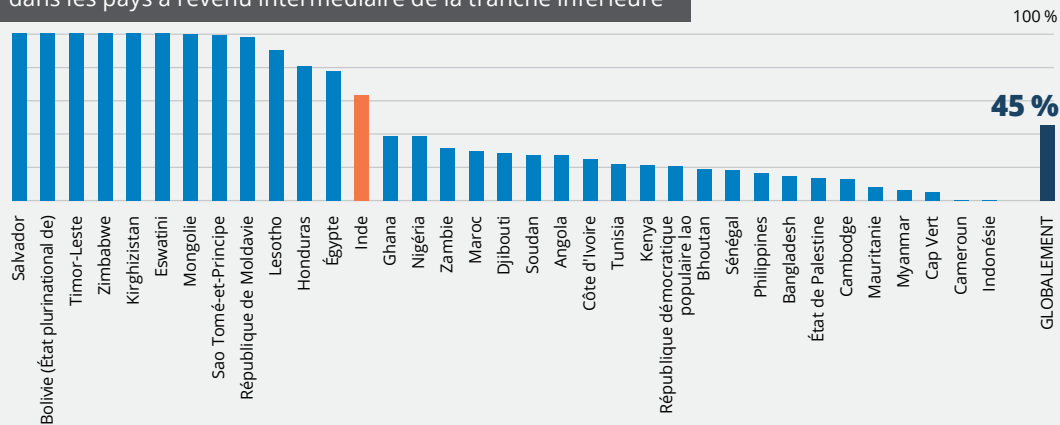
Taux de couverture des programmes d'alimentation scolaire par pays et par niveau de revenu

Légende : En moyenne, 20 % des écoliers reçoivent des repas scolaires dans les pays à faible revenu, contre 45 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 58 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les cinq pays du groupe BRICS ont un taux de couverture moyen de 61 %.

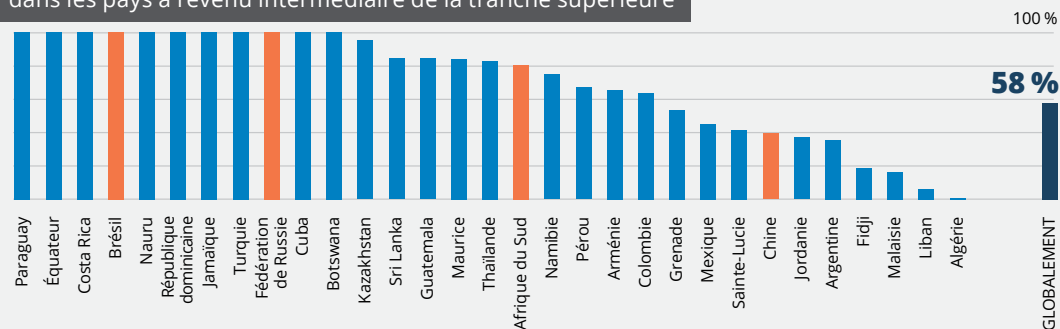
dans les pays à faible revenu



dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure



dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure



La figure 1.5 montre les données relatives au taux de couverture pour chaque pays, regroupés par niveau de revenu. En général, le taux de couverture augmente avec le niveau de revenu, mais de larges disparités existent à l'intérieur de chaque groupe de revenu entre les programmes nationaux.

Les données relatives aux pays à revenu élevé ne sont pas présentées ici en raison de la difficulté à obtenir des données. Ce paradoxe apparent est dû à large proportion d'enfants couverts par le secteur privé dans cette catégorie de pays, ce qui rend les données plus difficiles à obtenir. Les futures éditions de cette publication s'efforceront de remédier à cette situation.

La comparaison du taux de couverture entre 2013 et 2020 se limite aux 106 pays pour lesquels cet indicateur est disponible pour les deux années (voir la figure 1.6). Le taux de couverture de l'alimentation scolaire demeure le plus faible dans les pays à faible revenu et le plus élevée dans les pays à revenu élevé. Dans l'ensemble, la couverture a légèrement baissé, passant de 51 % à 48 %. Elle a cependant augmenté de manière significative dans les pays à faible revenu, où elle est passée de 13 % à 20 %. Ces résultats, associés à l'augmentation constatée du nombre d'enfants nourris (voir la figure 1.3), suggèrent que la taille des programmes a augmenté en même temps que la croissance de la population scolaire dans tous les groupes de revenus ; dans les pays à faible revenu, l'augmentation des programmes d'alimentation scolaire a dépassé la croissance démographique.

Dans les pays du groupe BRICS, le nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire a diminué en Inde et au Brésil et a augmenté en Russie, en Afrique du Sud et en Chine. Les programmes de l'Inde et du Brésil sont, respectivement, le premier et le deuxième ex-aequo par ordre d'importance au niveau mondial, et ces deux pays visent à atteindre une couverture universelle grâce à laquelle tous les enfants des écoles publiques ont droit à des repas scolaires gratuits. Ces populations cibles d'une taille exceptionnelle représentent une grande partie des chiffres globaux ; c'est pourquoi les raisons possibles de ce déclin apparent sont examinées plus en détail dans les paragraphes suivants.

Au Brésil, le nombre d'enfants ayant reçu des repas scolaires du *Programa Nacional de Alimentação Escolar (PNAE)* était de 47,3 millions en 2013 et de 40,2 millions en 2019, soit une baisse de 7,1 millions. De même que dans d'autres pays à revenu intermédiaire, on constate un vieillissement progressif de la population brésilienne ; ainsi, la tranche d'âge des 4 à 14 ans dans la population nationale (correspondant aux enfants en âge préscolaire, primaire et secondaire inférieur, groupe-cible du PNAE) a diminué d'environ 4,2 millions de personnes entre 2010 et 2020 alors même que la population totale a augmenté. L'ampleur de ce changement démographique ainsi que certaines modifications mineures au niveau des procédures de suivi expliquent la diminution des chiffres de bénéficiaires, et ne reflètent pas un changement délibéré de stratégie pour ce programme.

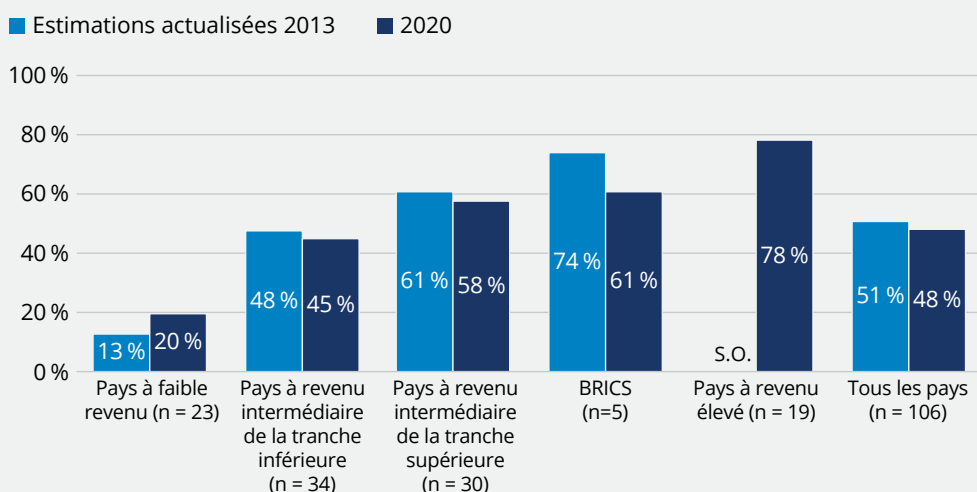
Plus de 90 % du financement des programmes d'alimentation scolaire provient de budgets nationaux

90%

L'Inde dispose du plus grand programme d'alimentation scolaire au monde. Les rapports gouvernementaux indiquent que 90,4 millions d'enfants ont reçu des repas scolaires quotidiens dans le cadre du *Mid-Day Meal Scheme* (MDMS) en 2019. En 2013, le nombre rapporté était de 113,6 millions d'enfants. Selon certaines indications, ce chiffre pourrait atteindre 116 millions en fonction du type d'écoles prises en compte. Quel que soit le nombre exact, l'ampleur de cet effort est extraordinaire. Un défi de cette envergure comporte une incertitude inhérente à l'estimation des chiffres, renforcée en Inde par deux facteurs indépendants de l'alimentation scolaire. Tout comme au Brésil, la population indienne vieillit ; le nombre d'enfants de 6 à 13 ans (groupe d'âge ciblé par le MDMS) a diminué d'environ 6,2 millions d'individus entre 2010 et 2020. Simultanément, comme on le constate dans d'autres pays, la croissance économique a conduit au développement rapide d'écoles du secteur privé abordables et à faible coût, recrutant au sein des écoles du secteur public où le MDMS est mis en œuvre (Central Square Foundation, 2020). Les données disponibles n'indiquent pas dans quelle mesure des repas scolaires sont fournis dans les écoles privées. Compte tenu de cette incertitude, ce rapport ont adopté le chiffre prudent de 90,4 millions d'enfants recevant des repas scolaires par le biais du MDMS au sein des écoles publiques. En vue de la prochaine édition de ce rapport, un accent particulier sera mis sur l'estimation des taux de couverture dans le secteur privé, notamment pour ces programmes immenses. Même avec cette estimation basse, l'Inde dispose toujours du plus grand programme d'alimentation scolaire au monde : il représente plus du double de la taille du deuxième programme.

Figure 1.6
Évolution du taux de couverture entre 2013 et 2020 par catégorie de revenu⁴

Légende : Le taux de couverture a augmenté dans les pays à faible revenu ; il est restée stable ou a légèrement diminué dans les autres groupes de revenus, en raison principalement de la croissance démographique concomitante.



4. Dans les figures 1.6 et 1.7, les comparaisons entre 2013 et 2020 sont basées sur le même sous-ensemble de pays, limité aux pays ayant communiqué des données à la fois en 2013 et en 2020. Certains pays n'ont rapporté des données qu'en 2013, mais pas en 2020 ou inversement ; ces pays ne sont pas inclus dans les comparaisons ci-dessus, mais des données détaillées par pays sont indiquées dans l'annexe IV.

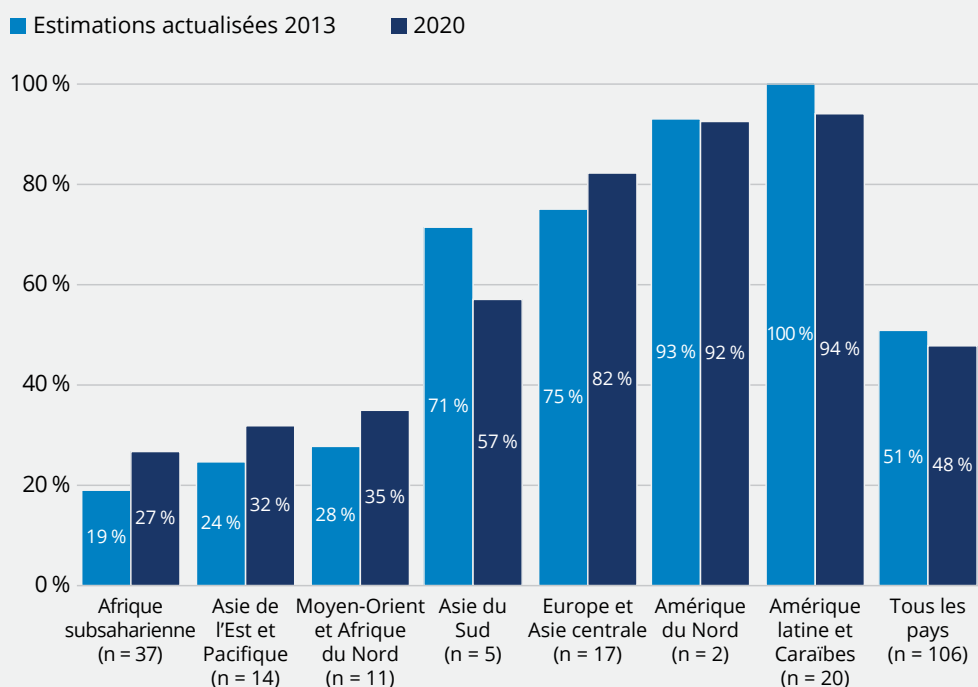
La question des écoles privées ne concerne pas uniquement l'Inde. En effet, la combinaison de services privés et publics d'alimentation scolaire est probablement la norme dans les pays à revenu intermédiaire et élevé. L'alimentation scolaire dans les systèmes d'enseignement privé du monde entier pourrait représenter des dizaines de millions d'enfants qui ne sont peut-être pas pris en compte dans cette publication. Les prochaines éditions de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* viseront à fournir davantage de données concernant les programmes dans les écoles privées.

Il existe également d'importantes variations entre les régions, comme le montre la figure 1.7 ; trois tendances principales se dégagent :

- l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes ont atteint et maintenu un taux de couverture important ;
- le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et subsaharienne, l'Europe, l'Asie centrale et orientale et le Pacifique ont tous augmenté le taux de couverture de leurs programmes d'alimentation scolaire de l'ordre de 6 à 8 points de pourcentage par rapport à 2013 ;
- en Asie du Sud, le taux de couverture des programmes d'alimentation scolaire a diminué ; néanmoins, ces programmes demeurent très importants en chiffres absolus.

Figure 1.7
Évolution du taux de couverture par région entre 2013 et 2020

Légende : Le taux de couverture a augmenté en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; il est resté stable dans la plupart des autres régions, à l'exception de l'Asie du Sud (voir ci-dessus).



1.3 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire

On estime que l'investissement mondial annuel dans l'alimentation scolaire se situe entre 41 et 43 milliards de dollars américains, dont la majeure partie provient des budgets nationaux et gouvernementaux.

Cette estimation repose sur quatre sources de dépenses rapportées englobant 92 pays :

- le Global School Feeding Sourcebook, publié en 2016 ;
- le rapport du PAM sur les programmes nationaux tenant compte de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes, publié en 2017 ;
- le rapport de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire durable, publié en 2018 ;
- l'enquête mondiale sur l'alimentation scolaire parrainée par l'USDA et réalisée par la GCNF, publiée en 2019.

En outre, il a été possible d'estimer les dépenses concernant 63 autres pays en suivant les procédures développées en 2013 (voir l'annexe III). Ce montant a été calculé à partir du coût moyen par enfant de l'alimentation scolaire (par groupe de revenu, dérivé des dépenses déclarées) multiplié par le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans chacun de ces 63 pays. Le tableau 1.1 présente l'investissement annuel pour 92 pays basé sur les dépenses réelles rapportées (27 à 29 milliards de dollars américains) et l'investissement annuel pour 155 pays basé sur la combinaison des dépenses réelles et estimées (41 à 43 milliards de dollars américains).



WFP/Sébastien Rieussec/Mali

Tableau 1.1

Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire⁵

Légende : Les données rapportées montrent que l'investissement mondial annuel dans l'alimentation scolaire s'élève à au moins 27 à 29 milliards de dollars américains. Si l'on inclut les estimations pour tous les pays connus pour mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, l'investissement mondial est estimé entre 41 et 43 milliards de dollars américains.

Source	Nombre de pays	Nombre de bénéficiaires	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (\$ US)
Coût réel rapporté uniquement	92	279 millions	Budget alloué	29 billion
	92	279 millions	Coût moyen par groupe de revenus	27 billion
Coût réel rapporté et estimations	155	388 millions	Budget alloué pour 92 pays disposant de données ; coût moyen par groupe de revenu pour les 63 autres pays	43 billion
	155	388 millions	Coût moyen par groupe de revenus	41 billion

1.4 Sources de financement

Les données concernant les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire en 2013 sont basées sur l'enquête du PAM effectuée cette année-là ; les résultats de 2020 sont basés sur l'enquête mondiale sur l'alimentation scolaire parrainée par l'USDA et réalisée par la GCNF en 2019-2020. Ces données comprennent trois types de financement, par ordre décroissant : le financement national provenant des budgets publics ; les donateurs au niveau national et le secteur privé ; et les donateurs internationaux dont les acteurs étatiques, les Nations Unies, y compris le PAM, et les acteurs non étatiques.

Les budgets nationaux constituent la première source de financement des programmes d'alimentation scolaire au niveau mondial, à l'exception des pays à faible revenu. Comme le montre la figure 1.8, les budgets nationaux représentaient les principales sources de financement des programmes en 2013 et 2020 ; dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, les programmes étaient financés presque exclusivement par des ressources nationales. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les fonds nationaux dominent également, 5 % des fonds provenant de donateurs extérieurs.

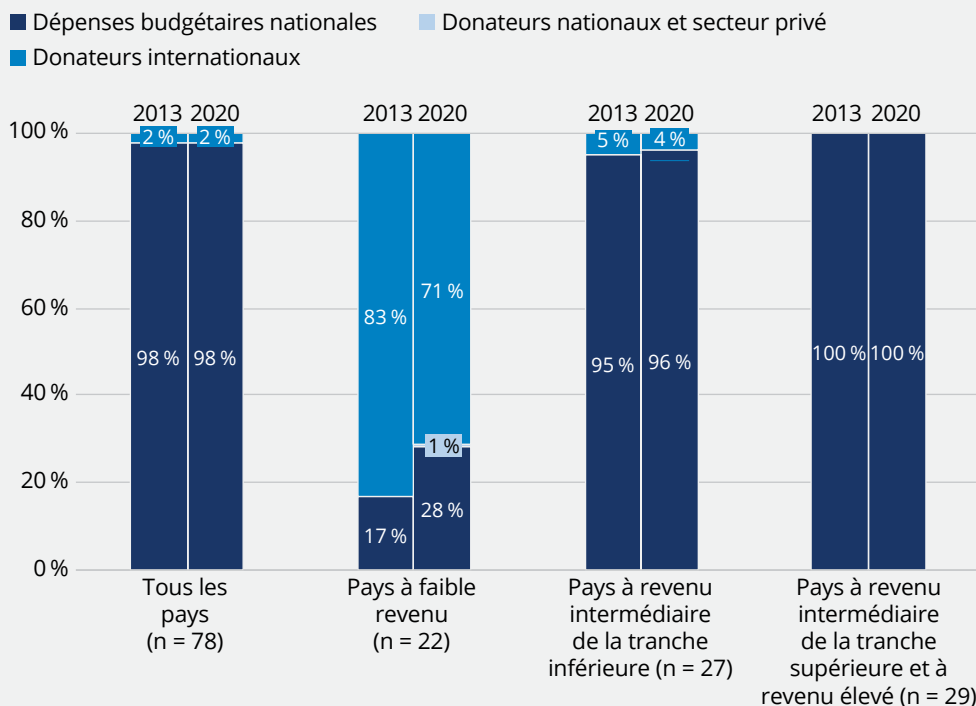
5. Comme le montrent les points de référence des coûts au niveau mondial, présentés au chapitre 3 de cette publication, le coût par habitant de l'alimentation scolaire varie considérablement d'un pays à l'autre. En conséquence, et suivant la méthodologie élaborée dans l'édition précédente de cette publication, les chiffres globaux de l'investissement mondial ont été estimés en appliquant deux méthodes différentes sur deux échantillons de bénéficiaires différents. Les quatre estimations en résultant donnent une gamme de valeurs plausibles. Les deux ensembles de valeurs d'investissement sont le montant total alloué à l'alimentation scolaire, tel que rapporté par chaque pays, et le coût moyen par habitant de l'alimentation scolaire par groupe de revenu.

Dans les pays à faible revenu, 83 % des fonds provenaient de donateurs extérieurs en 2013. En 2020, la part des donateurs extérieurs est tombée à 71 %, tandis que les pays à faible revenu ont augmenté considérablement leur part du financement intérieur, qui est passée de 17 % à 28 %. On note également l'apparition, pour la première fois dans les données, de nouvelles sources de financement provenant de donateurs nationaux et du secteur privé. Ceci suggère une augmentation de l'autonomisation des pays et une réduction de leur dépendance vis-à-vis de soutiens extérieurs. Cette augmentation s'est produite en même temps que l'augmentation de 36 % du nombre d'enfants nourris, ce qui suggère que l'alimentation scolaire constitue de plus en plus une priorité pour les gouvernements à faible revenu.

Figure 1.8

Répartition des dépenses totales par source de financement en 2013 et en 2020

Légende : Le financement national représente la plus grande part du financement de l'alimentation scolaire dans le monde. Les données suggèrent que les gouvernements des pays à faible revenu ont presque doublé leur niveau de financement par rapport aux donateurs internationaux entre 2013 et 2020.



1.5 Institutions nationales : cadres politiques et conception des programmes

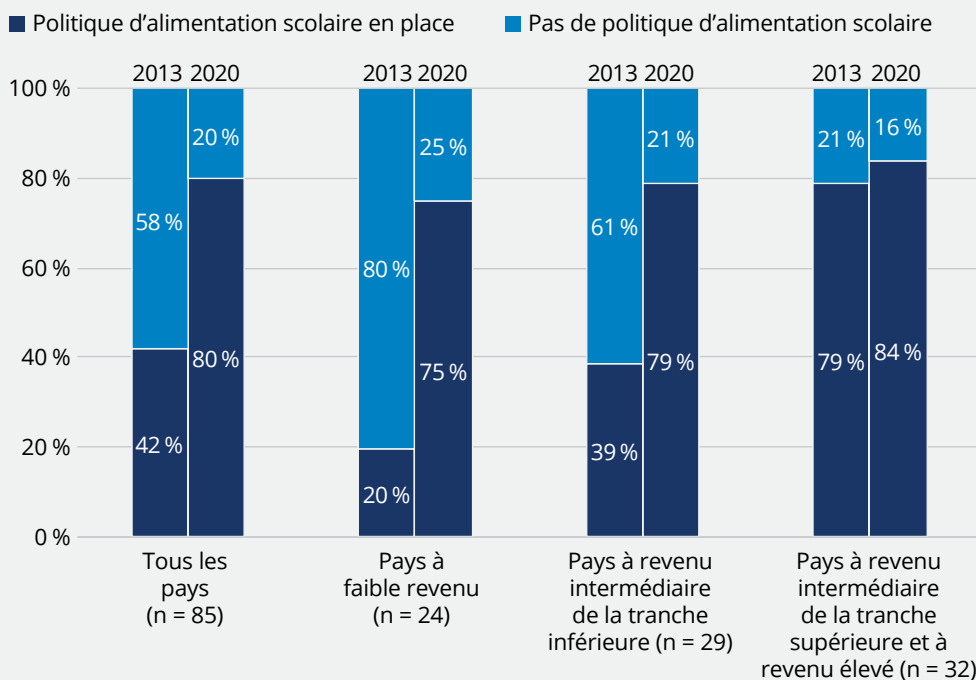
Entre 2013 et 2020, de nombreux pays ont renforcé et élargi les cadres politiques et juridiques régissant leurs programmes d'alimentation scolaire. En 2013, moins de la moitié des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et des pays à faible revenu disposaient d'une politique ou d'un cadre juridique établi pour leurs programmes d'alimentation scolaire, bien qu'un nombre important de ces pays aient déclaré à cette époque que ces cadres étaient en cours d'élaboration.

Comme le montre la Figure 1.9, dans les pays à faible revenu, la part des pays disposant d'un cadre politique établi pour l'alimentation scolaire a augmenté, passant de 20 % en 2013 à 75 % en 2020 ; dans les pays à revenu intermédiaire, elle a également augmenté, passant de 39 % en 2013 à 79 % en 2020. La proportion de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui disposent aujourd'hui d'une politique d'alimentation scolaire est maintenant comparable à celle des pays à revenu élevé.

Figure 1.9

État des cadres politiques de l'alimentation scolaire en 2013 et en 2020

Légende : Le financement national représente la plus grande part du financement de l'alimentation scolaire dans le monde. Les données suggèrent que les gouvernements des pays à faible revenu ont presque doublé leur niveau de financement par rapport aux donateurs internationaux entre 2013 et 2020.



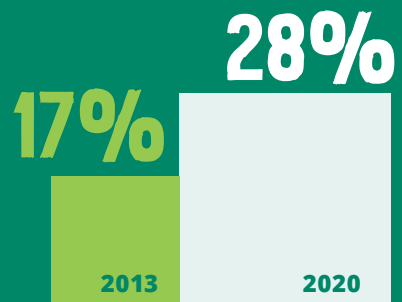


Principaux résultats dans les pays à faible revenu

Les pays ont accru leurs financements nationaux pour l'alimentation scolaire

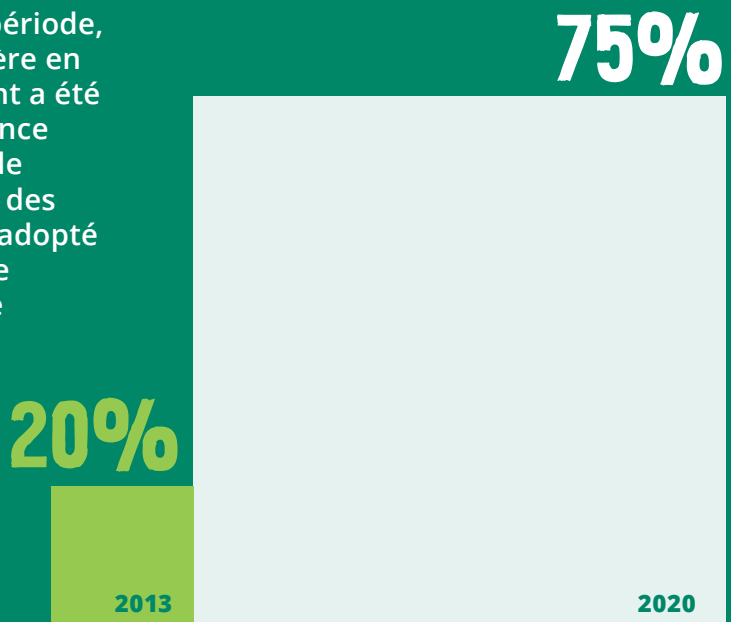


Entre 2013 et 2020, dans les pays à faible revenu, la part du financement national a augmenté par rapport au financement des donateurs internationaux. Les pays à faible revenu ont enregistré d'importants progrès pour prioriser l'alimentation scolaire dans leurs budgets



Les gouvernements ont adopté des politiques d'alimentation scolaire

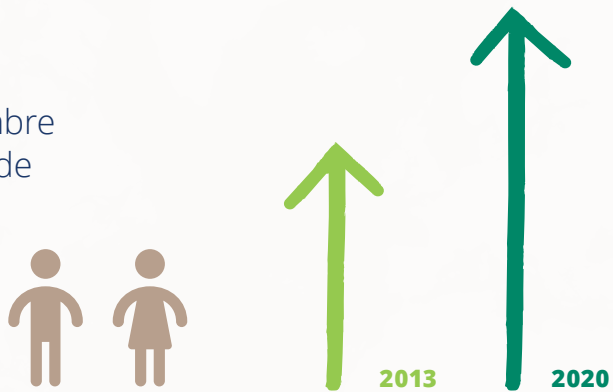
Au cours de la même période, cette tendance haussière en matière de financement a été reflétée par une tendance haussière en matière de politiques : la majorité des pays à faible revenu a adopté une politique nationale d'alimentation scolaire



Ces efforts financiers et institutionnels ont porté leurs fruits : les pays à faible revenu ont augmenté la taille de leurs programmes d'alimentation scolaire plus rapidement que la croissance de leur population scolaire

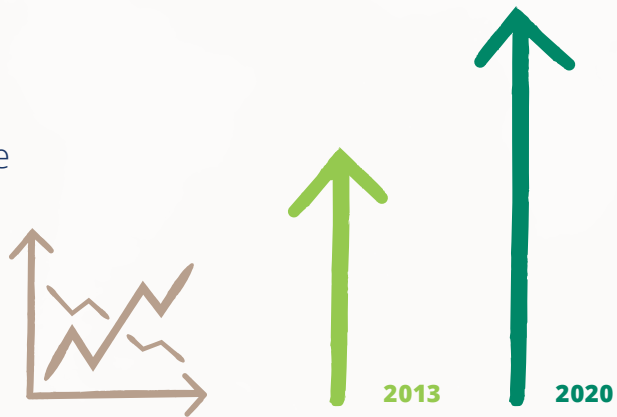
+36%

de croissance du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire entre 2013 et 2020

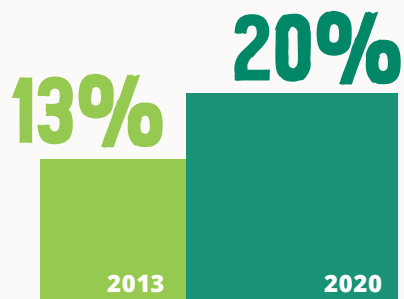


+7%

d'augmentation du taux de couverture de l'alimentation scolaire



Entre 2013 et 2020, les pays à faible revenu ont augmenté le taux de couverture de l'alimentation scolaire de 7 points de pourcentage, ce qui représente presque un doublement de la proportion d'enfants recevant des repas scolaires



1.6 Alimentation scolaire et emploi

Dans le cadre de l'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire parrainée par l'USDA et réalisée par la GCNF, de nouvelles données ont été collectées concernant les emplois créés par l'alimentation scolaire. Cet échantillon de 48 pays de toutes catégories de revenus apporte un éclairage nouveau sur les dynamiques professionnelles liées aux programmes d'alimentation scolaire.

Les 48 pays de cet échantillon couvrent un total de 191 millions d'écoliers, soit environ la moitié des écoliers qui reçoivent des repas scolaires dans le monde. Dans ces pays, les programmes d'alimentation scolaire ont créé 3,1 millions d'emplois directs.

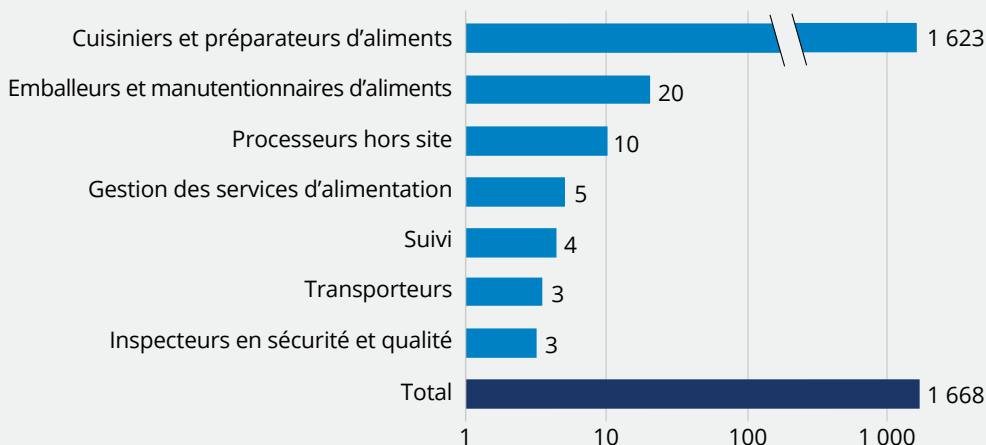
L'analyse montre que les programmes d'alimentation scolaire conduisent à la création de 1 668 emplois, en moyenne, pour 100 000 enfants bénéficiaires. Comme illustré dans la Figure 1.10, la grande majorité de ces emplois sont des postes de cuisiniers et de préparateurs de nourriture, mais ces programmes conduisent également à la création d'emplois plus qualifiés dans une proportion non négligeable.

Cet ensemble de données concerne uniquement les emplois directs créés par la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire. Il ne comprend pas les emplois indirects ni les opportunités commerciales générées par l'alimentation scolaire, par exemple lorsque les agriculteurs locaux bénéficient de programmes mis en œuvre dans le cadre d'un modèle d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale (ASBAL). Par conséquent, les résultats présentés dans ce chapitre sont une estimation conservatrice. En Tunisie, par exemple, le gouvernement prévoit de rationaliser l'approche ASBAL en partie pour créer des emplois et augmenter la rentabilité des petits exploitants agricoles (voir l'étude de cas 5.4).

Figure 1.10

Emplois créés pour 100 000 bénéficiaires de l'alimentation scolaire (taille de l'échantillon : 48 pays)

Légende : Pour 100 000 enfants recevant des repas scolaires, 1 668 emplois directs sont créés par le programme d'alimentation scolaire.



1.7 Programmes intégrés de santé et de nutrition scolaires

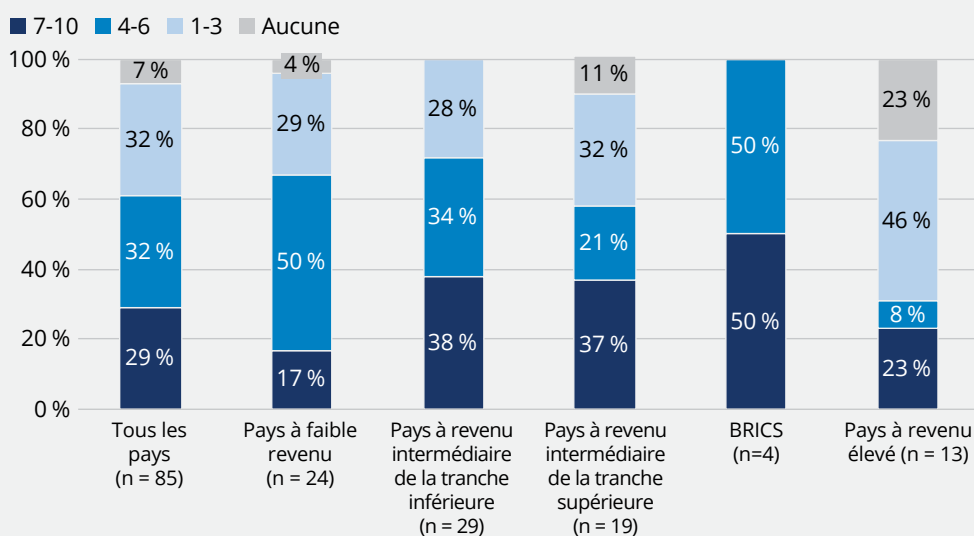
Les programmes de santé et de nutrition scolaires comprennent généralement un ensemble intégré d'interventions de santé et de nutrition visant à répondre de manière cohérente aux besoins des écoliers dans le contexte local. L'alimentation scolaire est souvent l'une de ces interventions, parmi d'autres telles que le lavage de mains avec du savon, la mesure de la taille, la mesure du poids, le déparasitage intestinal, les examens ophtalmologiques et les lunettes, les tests et traitements auditifs, l'hygiène et les examens dentaires, l'hygiène menstruelle, l'assainissement et la consommation d'eau potable.

Dans le cadre de l'Enquête mondiale de la GCNF sur les programmes de repas scolaires financée par l'USDA, de nouvelles données ont été collectées sur ces dix activités complémentaires (figure 1.11). Ces questions n'ayant pas été posées lors de l'enquête de 2013, il n'est pas possible d'indiquer quelle est la tendance. Cependant, les résultats de 2020 montrent que 93 % des pays mettent en œuvre l'alimentation scolaire en conjonction avec des interventions complémentaires de santé et de nutrition. 61 % des gouvernements combinent l'alimentation scolaire avec un ensemble de plus de quatre autres interventions de santé et de nutrition, tandis que 29 % fournissent un paquet intégré comprenant sept à dix interventions. Les plus grands programmes au monde, mis en œuvre dans les pays du groupe BRICS, fournissent tous des paquets intégrés.

Figure 1.11

Nombre d'activités complémentaires mises en œuvre en conjonction avec l'alimentation scolaire

Légende : 93 % des pays mettent en œuvre l'alimentation scolaire en conjonction avec des interventions complémentaires de santé et de nutrition. Environ 30 % des pays fournissent un paquet intégré comprenant au moins sept interventions.



1.8 Prochaines étapes

- Malgré l'augmentation du nombre d'enfants recevant des repas scolaires et des budgets, constatée depuis 2013, les besoins ont également augmenté au cours de la même période, ce qui produit une image divergente en ce qui concerne le taux de couverture. Dans certaines régions, la population scolaire a augmenté plus rapidement que les programmes d'alimentation scolaire, ce qui a entraîné une diminution du taux de couverture, alors que les besoins sont restés élevés.
- L'accès aux données sur l'alimentation scolaire constitue toujours un défi. Afin de rendre compte des investissements des gouvernements et d'informer l'élaboration des politiques, il est nécessaire de disposer d'une base de données mondiale ; celle-ci contribuera à générer des connaissances plus opportunes et précises sur les programmes d'alimentation scolaire. Le PAM investira dans la création d'une base de données mondiale sur l'alimentation scolaire, afin d'aider à rendre les données plus largement accessibles aux gouvernements et aux partenaires.
- L'accès aux données relatives à l'alimentation scolaire dans les pays à revenu élevé demeure particulièrement difficile. Une collaboration avec ce groupe de pays contribuerait à faire en sorte que davantage de données soient disponibles pour la prochaine édition de cette publication.

Encadré 1.1

La Fondation mondiale pour la nutrition infantile

Arlene Mitchell

Directrice
Exécutive

Ryan Kennedy
responsable des
programmes

Fondation
mondiale pour la
nutrition infantile

La GCNF est une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis qui travaille avec des États et un large réseau de partenaires à travers le monde pour mettre en œuvre des programmes de repas scolaires soutenable et nutritifs, permettant à chaque enfant d'apprendre et de s'épanouir. Pour ce faire, l'organisation cherche à renforcer la capacité des États à mettre en œuvre des programmes nationaux de repas scolaires ; partager les meilleures pratiques et les outils pour soutenir la création, l'expansion et l'amélioration des programmes nationaux de repas scolaires ; faire participer la société civile et les entreprises afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement et d'accroître la volonté politique en faveur des programmes de repas scolaires ; et coordonner

son activité avec d'autres acteurs dans ce secteur – organismes à but non lucratif, écoles et chercheurs – afin de sensibiliser le public et de faire en sorte que les programmes de repas scolaires disposent d'un soutien et de ressources solides.

En 2019, la GCNF a lancé *The Global Survey of School Meal Programs*® (L'Enquête mondiale sur les programmes de repas scolaires) afin de créer une base de données complète et ouverte couvrant les programmes d'alimentation scolaire, de repas scolaires et de nutrition scolaire à grande échelle à travers le monde, et répertoriant également les pays qui ne disposent pas de tels programmes. L'enquête (financée en partie par le Département de l'Agriculture des États-Unis et réalisée avec le soutien du PAM et d'autres partenaires au niveau des pays) a été conçue pour recueillir des données sur les éléments suivants :

- couverture des activités d'alimentation scolaire dans chaque pays ;
- participation du gouvernement à l'alimentation scolaire ;
- nutrition, éducation et genre ;
- engagement des secteur agricole et privé.

L'enquête devrait être menée tous les deux à trois ans à l'avenir.

La base de données de l'enquête permettra à un pays participant de :

- partager des informations concernant ses programmes de repas scolaires avec les parties prenantes et les chercheurs du monde entier ;
- déterminer les points forts, les points faibles et les besoins des programmes ;
- reconnaître et corriger les lacunes au niveau de la collecte des données des programmes ;
- tirer des enseignements des réussites et des difficultés d'autres pays ;
- investir dans la nutrition scolaire en disposant d'une connaissance plus approfondie du secteur à l'échelle mondiale, notamment les tendances, les lacunes et les opportunités ;
- orienter les efforts de formation, d'éducation, de recherche et de financement vers les domaines où les besoins sont les plus grands.

L'Enquête mondiale de la GCNF sur les programmes de repas scolaires © est née de l'intérêt particulier porté par la GCNF à la participation des États à l'alimentation scolaire. L'enquête s'appuie sur les objectifs de la GCNF : encourager l'apprentissage et les échanges entre pays et entre les personnes en charge des programmes de repas scolaires. Pour garantir l'appropriation et la participation des institutions publiques, l'enquête est conçue pour recevoir une réponse d'un représentant du gouvernement – un point focal de l'enquête – participant à l'alimentation scolaire dans son pays. Les États ayant répondu au questionnaire de l'enquête ont été invités à envoyer des représentants au Forum mondial sur la nutrition infantile 2019 ; l'organisation continuera de s'appuyer sur ces relations lorsqu'elle réalisera les futures éditions de l'Enquête et du Forum mondiaux. ■

Étude de cas 1.1

Chine : programme d'amélioration de la nutrition pour les élèves ruraux

Du Yuhong

Faculté
d'éducation

Université
normale de
Pékin

En 2011, le gouvernement chinois a commencé à mettre en œuvre un programme d'amélioration de la nutrition pour les élèves inscrits dans l'enseignement obligatoire en milieu rural. L'objectif de ce programme est de lutter contre la malnutrition, d'améliorer les conditions de santé et d'accélérer le développement de l'éducation rurale, tout en promouvant l'équité éducative et en brisant le cycle intergénérationnel de la pauvreté. Ce programme a fourni un ensemble intégré qui s'est depuis élargi pour inclure l'alimentation scolaire. En 2017, il couvrait toutes les zones prioritaires du plan de réduction de la pauvreté. En 2019, le programme a bénéficié à plus de 40 millions d'écoliers dans environ 146 000 écoles. Depuis sa création en 2011, le gouvernement central a alloué 20,7 milliards de dollars américains au programme.

Une étude effectuée par le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, couvrant toutes les régions où le programme a été mis en œuvre, a révélé que la taille moyenne des enfants pris en charge par le programme avait augmenté de 1,54 cm (garçons) et 1,69 cm (filles) entre 2012 et 2019. Au cours de la même période, leur poids avait augmenté de 1,06 kg (garçons) et 1,18 kg (filles). Ces améliorations dépassent le taux de croissance moyen dans toutes les zones rurales du pays. En outre, le taux de retard de croissance des élèves a diminué, passant de 8,0 % à 5,8 % ; le taux d'anémie a également diminué, passant de 16,4 % à 8,7 %. Ceci a permis d'améliorer la condition physique et l'état de santé des élèves et de fournir une base solide pour leur croissance et leur développement.

Ces résultats sont attribuables aux faits suivants :

1. Le programme d'amélioration de la nutrition est intégré et constitue une priorité dans le plan macrostratégique national, lequel indique clairement que le niveau nutritionnel des élèves ruraux doit être amélioré (Plan de réforme et de développement de l'éducation à moyen et long terme en Chine 2010-2020) ;
2. Ce programme bénéficie d'une combinaison harmonieuse alliant une planification au niveau national à une flexibilité au niveau provincial dans la mise en œuvre de mesures novatrices. Le Jiangxi et le Guizhou ont réussi à promouvoir l'intégration des écoles, des entreprises et des ménages ou coopératives d'agriculteurs au niveau provincial. Cette approche innovante a également augmenté les revenus des agriculteurs ;

3. Le suivi du programme utilise pleinement les systèmes de gestion des technologies de l'information. Le gouvernement a mis en place des systèmes de gestion de l'information en temps réel et des systèmes d'établissement de rapports bimensuels permettant d'effectuer un suivi dynamique des élèves bénéficiaires et des progrès. Le programme comprend également un système électronique de diététiste aidant les écoles rurales à fournir des repas nutritifs et équilibrés aux élèves. S'appuyant sur le système de gestion « Repas scolaire nutritif », la province du Fujian surveille la gestion des fonds tout au long du processus de passation des marchés, ce qui permet de surveiller la sécurité alimentaire de manière rapide et traçable. ■

Étude de cas 1.2

Russie : la consolidation du programme de repas scolaires russe

Vladimir Chernigov
Président

Victoria Likhareva
Spécialiste,
Service
International

Social and
Industrial
Foodservice
Institute

Pendant longtemps, il n'existait aucun programme d'État de repas scolaires unifié en Russie. Après l'effondrement de l'Union des Républiques soviétiques et socialistes (URSS), la législation fédérale a attribué ces questions à chaque région et municipalité. Au niveau de l'État, des normes et des règles sanitaires générales ont été établies concernant la restauration des écoliers. Cependant, ces normes se présentaient sous la forme de lignes directrices et leur mise en œuvre était limitée par les contraintes financières des budgets locaux. L'équipement des cantines scolaires est devenu progressivement obsolète et a dû être remplacé. Des règles non mises à jour n'ont pas permis d'utiliser l'externalisation efficacement et d'attirer des investissements pour soutenir le développement. Les différences géographiques, climatiques et administratives entre les régions de la Russie devaient également être prises en compte.

C'est en 2007 que des changements importants ont été apportés aux programmes de repas scolaires dans la Russie moderne. Les projets de développement nationaux prioritaires ont identifié les repas scolaires comme importants dans la réforme du système éducatif (2005-2010). En conséquence, en 2008-2012, des projets pilotes visant à améliorer la nutrition des élèves ont couvert plus de la moitié des régions de Russie, plus de 2 000 écoles et 1 million d'enfants. Aujourd'hui, plus de 17 millions d'enfants étudient dans plus de 43 000 écoles en Russie.

L'ONG « Social and Industrial Foodservice Institute » (SIFI) a été créée en 2005 pour apporter des solutions pratiques en matière d'alimentation scolaire. Cette organisation a été fondée par des spécialistes provenant de diverses branches du système de restauration publique soviétique. Les connaissances et l'expérience du SIFI ont aidé à élaborer des programmes de modernisation des repas scolaires ; en outre, ses ressources ont été utilisées dans les réformes de l'ensemble du système de nutrition infantile (2007-2020).

Par exemple, en 2009-2011, le SIFI a effectué un exercice de suivi de l'alimentation scolaire à l'échelle nationale ; il a également contribué à l'élaboration des normes nationales d'alimentation scolaire en 2012 et du « concept d'aide alimentaire nationale en Fédération de Russie » en 2014, qui a reçu l'approbation du gouvernement. Le SIFI mène des actions spécialisées et sociales dans les régions de Russie et réalise des projets internationaux particulièrement demandés dans les États post-soviétiques. Fin 2017, les spécialistes du SIFI, en collaboration avec les deux chambres du Parlement russe, ont commencé à travailler à la préparation d'une loi fédérale relative aux repas scolaires, qui a été achevée fin 2019.

En mai 2020, la loi fédérale n° 47 relative aux repas scolaires est entrée en vigueur. Tous les élèves du primaire de Russie recevront désormais des repas chauds gratuits ; le budget fédéral allouera plus de 1,5 milliard de dollars américains à cette fin au cours des trois prochaines années. L'infrastructure des cantines scolaires sera également améliorée et les organisations sociales spécialisées et les parents participeront au suivi de la nutrition des enfants : les parents doivent protéger et représenter les intérêts de leurs enfants et surveiller leur nutrition à la maison et à l'école. ■

Étude de cas 1.3

Inde : le Programme de repas de mi-journée (MDMS)

Ministère de l'Éducation

Gouvernement de l'Inde

Le Programme de repas de mi-journée (Mid-Day Meal Scheme, MDMS) est un programme financé par le gouvernement central ; il couvre tous les écoliers des niveaux 1 à 8 des écoles publiques et des autres écoles financées par le gouvernement, ainsi que des centres de formation spéciaux, y compris les madrasas et les maktabas. Les objectifs du MDMS sont de répondre à la question de la faim et de l'éducation, deux des problèmes urgents auxquels sont confrontés la plupart des enfants en Inde en :

- améliorant l'état nutritionnel des écoliers ;

- encourageant les enfants pauvres, appartenant aux couches défavorisées de la société, à fréquenter l'école plus régulièrement et en les aidant à se concentrer sur les activités en classe ; et
- apportant un soutien nutritionnel aux enfants de l'enseignement primaire dans les zones touchées par la sécheresse pendant les vacances d'été.

Le MDMS est un programme auquel tous les enfants ont accès de droit, en vertu des dispositions de la loi de 2013 relative à la sécurité alimentaire nationale. 90 millions d'enfants provenant de 1,1 million d'écoles à travers le pays sont inscrits dans ce programme. Les lignes directrices du MDMS prescrivent de fournir un repas de mi-journée cuisiné aux élèves des classes primaires, apportant 450 calories d'énergie et 12 grammes de protéines par enfant. Pour les classes supérieures du primaire, le repas apporte 700 calories d'énergie et 20 grammes de protéines par enfant. Le MDMS est un programme financé par le gouvernement central et mis en œuvre en partenariat avec les États et territoires de l'Union. Le financement est partagé entre le gouvernement central et les gouvernements des États selon diverses combinaisons.

Les innovations récentes visant à soutenir le MDMS en Inde comprennent notamment des lignes directrices relatives aux jardins nutritionnels scolaires et à la nutrition complémentaire. Le gouvernement central a recommandé aux États d'organiser des concours de cuisine à différents niveaux. Des lignes directrices ont également été publiées concernant un programme de participation communautaire dans le cadre duquel la communauté fournit des aliments nutritifs aux enfants comme complément alimentaire ou repas complet lors d'occasions ou de festivals spéciaux. Des bilans de santé pour les écoliers sont effectués et sont mis en œuvre par le ministère de la Santé et de la Famille. Les enfants reçoivent des médicaments vermifuges lors de la Journée nationale de déparasitage qui a lieu deux fois par an. Ils reçoivent également du fer et de l'acide folique.

Repas de mi-journée pendant la COVID-19 : les écoles de nombreux États et territoires de l'Union ont été fermées par mesure de précaution afin de protéger les élèves contre la COVID-19. Le gouvernement central a décidé de continuer à fournir des repas de mi-journée pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants inscrits au MDMS, afin de protéger leur système immunitaire. Il a recommandé aux gouvernements étatiques de fournir à chaque enfant soit des repas de mi-journée chauds et cuisinés, soit une allocation de sécurité alimentaire (comprenant la quantité de céréales alimentaires auquel l'enfant a droit et les frais de cuisine en vigueur dans l'État), en fonction des possibilités, aussi longtemps que les écoles seraient fermées, ainsi que pendant les vacances d'été de l'année scolaire 2020-2021. ■

Étude de cas 1.4

Afrique du Sud : le Programme national de nutrition scolaire (NSNP)

Ministère de l'Éducation élémentaire

Gouvernement de l'Afrique du Sud

Depuis 1994, la distribution de repas scolaires aux apprenants dans tout le pays constitue l'une des priorités du gouvernement sud-africain. Le ministère de l'Éducation élémentaire a pour mandat de gérer et de mettre en œuvre le Programme national de nutrition scolaire (NSNP). Ce ministère est également en charge du CSTL (Soins et soutien pour l'enseignement et l'apprentissage), un cadre conçu pour traiter les obstacles à l'éducation, en particulier concernant les enfants les plus vulnérables. Ce cadre détermine dix domaines prioritaires – soutien nutritionnel, promotion de la santé, services de protection sociale, soutien psychosocial, soutien scolaire, soutien parascolaire, infrastructures, eau et assainissement, sécurité et protection, et soutien matériel – pour évaluer les écoles en tant que centres inclusifs d'apprentissage, de soins et de soutien.

Le but du NSNP est de renforcer la capacité d'apprentissage et d'améliorer l'accès à l'éducation. Le programme est financé par le gouvernement grâce à une subvention conditionnelle fournie par le Trésor national. Les principaux bénéficiaires du NSNP sont les apprenants des écoles primaires, secondaires et des écoles spéciales identifiées dans les neuf provinces des zones les plus défavorisées. À ce jour, plus de 9,6 millions d'apprenants dans environ 21 000 écoles ont bénéficié du programme.

Le NSNP est financé par le Trésor national sous la forme d'une subvention conditionnelle, approuvée par le parlement en vertu de la loi relative à la division annuelle des revenus (DORA). Cette dernière prévoit la *répartition équitable des revenus* pour chaque sphère de gouvernement, c.-à-d. nationale, provinciale et locale.

Les écoles fournissent un repas cuisiné qui constitue un apport quotidien de protéines, de céréales et de légumes ; ce repas est servi avant 10 heures.

L'éducation nutritionnelle, un pilier essentiel du NSNP, promeut la bonne santé et les modes de vie sains parmi les apprenants. Les campagnes de nutrition comprennent le soutien à la Journée mondiale du lait dans les écoles, à la Semaine nationale de la nutrition et de l'obésité dirigée par le ministère de la Santé et à un forum du NSNP au cours duquel les bonnes pratiques sont partagées avec les parties prenantes. Le NSNP encourage également l'autonomisation économique locale, notamment l'achat de produits frais auprès des petits exploitants agricoles. Il recommande aux écoles de faire pousser des cultures pouvant améliorer les repas dans les jardins potagers scolaires.

Un programme de déparasitage associé au NSNP est mené dans les écoles primaires une fois par an. Ce programme vise à améliorer la qualité de l'éducation grâce au Programme de santé scolaire intégré, afin de prévenir les helminthes transmis par le sol chez les apprenants.

Le programme offre d'autres avantages, notamment des opportunités d'emploi pour les communautés locales : plus de 62 000 manutentionnaires sont engagés pour préparer et cuisiner les repas. Des prestataires de services sont engagés ; au total, 3 477 petites et moyennes entreprises et coopératives locales fournissent de la nourriture aux écoles.

Lors de la fermeture soudaine et inattendue des écoles à partir du 18 mars 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, le ministère de l'éducation élémentaire et les Départements provinciaux de l'éducation manquaient d'infrastructure et de ressources pour continuer à nourrir les apprenants dans le cadre du NSNP. En outre, les mesures de prévention relatives à la COVID-19 et le Règlement sur la gestion des catastrophes n'autorisaient pas la restauration collective d'aliments cuisinés.

Depuis l'annonce du confinement, le ministère de l'éducation élémentaire a coopéré avec le ministère du Développement social pour étendre l'aide sociale et les colis alimentaires aux ménages, y compris les bénéficiaires du NSNP pendant le confinement. Les partenaires sociaux et le secteur privé ont également joué un rôle important dans la distribution de nourriture à diverses communautés.

Le ministère de l'éducation élémentaire a récemment apporté des changements importants au cadre des subventions conditionnelles afin de répondre à la pandémie de COVID-19, notamment l'utilisation de fonds pour acheter des équipements de protection individuelle (EPI) destinés aux manutentionnaires volontaires et des produits pour désinfecter les zones de préparation et de distribution des aliments. Des dispositions ont été prises afin que, si les écoles étaient fermées en raison d'un état de catastrophe déclaré, les fonds de la subvention puissent être utilisés à la place pour fournir des repas aux apprenants dans les zones reculées par d'autres moyens, afin de garantir qu'ils reçoivent chaque mois des produits alimentaires nutritifs, p. ex. des colis alimentaires. ■

Étude de cas 1.5

Brésil : *Programa Nacional de Alimentação Escolar (PNAE)*

Fonds national pour le développement de l'éducation (FNDE)

Ministère de l'Éducation, Gouvernement du Brésil

Doté d'un budget annuel de plus de 4 milliards de réaux (76 millions de dollars américains), le Programme national d'alimentation scolaire brésilien (PNAE) pourvoit aux besoins de plus de 40 millions d'élèves, dans plus de 160 000 écoles situées dans 5 570 municipalités brésiliennes. Ce programme fournit 50 millions de repas quotidiennement, planifiés par plus de 8 000 nutritionnistes et suivis par 80 000 membres du Conseil de l'alimentation scolaire. Le PNAE permet non seulement d'apporter une alimentation saine et variée à tous les élèves de l'enseignement public, mais également de promouvoir des habitudes alimentaires saines, ce qui a un impact à la fois sur les élèves et sur leurs familles. Le programme est géré par le Fonds national pour le développement de l'éducation (FNDE), un organisme indépendant au sein du ministère de l'Éducation.

L'atout le plus important du PNAE réside dans ses assurances juridiques et institutionnelles : le programme est garanti et réglementé par une loi fédérale prévoyant une alimentation scolaire universelle pour tous les élèves brésiliens tout au long de l'année scolaire de 200 jours. Les règlements du PNAE garantissent également que l'éducation alimentaire et nutritionnelle est comprise dans le programme scolaire et que la nourriture fournie contient au moins 20 % des besoins nutritionnels quotidiens des enfants ; de plus, ils établissent des lignes directrices nutritionnelles relatives à l'achat des denrées alimentaires, y compris les produits alimentaires limités et interdits. En outre, la loi PNAE détermine que les institutions en charge de la mise en œuvre du programme – municipalités et États – s'engagent à utiliser au moins 30 % des ressources financières pour acheter des aliments aux petits exploitants agricoles.

Au cours de la dernière décennie, des ajustements importants ont été apportés au niveau des mécanismes de suivi et d'évaluation du FNDE, afin de garantir que le programme fonctionne de manière efficiente et efficace. En raison de la taille du Brésil, de son grand nombre de municipalités et des difficultés auxquelles le gouvernement est confronté pour effectuer un suivi sur place dans les zones reculées, le suivi et l'évaluation ne sont pas des tâches faciles.

40M

40 millions d'enfants reçoivent des repas du *Programa Nacional de Alimentação Escolar* brésilien, le deuxième plus grand programme d'alimentation scolaire au monde

Le suivi sur site du PNAE est effectué de manière régulière, en échantillonnant les communes et les États selon certains critères de sélection liés à la performance en matière de livraison et de gestion. La collecte, l'analyse et l'établissement de rapports de données, puis l'évaluation du programme et la mise en œuvre de conseils techniques sont effectués par le FNDE.

Le gouvernement brésilien a créé deux outils numériques de suivi et d'évaluation importants afin de fournir aux gestionnaires des informations simples et opportunes sur le fonctionnement et les effets du PNAE. Le premier est une application appelée « PNAE Monitora » ; elle automatise le processus de suivi sur site réalisé par les équipes du FNDE, ce qui assure la rapidité, la normalisation des données et l'augmentation de la capacité du suivi. Depuis 2019, cette technologie prend en charge les visites scolaires : les informations collectées concernant le respect de la législation sur l'alimentation scolaire et les écoles visitées sont traitées immédiatement dans la base de données de chaque commune, ce qui accélère la consolidation des données.

L'une des autres innovations importantes est la création d'« E-PNAE », une application permettant aux parents, aux élèves, aux enseignants, aux nutritionnistes, aux membres du conseil scolaire et à l'ensemble de la communauté scolaire de suivre et d'évaluer les repas scolaires offerts à travers le pays. Les citoyens peuvent contribuer à cette initiative en téléchargeant l'application, en s'inscrivant et en choisissant une école à suivre. L'application donne des informations sur les budgets scolaires et des conseils pour avoir une alimentation saine ; elle comprend également un quiz interactif.

Ces deux outils de suivi fonctionnent de manière complémentaire. « PNAE Monitora » reflète les évaluations des techniciens, basées sur des visites sur le terrain. « E-PNAE », en revanche, s'inscrit dans la tradition du programme brésilien consistant à s'appuyer sur les opinions des communautés scolaires afin d'apporter des changements significatifs et d'accroître la responsabilité et la transparence. ■



RAPPORT SPÉCIAL

**L'impact de la
pandémie de COVID-19
sur l'alimentation
scolaire dans le monde**

Ce rapport spécial est un ajout imprévu à *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*. Lors de la planification de ce rapport et au début de la collecte des données en 2019, il n'était pas possible de prédire la crise à venir.

Ce rapport spécial est destiné à compléter les informations contenues dans la publication *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020* et à apporter des informations précises sur la manière dont la pandémie de COVID-19 a affecté les programmes d'alimentation scolaire dans le monde et continuera d'avoir une incidence sur ces programmes. Ce rapport décrit la connaissance actuelle de certains des impacts de la pandémie de COVID-19 sur les écoliers et la façon dont les pays et les partenaires de développement ont cherché à atténuer et à gérer les risques associés, notamment en modifiant, en remplaçant ou en complétant les programmes de santé et de nutrition scolaires. Il examine également la manière dont ces programmes, et en particulier l'alimentation scolaire, sont utilisés actuellement pour soutenir et accélérer le mouvement de retour à l'école, alors que les écoles rouvrent. Au moment où ce rapport sera publié, la pandémie et la réaction rapide à cet événement auront probablement changé le paysage ; par conséquent, le lecteur devra se référer aux informations actuelles, y compris les analyses du PAM et de ses partenaires.

La fermeture d'écoles dans le monde a entraîné la plus grande crise éducative de l'histoire, privant plus de 1,5 milliard d'enfants de scolarité (UNESCO, 2020b). Ceci a eu des conséquences pour presque tous les enfants du monde ; en effet, la fermeture des écoles a immédiatement bloqué l'accès à l'éducation et aux autres avantages offerts par le système éducatif, qui constitue une plateforme permettant de fournir des services communautaires, des filets de sécurité et d'autres transferts essentiels, et a réduit les perspectives d'un avenir meilleur à long terme. En ce qui concerne les programmes d'alimentation scolaire, 370 millions d'enfants dans au moins 161 pays ont été soudainement privés de ce qui était pour beaucoup leur principal repas de la journée (PAM, 2020c).

Les inégalités croissantes constituent un problème majeur : les impacts de la COVID-19 ne sont pas répartis équitablement. Pour les enfants les plus vulnérables, ceux qui dépendent le plus des repas scolaires et pour lesquels l'enseignement à domicile reste bien souvent difficile d'accès, les effets négatifs des fermetures d'écoles pourraient se faire sentir durant toute la vie. Cette situation non seulement a des conséquences tragiques pour les enfants, mais nuit également au capital humain des pays et perpétue le cercle vicieux de la pauvreté et des inégalités.

Les conséquences pour les enfants peuvent être directes, telles que la perte d'accès à l'alimentation scolaire et à l'éducation. Cependant, cette situation a également des conséquences sociales moins évidentes, mais tout aussi graves, notamment des risques plus importants de maltraitance et de travail inapproprié. Ces risques menacent en particulier les filles, car la déscolarisation à long terme est corrélée à l'augmentation du travail des enfants, des mariages d'enfants et des relations sexuelles transactionnelles.

Au moment de la rédaction de ce rapport, fin 2020, il semble probable que le virus ne présente pas de risque significatif pour la santé des enfants et que ces derniers ne jouent pas de rôle important dans sa transmission. Paradoxalement, les effets négatifs subis par les enfants au nom de la réduction de la transmission ne semblent pas être compensés par des bienfaits pour leur santé. Il se peut que d'autres recherches aient clarifié cette question au moment de la publication de ce rapport spécial.

Les pays et les partenaires de développement ont cherché à faire face à la pandémie en atténuant les effets les plus dommageables. Les plans et les politiques soutiennent la poursuite de l'apprentissage par l'enseignement à domicile, en ligne, à la télévision et à la radio. La plateforme scolaire utilisée pour fournir des services communautaires et l'alimentation scolaire a été remplacée par d'autres mécanismes, tels que des rations à emporter et des transferts monétaires. Bien que les partenaires humanitaires et de développement aient élaboré des documents d'orientation afin d'aider les gouvernements à atténuer ces conséquences, les mécanismes d'adaptation aggravent souvent les inégalités : en Afrique, moins de 10 % des ménages ont accès à l'apprentissage en ligne ; les transferts aux ménages ne se traduisent pas par un soutien aux enfants, en particulier aux filles ; et même les solutions alternatives les mieux gérées ne semblent pouvoir atteindre que moins de 40 % des programmes scolaires qu'elles remplacent.

À mesure que les pays acquièrent un certain contrôle sur l'épidémie, ils commencent à assouplir les procédures de confinement, notamment à rouvrir les écoles et à soutenir les efforts de « retour à l'école » afin de réparer les dommages causés par les fermetures d'écoles. Cependant, même lorsque les écoles rouvrent, des problèmes demeurent ; et de nouveaux apparaissent, tels que la réticence des enfants et des parents à la reprise de l'école. Il est maintenant reconnu que les programmes de santé et de nutrition scolaires, en particulier l'alimentation scolaire, jouent un rôle essentiel, en encourageant fortement les parents à renvoyer leurs enfants à l'école et les enfants à rester à l'école. Les principaux partenariats mondiaux soutenant la réouverture des écoles en toute sécurité, tels que « Sauvez notre avenir », intègrent maintenant des programmes d'alimentation scolaire dans la planification du retour à l'école en tant qu'élément essentiel.

Au moment de la rédaction de ce rapport, l'accent est mis de plus en plus sur la nécessité d'accélérer la réouverture des écoles en toute sécurité et de construire des systèmes meilleurs et plus résilients (Sauvez notre avenir, 2020 ; UNESCO et al., 2020b). On craint de plus en plus que la pandémie ne fasse reculer l'éducation mondiale d'au moins une décennie, en particulier pour les plus vulnérables. Le moment est venu de redéfinir le terme « éducation ». La crise nous a appris que le système éducatif constituait peut-être l'un des piliers les plus importants des communautés et était essentiel à la structure des sociétés. Les écoles permettent aux parents d'aller travailler ; elles créent du capital humain et constituent des plateformes pour les services communautaires, les filets de sécurité et d'autres transferts. La fermeture des écoles nous a fait réaliser que l'éducation ne se limitait pas aux manuels et aux salles de classe. Il est temps d'élargir la notion d'éducation pour y inclure les services de santé et de nutrition.

La pandémie de COVID-19 a mis fin à une décennie de croissance mondiale des programmes d'alimentation scolaire et a renforcé la détermination mondiale de rétablir l'accès à ces filets de sécurité vitaux en priorité.

RS.1 Les effets des fermetures d'écoles sur les enfants

Selon les rapports de suivi de l'UNESCO (UNESCO, 2020b), les fermetures d'écoles ont commencé en février 2020 dans onze pays,^a notamment l'Italie, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Chine. La plupart de ces fermetures d'écoles concernaient l'ensemble du pays et touchaient toutes les écoles et tous les centres d'apprentissage ; cependant, certains pays ont mis en œuvre des fermetures d'écoles localisées en fonction des facteurs de risque internes et des structures de gouvernance nationales, en particulier dans les zones plus gravement touchées par le virus. Au 14 avril 2020, 199 pays avaient fermé des écoles en raison de la pandémie de COVID-19 (192 pays à l'échelle nationale et 7 pays au niveau local), ce qui a privé d'école 1,6 milliard d'apprenants (UNESCO, 2020b).

En s'appuyant sur les données de suivi de l'UNESCO et du propre suivi mondial du PAM des programmes d'alimentation scolaire, il a été estimé qu'en avril 2020, 370 millions d'écoliers ont été privés de leurs repas quotidiens à l'école dans au moins 161 pays (PAM, 2020c). Le PAM met en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans 52 des pays ayant déclaré des fermetures d'école partielles ou à l'échelle nationale et dans lesquels plus de 12 millions d'enfants ont été touchés (PAM, 2020c). Ces enfants sont ciblés par les programmes d'alimentation scolaire, car souvent, ils souffrent déjà de carences nutritionnelles, sont vulnérables ou sont en situation de risque pour une autre raison. Pour de nombreux enfants, la nourriture qu'ils reçoivent à l'école est leur seul repas de la journée et constitue la plus grande contribution individuelle à leurs besoins nutritionnels quotidiens (PAM et al., 2020). La carte RS.1 montre le nombre d'enfants touchés en avril 2020.

Dans de nombreux pays, des solutions alternatives à l'apprentissage et à l'alimentation scolaire ont été mises en œuvre par les gouvernements et les partenaires pendant les fermetures d'écoles. Les cours ont été dispensés en ligne lorsque cela était possible et les repas scolaires ont été remplacés par des rations à emporter ou des transferts monétaires. La section RS.2 développe certaines des différentes réponses dans le monde et des solutions alternatives mises en œuvre pour remplacer les programmes de santé et de nutrition scolaires, y compris l'alimentation scolaire.

Les fermetures d'écoles en réponse à la pandémie de COVID-19 ont touché de nombreux enfants dans le monde, qui comptent parmi les plus grandes victimes de la pandémie. L'importance des écoles dans la transmission du virus parmi les enfants ou des enfants aux enseignants n'est pas connue ; il semble probable que les écoles jouent un rôle beaucoup moins important en ce qui concerne ce virus que dans le cas de la grippe saisonnière, par exemple (Viner et al., 2020). Les enfants semblent peu affectés par la COVID-19 sur le plan de la santé et paraissent ne jouer qu'un rôle limité dans la transmission du virus (Ludvigsson 2020a, 2020b ; Rajmil, 2020). Bien que la fermeture des écoles ait pu sembler importante à court terme pour réduire la transmission de la COVID-19, elle présente un risque sans précédent pour les enfants ; en effet, elle nuit à leur apprentissage, leur sécurité, leur santé et leur bien-être (PAM et al., 2020), ce qui affecte le capital humain global des pays (Public Health Agency of Sweden, 2020).

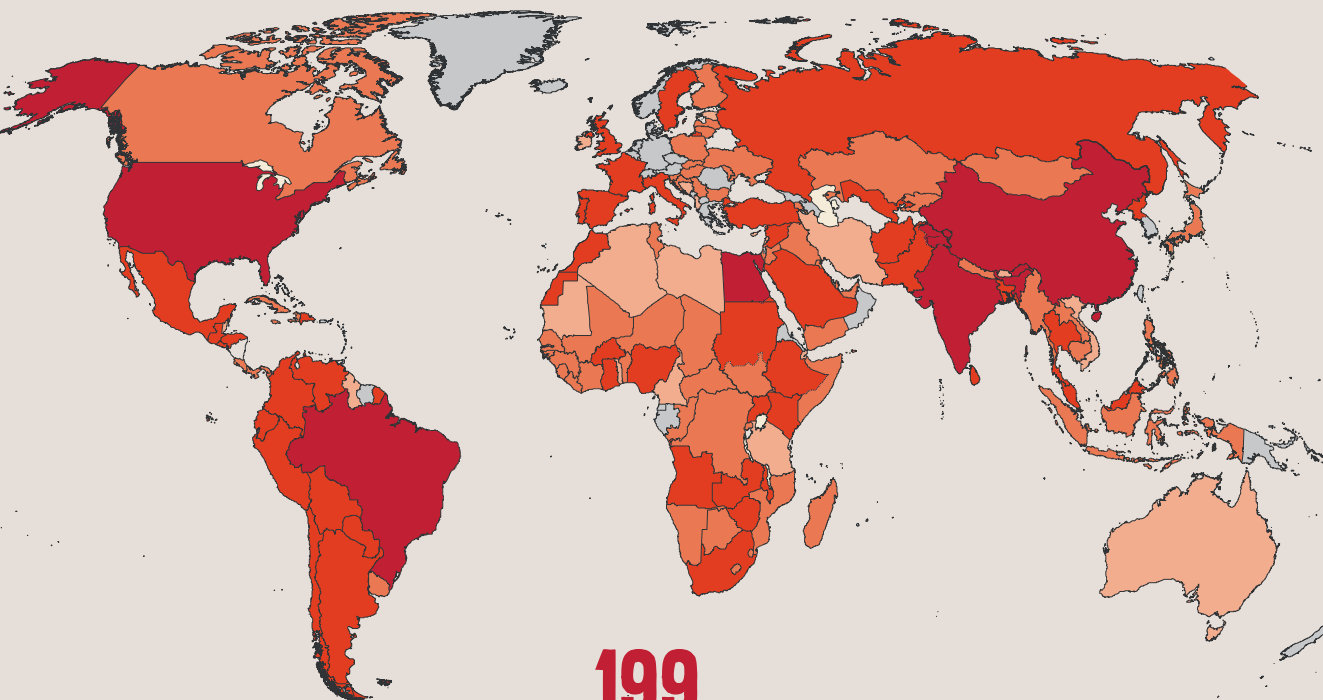
Il s'agit d'une crise universelle et, pour certains enfants, l'impact se fera sentir toute leur vie (Nations Unies, 2020a). Cependant, ces effets négatifs ne seront pas répartis de manière égale : « On s'attend

a. Pays où des fermetures d'écoles sont en vigueur au 29 février 2020 : Bahreïn, Chine, Royaume-Uni, Iran, Irak, Italie, Mongolie, Pakistan, Saint-Marin, États-Unis et Vietnam.

Carte RS.1

Suivi mondial de l'alimentation scolaire effectué par le PAM pendant les fermetures d'écoles liées au COVID-19 (données au 14 avril 2020)

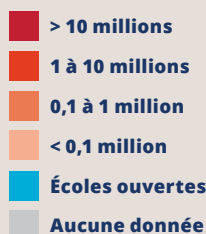
Légende : La pandémie de COVID-19 a conduit 199 pays à fermer leurs écoles, privant ainsi 370 millions d'enfants de repas scolaires. Dans 52 pays où le PAM met en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, 12 millions d'enfants ont été touchés.



199

**PAYS AVEC DES
FERMETURES D'ÉCOLES**

**Nombre d'écoliers
touchés**



— Frontière internationale - - - - - Frontière d'armistice ou autre frontière administrative internationale
- - - - - Autre ligne de séparation - - - - - Frontière spéciale

**370 MILLIONS
D'ENFANTS
PRIVÉS DE REPAS
SCOLAIRES DANS
LE MONDE**



à ce qu'ils nuisent le plus aux enfants des pays les plus pauvres vivant dans les quartiers les plus pauvres, et à ceux qui se trouvent déjà dans des situations défavorisées ou vulnérables » (Nations Unies, 2020a, p. 2). Les risques auxquels les enfants sont exposés pendant cette pandémie sont les suivants : une pauvreté plus accrue des familles ; des menaces quant à leur survie, leur santé et la sécurité des enfants ; et l'aggravation de la crise de l'apprentissage^b (Nations Unies, 2020a).

La Banque mondiale (2020d) décrit les impacts de la COVID-19 et des fermetures d'écoles sur l'apprentissage et sur la santé et la sécurité des enfants de la manière suivante :

- Pour la plupart des enfants, l'apprentissage scolaire s'arrêtera. Des données factuelles suggèrent que le temps passé hors de l'école peut entraîner des pertes d'apprentissage qui continueront de s'accumuler même après la réouverture des écoles. Par exemple, dans le cas de la crise actuelle, si un quart de l'année scolaire est perdu en raison de fermetures d'écoles, le nombre d'enfants de 10 ans en situation de déficit d'apprentissage au Brésil augmentera d'environ 84 000 (ou 6 %), même si les pertes d'apprentissage cessent lorsque les écoles rouvrent (Banque mondiale, 2020a).
- Ceci a un effet négatif sur l'éducation de la petite enfance et l'apprentissage de base au début de l'école primaire. Il s'agit d'une période très importante du développement de l'enfant : si les enfants n'acquièrent pas les compétences fondamentales à ce stade, ils peuvent rencontrer de plus grandes difficultés à apprendre plus tard (Crouch et Gove, 2011).
- Les inégalités d'apprentissage augmenteront. Les fermetures d'écoles augmentent les niveaux déjà élevés d'inégalités d'apprentissage dans de nombreux contextes à faible revenu et à revenu intermédiaire. Plus les familles sont éduquées et aisées, plus elles sont susceptibles de soutenir l'apprentissage de leurs enfants à la maison et de disposer du matériel, des livres et des autres ressources nécessaires. Cela signifie que lorsque l'école reprendra, les enfants défavorisés seront encore plus en retard sur leurs pairs (Banque mondiale, 2020d).
- L'intérêt pour l'école peut également baisser. Les fermetures d'écoles peuvent amener certains enfants et certains jeunes à se désengager et à réduire leur assiduité. « Les enfants qui avaient déjà un lien ténu avec l'école pourraient être encore plus découragés, ce qui les rendrait particulièrement susceptibles d'abandonner l'école, alors que le choc économique frappe » (Banque mondiale, 2020d). En outre, le nombre d'enfants handicapés déscolarisés est susceptible d'augmenter, car les personnes handicapées sont confrontées à des taux plus élevés de pauvreté multidimensionnelle (Mitra et al., 2013).
- Cela met en danger la nutrition et la santé physique des élèves. Les enfants pour lesquels les programmes d'alimentation scolaire constituent la principale source de nutrition pourraient souffrir de la faim ; en outre, les fermetures d'écoles empêchent les enfants d'avoir accès à des programmes de santé cruciaux tels que le déparasitage, dont 456 millions d'enfants bénéficient dans de nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (OMS, 2019b).

La fermeture d'écoles dans le monde a entraîné la plus grande crise éducative de l'histoire, privant plus de 1,5 milliard d'enfants de scolarité.

b. La crise de l'apprentissage fait référence aux préoccupations mondiales selon lesquelles, malgré l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés, plus de 50 % des enfants des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont incapables de lire correctement à l'âge de 10 ans. Pour obtenir de plus amples informations, veuillez visiter : <https://www.unicef.org/rosa/reports/addressing-learning-crisis>

Les taux d'abandon scolaire pourraient augmenter et de nombreux élèves pourraient quitter l'école définitivement. « Le chômage généralisé et la perte de revenus mettront gravement à l'épreuve la capacité des ménages à payer pour que les enfants restent à l'école... (et) pour les ménages les plus pauvres, les contraintes budgétaires pourraient les empêcher de renvoyer leurs enfants à l'école, même lorsque les écoles rouvriront. » (Banque mondiale, 2020d, p. 14) Plus les enfants marginalisés manquent l'école, moins ils sont susceptibles d'y retourner, en particulier les filles. De plus, « l'abandon scolaire est lié à une augmentation du travail des enfants, des mariages d'enfants et même des relations sexuelles transactionnelles chez les enfants et les adolescents » (Banque mondiale, 2020d, p. 15). En Afrique, les adolescentes non scolarisées sont en moyenne deux fois plus susceptibles de commencer à avoir des enfants que celles qui sont scolarisées (Nations Unies, 2020a).

Comme le montre le rapport sur la Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2020 (SOFI 2020) (FAO et al., 2020), la pandémie de COVID-19 a déjà eu des conséquences importantes sur la sécurité alimentaire, à la fois au niveau de l'offre et de la demande, ainsi que des conséquences à long terme sur la faim. On s'attend à ce que la crise augmente les niveaux de malnutrition sous toutes ses formes, en particulier chez les enfants : « les confinements massifs à travers le monde devraient entraver la capacité des gens à accéder à la nourriture et créer de graves ralentissements économiques... en conséquence, une crise économique mondiale induite par la pandémie est susceptible de générer de nouvelles poches d'insécurité alimentaire, même dans les pays qui n'avaient pas besoin d'interventions auparavant » (FAO et al., 2020).

C'est pourquoi le rapport SOFI 2020 recommande d'intensifier les actions à double effet dans la réponse apportée lutter contre la COVID-19, afin de réduire les impacts négatifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition (p. ex. la promotion exclusive de l'allaitement maternel, des programmes de nutrition maternelle et de soins prénatals, des programmes d'alimentation scolaire adaptés, des politiques alimentaires et agricoles favorisant une alimentation saine, des soins de santé universels) » (FAO et al., 2020).

Le Secrétaire général de l'ONU a écrit que « alors que le monde est confronté à des niveaux d'inégalité insoutenables, nous avons plus que jamais besoin de l'éducation, la grande égalisatrice » ; il a également publié une note d'orientation appelant à l'action dans quatre domaines principaux (Nations Unies, 2020b) :

1. Rouvrir les écoles en toute sécurité. Une fois que la transmission locale de la COVID-19 est maîtrisée, le retour des élèves dans les écoles et les établissements d'enseignement de manière aussi sûre que possible doit constituer une priorité absolue ;
2. Donner la priorité à l'éducation dans les décisions de financement. Avant que la crise n'éclate, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire étaient déjà confrontés à un déficit de financement de l'éducation de 1,5 billion de dollars par an. Cet écart s'est maintenant creusé ;
3. Cibler les personnes les plus difficiles à atteindre. Les initiatives d'éducation doivent viser à atteindre les personnes le plus susceptibles d'être laissées pour compte : les personnes en situation d'urgence et de crise, les groupes minoritaires de toutes sortes, les personnes déplacées et les personnes handicapées ;
4. L'avenir de l'éducation est là. Il s'agit d'une occasion générationnelle de réinventer l'éducation. Il est possible de s'orienter vers des systèmes tournés vers l'avenir offrant une éducation de qualité pour tous comme un tremplin vers la réalisation des ODD.



RS.2 Atténuation et adaptation : réduire l'impact des fermetures d'écoles

L'atténuation et l'adaptation sont une étape intermédiaire pour réduire au minimum les effets négatifs de la fermeture d'écoles sur les enfants jusqu'à leur réouverture, qui est, en fin de compte, la seule solution à long terme. Les pays ont déployé des efforts considérables pour faire face à la crise, en proposant des moyens alternatifs de dispenser un enseignement en dehors de l'école (variantes de l'enseignement à distance, telles que l'enseignement en ligne, la télévision et la radio) et diverses formes de transferts alimentaires ou monétaires aux ménages. L'évaluation de ces mesures est en cours ; les premiers résultats suggèrent qu'elles présentent des avantages, mais sont beaucoup moins équitables que les interventions scolaires. Par exemple, étant donné que moins de 10 % des élèves en Afrique ont accès à l'apprentissage en ligne, la fracture numérique reste réelle (Banque mondiale, 2020d) ; les efforts soutenus du PAM pour remplacer les repas scolaires par des rations à emporter dans les communautés les plus touchées ont bénéficié à environ 6,9 millions d'enfants (PAM, 2020e) sur les 17 millions d'enfants aidés dans des circonstances normales.

RS.2.1 Que font les pays pour répondre à la crise ?

Afin de soutenir ces mesures d'atténuation, le PAM a élaboré un tableau de bord mondial et une carte, un bien public permettant de suivre les fermetures d'écoles dans le monde et le nombre d'enfants privés de repas scolaires ; en outre, cet outil contient des informations à jour sur les actions entreprises par les gouvernements pour soutenir les enfants privés d'école (PAM, 2020c).

Plus de 70 pays ont essayé différentes approches pour fournir un enseignement à distance afin d'atténuer la perte d'éducation à l'école (Banque mondiale, 2020d). En réponse à l'absence de distribution de repas scolaires, un certain nombre de modalités ont été utilisées pour remplacer le repas quotidien que les enfants recevaient auparavant à l'école. Ces solutions alternatives comprennent : des rations à emporter, des transferts monétaires et d'autres modalités de repas chauds. Le tableau RS.1 présente certains mécanismes alternatifs mis en œuvre par les pays du monde entier.

Au plus fort de la crise, 199 pays avaient fermé leurs écoles et environ 370 millions d'enfants ont été soudainement privés de leur repas scolaire quotidien.

En juin 2020, 75 % des pays dans lesquels le PAM avait précédemment mis en place des programmes d'alimentation scolaire ont déclaré avoir adopté des mécanismes alternatifs à l'alimentation scolaire sur place ; 6,9 millions d'enfants vulnérables en ont bénéficié dans les pays à faible revenu. Parmi ceux-ci, 31 pays ont déclaré utiliser des rations à emporter ; 6 ont déclaré utiliser des transferts monétaires ; et 3 pays ont mis en œuvre une combinaison de modalités en fonction de la situation locale, notamment la livraison à domicile et la distribution de transferts monétaires ou de bons (PAM, 2020c). Dans les pays où les écoles sont restées ouvertes, les bureaux de pays ont collaboré avec des partenaires afin d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement, en veillant au respect des normes en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire et de qualité des aliments. Des mesures de distanciation sociale ont également été appliquées afin de réduire le risque d'infection. Le tableau RS.2 décrit certains exemples de mesures nationales d'atténuation de la fermeture d'écoles soutenues par le PAM.

Tableau RS.1

Exemples de mécanismes alternatifs à l'alimentation scolaire mis en œuvre par les gouvernements dans le monde

Rations à emporter	<p>Afrique du Sud : le gouvernement provincial du Cap-Occidental a alloué 18 millions de rands (958 000 dollars américains) pour fournir des rations alimentaires à emporter aux 483 000 apprenants inscrits au programme de nutrition scolaire de la province.</p>
	<p>Japon : depuis avril 2020, le gouvernement municipal d'Osaka a fourni des déjeuners gratuits à tous les élèves fréquentant les écoles primaires et élémentaires publiques afin d'alléger le fardeau financier des familles.</p>
Transferts monétaires	<p>Brésil : le gouvernement a alloué 3 milliards de réaux (537 millions de dollars américains) à la Bolsa Família en ajoutant un million de familles au programme. Afin de maintenir le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE), le gouvernement brésilien a autorisé la distribution de denrées alimentaires achetées aux familles des élèves sous forme de kits.</p>
	<p>France : le 15 avril, le gouvernement a annoncé un versement unique de 100 euros par enfant afin d'alléger le fardeau financier des familles les plus vulnérables. Les municipalités de Marseille, de Paris, de Brest et de la Haute-Garonne ont annoncé l'utilisation de transferts monétaires ou de coupons alimentaires pour pallier l'absence des repas scolaires. Dans le département de Meurthe-et-Moselle, les autorités locales ont décidé de livrer des repas scolaires au domicile des enfants les plus vulnérables inscrits dans les collèges.</p>
	<p>Royaume-Uni : le 31 mars 2020, le gouvernement a lancé officiellement un programme national de bons afin de garantir que les 1,3 million d'enfants d'âge scolaire admissibles continuent d'avoir accès aux repas pendant les fermetures d'écoles en raison de la COVID-19. Dans le cadre de ce programme, chaque enfant d'âge scolaire recevait un bon de 15 livres sterling (19,4 dollars américains) par semaine (équivalent à 3 livres sterling [3,9 dollars américains] par jour), les bons pouvant être échangés dans tous les grands supermarchés. La valeur des bons dépassait les coûts des repas scolaires gratuits, car le gouvernement a pris en compte le fait que les dépenses des parents pour la nourriture étaient plus élevées, étant donné qu'ils n'achetaient pas les aliments en vrac et devaient donc payer davantage.</p>

Autres modalités	<p>Espagne : le 12 mars 2020, le gouvernement a annoncé que les enfants des écoles maternelles, primaires et secondaires faisant partie des communautés autonomes (entités infranationales) recevraient de la nourriture régulièrement. Le gouvernement a alloué un financement de 25 millions d'euros à l'aide alimentaire apportée aux enfants vulnérables. La modalité de paiement sera soit monétaire, en nature (c.-à-d. livraison de nourriture à domicile ou aux points de distribution de nourriture) ou des transferts basés sur des bons.</p>
	<p>Trinité-et-Tobago : le gouvernement a fourni aux enfants inscrits au programme national d'alimentation scolaire une carte de soutien alimentaire temporaire, notamment aux familles qui n'étaient pas déjà couvertes par un autre programme national de soutien alimentaire. Cette mesure a bénéficié à 2 050 ménages ; les cartes de soutien alimentaire ont été évaluées à 510 dollars de Trinité-et-Tobago (75 dollars américains par ménage).</p>

Tableau RS.2

Exemples de mesures nationales d'atténuation de la fermeture d'écoles soutenues par le PAM

Asie et Pacifique	<p>Bangladesh : livraison de deux mois (50 paquets) de biscuits enrichis pour chaque élève pour les ménages dans 104 sous-districts. Parallèlement, le PAM a élaboré des documents de sensibilisation sur la nutrition et les pratiques d'hygiène relatives à la COVID-19 destinés à accompagner les distributions.</p>
	<p>Cambodge : le PAM a collaboré avec le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MoEYS) afin d'utiliser les soldes des stocks alimentaires dans les écoles et dans l'entrepôt du PAM comme rations à emporter pour les enfants inscrits à des programmes de repas scolaires. Environ 104 000 élèves de 908 écoles primaires de cinq provinces en ont bénéficié.</p>
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe de l'Est et Asie centrale	<p>Arménie : en partenariat avec le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports (MoESCS), les efforts ont été concentrés sur la reprise du soutien aux 100 000 écoliers du pays n'ayant pas pu recevoir de repas scolaires pendant les premières fermetures d'écoles.</p>
	<p>République kirghize : soutien supplémentaire fourni aux familles rurales. Plus de 53 000 élèves du primaire et leurs familles ont reçu jusqu'à 4 kg de farine de blé comme rations à emporter.</p>
	<p>Syrie : le PAM et l'UNICEF ont fourni des bons conjoints (nourriture et articles d'hygiène) à 44 000 enfants.</p>
	<p>Afghanistan : l'UNICEF et le PAM ont convenu d'une approche conjointe de continuité des interventions nutritionnelles et de l'éducation relative à la COVID-19.</p>
Afrique de l'Ouest et centrale	<p>Tchad : un plan stratégique national relatif à la COVID-19 comprenait l'alimentation scolaire, notamment la distribution de rations à emporter à 120 000 élèves vulnérables touchés par l'insécurité alimentaire et les mouvements de population.</p>
	<p>Guinée : des rations à emporter ont été distribuées à 150 000 écoliers afin d'atténuer les effets des fermetures d'écoles sur les besoins alimentaires et nutritionnels des enfants vulnérables.</p>
	<p>Niger : un soutien a été apporté au gouvernement afin de garantir que 150 000 enfants reçoivent des rations à emporter et que 13 000 filles reçoivent des subventions monétaires.</p>

Afrique australe	Madagascar : des rations à emporter ont été distribuées afin d'assurer que les 200 000 élèves aidés continuent à recevoir des repas scolaires.
	Malawi : des rations à emporter de trois mois en nature ou en transferts monétaires ont été distribuées aux 600 000 élèves qui étaient à la maison après la fermeture des écoles.
Afrique de l'Est	Somalie : des rations à emporter ont été distribuées au Somaliland, au Puntland et à Galkayo à partir des stocks des écoles pendant la fermeture des écoles.
	Soudan du Sud : le PAM et l'UNICEF ont préparé un projet conjoint ciblant 400 000 enfants à l'aide d'un programme de santé et de nutrition scolaire et de messages relatifs à la COVID-19 dans les écoles.
	Éthiopie : un programme de rations à emporter a été lancé, ciblant 272 000 familles d'enfants. Chacun a reçu un panier de céréales, de légumineuses, d'huile végétale et de sel durant les mois de juin, de juillet et d'août 2020.
Amérique latine et Caraïbes	Bolivie : des rations à emporter ont été distribuées à plus de 5 000 filles et garçons d'âge scolaire dans la ville d'Entre Rios.
	Haïti : des rations alimentaires à emporter ont été distribuées dans 93 % des écoles participantes en utilisant les stocks alimentaires déjà disponibles.
	Nicaragua : le PAM et l'UNICEF ont soumis une proposition d'un million de dollars américains au Fonds fiduciaire multipartenaire afin de soutenir la stratégie du ministère de l'Éducation pour l'enseignement à distance.

RS.2.2 Documents d'orientation disponibles sur les mécanismes d'atténuation et d'adaptation

La propagation rapide de la pandémie et l'immédiateté des fermetures d'écoles ont exigé des réponses tout aussi rapides de la part des pays. Cette section résume certains des documents d'orientation élaborés en réponse à cette demande. Le suivi et l'évaluation font partie de ces interventions, mais il est trop tôt pour déterminer l'efficacité des différentes réponses.

Le PAM, en collaboration avec la FAO et l'UNICEF (PAM et al., 2020), a élaboré une note d'orientation à l'intention des gouvernements afin de les aider à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19, en particulier en ce qui concerne l'alimentation et la nutrition des écoliers. Cette note comprend des recommandations concernant les cas où les écoles sont fermées et ceux où elles restent ouvertes. Le tableau RS.3 résume les recommandations énumérées dans ce document d'orientation.

Une note d'orientation provisoire concernant la prévention et le contrôle de la COVID-19 dans les écoles a été élaborée par l'UNICEF, l'OMS et la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) afin de donner des lignes directrices claires et exploitables pour faire fonctionner les écoles en toute sécurité grâce à la prévention, la détection précoce et le contrôle de la COVID-19 dans les écoles et les autres établissements d'enseignement. (UNICEF et al., 2020). Selon la note, « continuer à faire fonctionner les écoles en toute sécurité ou rouvrir les écoles après une fermeture nécessite de prendre en compte de nombreux éléments, mais, si cela est effectué correctement, la santé publique peut en bénéficier » (UNICEF et al., 2020). Cette note fournit des messages et des listes de contrôle essentiels, destinés au personnel scolaire, aux parents ou tuteurs

et aux membres de la communauté, afin d'assurer la sécurité et la protection des enfants et des établissements d'enseignement. « Les mesures prises par les écoles peuvent empêcher l'introduction et la propagation de la COVID-19 par des élèves et du personnel susceptibles d'avoir été exposés au virus, tout en réduisant au minimum les perturbations et en protégeant les élèves et le personnel contre la discrimination » (UNICEF et al., 2020). Le large éventail de conseils et de lignes directrices sur la réponse à la pandémie de COVID-19 est énuméré à l'annexe II.

En mai 2020, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé les gouvernements et les donateurs à donner la priorité à l'éducation pour tous les enfants, y compris les plus marginalisés. En réponse, la Coalition mondiale pour l'éducation dirigée par l'UNESCO a été créée afin d'aider les gouvernements à renforcer l'apprentissage à distance et à faciliter la réouverture des écoles en toute sécurité. Des partenaires multilatéraux, notamment l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale, le PAM et l'Union internationale des télécommunications, ainsi que le PME, ECW et la Banque asiatique de développement, se sont joints à la coalition, soulignant la nécessité d'une action de partenariat et d'un soutien rapide et coordonné aux pays afin d'atténuer les effets négatifs des fermetures d'écoles, en particulier pour les plus défavorisés (UNESCO, 2020a).

Tableau RS.3

Résumé des recommandations pour les politiques d'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation et la nutrition des écoliers

Note d'orientation de la FAO, du PAM et de l'UNICEF (2020)

Lorsque les écoles sont fermées	Lorsque les écoles restent ouvertes
<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir la flexibilité et la réactivité aux conditions changeantes lors de l'approvisionnement et la distribution de la nourriture et de la prestation de services de nutrition, tout en garantissant le respect des protocoles relatifs à la COVID-19. • Utiliser les ressources disponibles pour garantir la sécurité alimentaire et la nutrition des écoliers. • S'appuyer sur les structures de filet de sécurité existantes pour soutenir les écoliers vulnérables. • Veiller à ce que les besoins alimentaires et nutritionnels des écoliers vulnérables soient pris en compte lors de la conception de toute réponse nationale à grande échelle pour lutter contre la COVID-19. • Planifier la future réouverture des écoles, si possible avec des points de référence spécifiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter les protocoles de prévention relatifs à la COVID-19. • Promouvoir des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène optimaux et assurer une hygiène optimale et d'autres comportements essentiels de la part des enfants, des enseignants et du personnel ou des bénévoles des services alimentaires, des cantines scolaires, ainsi que la réglementation des vendeurs de produits alimentaires. • Assurer et continuer la mise en œuvre d'un ensemble de services de santé et de nutrition scolaires essentiels (alimentation scolaire, supplémentation en micronutriments, déparasitage, prévention du paludisme et hygiène bucco-dentaire). • Éviter la détérioration potentielle des normes de sécurité alimentaire. • Garantir un contenu nutritionnel adéquat des repas. • Créer des plans d'urgence pour distribuer des repas ou des paniers alimentaires en cas d'une fermeture rapide des écoles.

La création de cette coalition a contribué à fournir une plateforme pour soutenir les réponses d'atténuation des pays ; elle a également conduit à l'élaboration plus coordonnée de la prochaine phase d'action : le mouvement de retour à l'école.

RS.3 Retour à l'école : les prochaines étapes pour les pays

L'un des enseignements importants de cette crise est la prise de conscience de l'importance du système éducatif pour le fonctionnement normal de nos sociétés. L'adaptation et l'atténuation ont été essentielles pendant la fermeture des écoles ; cependant, même les meilleures solutions alternatives utilisées sont loin d'atteindre la portée et l'équité des approches scolaires qu'elles visaient à remplacer. Maintenant, l'objectif principal est d'agir rapidement pour rouvrir les écoles en toute sécurité (UNESCO et al., 2020b).

Lorsque les écoles rouvrent, la priorité est de fournir un environnement scolaire sûr (UNESCO et al., 2020b), puis de faire en sorte que le nombre d'enfants retournant à l'école soit le même qu'avant la COVID-19 et d'aider les enfants à retrouver leur santé et leur nutrition après les rigueurs du confinement et de l'exclusion. Alors que les pays et les partenaires de développement examinent ce qui est nécessaire à cet égard, trois éléments essentiels des plans de retour à l'école ont été déterminés :

- créer un environnement sûr réduisant au minimum les risques de transmission de la COVID-19 parmi les enfants et des enfants au personnel ;
- mettre en place des services de santé et de nutrition scolaires favorisant la santé et le bien-être des enfants et, grâce à l'alimentation scolaire, encourageant les enfants à aller à l'école et les parents à les envoyer à l'école ;
- créer un système éducatif utilisant le stimulus de la crise comme une occasion de construire un système plus fort et plus équitable.

Bien qu'il soit certain que la pandémie de COVID-19 et son impact majeur sur l'éducation, la santé et la nutrition scolaires auront des conséquences immédiates sur nos sociétés, les pays peuvent atténuer les dommages en agissant rapidement grâce à une planification et des politiques adéquates permettant de soutenir un apprentissage et des services de santé et de nutrition continus pour les écoliers. Cette crise pourrait donc devenir une occasion de construire des systèmes éducatifs plus inclusifs, plus efficaces et plus résilients (Banque mondiale, 2020d). Voir l'encadré 5.1 pour lire un résumé des enseignements que le PAM a tirés de l'expérience de la pandémie de COVID-19 concernant l'alimentation scolaire et l'éducation.

Les fermetures d'écoles ont mis en évidence l'importance de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale.

La pandémie de COVID-19 et ses effets néfastes sur les enfants du monde nous montrent que le système éducatif est essentiel à nos communautés et à nos sociétés. Les écoles contribuent au développement du capital humain tout en permettant de lutter contre les inégalités et la pauvreté. Elles constituent des plateformes pour les services communautaires, les services de santé et de nutrition pour les enfants et les filets de sécurité ; en outre, elles permettent aux parents d'aller travailler. Il est plus important que jamais d'élargir la notion d'éducation, notamment en améliorant et en étendant les services de santé et de nutrition destinés aux enfants.

L'UNESCO, le PAM, la Banque mondiale et l'UNICEF ont élaboré un *Cadre pour la réouverture des écoles* (UNESCO et al., 2020a), reconnaissant que les dirigeants de tous les pays sont confrontés à des compromis difficiles et incertains, alors qu'ils envisagent d'assouplir les confinements. Ce cadre vise à éclairer le processus décisionnel sur le moment de la réouverture des écoles, soutenir les préparatifs nationaux et guider le processus de mise en œuvre, dans le cadre des processus généraux de planification de la santé publique et de l'éducation.

Selon le cadre, les principales mesures suivantes doivent être prises pour rouvrir les écoles en toute sécurité (UNESCO et al., 2020a) :

- en premier lieu, les décideurs et les parties prenantes infranationales devraient effectuer une évaluation rapide des avantages et des risques liés à la réouverture des écoles. Cette évaluation devrait être éclairée par des données factuelles intersectorielles et spécifiques au contexte, notamment l'éducation, la santé publique et les facteurs socioéconomiques ;
- lorsque les écoles pouvant rouvrir auront été déterminées, six indicateurs clés devraient être utilisés pour évaluer leur état de préparation et pour étayer la planification : politique, financement, fonctionnement sûr, apprentissage, capacité d'atteindre les plus marginalisés et bien-être/protection ;
- avant de rouvrir les écoles, il est nécessaire de disposer de plans et de mécanismes essentiels pour améliorer la scolarisation, en mettant l'accent sur un fonctionnement sûr, notamment le renforcement des pratiques d'apprentissage à distance. Des protocoles devraient être élaborés concernant les mesures d'hygiène, le nettoyage de l'environnement, la distance sociale, les horaires d'alimentation scolaire, etc. Les enseignants devraient être formés et soutenus en matière d'apprentissage en ligne et des calendriers académiques alternatifs pourraient être envisagés ;
- du point de vue de la santé publique, alors que les écoles commencent à rouvrir, trois domaines essentiels doivent être envisagés : (i) des mécanismes de prévention des infections tels que l'hygiène et le nettoyage de l'environnement pour limiter l'exposition ; (ii) des mécanismes de dépistage des infections en formant les enseignants et les administrateurs scolaires aux mesures de prévention de la COVID-19 et à la prise en charge de base des cas ; et (iii) des mécanismes pour isoler les élèves ou le personnel présentant des signes d'infection, en veillant à ce qu'une pièce désignée ou une zone séparée soit disponible, tandis que des mesures sont prises pour transporter la personne vers un établissement de santé et repérer les personnes potentiellement exposées.

En janvier 2020, lors du Forum économique mondial de Davos, le PAM et l'UNICEF ont lancé un partenariat sur la santé et la nutrition scolaires afin de fournir un cadre et un programme de coopération visant à garantir que des millions d'enfants vulnérables d'âge scolaire reçoivent le soutien sanitaire et nutritionnel dont ils ont besoin pour apprendre et s'épanouir (UNICEF et PAM, 2020). Il s'agissait à l'origine d'un programme visant à combiner les compétences du PAM

en matière d'alimentation scolaire avec celles de l'UNICEF en matière d'interventions sanitaires et d'EAH en milieu scolaire ; cependant, la pandémie de COVID-19 a constitué une occasion de fournir également une stratégie à deux volets pour répondre aux besoins à moyen terme des apprenants pendant et après la pandémie, à l'aide d'interventions réalisées pendant la fermeture des écoles et d'une campagne conjointe de retour à l'école.

La Banque mondiale a également élaboré une liste de politiques pour transformer cette crise en une occasion de renforcer l'éducation et les services de santé et de nutrition scolaires mondiaux ; ces politiques peuvent être regroupées en trois phases se chevauchant : adaptation ; gestion et continuité ; et amélioration et accélération (Banque mondiale, 2020d). La Banque mondiale soutient également une réponse à deux volets. Lorsque les écoles ferment, la première phase est l'atténuation ; la priorité devrait être de protéger la santé et la sécurité des élèves, d'éviter les pertes d'opportunités d'apprentissage et de garantir des mécanismes alternatifs pour fournir des services de santé et de nutrition scolaires. Ensuite, il est impératif que les écoles rouvrent en toute sécurité et que les abandons scolaires soient réduits au minimum ; de plus, la crise est utilisée comme une occasion de construire des systèmes éducatifs plus solides et plus équitables (Banque mondiale, 2020d).

Début août 2020, la campagne mondiale « Sauvez notre avenir » a été lancée par le Secrétaire général des Nations Unies, en même temps que la note de politique sur l'éducation pendant la COVID-19 et au-delà, afin de protéger et de réinventer l'éducation dans le monde d'après la pandémie de COVID-19. Le mouvement, soutenu par des centaines d'organisations dans le monde, est une coalition mondiale de voix diverses s'unissant pour appeler les dirigeants mondiaux à donner la priorité à l'éducation dans la réponse à la COVID-19, soulignant les préoccupations selon lesquelles la pandémie a aggravé les inégalités déjà existantes et amplifié la crise mondiale de l'apprentissage (Sauvez notre avenir, 2020). Dans le cadre de la campagne « Sauvez notre avenir », la coalition a déterminé des actions et des recommandations essentielles pour les décideurs mondiaux concernant la protection de l'éducation durant la COVID-19. Bien qu'il soit reconnu que de nombreuses actions pourraient améliorer l'éducation, les gouvernements devront donner la priorité aux interventions les plus efficaces pour les enfants les plus laissés pour compte, afin d'éviter une catastrophe.

Certains documents d'orientation politiques et techniques détaillés relatifs à la campagne de « retour à l'école » sont accessibles via l'annexe II.

Bien que la pandémie de COVID-19 ait eu un impact grave sur la vie des populations les plus vulnérables, elle a également donné au PAM l'occasion de réfléchir sur la mise en œuvre actuelle de ses programmes (voir l'encadré 5.1). Les principaux enseignements tirés comprennent les suivants :

- regarder au-delà de la crise immédiate, en cherchant à traiter les conséquences à long terme de la pandémie sur les systèmes alimentaires mondiaux et en veillant à encourager les enfants à retourner à l'école ;
- étendre et augmenter les nouvelles modalités des programmes, telles que des cuisines centralisées et des systèmes de bons, afin d'élaborer des programmes d'alimentation scolaire plus flexibles ; et
- renforcer les partenariats avec les agences des Nations Unies, les ONG et le secteur privé, notamment dans le cadre d'une réponse éducative plus large.

RS.4. Prochaines étapes

- Il est reconnu que la pandémie de COVID-19 et les fermetures d'écoles pourraient avoir des répercussions à vie sur les enfants les plus vulnérables, en affectant leur apprentissage, leur santé et leur nutrition, entravant ainsi le capital humain et le développement à l'échelle mondiale ; c'est pourquoi il est nécessaire de déployer des efforts pour rouvrir les écoles en toute sécurité et pour construire des systèmes scolaires meilleurs et plus résilients, tout en disposant de systèmes permettant d'atténuer les risques des fermetures d'écoles plus rapidement. L'orientation et le soutien aux pays sur les mesures d'atténuation, les réponses politiques et les incitations à retourner à l'école, y compris l'accès au financement, demeureront la priorité du PAM et des agences de développement, en particulier pour faire face à la crise et s'assurer que les enfants continuent de recevoir du soutien, au cas où les écoles resteraient fermées. Le PAM et l'UNICEF mettront également en œuvre une campagne de retour à l'école pour assurer la réintégration des enfants dans le système scolaire.
- L'alimentation scolaire et les interventions de santé et de nutrition scolaires seront utilisées pour encourager les parents à renvoyer les enfants à l'école et à veiller à ce qu'ils restent en bonne santé et bien nourris. Cette crise pourrait être l'occasion de construire des systèmes éducatifs plus inclusifs, plus efficaces et plus résilients, et d'augmenter les services de santé et de nutrition scolaires de manière appropriée en tirant parti des partenariats intersectoriels. Des lignes directrices, des notes d'orientation et un soutien technique guideront les pays et les partenaires et les aideront à planifier et à mettre en œuvre des solutions de manière adéquate, afin de garantir que les écoliers continuent de bénéficier du soutien des services de santé et de nutrition, à la fois pendant la pandémie et tandis que les systèmes éducatifs mondiaux s'adaptent aux nouvelles approches, y compris l'apprentissage à distance.
- Futurs tournants : trois récents développements pourraient avoir un impact significatif sur les politiques de fermetures d'écoles à la date où ce rapport est publié. Premièrement, le déploiement de masse de vaccins autorisés – bien qu'aucun d'entre-eux ne soit disponible pour les enfants – pourrait atténuer ou mettre un terme à l'épidémie. Deuxièmement, l'émergence de souches variantes du virus, dont certaines pourraient être plus contagieuses parmi les enfants, risque d'influencer les politiques en faveur des fermetures d'écoles afin de réduire les transmissions au sein des communautés. Troisièmement, l'augmentation du nombre d'études socio-économiques établissant que le coût à long terme des pertes d'éducation excède le bénéfice sanitaire des fermetures d'écoles, pourrait influencer les politiques en faveur de la réouverture des écoles. L'importance relative de ces trois paramètres déterminera probablement l'impact futur de la COVID-19 sur les programmes d'alimentation scolaire.

La pandémie de COVID-19 a souligné la nécessité d'élargir le concept d'éducation pour traiter la question de la santé et le bien-être des enfants et de reconstruire des services de santé et de nutrition scolaires équitables et de qualité.



CHAPITRE 2

Perspectives et priorités politiques

Les données les plus récentes montrent que les gouvernements du monde entier investissent de plus en plus dans des programmes scolaires soutenant la santé et la nutrition des enfants et des adolescents. Environ la moitié de tous les jeunes scolarisés bénéficient maintenant de ces programmes, qui sont soutenus largement par des fonds nationaux. Ce chapitre examine les changements en matière de politiques ayant conduit à cette croissance remarquable de l'investissement public dans les pays de tous niveaux de richesse.

Au cours de l'étude des politiques ayant mené à l'expansion de ces programmes, les principaux moteurs de changement suivants ont été déterminés :

La reconnaissance croissante de la nécessité de soutenir les enfants tout au long de leur développement jusqu'à l'âge adulte. Un changement de paradigme s'est produit au niveau de l'investissement dans les enfants ; en effet, il a été reconnu que le processus de développement s'étendait de la conception à l'âge adulte, soit pendant 8 000 jours environ. Les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant sont cruciaux et de nombreux pays mettent l'accent sur cette période. Cependant, il est maintenant clair qu'il est important de soutenir la santé et la nutrition pendant les 7 000 jours suivants, de l'âge de 2 ans à 21 ans environ, afin de maintenir les premiers bénéfices, de rattraper les déficits là où les premières interventions étaient inadéquates et de traiter les phases de vulnérabilité pendant cette période de développement, en particulier la puberté, la poussée de croissance et le développement du cerveau à l'adolescence.

La reconnaissance de la valeur centrale des personnes, du capital humain, dans le développement des pays. Une population bien nourrie, en bonne santé et éduquée constitue le fondement de la croissance et du développement économique. Par conséquent, investir dans le capital humain, c'est-à-dire la somme de la santé, des compétences, des connaissances et de l'expérience d'une population, renforce la compétitivité d'un pays dans un monde en évolution rapide (Gatti et al., 2018). Dans les pays à revenu élevé, environ 70 % de la richesse nationale provient du capital humain, mais dans de nombreux pays à faible revenu, cette proportion est inférieure à 40 % (Banque mondiale, 2019a). Cette inégalité a des conséquences tragiques pour les sociétés pauvres, qui se développent et fonctionnent bien en deçà de leurs capacités, et pour les individus de ces sociétés qui ne parviennent pas à réaliser leur potentiel au cours de leur vie. Investir dans la santé et la nutrition de l'apprenant est un élément essentiel de la création de capital humain.

L'accent international mis sur la nécessité d'élaborer des systèmes alimentaires publics mieux conçus, tenant compte du genre et du climat et durables. Une alimentation scolaire efficace fait partie des politiques recommandées par le Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition (2014). Les programmes d'alimentation scolaire locaux, notamment, jouent un rôle important dans la réponse au changement climatique, en particulier face à la baisse constante de la production agricole mondiale ; en effet, ils raccourcissent les filières alimentaires et réduisent au minimum le gaspillage alimentaire, la principale cause évitable d'émissions de carbone (FAO, 2013b). Les programmes bien conçus et tenant compte du genre augmentent la scolarisation des filles, les aident à rester à l'école à des âges vulnérables et améliorent le régime alimentaire des adolescentes.

Répondre aux demandes croissantes de soutien aux enfants dans des situations de crise et d'urgence. Les programmes de santé et de nutrition scolaires sont de plus en plus utilisés dans les pays en crise et en conflit pour répondre aux besoins des enfants les plus vulnérables. Des données factuelles récentes ont montré que les programmes d'alimentation scolaire,

en particulier, pouvaient jouer un rôle essentiel dans le rétablissement de la normalité et la stabilisation des communautés locales, par exemple pendant la crise au Mali (voir l'étude de cas 3.1). La fermeture d'écoles pendant la pandémie de COVID-19 ainsi que le coût élevé et le manque de solutions alternatives efficaces pour atteindre les enfants ont mis en évidence la valeur des programmes scolaires (voir le rapport spécial sur la COVID-19).

Le chapitre 3, qui se concentre sur les questions économiques et financières, examine le rôle majeur de protection sociale de ces programmes qui constituent le filet de sécurité sociale le plus étendu au monde ; il étudie également le rôle de plus en plus important de l'alimentation scolaire pour la production agricole locale en tant que marché durable.

2.1 Un changement de paradigme : les 7 000 jours suivants

La troisième édition de la publication de la Banque mondiale *Disease Control Priorities* (DCP3 ; Jamison et al., 2015-2018), soutenue par la Fondation Bill et Melinda Gates, confirme l'importance d'investir dans les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant, la période cruciale allant de la conception à l'âge de 2 ans. Elle met également en évidence l'inadéquation des investissements au cours des 7 000 jours suivants, soit jusqu'à 21 ans. Les constatations du volume 8 de DCP3, intitulé *Child and Adolescent Health and Development* (Bundy et al., 2017a), ont souligné la nécessité de s'orienter vers un nouveau paradigme de 8 000 jours.

Ces analyses ont mis en évidence l'existence de besoins spécifiques non seulement pendant les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant, mais également au cours de la moyenne enfance et de l'adolescence. Une citation tirée du volume 8 de la revue *The Lancet* permet d'illustrer ce point : « Tout comme les bébés ne sont pas simplement des petites personnes et ont besoin de types de soins particuliers et différents de ceux des autres individus, les enfants et les adolescents qui grandissent ne sont pas simplement des petits adultes ; eux aussi traversent des phases critiques de développement nécessitant des interventions particulières. » (Bundy et al., 2017a). Il est nécessaire de porter une attention particulière sur trois phases : la phase de croissance et de consolidation de la moyenne enfance (de 5 à 9 ans), lorsque les infections et la malnutrition entravent la croissance et que la mortalité est plus élevée qu'on ne l'estimait jusqu'à présent ; la poussée de croissance à l'adolescence (de 10 à 14 ans), lorsque des changements physiques et émotionnels importants nécessitent une bonne alimentation et une bonne santé ; et la phase de croissance et de consolidation à l'adolescence (de 15 à 20 ans), lorsque de nouvelles réponses sont nécessaires pour soutenir la maturation cérébrale, un engagement social intense et le contrôle émotionnel.

La publication DCP3 appelle à ce que la recherche et l'action sur la santé et le développement de l'enfant passent d'un accent étroit sur les 1 000 premiers jours à une préoccupation holistique pour les 8 000 premiers jours, d'une approche en tranches d'âge à une approche englobant les besoins des enfants tout au long du cycle de vie.

Un rapport de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) intitulé « Maximizing Human Capital by Aligning Investments in Health and Education » (Schultz et al., 2018) s'est joint aux appels grandissants pour une meilleure correspondance des investissements dans la santé et dans l'éducation, en particulier l'investissement dans les programmes de santé scolaire et d'alimentation scolaire pendant l'âge scolaire et l'adolescence.

En 2017, le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN) a souligné le rôle des écoles au niveau de l'investissement dans la nutrition des enfants, dans une déclaration intitulée *L'école, un système pour améliorer la nutrition* (UNSCN, 2017). Une publication préparée par la Banque mondiale et le Partenariat mondial pour l'éducation intitulée *Optimiser les résultats de l'éducation : investissements à haut rendement dans la santé scolaire pour un niveau plus élevé de participation et d'apprentissage* (Bundy et al., 2018a) est allée plus loin. Ce rapport souligne la nécessité de corriger l'inadéquation presque totale entre les investissements dans la santé des enfants, presque tous axés sur les enfants de moins de 5 ans actuellement, et les investissements dans l'éducation, concernant principalement les enfants de 5 à 21 ans. Les 70 années d'expérience de la Finlande dans le domaine de l'alimentation scolaire retracent l'évolution des priorités nutritionnelles en commençant par la sous-alimentation et en allant vers la malnutrition (voir l'étude de cas 2.1).

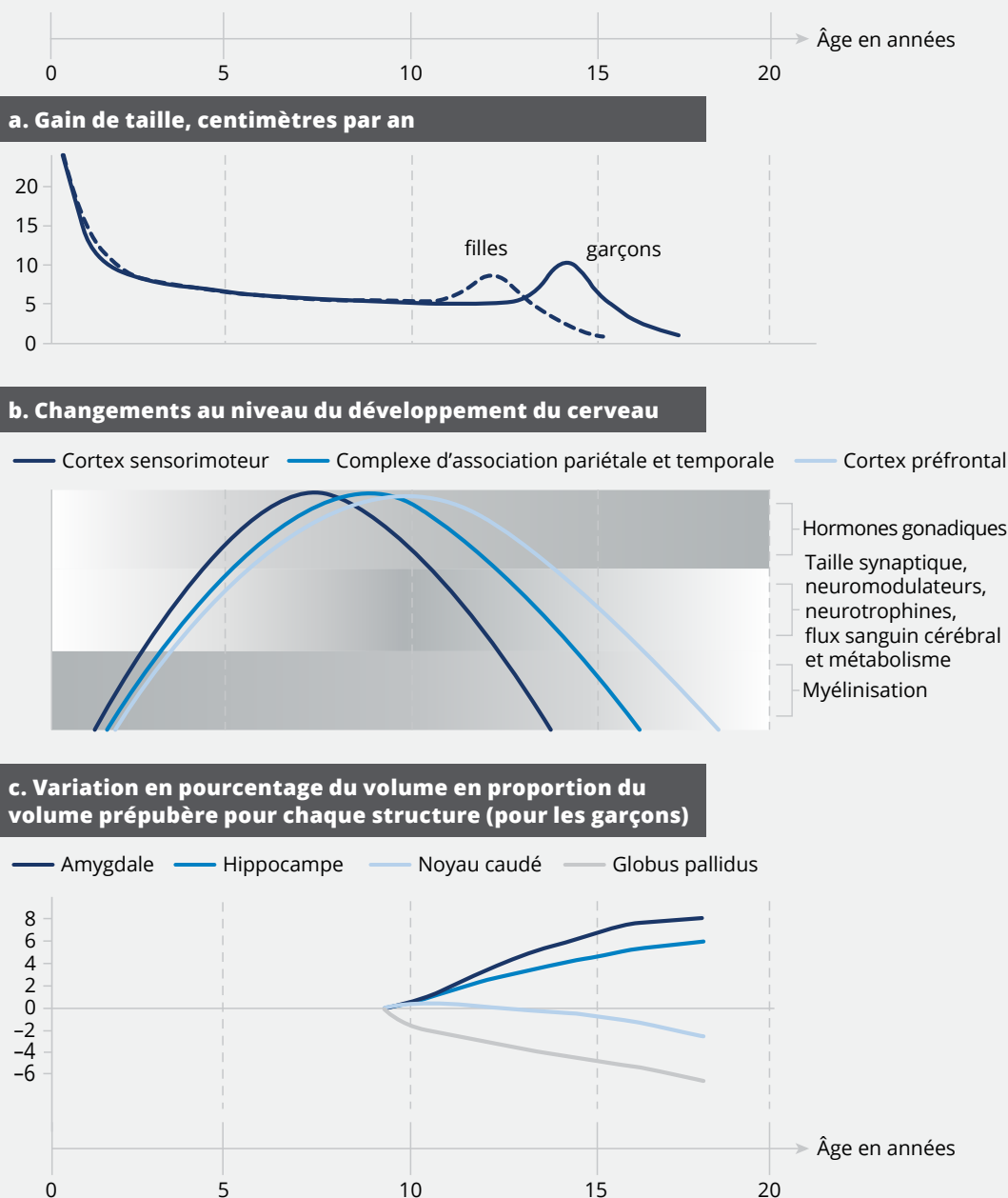
Un grand nombre des problèmes de santé les plus répandus chez les enfants d'âge scolaire et les adolescents des communautés pauvres peuvent être évités ou traités à l'aide d'interventions en milieu scolaire. Les interventions adéquates à l'âge scolaire présentent trois avantages : elles peuvent consolider les acquis réalisés pendant les 1 000 premiers jours ; permettre de rattraper les déficits de croissance ; et traiter les phases de développement d'une vulnérabilité particulière au cours des 7 000 jours suivants, telle que la puberté, la poussée de croissance de l'adolescent et l'importante phase de développement du cerveau à la fin de l'adolescence (voir la figure 2.1). En particulier, tout en améliorant la santé, ces interventions ont des conséquences importantes sur l'éducation : augmentation de l'assiduité et réduction de l'absentéisme ; prévention des redoublements et des abandons scolaires ; et soutien de la réussite des élèves. Dans l'encadré 2.1, le professeur Alan Jackson, nutritionniste pédiatrique, décrit l'importance des 7 000 jours suivants pour le développement de l'enfant et le rôle de l'alimentation scolaire.

Les analyses économiques rapportées dans la troisième édition de *Disease Control Priorities* de la Banque mondiale montrent que le système scolaire constitue une plateforme exceptionnellement rentable pour fournir un ensemble intégré essentiel de services de santé et de nutrition aux écoliers (Fernandes et Aurino, 2017 ; Shackleton et al., 2016). Le rapport coût-efficacité de la distribution par le biais des écoles a également été bien documenté en ce qui concerne les pays à revenu élevé (Shackleton et al., 2016). Dans les pays à faible revenu, le système éducatif est particulièrement bien placé pour promouvoir la santé des enfants et des adolescents dans le cadre de la sensibilisation communautaire par le système de santé. Il existe généralement plus d'écoles que d'établissements de santé dans les pays de toutes catégories de revenus ; les zones rurales pauvres, en particulier, sont beaucoup plus susceptibles de disposer de davantage d'écoles que de centres de santé. De nouvelles analyses économiques suggèrent que les programmes de santé et de nutrition scolaires fournis par le biais des écoles devraient constituer un élément essentiel des efforts de soins de santé primaires universels (Watkins et al., 2020).

Les programmes efficaces soutiennent les enfants non seulement pendant les 1 000 premiers jours de leur vie, mais également pour les 7 000 jours suivants, permettant de consolider les acquis des 1 000 premiers jours, de rattraper en partie les retards de croissance, et de protéger l'enfant et l'adolescent au cours de phases critiques de vulnérabilité pendant leur croissance.

Figure 2.1
Développement humain jusqu'à 20 ans

Légende : Les deux premières décennies de la vie comportent au moins trois phases de développement d'une importance cruciale et au cours desquelles des interventions adaptées à l'âge sont nécessaires : la moyenne enfance (de 5 à 9 ans) ; la poussée de croissance précoce de l'adolescent (de 10 à 14 ans) ; et la phase ultérieure de croissance et de consolidation de l'adolescent (de 15 à 19 ans).



Source : Bundy et al., 2017a.

Adapté de Tanner, 1990 ; Goddings et al., 2014 ; Grigorenko, 2017.



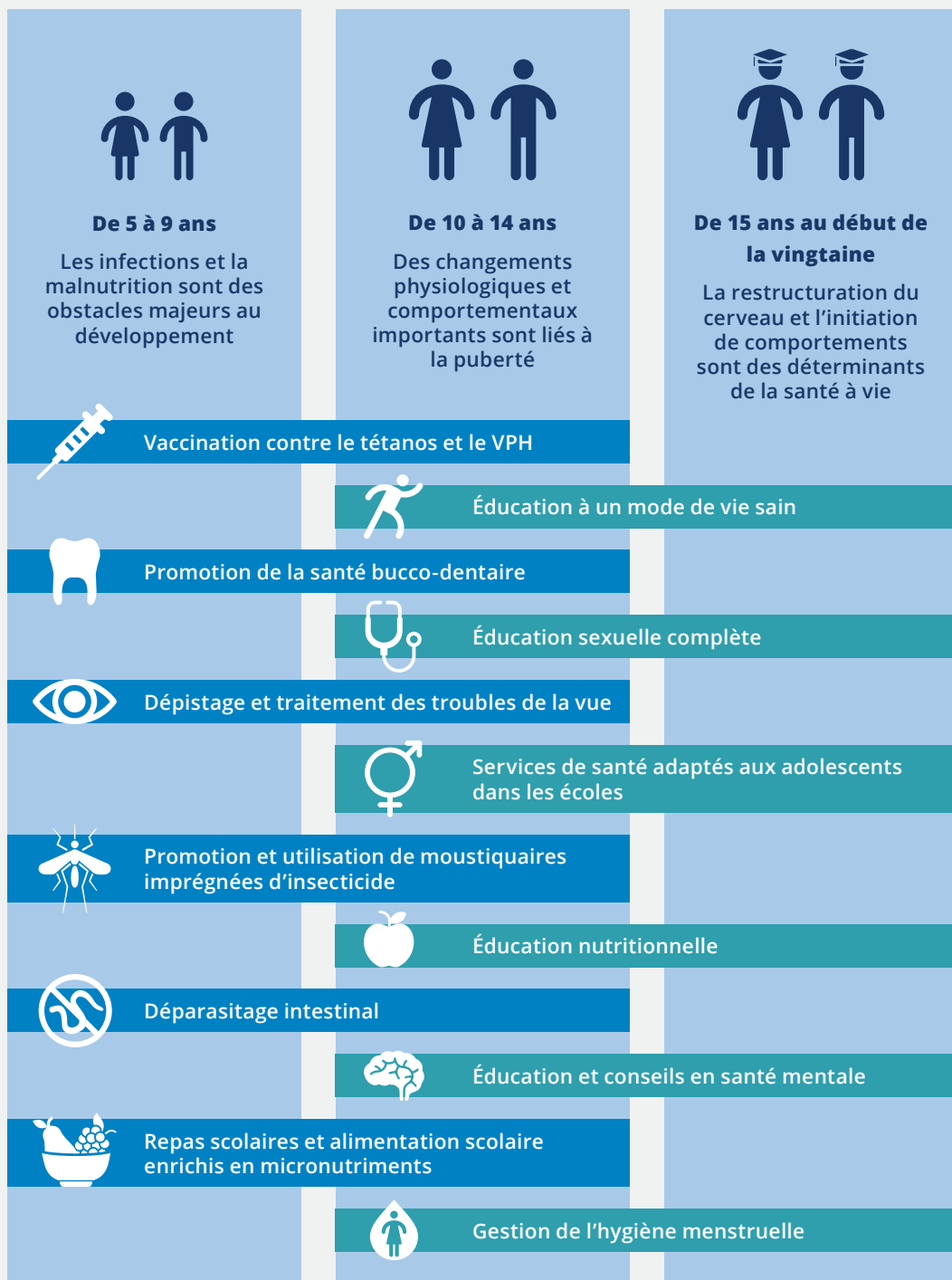
WFP/George Fominyen/Soudan du Sud

En plus de sa rentabilité, un ensemble de soutien d'interventions de santé et de nutrition scolaires intégré peut également traiter le problème des inégalités entre les genres en apportant des avantages particuliers aux filles. Des données factuelles montrent que là où les familles négligent l'éducation des filles, la mise en place d'interventions en faveur de la scolarisation, tels que la distribution de nourriture ou de services de santé, a un impact positif d'autant plus important sur l'assiduité et la scolarisation des filles (Snilsveit et al., 2016).

Définir le paquet essentiel de santé scolaire constitue désormais le point central du travail analytique (Bundy et al., 2017a), qui a proposé une combinaison de deux ensembles d'intervention de santé et de nutrition : l'un fourni par le biais des écoles et l'autre axé sur la fin de l'adolescence, dépendant d'autres mécanismes de prestation, notamment les médias et les cliniques spécifiques aux adolescents (Fernandes et Aurino, 2017). Plusieurs interventions peuvent être fournies ; lorsqu'elles sont combinées, elles apportent un soutien spécifique à la phase tout au long du cycle de vie, garantissant ainsi les gains d'investissement dans les 1 000 premiers jours, permettant de rattraper substantiellement les retards de croissance et tirant parti de l'apprentissage amélioré des investissements concomitants dans l'éducation (voir Figure 2.2).

Lors de la conception de tels systèmes, il est important de s'assurer qu'ils ne compromettent pas l'objectif premier du système éducatif qui est de dispenser l'éducation et ne détournent pas l'attention de cet objectif. Un système de santé scolaire qui aurait des effets négatifs sur la prestation de l'apprentissage serait voué à l'échec et ne parviendrait pas à atteindre ses deux objectifs, à savoir une meilleure santé et une meilleure éducation.

Figure 2.2
Interventions essentielles de santé et de nutrition pendant les années scolaires



Source : Partenariat mondial pour l'éducation, basé sur Bundy et al., 2018a.

Encadré 2.1

Le point de vue d'un nutritionniste pédiatrique sur l'alimentation, les écoles et l'alimentation scolaire

Alan A. Jackson
professeur de
nutrition humaine
à l'Université de
Southampton
et président du
Groupe de travail
international sur
la malnutrition

Union
internationale
des scientifiques
en nutrition

La croissance et le développement nécessitent de l'énergie et des nutriments suffisants chaque jour. L'approvisionnement pendant les 1 000 premiers jours dépend entièrement de la mère et de la qualité de son bien-être nutritionnel. Au cours des 7 000 jours suivants, l'enfant acquiert une indépendance et une responsabilité croissantes en ce qui concerne son apport alimentaire. Les bénéfices antérieurs sont garantis et pour ceux qui ont subi des déficits au début de leur vie, il est possible de les rattraper et de les compenser. Au cours de cette période, lorsque des habitudes de vie s'établissent, il est nécessaire de connaître quatre éléments principaux : la nature d'une alimentation saine ; la provenance de la nourriture et l'ensemble de la filière alimentaire ; l'importance d'un environnement sûr et nourrissant pour que les avantages potentiels d'une bonne alimentation se concrétisent ; et le rôle de la sécurité sanitaire des aliments pour garantir de pouvoir disposer d'aliments agréables et propres à la consommation.

La faim est souvent une conséquence directe de la pauvreté. Les régimes alimentaires de qualité et de variété médiocres sont liés à une forte dépendance aux produits de base et à une consommation limitée de fruits frais, de légumes et d'aliments d'origine animale. Une alimentation de mauvaise qualité entraîne une consommation élevée de sucre, de sel et de graisse et un manque de nutriments adéquats. Ces alimentations nuisent au métabolisme et entraînent une faible résilience et une vulnérabilité accrue. Les limites de la qualité de l'alimentation sont plus évidentes pendant les périodes de croissance ou de convalescence, en raison du besoin de nutriments supplémentaires. Tous les tissus sont affectés à des degrés divers ; une fonction immunitaire altérée conduit à une augmentation des infections et une structure cérébrale altérée est liée à une fonction et une capacité d'apprentissage limitées. Les aliments riches en sucre ou en graisses apportent de plus grandes quantités d'énergie, ce qui pourrait favoriser le développement de tissus de meilleure qualité. Cependant, en l'absence d'autres nutriments, cette énergie ne peut pas être mise à profit efficacement ; l'excès est alors déposé sous forme de graisse, ce qui conduit à une augmentation du surpoids et de l'obésité.

Le risque d'infection accrue est particulièrement pernicieux, car l'infection entraîne des pertes déséquilibrées de nutriments du corps. Par conséquent, une alimentation qui était auparavant marginale, mais tout juste adéquate devient inadéquate lorsque ces pertes se produisent. Il est particulièrement difficile de se rétablir d'une alimentation de mauvaise qualité, qui instaure

un cycle négatif en matière de nutrition et de santé dans lequel le simple apport de nourriture n'est plus aussi efficace.

Pour briser ce cycle, chaque enfant doit comprendre la relation entre l'alimentation, la nutrition, la santé et la réussite. Lorsque les enfants acquièrent de l'indépendance, cette prise de conscience devrait être intrinsèque à leur apprentissage, infusée tout au long du programme et non pas constituer une matière distincte. Les enseignants doivent leur apporter des connaissances adaptées à l'âge et cumulatives au fil des ans. Au début de l'âge adulte, toutes les personnes comprenant l'importance de saines habitudes alimentaires sont mieux préparées à la parentalité ; ceci permet d'améliorer le premier cycle de 1 000 jours pour la prochaine génération d'enfants progressivement en meilleure santé. ■

2.2 L'alimentation scolaire en tant qu'investissement dans le capital humain

Investir dans le capital humain, c'est-à-dire la somme de la santé, des compétences, des connaissances et de l'expérience d'une population, peut renforcer la compétitivité d'un pays dans un monde en évolution rapide. Le capital humain est important pour les personnes, les économies et les sociétés, ainsi que pour la stabilité mondiale. Son importance s'étend également à travers plusieurs générations. Lorsque les pays n'investissent pas de manière productive dans le capital humain, les coûts sont très significatifs, en particulier pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

Au cours de la décennie écoulée, l'alimentation scolaire est devenue la principale intervention destinée aux élèves ; d'autres éléments y sont inclus, tels que le déparasitage ou la supplémentation en micronutriments. En effet, l'alimentation scolaire est l'élément le plus largement mis en œuvre du paquet intégré, presque tous les pays du monde fournissant de la nourriture à leurs écoliers à une certaine échelle ; environ 388 millions d'enfants en bénéficient dans le monde. Les communautés donnent le plus souvent la priorité à l'alimentation scolaire par rapport à toute autre intervention scolaire.

La santé et l'apprentissage des enfants sont des éléments essentiels du développement du capital humain. Une population bien nourrie, en bonne santé et éduquée constitue le fondement de la croissance et du développement économique (Gatti et al., 2018). Les pays à faible revenu en Afrique représentent 25 des 30 pays classés au plus bas de l'Indice du capital humain. Pour un grand nombre de ces pays, le sous-investissement dans le capital humain entraîne une perte de potentiel économique allant de 50 à 70 % à long terme. La valeur de l'Indice du capital humain de l'Afrique place la région à 40 % de son potentiel (Banque mondiale, 2019a). Le PIB en Afrique pourrait être 2,5 fois plus élevé si les points de référence en matière de santé et d'éducation étaient atteints.

Les programmes d'alimentation scolaire créent du capital humain, soutiennent la croissance nationale, et favorisent le développement économique.

Le renforcement du capital humain dépend certes d'une éducation de qualité, mais une bonne santé et une bonne nutrition sont également nécessaires pour que les enfants et les adolescents grandissent et puissent participer et apprendre à l'école. Lorsque la santé et la nutrition des écoliers s'améliorent, les autres aspects de leur vie se transforment. Les enfants bien nourris apprennent mieux et, à l'âge adulte, ils gagnent mieux leur vie et sont plus productifs. Cette transformation se poursuit jusqu'à la prochaine génération grâce à l'amélioration de la nutrition et de la santé de leurs propres enfants ; ceci contribue à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition et à créer un cycle de croissance économique et de progrès à long terme.

Encadré 2.2

Renforcer le capital humain en investissant dans l'avenir des enfants les plus vulnérables – un partenariat PAM-UNICEF

Robert Jenkins
Chef de
l'Éducation et
directeur associé
de la Division des
programmes
UNICEF

Le monde a réalisé de grands progrès dans l'amélioration de l'accès à l'éducation, mais l'apprentissage demeure un problème majeur. Un nombre croissant de données factuelles montre que la santé et la nutrition des écoliers sont essentielles pour améliorer leurs résultats d'apprentissage. Pourtant, cette question continue d'être négligée dans les engagements politiques et financiers à l'échelle mondiale et nationale. Le PAM et l'UNICEF travaillent en collaboration pour donner la priorité à la santé et à la nutrition des écoliers dans les programmes mondiaux en tant que réponse essentielle à la crise de l'apprentissage grâce à une action conjointe sur le terrain.

Les écoles constituent une occasion unique d'atteindre les enfants de manière efficace et à grande échelle à l'aide d'un ensemble intégré de soutien en matière de santé et de nutrition, comprenant l'alimentation scolaire, la nutrition, le dépistage sanitaire, la vaccination et les interventions EAH. Elles offrent un système de prestation préexistant et sont dotées d'un personnel compétent, formé pour apporter des connaissances et un soutien adaptés à l'âge et exploitables. En utilisant les écoles comme des plateformes intégrées de prestation de services, il est possible de mettre en œuvre des programmes plus rentables et plus efficaces pour les enfants, comme indiqué dans la Stratégie mondiale pour l'éducation de l'UNICEF 2019-2030 et dans la Stratégie d'alimentation scolaire du PAM 2020-2030.

L'UNICEF et le PAM offrent un ensemble intégré de services de santé et de nutrition aux écoles dans lesquelles l'une des agences ou les deux opèrent actuellement. L'objectif global du partenariat est de faire en sorte que 35 millions d'enfants vivant dans une extrême pauvreté dans 30 pays à faible revenu et fragiles aient accès à un ensemble de services intégrés de santé et de nutrition d'ici 2030. Les programmes d'alimentation scolaire, de nutrition et de déparasitage fournis par le PAM seront complétés par des services d'assainissement et d'hygiène, d'hygiène bucco-dentaire, de dépistage des troubles de la vue et de l'ouïe, de vaccinations et de programmes de prévention du paludisme apportés par l'UNICEF, afin que les enfants reçoivent un ensemble complet de soutien plutôt que des services isolés.

Face à la crise de la COVID-19, le PAM et l'UNICEF travaillent en collaboration avec les gouvernements nationaux pour trouver des moyens de soutenir les écoliers pendant la pandémie. Le PAM et l'UNICEF ciblent les pays les plus fragiles, avec pour objectif de fournir des services de santé et de nutrition à 10 millions d'enfants parmi les plus vulnérables. Les enfants marginalisés n'ayant pas fréquenté l'école pendant une longue période, par exemple les filles, sont moins susceptibles de retourner à l'école. La distribution de repas scolaires et de services de santé non seulement encouragera les parents à renvoyer leurs enfants à l'école, mais améliorera également les capacités d'apprentissage des enfants. L'augmentation du taux de couverture et de la qualité des programmes de santé et de nutrition scolaires peut contribuer à empêcher que cette génération ne devienne une génération perdue sans grande chance de se rétablir.

Cette initiative de partenariat sera mise en œuvre à travers une phase pilote dans six pays : trois du Sahel (Tchad, Niger et Mali) et trois dans la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Somalie et Soudan du Sud). En travaillant ensemble, les agences peuvent changer la donne en contribuant au repositionnement de la santé et de la nutrition scolaires pour soutenir les résultats de l'éducation dans les programmes mondiaux et nationaux. ■

Encadré 2.3

L'école, un système pour améliorer la nutrition

Stineke Oenema

Coordonnatrice

Comité permanent
du système des
Nations Unies sur
la nutrition

« Il est souhaitable d'utiliser l'alimentation scolaire afin de garantir que tous les élèves reçoivent un repas complet chaque jour, ce qui peut également améliorer leur attention en classe et augmenter la scolarisation. Le Comité recommande que l'alimentation scolaire soit associée à une éducation en matière de nutrition et de santé, notamment la création de jardins scolaires et la formation des enseignants, afin d'améliorer la nutrition des enfants et de leur permettre d'acquérir de saines habitudes alimentaires saines. »
(CRC, 2013, p. 12).

En 2017, le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) a publié le document de travail « L'école, un système pour améliorer la nutrition » (UNSCN, 2017) avec le soutien de plusieurs partenaires : la FAO, le PAM, l'UNICEF, l'OMS, l'AIEA ainsi que le PCD, la BM, la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), Bioversity International et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Lorsque nous considérons les écoles comme des systèmes, des voies s'ouvrent pour améliorer directement la nutrition et l'éducation et pour stimuler de nombreux avantages sociaux, sanitaires, économiques et éthiques. Ces avantages potentiels sont maximisés lorsque les programmes de nutrition scolaire sont conçus comme des interventions multisectorielles et sont intégrés dans des systèmes nationaux de protection sociale plus larges.

Les programmes d'alimentation scolaire permettent de gérer directement la nutrition en améliorant la qualité de l'alimentation des élèves. Les repas scolaires devraient être basés sur des lignes directrices diététiques nationales, souvent basées sur des normes internationales, afin de garantir leur diversité ; répondre aux besoins en nutriments ; et correspondre à la disponibilité et aux préférences alimentaires locales.

En outre, les programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale (ASBAL) permettent de promouvoir la diversification alimentaire à partir de sources locales et des habitudes alimentaires locales, ainsi que le développement économique local et l'intégration des petits exploitants agricoles dans les marchés (Bundy et al., 2009). L'ASBAL pourrait créer des systèmes alimentaires locaux plus durables et plus inclusifs. Par exemple, des changements au niveau des achats dans le but de soutenir les petites et moyennes entreprises, souvent gérées par des femmes, pourraient conduire à une plus grande équité sociale. En tant que marchés institutionnels, les écoles peuvent promouvoir l'approvisionnement en aliments sains, le développement de chaînes d'approvisionnement courtes et la création d'infrastructures de vente au détail alternative, et soutenir les approches agroécologiques durables en matière d'agriculture (IPES-Food, 2016). Lorsque les aliments locaux ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins nutritionnels, il peut être nécessaire d'ajouter des aliments enrichis ou d'autres suppléments nutritionnels aux repas scolaires afin de combler ces déficits.

L'environnement scolaire lui-même constitue une occasion importante de favoriser divers comportements bénéfiques à la santé, en faisant en sorte que les écoliers aient facilement accès à de l'eau potable propre, des installations pour se laver les mains, des infrastructures d'assainissement appropriées telles que des latrines sanitaires, ainsi qu'à des zones d'activité physique. Les jardins scolaires peuvent être utilisés pour montrer et apprendre aux enfants où les produits peuvent être cultivés et quels produits sont nutritifs.

Il est essentiel d'examiner les synergies entre les *stratégies d'éducation alimentaire et nutritionnelle et les programmes de repas scolaires*. Une éducation alimentaire et nutritionnelle efficace consiste à fournir aux enfants, au personnel scolaire, aux enseignants, aux cuisiniers, au personnel de la cantine, aux communautés, aux familles et aux petits agriculteurs locaux des expériences d'apprentissage pratique conçues pour faciliter l'adoption volontaire d'une alimentation saine et d'autres comportements positifs en matière de nutrition. Dans de nombreuses communautés, les écoles sont le seul endroit où les enfants peuvent acquérir de telles compétences de base (Psaki, 2014 ; Lobstein et al., 2015).

Actuellement, le CSNU travaille en collaboration avec la FAO, le PAM, l'OMS, l'UNICEF, l'UNESCO et d'autres organisations pour créer un inventaire des ressources et des documents d'orientation existants relatifs à la nutrition scolaire, afin d'examiner leur cohérence, leur applicabilité et leur exhaustivité et de promouvoir leur utilisation dans le but de maximiser les possibilités offertes par les programmes de nutrition scolaire.

Les agences des Nations Unies et d'autres partenaires devraient soutenir les interventions scolaires, en étroite coordination avec les gouvernements et les parties prenantes locales, pour faire en sorte que les programmes soient intégrés dans des stratégies de protection sociale et de développement local durables et à long terme menées par les pays, à la fois dans le Nord et dans le Sud du monde. Une période de transition claire devrait être déterminée entre l'appui des donateurs et le soutien budgétaire national durable. ■

2.3 Systèmes éducatifs mondiaux et genre

Outre les avantages directs pour la santé et la nutrition des programmes de santé et de nutrition scolaires, un ensemble complexe de résultats associés découle également du contexte plus large dans lequel ces programmes sont mis en œuvre. Des programmes bien conçus peuvent améliorer les avantages collatéraux et il est clair que de nombreux pays ont déjà profité de ces possibilités.

Une multitude d'obstacles entravent l'accès des filles à l'école, en particulier des adolescentes. Les problèmes financiers, sociaux, religieux, de santé et de sécurité peuvent tous constituer des obstacles à la fréquentation scolaire des filles par rapport à celle des garçons. Les autres facteurs influant sur l'accès à l'éducation comprennent les mariages précoces, responsables des taux d'abandon scolaire plus élevés dans de nombreux pays à faible revenu, et les grossesses précoces, réduisant encore le nombre d'années à l'école et aggravées dans les situations de conflit armé et de déplacement (PAM, 2019).

Les programmes d'alimentation scolaire soutiennent l'apprenant autant que l'apprentissage ; ils aident ainsi à bâtir une population saine et éduquée.

Une étude internationale (PAM, 2019) a révélé que les frais scolaires constituaient le principal obstacle à la fréquentation scolaire, aggravé par la pauvreté et les coûts d'opportunité associés au temps pris sur les activités génératrices de revenus. À Adjumani, en Ouganda, les frais de scolarité ont été soulignés comme un obstacle particulier pour les orphelins réfugiés, limitant directement leur participation au système scolaire. Au Cambodge, les filles ont décrit la pression exercée sur elles pour qu'elles quittent l'école afin de chercher un emploi (principalement un travail peu qualifié dans des usines de confection) pour contribuer aux finances de leur foyer.

Un rapport récent (UNESCO, 2019b) sur l'Objectif de développement durable 4.5, visant à éliminer les disparités entre les genres et à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, a établi que l'alimentation scolaire constituait l'une des interventions les plus efficaces pour promouvoir l'égalité et l'inclusion dans l'éducation. Le rapport a examiné 20 programmes nationaux et conclu que « les preuves les plus solides de l'impact lié à l'égalité et à l'inclusion concernaient les interventions au niveau des enfants, des ménages et des communautés, en particulier les transferts monétaires et les programmes d'alimentation scolaire » (UNESCO, 2019b, p. 8). L'alimentation scolaire peut avoir un impact positif sur la scolarisation des filles dans les écoles où la parité entre les genres n'a pas encore été atteinte ; elle peut également contribuer à réduire la prévalence du travail des enfants et leur participation aux tâches ménagères. En outre, les efforts inter-agences en cours visant à briser les obstacles à l'éducation des filles grâce à l'alimentation scolaire au Tchad et au Niger mettent en évidence une augmentation visible de l'apprentissage et de l'attention des filles, un accroissement de la scolarisation, une meilleure nutrition, ainsi que la prévention des mariages et des grossesses précoces (voir Box 2.4).

Encadré 2.4

Éliminer les obstacles à l'éducation des filles au Tchad et au Niger

Gloria Wiseman
Représentante
permanente
adjointe du
Canada auprès
des agences pour
l'alimentation et
l'agriculture des
Nations Unies

Au cours des trois dernières décennies, des réductions spectaculaires de la pauvreté dans le monde se sont produites, mais tout le monde n'en a pas bénéficié de la même manière. Des centaines de millions de personnes, en particulier des femmes et des filles, sont encore pauvres, ne peuvent pas accéder équitablement aux ressources et aux opportunités et sont exposées à des risques importants de conflits violents, de dangers climatiques et environnementaux et/ou d'insécurité économique et politique. En éliminant les obstacles à l'égalité et en aidant à créer de meilleures opportunités, les pays

permettent aux femmes et aux filles de réaliser leur potentiel afin de devenir de puissants agents de changement et améliorer leur propre vie et celle de leurs familles, leurs communautés et leurs pays. Le projet d'alimentation scolaire *Éliminer les obstacles à l'éducation des filles* adopte une approche tenant compte du genre dans la programmation humanitaire.

Le Canada est un ardent défenseur des programmes d'alimentation scolaire du PAM depuis 2003. La recherche a montré que l'impact de ces programmes pouvait différer entre les femmes, les hommes, les garçons et les filles. Cet impact est particulièrement visible chez les filles ; il est lié à une augmentation de l'apprentissage et de l'attention, à un accroissement de la scolarisation, à une meilleure nutrition, ainsi qu'à la prévention des mariages et des grossesses précoces. Grâce aux achats de denrées alimentaires auprès de producteurs locaux, ces programmes génèrent également des avantages économiques, notamment des possibilités d'emploi pour les femmes en tant que cuisinières et dans d'autres emplois d'assistance.

Éliminer les obstacles à l'éducation des filles est un excellent exemple de programme d'alimentation scolaire visant à améliorer la vie des enfants, notamment des adolescentes. Avec le soutien du Canada, le PAM, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) travaillent en collaboration dans des situations d'urgence au Tchad et au Niger, afin de mieux répondre aux différents besoins des enfants et des adolescentes, en particulier concernant les obstacles à l'éducation. Une approche tenant compte du genre est adoptée afin d'assurer que les filles sont scolarisées et restent à l'école. Tous les enfants reçoivent des repas scolaires nutritifs et enrichis, ainsi que des ensembles de santé scolaire intégrés, y compris des services d'éducation sur la nutrition et la santé, la santé sexuelle et reproductive (SSR) et la violence basée sur le genre ou sexiste (VBG). En outre, les adolescentes reçoivent un soutien ciblé supplémentaire destiné à répondre à leurs besoins, à leurs priorités et aux obstacles particuliers qu'elles rencontrent ; ceci comprend notamment la distribution de micronutriments, des incitations conditionnelles monétaires, des services et un soutien liés à la SSR, ainsi qu'un soutien personnalisé à l'école, notamment sous forme de mentorat et de coaching.

La Politique d'aide internationale féministe du Canada vise à éliminer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Le Canada croit fermement que la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles représentent l'approche la plus efficace pour atteindre cet objectif ; *Éliminer les obstacles à l'éducation des filles* n'est que l'un des excellents exemples de cette approche. ■

2.4 Systèmes alimentaires mondiaux et changement climatique

Les dernières décennies ont été caractérisées par une mondialisation croissante, des inégalités accrues, l'augmentation des situations fragiles, de conflit, et d'après crise, une croissance exponentielle de la consommation d'énergie et des nouvelles technologies, de l'urbanisation et des changements climatiques (Climate Change, Agriculture and Food Security [CCAFS], à paraître). Ces changements ont aggravé les difficultés auxquelles le système alimentaire mondial est confronté. Les augmentations de la variabilité climatique affectent déjà les systèmes agricoles et celles-ci s'intensifieront dans l'avenir ; l'accroissement des concentrations de dioxyde de carbone est lié à la diminution des densités de micronutriments de certaines cultures de base ; en outre, l'augmentation de la fréquence des inondations, de la sécheresse et de la chaleur extrême a de graves répercussions sur le bien-être et la santé des humains. À l'échelle mondiale, la production agricole a chuté de 1 à 5 % chaque décennie au cours des 30 dernières années, les régions tropicales étant les plus durement touchées (Loboguerrero et al., 2018).

Aujourd'hui, trois milliards de personnes ont une alimentation de mauvaise qualité, contenant une quantité insuffisante de calories, de vitamines et de minéraux ou trop de calories, de graisses saturées, de sel et de sucre (Haddad et al., 2016). Dans de nombreux pays, la majorité de la population n'a tout simplement pas les moyens d'acheter des aliments nutritifs : dans certaines régions du Ghana, de Madagascar, du Mozambique et du Pakistan, plus de 70 % des ménages n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation nutritive (Development Initiatives, 2018). Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les besoins en micronutriments de plus de la moitié des jeunes femmes et adolescentes ne sont pas satisfaits (Haddad et al., 2016). Enfin, les taux de surpoids et d'obésité augmentent dans toutes les régions et plus rapidement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. De 2000 à 2016, la proportion d'enfants en surpoids dans le monde (âgés de 5 à 19 ans) a augmenté, passant de 1 sur 10 à presque 1 sur 5 (OMS, 2020).

En 2014, le Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition a publié une note technique intitulée *Comment les politiques agricoles et des systèmes alimentaires peuvent-elles améliorer la nutrition ?* (Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition, 2014). Dans cette publication, le groupe recommande de mettre en œuvre des politiques dans l'ensemble du système alimentaire afin de réduire la sous-alimentation, ainsi que le surpoids, l'obésité et les autres maladies non transmissibles liées à l'alimentation, en augmentation. Les recommandations politiques comprennent notamment : un meilleur usage des programmes publics de distribution alimentaire existants, tels que les programmes d'alimentation scolaire, en veillant à ce qu'ils soutiennent l'agriculture et tiennent compte de la nutrition ;⁶ l'intégration de l'éducation nutritionnelle dans tous les services nationaux disponibles pour les consommateurs ; l'extension des programmes de protection sociale ciblés soutenant l'agriculture ; et l'amélioration de l'alimentation des adolescentes et des femmes adultes.

6. En 2015, le Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition a publié une note d'orientation intitulée *Healthy Meals in Schools: Policy Innovations Linking Agriculture, Food Systems and Nutrition*. Le Groupe a constaté que « des données factuelles provenant du monde entier sur les repas scolaires d'origine locale constituent une opportunité de gains multiples pour les décideurs politiques, offrant des avantages importants au niveau de la réussite scolaire, de l'emploi et de la croissance économique nationale ».

Une série de quatre articles parus dans *The Lancet* portant sur le double fardeau de la malnutrition – la coexistence de la sous-alimentation (c.-à-d. les carences en micronutriments, l'insuffisance pondérale, le retard de croissance et l'émaciation chez l'enfant) et du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation – examine comment ce problème de santé publique affecte la plupart des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Popkin et al., 2019). Contrairement aux actions gérées par des communautés, des politiques, des programmes, des structures de gouvernance et des flux de financement distincts, des actions à double effet sont proposées pour lutter simultanément contre la sous-alimentation et contre les problèmes de surpoids, d'obésité et de maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Les conclusions suggèrent que la sous-alimentation, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation sont associées intrinsèquement par la nutrition de début de vie, la diversité alimentaire, les environnements alimentaires et les facteurs socioéconomiques (Hawkes et al., 2019).

L'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale (ASBAL) peut jouer un rôle essentiel en reliant les systèmes alimentaires publics à la manière dont les communautés réagissent au changement climatique. L'accent mis sur des filières alimentaires très courtes à partir de petits exploitants agricoles situés à proximité des écoles contribue à promouvoir une préférence pour les aliments frais « de la ferme à l'assiette » (Commission européenne, 2020) nécessitant un transport minimal. De même, l'adoption d'approches « zéro déchet » en ce qui concerne la préparation des aliments aide à encourager les communautés à réduire le tiers de la nourriture gaspillée actuellement et représentant la plus grande contribution évitable aux émissions de carbone (FAO, 2013b). Enfin, l'ASBAL soutient l'adaptation au changement climatique en adoptant des pratiques agricoles intelligentes face au climat réduisant la dégradation des terres et favorisant une meilleure utilisation durable de l'eau et d'autres ressources (FAO, 2013a).

Les programmes d'alimentation scolaire reposant sur la production locale bien conçus créent des systèmes alimentaires qui tiennent compte de l'environnement en raccourcissant les chaînes d'approvisionnement et en réduisant les déchets.



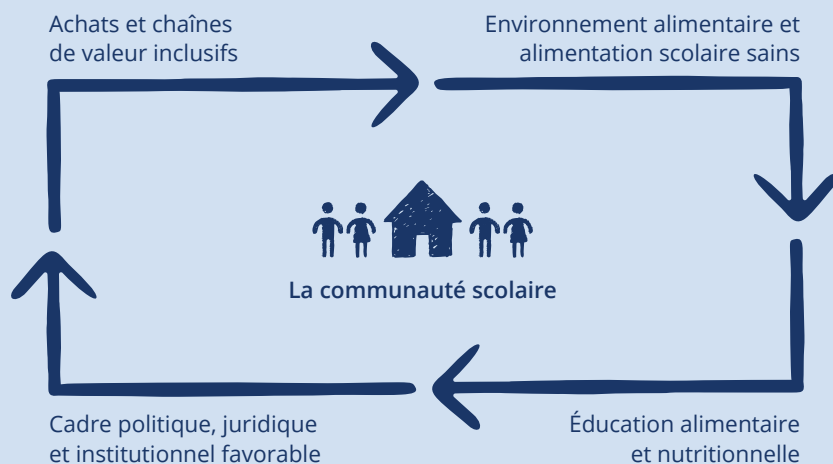
Encadré 2.5

Approche de la FAO en matière d'alimentation et de nutrition scolaires

Groupe de travail de la FAO sur l'alimentation et la nutrition scolaires

En réponse directe à l'appel international pour une meilleure nutrition et une transformation du système alimentaire, et dans le contexte du Programme de développement durable, la FAO a élaboré un cadre institutionnel afin de mieux orienter son travail dans les écoles. Ce cadre vise à aider les gouvernements et les institutions à développer, transformer ou renforcer leurs politiques, leurs programmes et les autres initiatives scolaires ou liées à l'école, afin d'obtenir un impact plus important et synergique sur l'alimentation, la nutrition des enfants et des adolescents, le développement socioéconomique communautaire et les systèmes alimentaires locaux.

Le cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires repose sur une approche holistique mettant à profit et créant délibérément des synergies entre quatre domaines d'action au cœur du mandat, de l'expérience et de la capacité de l'organisation, à savoir : 1) environnements alimentaires scolaires sains ; 2) éducation alimentaire et nutritionnelle ; 3) achats et chaînes de valeur inclusifs pour l'alimentation scolaire ; et 4) cadre politique, juridique, financier et institutionnel favorable. Grâce à cette approche, la FAO concentre son assistance sur la mise en œuvre d'un soutien technique et l'élaboration de documents d'orientation dans les quatre domaines de l'alimentation et de la nutrition scolaires ; l'aide à la création de cadres réglementaires favorables à des approches holistiques ; l'identification et la diffusion des expériences réussies, des bonnes pratiques programmatiques et des enseignements tirés ; et le renforcement des capacités institutionnelles et la facilitation des mécanismes pour améliorer la coordination, l'évaluation et la responsabilité sectorielles.



Les principales activités de l'intérêt actuel de l'organisation, menées en étroite collaboration avec le PAM et d'autres partenaires, comprennent :

- aider les pays à élaborer ou renforcer une politique d'alimentation et de nutrition scolaires et des cadres juridiques afin de les guider dans la conception et la mise en œuvre de leurs programmes nationaux ;
- élaborer un cadre simple de suivi et d'évaluation de l'alimentation et de la nutrition scolaires ;
- élaborer une méthodologie mondiale complète permettant aux pays de concevoir et de mettre en œuvre des lignes directrices et des normes nutritionnelles relatives aux repas scolaires, adaptées aux besoins contextuels et ancrées dans une approche des systèmes alimentaires ;
- diffuser des documents d'orientation et développer les capacités afin d'améliorer le taux de couverture, la qualité méthodologique et l'impact de l'éducation alimentaire et nutritionnelle scolaire, et plaider pour assurer sa complémentarité avec les politiques d'environnement alimentaire scolaire ;
- promouvoir les liens entre les politiques d'achat scolaire et les initiatives de développement agricole, et fournir un soutien afin de renforcer la capacité des petits exploitants agricoles à produire et commercialiser leurs produits et à respecter les normes de nutrition et de sécurité alimentaire requises ;
- diffuser des documents d'orientation programmatiques et développer les capacités, afin de renforcer les programmes nationaux d'alimentation scolaire au moyen de cours d'apprentissage en ligne et d'événements de partage de connaissances avec les décideurs politiques, principalement dans le cadre de l'Union africaine ;
- effectuer des analyses de la chaîne de valeur alimentaire afin de déterminer les lacunes du côté de l'offre et les opportunités liées à la production de denrées répondant aux besoins nutritionnels des enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire locale ;
- évaluer les cadres réglementaires des marchés publics, partager les connaissances et développer les capacités, afin de concevoir et de mettre en œuvre des programmes d'achat alimentaire inclusifs et durables pour les repas scolaires ;
- effectuer des évaluations d'impact afin d'estimer les avantages des programmes d'alimentation scolaire locaux pour les petits producteurs et la sécurité alimentaire des communautés ; et
- à la lumière de la pandémie de COVID-19, collecter et rassembler les expériences d'adaptation des programmes de repas scolaires aux nouvelles modalités pendant les fermetures d'écoles et faciliter les échanges de connaissances entre les pays.

Pour obtenir de plus amples informations concernant le travail de la FAO dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition scolaires, veuillez visiter : <http://www.fao.org/school-food/en/> ■

Encadré 2.6

Healthy-SABER : un outil de diagnostic renouvelé pour la santé scolaire et l'alimentation scolaire

Lesley Drake

Directrice

Exécutive

Partenariat pour le développement de l'enfant, Imperial College London

Créé en 2011 par un partenariat dirigé par la Banque mondiale (BM) et comprenant des équipes de pays, le PAM, l'UNICEF, l'USAID et le PCD, l'outil Approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'éducation (SABER) est une initiative ambitieuse conçue pour collecter et diffuser des données et des connaissances comparatives concernant les politiques éducatives dans tous les domaines, y compris la santé scolaire et l'alimentation scolaire. SABER a pour objet d'aider les pays à évaluer et à renforcer systématiquement leurs systèmes éducatifs. En 2018, s'appuyant sur six années d'expériences réussies avec des évaluations nationales des cadres SABER de santé scolaire et d'alimentation scolaire, les équipes de la Banque mondiale et du PAM ont discuté de l'importance de créer un nouveau cadre commun afin de combiner les évaluations de la santé scolaire et de l'alimentation scolaire. L'objectif est de développer une approche plus simple pour prendre des décisions relatives au financement, tout en améliorant l'évaluation de la gouvernance et des indicateurs clés de performance. Le nouveau cadre, « Healthy-SABER », souligne que cet outil du système éducatif particulier est centré sur la santé, la nutrition et le bien-être de l'apprenant. Les tests pilotes de Healthy-SABER ont été retardés en 2020 par la pandémie de COVID-19, mais sont maintenant programmés dans plusieurs pays.

Santé scolaire et alimentation scolaire SABER avant Healthy-SABER

Basés sur les cinq objectifs politiques convenus au niveau international – cadres politiques, capacité financière, capacité institutionnelle et coordination, conception et mise en œuvre, et participation communautaire – les cadres SABER de santé scolaire (SH) et d'alimentation scolaire (SF) servent d'outils de politique de diagnostic pour comparer les pratiques fondées sur des données factuelles aux engagements actuels des pays. À ce jour, environ 55 rapports ont été préparés et 14 rapports ont été publiés sur le site Web de la Banque mondiale.

En 2014, la Banque mondiale, le PAM et PCD se sont associés pour mettre en œuvre l'outil SABER SF sous la direction des gouvernements et d'autres parties prenantes engagées. Ceci a permis de déterminer les points forts et les points faibles du programme et de planifier les actions futures en conséquence. ■

2.5 L'alimentation scolaire en contexte humanitaire

Le rôle important de l'alimentation scolaire en contexte humanitaire et d'urgence est de plus en plus reconnu. Cette section présente les connaissances de plus en plus importantes sur cette situation, et sur la manière dont le PAM a renforcé sa réponse aux urgences et son rôle dans la construction de la paix.

Le rôle croissant de l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence

Un rapport de 2017 publié par la Fafo Research Foundation, intitulé *Rethinking emergency school feeding: A child-centred approach* (Hatløy et Sommerfelt, 2017) a examiné les récents développements de l'utilisation de l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence. Le rapport se concentre sur les situations dans lesquelles la nature de l'urgence a évolué. Ces situations d'urgence complexes, notamment celles associées à des conflits et à des crises prolongées, sont en augmentation et ont largement remodelé l'action des partenaires humanitaires et de développement au cours de la dernière décennie.

L'une des principales constatations de ce rapport est l'importance de la contribution de l'alimentation scolaire à la protection de l'enfant. Bien que le besoin de protection des enfants contre la privation et le besoin de protection de leur dignité restent essentiels, le rapport souligne également les besoins de protection des enfants en fonction de leur âge, liés aux catégories de risques auxquelles ils sont exposés (voir ci-dessous).

Tableau 2.1

Risques auxquels les enfants sont confrontés dans les situations d'urgence

- Dangers et blessures
- Violence physique et autres actes préjudiciables
- Violence sexuelle
- Détresse psychosociale et troubles mentaux
- Enfants associés aux forces et groupes armés
- Travail des enfants
- Enfants non accompagnés et séparés de leur famille
- Enfants aux prises avec la loi et emprisonnement d'enfants

Source : Hatløy et Sommerfelt, 2017. Voir également OMS et al., 2020.

En tant qu'outil permettant d'augmenter l'accès à l'éducation, l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence peut contribuer à protéger les enfants contre des menaces spécifiques à l'âge, telles que le mariage forcé et/ou précoce et diverses formes de travail inapproprié pour les enfants. Les écoles et les autres « espaces sûrs » peuvent contribuer positivement à répondre aux besoins de protection des enfants ; de plus, l'alimentation scolaire peut encourager efficacement les parents à envoyer leurs enfants à l'école et à les aider à rester scolarisés.

Citant des recherches et des données factuelles provenant de tous les types de situations d'urgences, le rapport constate que l'alimentation scolaire peut contourner efficacement les conséquences négatives des situations d'urgence sur la santé, la nutrition et l'éducation et réduire les obstacles à l'accès et à l'achèvement des études. L'étude constate que « l'efficacité de l'alimentation scolaire à réduire les obstacles à l'éducation est plus grande dans les situations d'urgence, où le manque de nourriture empêche les enfants d'aller à l'école. » Bien que « dans certaines situations d'urgence de conflit de haute intensité, les menaces contre la sécurité personnelle des enfants et le manque d'enseignants et de matériel scolaire soient peut-être les obstacles les plus importants à l'accès à l'éducation », le rapport reconnaît que dans diverses catégories de situations d'urgence telles que les catastrophes naturelles à évolution lente et les situations d'urgence de conflit, « la faim et le manque de nourriture peuvent également constituer des obstacles à l'éducation des enfants » par une combinaison de privation économique des ménages et de capacités cognitives dégradées (Hatloy et Sommerfelt, 2017).

Ces résultats peuvent être mis en perspective avec l'approche tenant compte des conflits adoptée par Aurino et al. (2019) (voir l'étude de cas 3.1), qui a constaté que l'impact de l'alimentation scolaire sur l'amélioration de l'accès à l'éducation était plus important dans les zones où l'intensité du conflit était plus élevée.

Une évaluation de la contribution des programmes d'alimentation scolaire du PAM à l'amélioration des perspectives de paix

En 2019, 38 % des 17 millions d'enfants soutenus par les programmes d'alimentation scolaire du PAM vivaient dans des pays touchés par des conflits ou des crises (Banque mondiale, 2020f) :⁷ 4,3 millions de ces enfants ont reçu un soutien dans le cadre des activités d'intervention en cas de crise des Plans stratégiques de pays du PAM. Le PAM a apporté un soutien à l'alimentation scolaire dans certains des pays les plus touchés par la guerre et l'instabilité : jusqu'à 971 000 enfants en Syrie, 680 000 enfants au Yémen et 460 000 enfants au Soudan du Sud. Le PAM a également aidé à mettre en place des programmes d'alimentation scolaire pour soutenir les enfants de réfugiés en situation d'insécurité, notamment le programme d'alimentation scolaire au Bangladesh dont bénéficient 405 000 enfants dans les camps de réfugiés, principalement de la communauté Rohingya. Jusqu'à 2019, le PAM a soutenu 1,7 million d'enfants réfugiés, de personnes déplacées et de migrants de retour dans le monde, la plupart dans le cadre de son portefeuille d'interventions en cas de crise.

La politique du PAM sur la Consolidation de la paix dans les contextes de transition (PAM, 2013b) reconnaît que l'alimentation scolaire « offre des occasions de restaurer un sentiment de normalité et de stabilité pour les enfants et de rassembler les communautés ».

7. Pays classés par la Banque mondiale comme conflit de haute intensité, conflit d'intensité moyenne et grande fragilité institutionnelle et sociale.

Entre 2018 et 2020, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a entrepris un projet de recherche sur l'action du PAM dans les pays touchés par un conflit, afin d'évaluer la contribution des activités du PAM à l'amélioration des perspectives de paix. Les résultats ont été partagés dans une série de cinq rapports publiés par le SIPRI entre 2018 et 2020, comprenant quatre rapports de pays et un rapport de synthèse : *La contribution du Programme alimentaire mondial à l'amélioration des perspectives de paix* (Delgado et al., 2019). Dans deux pays, le Kirghizistan et le Mali, la recherche comprenait des programmes d'alimentation scolaire soutenus par le PAM.

Dans chaque pays, une équipe de chercheurs a effectué des analyses du conflit et des recherches sur le terrain. Malgré la complexité de la dynamique du conflit, l'alimentation scolaire figurait en bonne place parmi les activités susceptibles de générer des résultats positifs en matière de stabilité et de cohésion. Ces rapports jettent un nouveau regard sur les programmes d'alimentation scolaire en appliquant des méthodes de recherche utilisées dans le domaine de la consolidation de la paix pour examiner les résultats directs et indirects de ces programmes. Comme l'explique le SIPRI, « *en matière de consolidation de la paix, l'accent est beaucoup plus mis sur le processus, tandis que les résultats deviennent un moyen pour améliorer les relations et la confiance dans le processus qui conduit à ces résultats. Par exemple, un comité de parents chargé de superviser la distribution de repas scolaires (processus) peut avoir un plus grand potentiel pour la consolidation de la paix que les repas scolaires eux-mêmes (résultat)* » (De Ceglie et al., 2019, p. 2).

Les équipes de recherche au Mali et au Kirghizistan ont déterminé trois voies d'impact principales liées à l'alimentation scolaire :

- l'ouverture ou la fermeture d'écoles ont tendance à indiquer qui contrôle une zone : au Mali, par exemple, les groupes djihadistes ciblent les écoles à attaquer et ferment les écoles après avoir pris le contrôle d'une zone afin de discréditer l'autorité de l'État et de rejeter la laïcité prônée par les écoles. De même, le gouvernement malien a fait de la réouverture des écoles un acte symbolique pour montrer que la situation était revenue à la normale. Les programmes d'alimentation scolaire se sont avérés jouer un rôle important en permettant aux écoles de rester ouvertes au Mali, car ils véhiculaient un sentiment de normalité et d'espoir d'un avenir plus pacifique. « *Les écoles constituent une plateforme essentielle pour fournir des interventions de secours et de développement, et l'alimentation scolaire est un facteur crucial pour que les écoles restent ouvertes. Par conséquent, les écoles peuvent jouer un rôle dans le rétablissement de la normalité et la stabilisation des communautés locales, à la fois directement et en tant que vecteur d'interventions ultérieures* » (De Ceglie et al., 2019, p. 12) ;
- les repas scolaires gérés grâce à la participation communautaire favorisent la coopération et la confiance entre les membres de la communauté, ce qui est essentiel pour améliorer les pratiques de gouvernance. Selon le SIPRI, « *le fait que les repas scolaires et, plus largement, la gestion des activités liées à l'éducation soit un aspect non conflictuel et perçu positivement de la vie de la communauté est crucial. Offrir un espace sûr pour engager le dialogue pourrait être étendu à d'autres questions, plus litigieuses, une fois que des relations auront été établies* » (De Ceglie et al., 2019, p. 9). Cette contribution potentielle à la paix a été constatée à la fois au Mali et au Kirghizistan ;
- enfin, la prestation de services sociaux essentiels dans les institutions dirigées par le gouvernement telles que les écoles, alliée à une responsabilisation et une réactivité accrues du gouvernement, peut contribuer à renforcer le lien entre les citoyens et l'État. Bien que les données mondiales

soient mitigées, le rapport du Kirghizistan a noté que « *la faiblesse de la prestation de services et les échecs de la gouvernance ont été largement reconnus comme les causes sous-jacentes des conflits. (...) Les interactions habituelles avec l'État dans le cadre de la prestation de services tels que l'alimentation scolaire ou les services de nutrition, peuvent constituer la seule interaction habituelle du citoyen avec l'État* » (De Ceglie et al., 2019, p. 17). Aux Philippines, le PAM a lancé son programme d'alimentation scolaire en 2006 dans le cadre d'un ensemble plus large d'activités visant à soutenir la paix dans la région touchée par le conflit. En plus d'attirer les enfants à l'école et d'améliorer leur sécurité alimentaire, le programme offre plusieurs autres avantages pour la consolidation de la paix au niveau communautaire. Les enfants avaient un sentiment croissant de normalité en participant au programme quotidiennement ; et les parents ont estimé qu'ils étaient devenus plus proches les uns des autres en tant que communauté en travaillant à l'élaboration de comités scolaires et en aidant à organiser le programme. Les activités ont également permis aux communautés d'interagir avec le gouvernement de manière constructive. Dans l'ensemble, le programme a soutenu la consolidation de la paix en luttant contre la faim et en saisissant les occasions de promouvoir la réconciliation et de restaurer un sentiment de normalité (Brinkman et Hendrix, 2011).

En plus de ces résultats, un autre projet de recherche, Aurino et al. (2019), a également constaté que l'alimentation scolaire continuait d'avoir un impact positif sur l'éducation au Mali touché par le conflit ; voir l'étude de cas 3.1. Plus particulièrement, cette étude a révélé un lien étroit entre l'alimentation scolaire et l'éducation des filles dans les zones de conflit.

Davantage de données factuelles sont nécessaires pour renforcer la base de connaissances sur les impacts de l'alimentation scolaire dans les communautés vivant des situations de crise et de conflit. Pourtant, les rapports du SIPRI et les recherches d'Aurino suggèrent que l'alimentation scolaire pourrait conduire à un éventail de résultats positifs lors de situations de crise et de conflit. Favoriser la cohésion sociale, établir une bonne gouvernance à partir de la base, créer ou restaurer un sentiment de normalité, et soutenir le renforcement de la responsabilité et de la réactivité de l'État en matière d'alimentation scolaire peuvent être considérés comme des catalyseurs de résilience et de paix.

Prochaines étapes pour renforcer la réponse du PAM en matière d'alimentation scolaire dans les situations d'urgence et de conflit

Afin de mieux comprendre les programmes d'alimentation scolaire dans les situations fragiles ou de conflit, le PAM entreprend actuellement deux exercices d'évaluation multipays, tous deux financés avec le soutien du Canada. Le premier est une série d'évaluations portant sur quatre pays : la République démocratique du Congo, le Liban, le Niger et la Syrie. Cette série est destinée à fournir des données factuelles et des enseignements afin d'éclairer les politiques et les programmes dans les situations d'urgence et de contribuer à renforcer la base de données factuelles. La deuxième évaluation se concentrera sur le projet « Éliminer les obstacles à l'éducation des filles » au Tchad et au Niger (voir également l'encadré 2.4). Composée de deux rapports nationaux et d'un rapport de synthèse, cette évaluation examinera les résultats du projet, déterminera les enseignements tirés et éclairera la politique et les orientations mondiales.

La nouvelle Stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM renforce l'engagement du PAM à soutenir l'alimentation scolaire dans les situations de conflit et de crise et décrit une approche renouvelée de l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence.

2.6 Prochaines étapes

- Il est largement reconnu qu'il est essentiel d'investir dans les 1 000 premiers jours et il est de plus en plus reconnu qu'il est nécessaire d'investir dans les 7 000 jours suivants. La santé et la nutrition scolaires constituent l'un des investissements les plus rentables au cours des 7 000 jours suivants ; en effet, cela permet de maintenir les bénéfices de l'investissement dans la petite enfance et de soutenir les enfants pendant les années les plus importantes pour l'éducation et l'apprentissage. Les gouvernements et les partenaires devraient continuer à développer leurs programmes de santé et de nutrition scolaires, afin de garantir que les enfants d'âge scolaire bénéficient d'interventions adaptées à l'âge.
- Il existe actuellement une inadéquation entre l'investissement dans l'apprentissage et l'investissement dans la santé et la nutrition de l'apprenant. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent améliorer les résultats éducatifs ; ils peuvent également maximiser et tirer parti des investissements actuels dans l'éducation. Il existe des synergies claires entre les investissements et les résultats dans l'éducation, la santé et la nutrition. À l'avenir, les efforts et les ressources devraient se concentrer à la fois sur la santé et la nutrition, parallèlement à l'éducation, afin d'augmenter les bénéfices acquis dans le développement du capital humain et de progresser vers la réalisation des ODD.
- Les programmes de santé et de nutrition scolaires tenant compte du genre, en particulier lorsqu'ils sont combinés avec le transfert de valeur que sont les programmes d'alimentation scolaire, peuvent améliorer considérablement la scolarisation des filles, les aider à rester à l'école pendant la phase d'abandon scolaire élevé de la transition vers l'enseignement secondaire et contribuer particulièrement à améliorer la nutrition des adolescentes.
- Les programmes d'alimentation scolaire reposant sur la production locale peuvent contribuer considérablement à résoudre les problèmes cruciaux relatifs au changement climatique. Les programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale peuvent aider à raccourcir les filières alimentaires et bénéficier aux économies et aux systèmes alimentaires locaux ; en outre, une conception mieux étudiée des repas et une demande plus prévisible peuvent réduire le gaspillage alimentaire et, ainsi, les émissions de carbone.
- Les ensembles de santé et de nutrition scolaires comprenant des programmes d'alimentation scolaire bien conçus peuvent aider à lutter contre le double fardeau de la malnutrition grâce à des programmes tenant compte de la nutrition, en liant les activités à l'agriculture, en apportant une éducation nutritionnelle et en augmentant les alimentations saines. Les écoles offrent une plateforme exceptionnellement rentable pour améliorer la nutrition des enfants.
- Les programmes d'alimentation scolaire jouent un rôle essentiel dans le rétablissement de la stabilité et de la cohésion sociale dans les communautés touchées par la crise et sont de plus en plus utilisés dans les situations d'urgence. Lors de l'élaboration de processus de consolidation de la paix et d'interventions relatives au lien entre l'humanitaire, le développement et la paix, les programmes d'alimentation scolaire devraient être envisagés en tant qu'activités communautaires efficaces.



Étude de cas 2.1

Finlande : investir dans un apprentissage efficace

Satu Lassila

Représentante
Permanente de la
Finlande auprès
de la FAO, du PAM
et du FIDA

En Finlande, des repas scolaires gratuits sont fournis depuis les années 1940 dans le but de soutenir l'apprentissage, la santé et la nutrition des enfants. Au début du 20^e siècle, la Finlande était un pays pauvre, l'agriculture constituant la principale source de revenus. À cette époque, peu d'enfants allaient à l'école et 40 % de tous les jeunes de 15 ans étaient analphabètes. La loi sur l'enseignement obligatoire est entrée en vigueur en 1921 et l'organisation des repas scolaires était considérée comme une tâche essentielle des municipalités. Après plus de 70 ans de repas scolaires, la Finlande est passée d'un pays rural pauvre à un État-providence moderne.

Aujourd'hui, tous les écoliers et élèves de l'enseignement préscolaire, l'enseignement de base et l'enseignement secondaire supérieur ont droit à un repas chaud, gratuit et complet à l'école. Selon le programme national de base finlandais, en plus de fournir de la nourriture, le repas contribue également à l'éducation en sensibilisant les élèves à l'importance d'une alimentation et d'une nutrition saines dans l'éducation alimentaire. Les écoles proposent chaque jour deux options d'aliments afin d'offrir un choix de repas. Au moins l'une d'entre elles peut être une option végétarienne, comprenant généralement des produits laitiers et des œufs. Certaines municipalités ont décidé de toujours inclure une option végétarienne dans le choix. Toutes les écoles sont encouragées à servir un repas végétarien à tous les élèves un jour par semaine.

En ce qui concerne les cadres politiques et juridiques, le programme de repas scolaires est réglementé par la législation. Les droits fondamentaux, protégeant les droits d'un individu vis-à-vis d'une autorité publique, sont prescrits par la Constitution. La Constitution prescrit et détermine également le contenu des devoirs et tâches municipales. Il s'agit en particulier des droits éducatifs et sociaux. D'autres règlements sont prévus dans des lois et décrets concernant l'enseignement de base, l'enseignement secondaire supérieur et l'éducation et les soins de la petite enfance.

Les municipalités finlandaises sont des influenceurs sociétaux essentiels et l'éventail de leurs tâches est exceptionnellement large dans le contexte européen. En Finlande, les municipalités sont des communautés autonomes dans lesquelles un conseil choisi par les habitants dispose de la plus haute autorité. Les municipalités fournissent aux citoyens des services de base dont les plus importants concernent la protection sociale et la santé, la gestion éducative et

culturelle, l'environnement, et l'infrastructure technique. En ce qui concerne les repas scolaires, les municipalités supervisent l'approvisionnement, la préparation, le service des repas et le suivi, tandis que les ministères et les agences gouvernementales centrales sont responsables du financement et du déploiement des cadres, des instructions et des documents d'orientation juridiques et politiques nécessaires.

Les avantages apportés par les repas scolaires sont largement reconnus et la restauration collective suivant le même schéma de base sont également courants dans les universités et sur les lieux de travail. La distribution de repas scolaires complets, équilibrés et chauds donne aux parents une quiétude d'esprit, car ils savent que leurs enfants sont bien nourris pendant la journée. Les repas scolaires jouent également un rôle dans la lutte contre la pauvreté des enfants. L'assiduité scolaire est très élevée et pratiquement tous les enfants de 6 à 15 ans bénéficient de l'alimentation scolaire, y compris les enfants du préscolaire et une grande partie des élèves de l'enseignement secondaire supérieur. La sous-alimentation n'existe pas dans le pays, mais l'obésité est un problème croissant, même parmi les écoliers. L'éducation alimentaire dans le cadre du programme national de base joue un rôle essentiel dans la lutte contre l'obésité et la malnutrition ; en outre, elle contribue grandement à encourager les élèves à faire des choix durables dans leur vie quotidienne. Les repas reçus par tous les élèves de chaque école constituent une occasion unique de leur enseigner les principes de base d'une alimentation saine. ■

Étude de cas 2.2

France : comment les repas scolaires peuvent-ils soutenir la transition des systèmes alimentaires ?

Avec une contribution de
Sylvain Fournel
Représentant
Permanent
adjoint de la
France auprès
des agences des
Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

La moitié des élèves du primaire en France et les deux tiers des élèves du secondaire, soit environ six millions d'enfants au total, ont accès régulièrement aux services de restauration scolaire. La France a adopté un système décentralisé dans lequel les municipalités gèrent directement la distribution de repas scolaires aux jardins d'enfants et aux écoles primaires. Les autorités d'arrondissements sont responsables des écoles du premier cycle du secondaire et les autorités régionales sont responsables des écoles du deuxième cycle du secondaire. La distribution de repas scolaires n'est pas un service public obligatoire, mais 80 % des municipalités dotées d'écoles mettent en œuvre un programme d'alimentation scolaire.

L'alimentation scolaire a plusieurs objectifs en France :

- garantir que les enfants ont accès à une alimentation saine ;
- présenter aux enfants une variété d'aliments : ils apprennent ainsi à « bien manger », à adopter des pratiques alimentaires saines et à effectuer des choix alimentaires plus sains ;

- lutter contre les inégalités sociales et de santé, souvent liées à de mauvaises habitudes alimentaires et apporter aux enfants une alimentation équilibrée et saine ;
- stimuler la production locale et aider à structurer des filières agroalimentaires locales et de qualité capables de produire davantage de produits biologiques ; et
- encourager l'adoption de pratiques alimentaires plus saines et plus durables et accélérer la transition vers des systèmes alimentaires plus durables.

Les autorités locales peuvent soit gérer les cantines scolaires, directement ou par l'intermédiaire d'une entité publique dédiée, soit sous-traiter la mise en œuvre des programmes de repas scolaires à un tiers (p. ex. une entreprise privée, une organisation à but non lucratif ou une entité publique distincte, comme c'est le cas pour environ un tiers de ces programmes). Les repas sont préparés soit dans les cuisines autonomes des écoles, soit dans les cuisines centrales fournissant des repas à plusieurs écoles et à d'autres entités publiques de la région ou soit à l'aide d'un modèle mixte utilisant des cuisines centrales et des cantines satellites, dans les écoles pouvant préparer une partie du repas sur place.

Le programme d'alimentation scolaire français possède deux caractéristiques particulièrement remarquables :

- il s'agit d'un service public dont l'objectif social est réalisé au moyen d'une tarification différenciée ;
- les inégalités sociales se reflètent dans les habitudes alimentaires et les régimes alimentaires : les enfants issus de milieux sociaux défavorisés sont plus à risque de surpoids. Pour ces enfants, le repas scolaire est parfois le seul repas équilibré de la journée. Fournir des repas scolaires abordables à tous les écoliers constitue une priorité.

Les autorités locales fixent le prix des repas scolaires à la condition que le prix du repas ne dépasse pas son coût. Les familles paient un prix unique pour un repas ou, dans de nombreux cas, un prix dégressif en fonction de leurs revenus. Par exemple, la Ville de Paris utilise une échelle de tarification à dix niveaux (le prix le plus bas de 0,13 euros est offert aux ménages les plus vulnérables). D'autres municipalités telles que Le Bourget ou Bobigny ont rendu les repas scolaires gratuits pour tous les ménages.

La loi Egalim (2018) constitue l'un des principaux moteurs de la transition vers des systèmes alimentaires plus durables.

La santé et la nutrition, l'impact environnemental et les aspects économiques et sociaux sont des facteurs essentiels qui ont guidé l'évolution récente du programme de repas scolaires en France. La loi Egalim de 2018 a apporté des progrès significatifs : en tant qu'objectif pour 2022, la loi stipule que 50 % des produits alimentaires servis dans les écoles devraient porter des labels de certification (dont 20 % de labels bio) comme garantie de la qualité et de l'origine durable de ces produits. Cette loi introduit également le projet pilote consistant à fournir un repas végétarien par semaine dans les services de restauration scolaire. Le plastique devrait être remplacé progressivement par d'autres articles. Les premières mesures consistent à réduire le plastique à usage unique et à rendre obligatoire la mise en œuvre d'une approche de gestion des déchets alimentaires. Enfin, le programme fruits, légumes et lait dans les écoles de l'Union européenne soutient la distribution de produits, à l'aide notamment de mesures éducatives et d'information. ■





CHAPITRE 3

Coûts et bénéfices de l'alimentation scolaire

Au cours de la dernière décennie, l'intérêt croissant porté aux programmes d'alimentation scolaire a conduit à un accroissement des connaissances sur l'alimentation scolaire, comprenant un corpus grandissant de rapports, d'évaluations et de publications de recherche. Ce chapitre examine ces données factuelles et met en évidence les principales constatations.

Ce chapitre présente de nouvelles données concernant les coûts de l'alimentation scolaire, qui sont comparés aux points de référence des coûts présentés dans la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a), ainsi que des études récentes analysant les données économiques relatives à l'alimentation scolaire.

Le coût annuel d'un programme d'alimentation scolaire par enfant et par an a peu varié depuis 2013. En utilisant le coût médian comme indicateur, les données de 2020 indiquent un coût de 55 dollars américains (en augmentation par rapport au coût de 50 dollars américains en 2013) dans les pays à faible revenu, un coût de 41 dollars américains (en baisse par rapport au coût de 46 dollars américains en 2013) dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et un coût inchangé de 57 dollars américains au niveau mondial à la fois pour 2020 et pour 2013. Les données relatives aux tendances entre 2013 et 2020 appuient l'interprétation selon laquelle le coût des programmes d'alimentation scolaire viables est intrinsèquement similaire et largement stable, et qu'il existe un coût minimum de base à payer pour fournir un repas scolaire à un enfant.

Le coût relatif de l'alimentation scolaire est le plus élevé pour les pays qui investissent le moins dans l'éducation et dont le produit intérieur brut (PIB) est le plus bas : les pays pauvres, ayant le plus grand besoin en alimentation scolaire, sont aussi ceux qui ont le plus de difficultés à en assumer les coûts. De même, à mesure que le PIB des pays augmente, ils ont de plus en plus de capacités pour en assumer les coûts à l'aide de fonds nationaux. Les résultats énoncés dans le chapitre 1 confirment que la plupart des pays à revenu intermédiaire et élevé financent déjà leurs programmes à travers de leurs budgets nationaux. Ces observations appuient la nouvelle Stratégie d'alimentation scolaire du PAM, qui concentre les ressources externes sur des programmes sur les pays les plus pauvres et renforce le soutien technique aux pays effectuant la transition vers un financement national à mesure que leur revenu augmente.

Un nombre croissant d'études cliniques rigoureuses démontrent à la fois les bénéfices économiques et non économiques des programmes d'alimentation scolaire. Des études quasi-expérimentales, des essais contrôlés randomisés (ECR) et des examens systématiques effectués avant 2015 ont montré que des améliorations se produisaient au niveau de l'éducation des enfants, et de leur santé physique et psychosociale, la plupart des bénéfices étant apportés aux enfants les plus défavorisés. Plus récemment, un ECR en grappes longitudinal réalisé dans les dix régions du Ghana a révélé un effet positif sur les résultats globaux d'apprentissage, de mathématiques et d'alphabétisation (avec des tailles d'effet d'environ 0,15 écart-type) ; les effets étaient plus importants chez les filles et chez les enfants en dessous du seuil de pauvreté national. Une méta-analyse des interventions de soutien à l'éducation effectuée récemment en Afrique subsaharienne par l'Agence française de développement et la Banque mondiale a classé l'alimentation scolaire au troisième rang en ce qui concerne l'efficacité de l'amélioration des résultats d'apprentissage ; elle était dépassée uniquement par les interventions axées sur la pédagogie et surpassait la construction de nouvelles écoles et la plupart des interventions de soutien à l'éducation telles que les bourses et les transferts monétaires.

L'alimentation scolaire peut également être efficace dans les situations de conflit où des études rigoureuses sont particulièrement difficiles à mener. Une étude quasi-expérimentale au Mali a utilisé une base de référence avant la crise et un suivi sur cinq ans a permis de comparer les effets des repas scolaires à ceux des distributions générales de nourriture sur la scolarisation des enfants pendant le conflit. Les repas scolaires ont été liés à une augmentation de la scolarisation de dix points de pourcentage et ont conduit à environ une demi-année de scolarité supplémentaire au cours de la période d'étude de cinq ans. En revanche, la distribution de nourriture au sein des communautés a été liée à une baisse de la fréquentation scolaire d'environ 20 %. L'alimentation scolaire a réduit la participation des filles à toute activité liée au travail d'environ dix points de pourcentage (ce qui correspond à une réduction d'un mois par an du temps total consacré au travail) ; en revanche, l'alimentation communautaire a conduit à une augmentation du travail des enfants, en particulier chez les garçons.

L'analyse coût-bénéfice (ACB) constitue un outil permettant d'évaluer les rendements multisectoriels des programmes d'alimentation scolaire. L'utilisation de l'ACA pour évaluer les programmes d'alimentation scolaire peut éclairer les décisions politiques fondées sur des données factuelles, en particulier en ce qui concerne le rendement économique, pour de nombreux secteurs susceptibles d'en bénéficier, tels que le capital humain (p. ex. la santé et l'éducation), la protection sociale et l'économie agricole locale. Une analyse préliminaire portant sur un échantillon pratique de 14 pays d'Amérique latine, d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne, englobant environ 200 millions d'écoliers bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire, indique que les programmes d'alimentation scolaire sont rentables au point de vue de leurs rendements intersectoriels ; en effet, chaque dollar américain investi dans ces programmes peut rapporter jusqu'à 9 dollars américains de bénéfices.

3.1 Coût des programmes d'alimentation scolaire

La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013 (PAM, 2013a) a fourni une analyse approfondie des coûts des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, ventilés par groupe de revenu, et reposant sur des données d'enquête collectées et analysées par PCD (PAM, 2013a ; Gelli et Daryanani, 2013). Cela a établi les premiers points de référence mondiaux des coûts de l'alimentation scolaire.

En 2020, le PAM a renouvelé cette analyse en utilisant la même approche, afin d'examiner les tendances des valeurs entre 2013 et 2020. Les données de 2020 sont basées sur un échantillon plus large de 89 pays (contre 74 en 2013), répartis entre les mêmes groupes de revenus : 29 (contre 23) pays à faible revenu ; 33 (contre 23) pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; et 27 (contre 28) pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé. L'échantillon de 2020 est basé sur quatre sources de données différentes : l'Enquête mondiale 2019 de la GCNF financée par l'USDA (GCNF, 2019) ; les Rapports annuels par pays 2019 du PAM (PAM, 2020d) ; le rapport 2017 du PAM Smart School Meals: Nutrition-Sensitive Programmes in Latin America and the Caribbean (PAM, 2017d) ; et le rapport 2018 de l'Union africaine sur L'alimentation scolaire durable dans toute l'Union africaine (voir l'annexe V et le tableau A5.1). Le tableau 3.1 compare les données de 2013 et 2020.

Les données montrent une cohérence remarquable entre les derniers résultats et les points de référence de 2013. En utilisant le coût médian comme indicateur, les données de 2020 indiquent un coût plus élevé de 55 dollars américains (contre 50 dollars américains en 2013) dans les pays à faible revenu ; un coût plus faible de 41 dollars américains (contre 46 dollars américains) dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; et un coût inchangé de 57 dollars américains dans l'ensemble des pays à la fois pour 2020 et pour 2013. La cohérence remarquable des coûts médians cache une variation considérable de ces valeurs. Cependant, il existe également un chevauchement considérable entre les fourchettes des différents groupes de revenus, ce qui suggère une cohérence remarquable au niveau du coût par enfant de l'alimentation scolaire, indépendamment du groupe de revenu.

La principale constatation est que, malgré une grande hétérogénéité, le coût annuel d'un programme d'alimentation scolaire a peu changé depuis 2013 et que le coût de l'alimentation d'un enfant continue d'être, dans l'ensemble, similaire dans l'ensemble des pays et des groupes de revenus.

La *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a) a comparé le coût annuel par personne observé des programmes nationaux d'alimentation scolaire avec deux paramètres importants pour chaque pays : la richesse ou la productivité du pays, comme indiqué par le PIB par personne, et l'échelle de l'investissement dans l'éducation, comme indiqué par le coût annuel par enfant de l'enseignement primaire. Les mêmes comparaisons sont fournies ici pour les données de 2020, en utilisant le PIB par habitant de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2020e), et le coût de l'éducation de base basé sur la part des dépenses du PIB par élève, selon l'UNESCO (Institut de statistique de l'UNESCO, 2020). Les résultats pour 2013 et 2020 sont présentés dans le tableau 3.1 et illustrés dans les figures 3.1 et 3.2.

Comme le montrent les analyses de 2013, le coût annuel par personne d'un programme d'alimentation scolaire représente une proportion plus faible du PIB à mesure que le revenu augmente : en 2020, le coût médian de l'alimentation scolaire représente environ 7 % (en augmentation par rapport à 6 % en 2013) du PIB par habitant dans les pays à faible revenu ; 2 % (comme en 2013) dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; 1 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé ; et 2 % (comme en 2013) en moyenne dans l'ensemble des pays (voir la figure 3.2).

De même, et comme constaté en 2013, le coût de l'alimentation scolaire en proportion du coût total de l'éducation est le plus élevé dans les pays à faible revenu. En 2020, le coût médian des programmes d'alimentation scolaire était de 77 % (en augmentation par rapport à 48 % en 2013) du coût de l'éducation de base dans les pays à faible revenu ; de 20 % (en augmentation par rapport à 15 % en 2013) dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; et globalement de 21 % (en augmentation par rapport à 15 % en 2013) dans l'ensemble des pays. La figure 3.1 montre la similitude des modèles observés en 2013 et 2020 et la très forte variation constatée des coûts relatifs dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure par rapport aux pays plus riches.

Ces tendances ont été décrites pour la première fois il y a plus de dix ans (Bundy et al., 2009 ; Gelli et al., 2009). Les présentes données relatives aux tendances appuient l'interprétation selon laquelle le coût des programmes d'alimentation scolaire viables est intrinsèquement similaire et largement stable, c.-à-d. que fournir un repas à un enfant a un coût minimum de base. Bien que le coût par repas soit plus bas dans les pays à faible revenu, il représente inévitablement une plus grande proportion par rapport aux coûts de l'éducation pour les pays investissant le moins dans l'éducation et dont le PIB est le plus bas. En conséquence, les pays pauvres, ayant le plus grand besoin en alimentation scolaire, sont aussi ceux qui rencontrent le plus de difficultés à en assumer les coûts. De même, à mesure que le PIB des pays augmente, ils peuvent de plus en plus devenir autonomes et assumer les coûts à l'aide de fonds nationaux. Cette tendance est également observée dans la section 1.4 montrant que la plupart des pays à revenu intermédiaire et élevé financent déjà leurs programmes à partir de leurs budgets nationaux.



WFP/Carolina Montenegro/Brésil

Tableau 3.1

Points de référence des coûts en 2020 et analyse comparative avec la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013*

Groupe de revenu		Coût annuel total de l'alimentation scolaire par habitant (\$ US)			Proportion du PIB par habitant			Proportion du coût par habitant de l'enseignement primaire		
		2013	2020	Variation	2013	2020	Variation	2013	2020 ⁸	Variation
Faible n=29	Moyen	56	60	+7%	7%	9%	+27%	68%	96%	+42%
	Médian	50	55	+11%	6%	7%	+13%	48%	77%	+60%
	Min.	20	16	-19%	1%	2%	+109%	9%	18%	+99%
	Max.	117	129	+10%	25%	23%	-8%	230%	286%	+25%
Intermédiaire de la tranche inférieure n=32	Moyen	56	66	+17%	2%	3%	+52%	24%	42%	+74%
	Médian	46	41	-10%	2%	2%	-4%	15%	20%	+36%
	Min.	21	5	-76%	0%	0%	0%	3%	3%	-16%
	Max.	136	343	+152%	10%	16%	+58%	89%	329%	+269%
Intermédiaire de la tranche supérieure et élevé n=27	Moyen	371	154	-58%	2%	1%	-35%	11%	10%	-6%
	Médian	225	81	-64%	1%	1%	+10%	8%	11%	+32%
	Min.	24	25	+3%	0%	0%	0%	2%	1%	-56%
	Max.	1586	707	-55%	5%	3%	-41%	29%	26%	-9%
BRICS⁹ n=3	Moyen	36	32	-12%	1%	1%	+12%	4%	5%	+22%
	Médian	30	35	+18%	1%	1%	+17%	5%	4%	-21%
	Min.	15	14	-4%	0%	0%	+27%	2%	2%	-3%
	Max.	64	46	-28%	1%	1%	+1%	6%	10%	+65%
Tous n=89	Moyen	173	91	-48%	3%	4%	+47%	33%	49%	+48%
	Médian	57	57	0%	2%	2%	+11%	15%	21%	+43%
	Min.	15	5	-66%	0%	0%	-10%	2%	1%	-56%
	Max.	1586	707	-55%	26%	23%	-12%	230%	329%	+43%pa

Coût median de l'alimentation scolaire par enfant

55 US\$

Pays à faible revenu

41 US\$

Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

81 US\$

Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

57 US\$

Tous les pays

8. En raison du manque de données disponibles, l'analyse n'a couvert que 73 pays en ce qui concerne la proportion du coût par habitant de l'enseignement primaire (pays à faible revenu : n = 22 ; pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure : n = 27 ; pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou à revenu élevé n = 23 ; BRICS : n = 3).

9. Les données n'étaient disponibles que pour le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Le coût de l'alimentation scolaire est resté relativement constant au cours de la décennie écoulée, avec des dépenses en proportion du niveau de revenu des pays



Les denrées et l'acheminement représentent le principal facteur de coût, et les pays investissent davantage de ressources à mesure que leur niveau de revenu augmente



L'alimentation scolaire requiert une plus grande proportion des budgets nationaux dans les pays à faible revenu



Au cours de la décennie écoulée, les pays ont maintenu leur niveau de financement et ont augmenté la part du financement provenant des budgets nationaux



Le principal défi à relever aujourd'hui est la contraction de l'espace fiscal causée par la pandémie de COVID-19

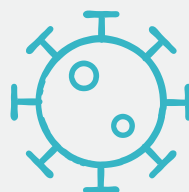
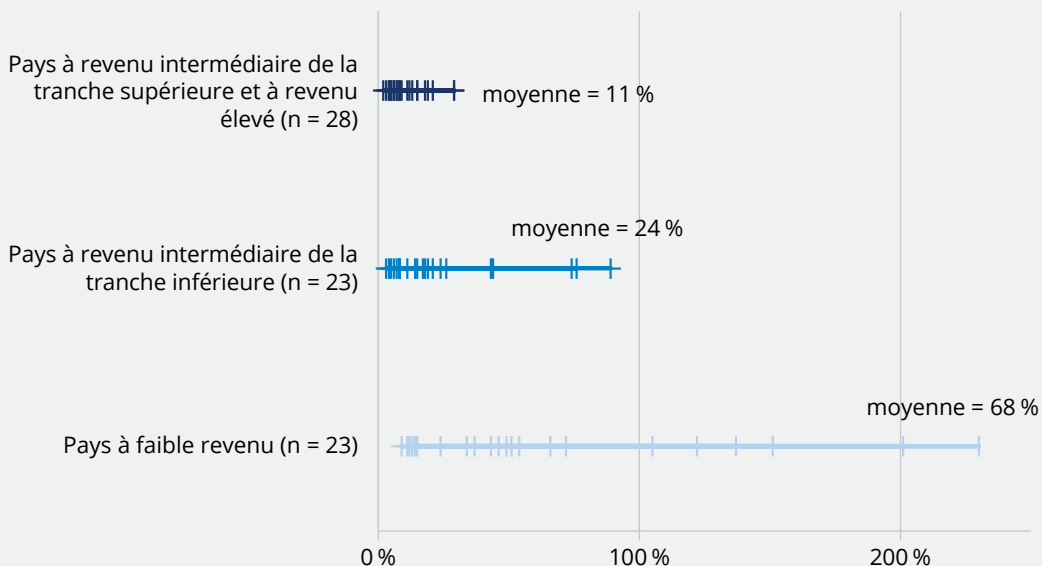


Figure 3.1

Coût de l'alimentation scolaire en proportion des dépenses dans l'enseignement primaire

Légende : En concordance avec l'augmentation des dépenses publiques, comme indiqué au chapitre 1, le coût de l'alimentation scolaire en pourcentage du coût de l'éducation a augmenté entre 2013 et 2020.

en 2013



en 2020

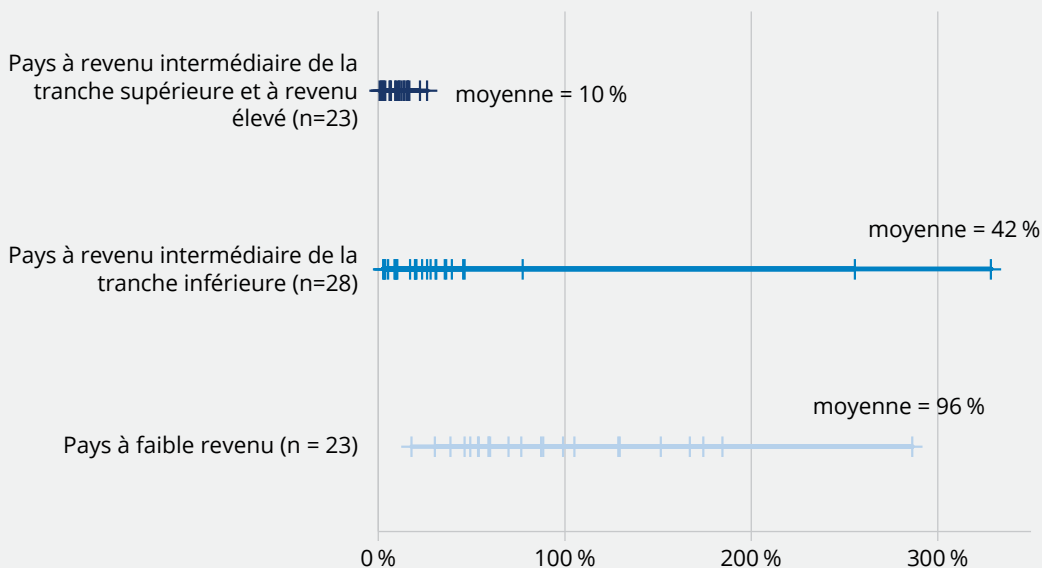
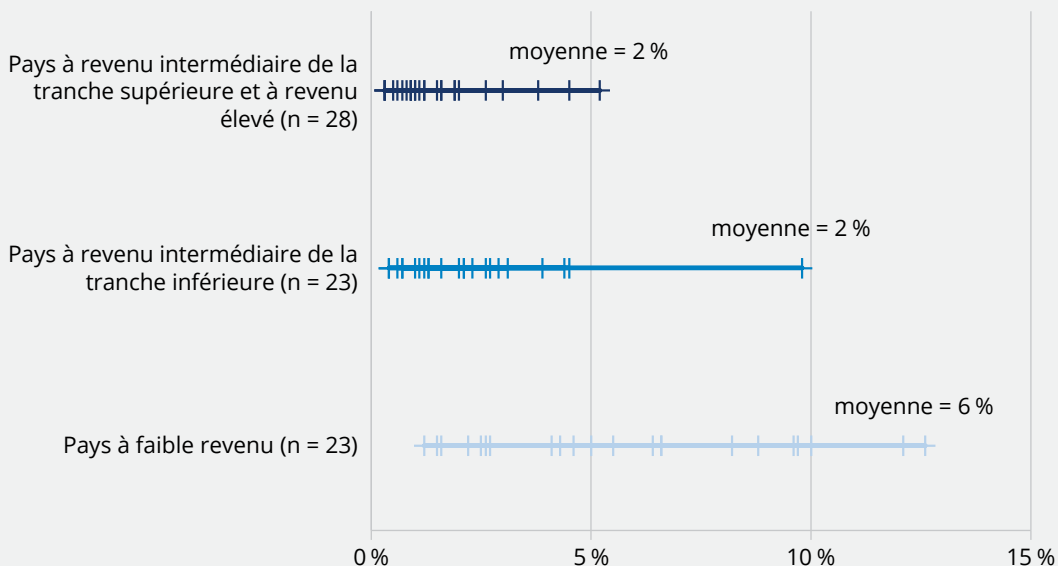


Figure 3.2

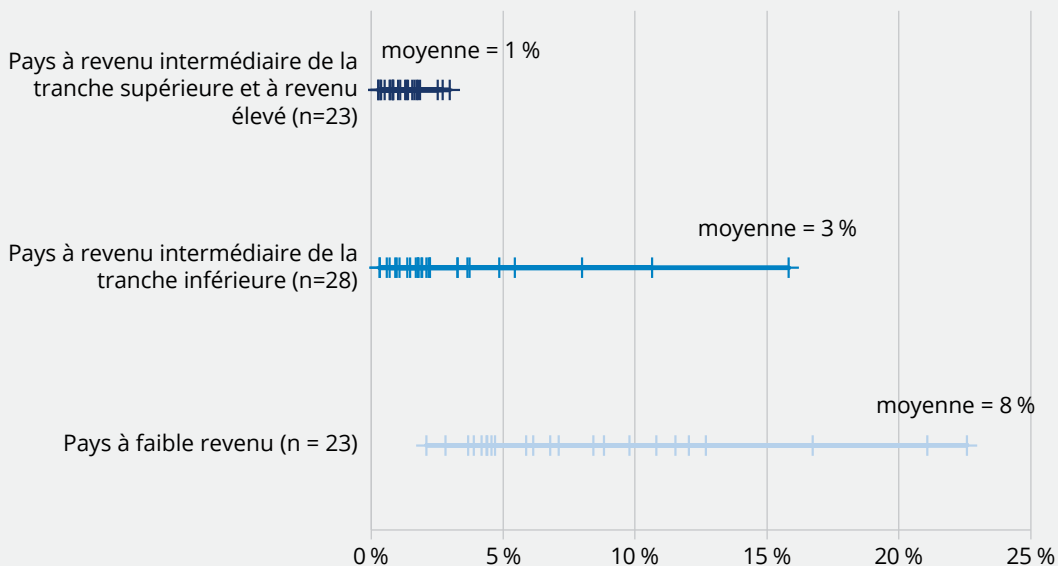
Coût de l'alimentation scolaire en pourcentage du PIB par habitant

Légende : De même que les résultats de 2013, le coût annuel par enfant des programmes d'alimentation scolaire représente une proportion plus faible du PIB à mesure que le revenu augmente.

en 2013



en 2020



Encadré 3.1

L'alimentation scolaire en tant qu'élément principal des systèmes de protection sociale

Julieta Trias
Économiste

**Yashodhan
Ghorpade**
Économiste

Ugo Gentilini
Économiste
principal de la
protection sociale
Banque mondiale

La mise en œuvre d'une éducation de base et de soins de santé constitue le fondement de tout système national de protection sociale. L'alimentation scolaire est un filet de sécurité non contributif (ou programme d'assistance sociale) et un instrument formidable pour augmenter l'assiduité scolaire et la scolarisation, tout en améliorant la nutrition et l'apprentissage des enfants. L'alimentation scolaire est la forme d'avantages en nature la plus répandue dans le monde ; dans les zones d'insécurité alimentaire, elle est souvent le seul filet de sécurité disponible pour les enfants et les familles.

L'alimentation scolaire est l'instrument de protection sociale le plus répandu dans le monde. Selon la base de données de l'Atlas des indicateurs de protection sociale (ASPIRE) de la Banque mondiale, les pays consacrent en moyenne 0,14 % de leur PIB annuel aux programmes d'alimentation scolaire. Dans certains cas, comme au Malawi et au Libéria, les investissements atteignent 1 % du PIB, soit plus du double des dépenses moyennes consacrées aux filets de sécurité en Afrique. Les repas scolaires ciblent également de plus en plus les enfants de ménages pauvres et défavorisés. Environ un tiers des ménages pauvres dans le monde participent à ces programmes.

Il est reconnu que l'alimentation scolaire contribue positivement aux résultats immédiats de l'éducation et au développement du capital humain à plus long terme. Au Mali, un programme d'alimentation scolaire d'urgence pendant le conflit a amélioré les résultats scolaires – en augmentant la scolarisation de dix points de pourcentage et en ajoutant une demi-année de scolarité achevée – et a réduit le travail des enfants chez les filles (Aurino et al., 2018a). Les données montrent que l'alimentation scolaire augmente systématiquement la scolarisation, par exemple au Burkina Faso, au Kenya et au Pérou (Cueto et Chinen, 2008 ; Kazianga et al., 2009 ; Vermeersch et Kremer, 2005), bien qu'elle ne conduise pas toujours à un meilleur apprentissage. Ceci est dû à d'autres facteurs affectant l'équation d'apprentissage (Jukes et al., 2007 ; Adelman et al., 2008 ; Alderman et Bundy, 2012).

En ce qui concerne les résultats à plus long terme, en Inde, par exemple, le Programme de repas de mi-journée a atténué l'impact de la grave sécheresse sur l'état nutritionnel des enfants, ce qui a amélioré l'apport nutritionnel des jeunes enfants qui venaient d'entrer à l'école (Singh et al., 2014). De plus, les enfants qui avaient participé au programme pendant cinq ans ont obtenu de meilleurs résultats aux tests de lecture et de mathématiques par rapport à ceux qui avaient participé au programme pendant moins d'un an (Chakraborty et Jayaraman, 2019). Comme dans le cas des transferts monétaires, les impacts sont généralement plus importants là où les écarts sont plus grands ; c'est pourquoi les améliorations les plus importantes sont observées chez les élèves filles et chez les minorités les plus pauvres (Alderman et Bundy, 2012 ; Ahmed et del Ninno, 2002 ; Jukes et al., 2007 ; Kristjansson et al., 2007 ; Adelman et al., 2008 ; Bastagli et al., 2016). Cependant, contrairement aux transferts monétaires, l'alimentation scolaire fournit un panier alimentaire contrôlé, ce qui contribue à obtenir des résultats nutritionnels spécifiques pour les enfants que le transfert monétaire peut ne pas garantir.

Pour maximiser sa contribution aux systèmes nationaux de protection sociale, l'alimentation scolaire doit être adéquate. Par conséquent, la sélection de la modalité (repas à l'école, biscuits enrichis, rations à emporter ou une combinaison de ces modalités), y compris les valeurs de transfert, la durée des avantages et l'efficacité du ciblage doit être adaptée à la situation. La livraison de nourriture doit être effectuée en temps opportun, de manière régulière et prévisible, en évitant les ruptures de pipeline et la dilution des rations ; en outre, le niveau de la main-d'œuvre et des contributions monétaires et en nature de la communauté doit être conçu soigneusement afin de maximiser le transfert de valeur et d'éviter d'alourdir les personnes déjà vulnérables. Afin de se préparer et de faire face aux chocs et aux crises, il est également nécessaire d'élaborer des programmes pouvant être étendus. Enfin, l'alimentation scolaire doit contribuer à la qualité de l'éducation.

Il est nécessaire d'effectuer des recherches supplémentaires sur la manière de compléter l'alimentation scolaire par de transferts monétaires, en bons et en nature, sur le rapport coût-efficacité des différentes modalités de mise en œuvre et sur le rôle que l'alimentation scolaire peut jouer dans le renforcement des systèmes nationaux de protection sociale plus largement. La pandémie de COVID-19 donne également des exemples de pratiques transnationales sur la manière dont l'alimentation scolaire peut être adaptée en tant que mécanisme d'intervention en cas de crise. Des évaluations plus rigoureuses doivent être réalisées afin de comprendre l'impact de ces pratiques sur un éventail de résultats plus large au niveau familial et individuel sur une période plus longue et d'examiner leurs effets sur des paramètres tels que les contrats sociaux et la violence sexiste. ■

3.2 Avantages économiques et non économiques de l'alimentation scolaire

Des études rigoureuses (Adelman et al., 2019 ; Kazianga et al., 2014 ; Powell et al., 1998) et des examens systématiques (Kristjansson et al., 2007 ; Snilstveit et al., 2015) ont montré que la distribution de repas scolaires pouvait améliorer l'éducation des enfants, ainsi que leur santé physique et psychosociale, la plupart des avantages étant apportés aux enfants les plus défavorisés. Ces effets sont généralement hétérogènes et spécifiques au contexte ; ils dépendent de l'environnement économique et de la qualité de la mise en œuvre du programme. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les données factuelles, la plupart des études relatives à l'efficacité des repas scolaires sont antérieures aux progrès accomplis au niveau de l'augmentation de la scolarisation au cours des deux dernières décennies : le taux net d'inscription dans les écoles primaires a augmenté, passant de 83 % en 1999 à 90 % en 2016.

Aujourd'hui, les pays à faible revenu se rapprochent de la scolarisation universelle au primaire, ce qui améliore la capacité des programmes de santé et de nutrition scolaires, y compris les programmes d'alimentation scolaire, à atteindre une grande proportion d'enfants et d'adolescents de manière efficace. Au cours des dernières années, parallèlement aux changements apportés aux objectifs de scolarisation, l'objectif d'amélioration de la nutrition a également changé, car de nombreux pays considèrent que les repas scolaires constituent un moyen de traiter le problème de l'obésité, plutôt que de compenser la sous-alimentation principalement. Par conséquent, il est de plus en plus nécessaire de connaître la répartition des avantages entre les populations, en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

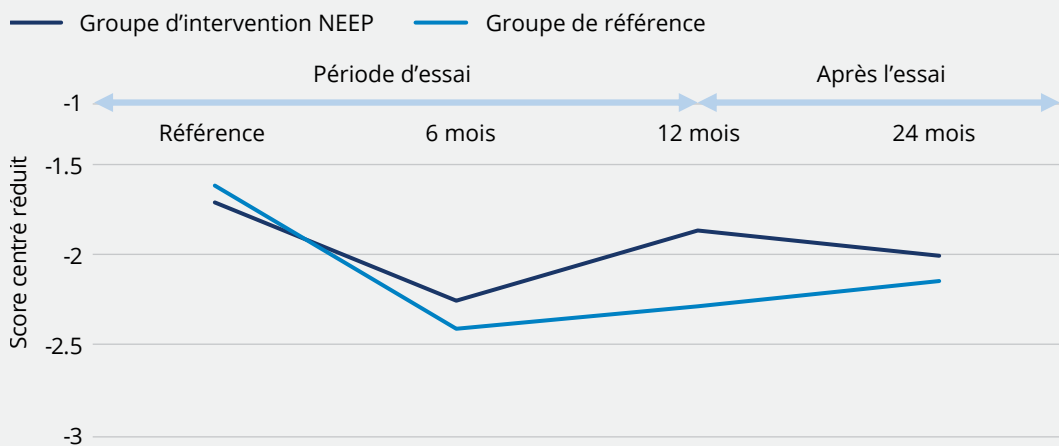
De nouvelles données factuelles plus rigoureuses concernant l'impact des programmes nationaux d'alimentation scolaire proviennent notamment de l'évaluation d'impact au Ghana réalisée par le gouvernement en collaboration avec PCD et avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates. Un ECR en grappes longitudinal a été mis en œuvre dans les dix régions du Ghana, couvrant 2 869 enfants d'âge scolaire (âgés de 5 à 15 ans). Les communautés ont été randomisées dans : 1) un groupe de référence sans intervention ; ou 2) un groupe de traitement dispensant le programme national réformé d'alimentation scolaire, fournissant un repas chaud par jour dans les écoles primaires publiques. L'étude a révélé un effet positif sur les résultats globaux d'apprentissage, de mathématiques et d'alphabétisation (avec des tailles d'effet d'environ 0,15 écart-type).

Les programmes d'alimentation scolaire créent de la valeur dans plusieurs secteurs, dont l'éducation, la santé, la nutrition, la protection sociale et l'agriculture.

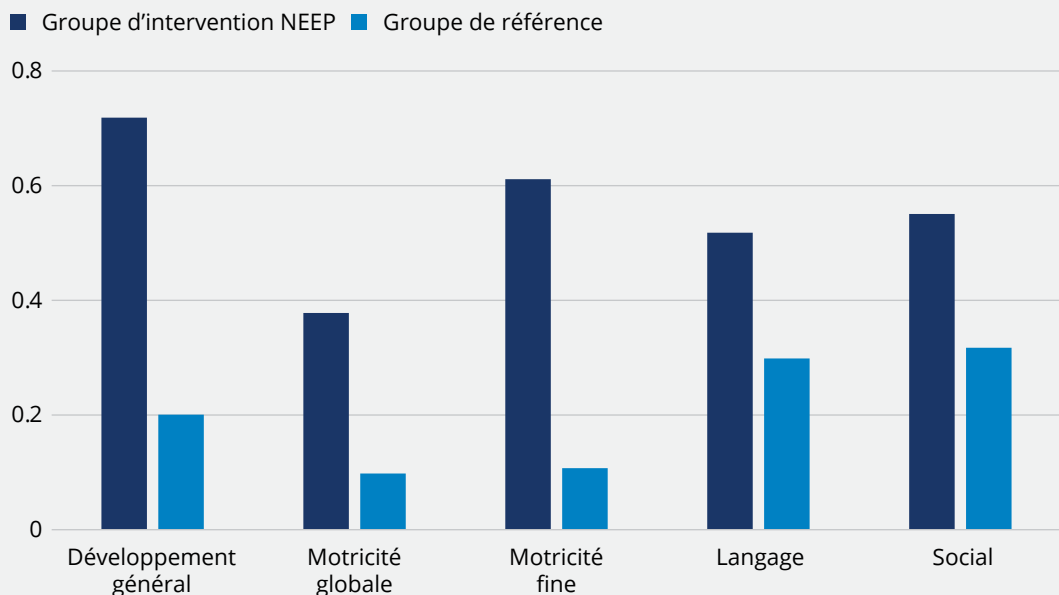
Figure 3.3
Améliorations liées aux programmes tenant compte de la nutrition au Malawi

Légende : Une amélioration a été constatée au niveau du rapport taille-âge des jeunes frères et sœurs des écoliers recevant des repas préscolaires tenant compte de la nutrition et des résultats de développement de l'enfant un an après la fin de l'essai. Les programmes tenant compte de la nutrition sont probablement bénéfiques aux jeunes frères et sœurs également, grâce aux voies d'impact du programme telles que les connaissances des soignants et les pratiques parentales.

Rapport taille-âge (HAZ), jeunes frères et sœurs



Scores de développement de l'année 2, jeunes frères et sœurs
 (Outil d'évaluation du développement du Malawi)



Source : Gelli et al., 2018 ; Gelli et coll., 2019a.

De plus, des effets plus importants ont été observés chez les filles (0,25 écart-type), chez les enfants de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté national (0,30 écart-type) et chez les enfants vivant dans les régions du nord (0,30 écart-type). Des données factuelles ont également montré les principales voies d'impact, notamment une augmentation de la scolarisation (d'environ 4 %) dans ces sous-groupes ; un effet positif sur la cognition globale, la portée des chiffres et les résultats des matrices progressives standardisées (indiquant des effets d'environ 0,15 écart-type chez tous les enfants et des effets plus importants dans les sous-groupes) (Aurino et al., 2018b) ; et une augmentation de la croissance linéaire chez les enfants de 5 à 8 ans (taille d'effet d'environ 0,1 écart-type), chez les filles et chez les enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté national (Gelli et al., 2019b). Une analyse plus approfondie des effets potentiels liés à l'agriculture au Ghana est en cours.

Un autre domaine de recherche en cours se concentre sur les programmes tenant compte de la nutrition, tels que les repas scolaires et le développement de la petite enfance (DPE), ainsi que sur la manière dont ces interventions peuvent être exploitées pour fournir des interventions nutritionnelles à grande échelle (Black et al., 2013 ; Black et al., 2017 ; Ruel et Alderman, 2013). L'intégration des services de nutrition et de DPE, par exemple, permet d'obtenir à la fois une couverture continue pour les enfants d'âge préscolaire en dehors de la tranche d'âge prioritaire pour la nutrition (< 24 mois) et une plateforme permettant d'avoir un impact sur les soignants des jeunes frères et sœurs vivant encore à la maison. Cependant, il existe peu de données factuelles rigoureuses concernant l'efficacité de l'étendue des interventions nutritionnelles à travers les plateformes de DPE.

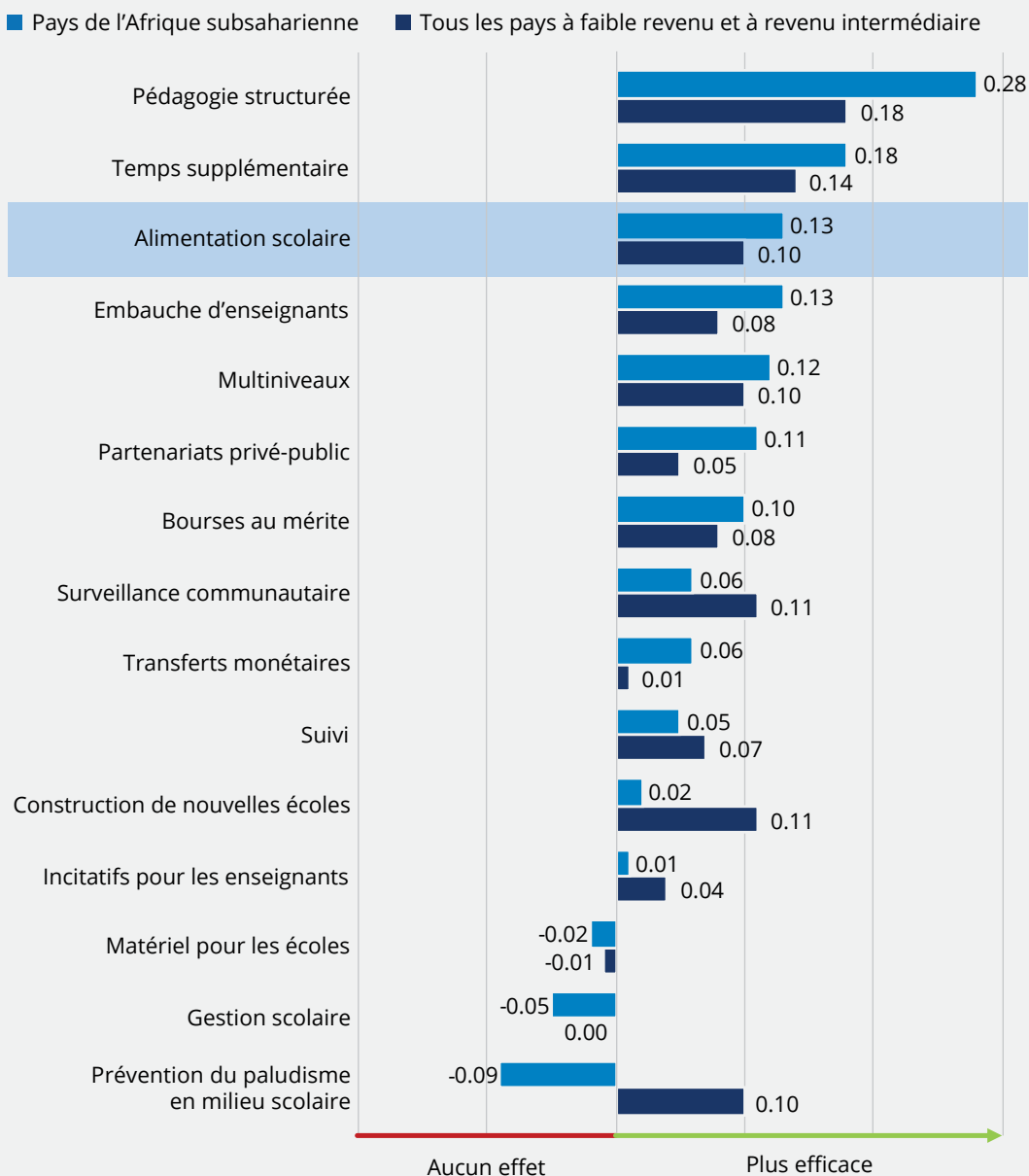
Une conception d'ECR a également été utilisée pour aider à combler le manque de données factuelles sur l'impact des programmes tenant compte de la nutrition. L'évaluation d'impact du programme d'évaluation intégrée de la nutrition (NEEP-IE) au Malawi a été le premier ECR de repas préscolaires utilisés comme plateforme pour atteindre les enfants d'âge préscolaire, ainsi que leurs frères et sœurs plus jeunes et leurs soignants à la maison. Les résultats ont montré que l'intervention améliorait le régime alimentaire des enfants d'âge préscolaire et de leurs jeunes frères et sœurs, les connaissances des soignants sur la nutrition et la production d'aliments nutritifs au niveau des ménages, ainsi que la croissance des jeunes frères et sœurs (Gelli et al., 2018 ; Gelli et al., 2019a) (voir la figure 3.3). Deux ans après la fin de l'étude, le gouvernement du Malawi procède actuellement à l'extension de l'intervention avec le soutien de la Banque mondiale ; le document de projet cite l'ECR comme donnée factuelle pour justifier l'investissement.

Des plans d'études expérimentales ont également été utilisés pour évaluer l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre des interventions de filets de sécurité dans les situations fragiles ou de conflit. La Banque mondiale estime que jusqu'à 1,5 milliard de personnes vivent dans des zones touchées par la fragilité, les conflits ou la violence criminelle organisée à grande échelle (Banque mondiale, 2011). L'insécurité alimentaire, l'instabilité politique et les conflits sont également interdépendants (Banque mondiale, 2011). Toutes les situations d'urgence actuellement traitées par le PAM (au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen) résultent directement ou indirectement d'un conflit.

Figure 3.4

Efficacité moyenne des interventions pour améliorer les résultats d'apprentissage, pays d'Afrique subsaharienne comparés à tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

Légende : Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'alimentation scolaire est la troisième intervention par ordre d'efficacité en ce qui concerne l'amélioration des résultats d'apprentissage ; elle se classe immédiatement après les interventions axées sur la pédagogie et surpasse toutes les autres activités, y compris les investissements dans les infrastructures.



Source : Bashir et al., 2018, p. 126.

De nouvelles données factuelles concernant l'efficacité des repas scolaires dans les situations de conflit, où des études rigoureuses sont particulièrement difficiles à mener, proviennent notamment d'une étude quasi expérimentale réalisée dans le centre du Mali. Il s'agissait d'une étude gouvernementale effectuée en collaboration avec PCD et avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates. L'étude s'est appuyée sur une base de référence unique collectée avant la crise et sur un suivi sur cinq ans pour comparer les effets des repas scolaires à ceux de la distribution générale de nourriture sur la scolarisation des enfants pendant le conflit (l'étude de cas 3.1 contient des informations plus détaillées sur cette étude). L'étude a révélé que les repas scolaires étaient liés à une augmentation de la scolarisation de dix points de pourcentage et ont conduit à environ une demi-année de scolarité supplémentaire au cours de la période d'étude de cinq ans (Aurino et al., 2018a). En revanche, la mise en œuvre de distributions générales de nourriture a été liée à une diminution de la fréquentation scolaire d'environ 20 %.

Les effets variaient en fonction du degré d'exposition au conflit. Cette étude a également révélé que la mise en œuvre de l'aide alimentaire avait entraîné des changements au niveau du travail des enfants, qui étaient spécifiques aux modalités : le programme d'alimentation scolaire a réduit la participation des filles à toute activité liée au travail d'environ 10 points de pourcentage (ce qui correspond à une réduction d'un mois par an du temps total consacré au travail) ; en revanche, la distribution générale de nourriture a augmenté le travail des enfants, en particulier chez les garçons. Les données factuelles de cette étude et d'autres analyses complémentaires réalisées au Mali (Tranchant et al., 2018) suggèrent que les interventions humanitaires effectuées pendant un conflit sont confrontées à des compromis importants, par exemple l'échelle et l'efficacité du programme par rapport aux aspects pratiques des interventions menées dans des zones sous le contrôle de groupes armés, notamment la sécurité, la gouvernance et la transparence.

Enfin, cette étude a montré que l'alimentation scolaire améliorait les résultats d'apprentissage de manière significative. Dans une publication récente de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale (Bashir et al., 2018), l'alimentation scolaire s'est révélée être la troisième intervention par ordre d'efficacité en ce qui concerne l'amélioration des résultats d'apprentissage, parmi un ensemble d'interventions de soutien à l'éducation mises en œuvre en Afrique subsaharienne et dans d'autres pays en développement. Comme illustré dans la figure 3.4, l'efficacité de l'alimentation scolaire n'est dépassée que par les interventions axées sur la pédagogie (pédagogie structurée et temps supplémentaire) et elle surpasse toutes les autres interventions, y compris les investissements dans les infrastructures (construction de nouvelles écoles, matériel pour les écoles), ainsi que la majorité des interventions de soutien à l'éducation (bourses, transferts monétaires, incitations aux enseignants, etc.).

Une méta-analyse de 145 études primaires (Evans et Mendez Acosta, 2021), portant sur les moyens d'accroître l'accès et d'améliorer la qualité de l'éducation en Afrique, a permis de confirmer ces résultats. Cette étude a mis en évidence que l'alimentation scolaire conduit à des améliorations significatives des résultats scolaires et des apprentissages, avec des améliorations particulièrement importantes observées parmi les filles et les enfants issus des ménages les plus défavorisés. Selon les auteurs, « ces résultats renforcent considérablement les connaissances antérieures attestant que l'alimentation scolaire est une stratégie prometteuse pour améliorer les résultats d'apprentissage en plus de l'accès à l'éducation. » Ces résultats peuvent être mis en perspective avec les effets d'autres programmes scolaires : « les transferts monétaires conduisent à des effets uniformes dans l'accroissement de l'accès à l'éducation, mais pas pour l'amélioration des apprentissages... de la même manière, l'élimination des frais de scolarité ne conduit pas à des effets tangibles sur la qualité de l'éducation » tandis que « l'alimentation scolaire conduit à des améliorations tangibles et uniformes tant en matière d'accès que d'apprentissages ».

3.3 Calcul du rendement de l'alimentation scolaire : valeur économique des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

Lorsqu'ils sont liés à la nutrition et à l'éducation, les programmes d'alimentation scolaire bien conçus et équitables contribuent au développement de l'enfant en augmentant les années de scolarité et en améliorant l'apprentissage et la nutrition. L'augmentation des années de scolarité résulte de trois facteurs : une augmentation de la scolarisation, une meilleure assiduité et une diminution de l'abandon scolaire. L'alimentation scolaire a des effets positifs constants sur l'apport énergétique, le niveau de micronutriments, la scolarisation et l'assiduité (Jomaa et al., 2011). Ces effets sont particulièrement importants chez les filles. Les effets des programmes d'alimentation scolaire sur la réduction de l'anémie chez les enfants en âge d'aller à l'école primaire et chez les adolescentes (Adelman et al., 2019) sont reconnus. Comme l'illustre le programme national de base finlandais, en plus de fournir de la nourriture, les repas scolaires contribuent également à l'éducation en sensibilisant les élèves à l'importance d'une alimentation et d'une nutrition saines dans l'éducation alimentaire (Pellikka et al., 2019). Voir également l'étude de cas 2.1.

Dans son rapport de 2016, la Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives mondiales, présidée par Gordon Brown, a déterminé que 13 interventions non pédagogiques étaient « des pratiques très efficaces pour améliorer l'accès et les résultats d'apprentissage ». Celles-ci comprenaient trois programmes de santé : l'alimentation scolaire, la prévention du paludisme et l'intervention en micronutriments (Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives mondiales, 2016). Un examen récent des données factuelles effectué par une agence des Nations Unies a révélé que l'alimentation scolaire était l'une des deux interventions qui présentaient les preuves les plus solides de son impact sur l'équité et l'inclusion dans l'éducation (l'autre intervention étant les transferts monétaires conditionnels) (Mundy et Proulx, 2019).

L'alimentation scolaire est l'un des filets de sécurité les plus courants, car elle apporte la stabilité et le soutien quotidiens dont les familles et les enfants vulnérables ont besoin ; elle s'est avérée être l'une des premières solutions de protection sociale vers lesquelles les pays pauvres se sont tournés pendant les chocs sociaux de la crise financière de 2008 (Bundy et al., 2009). L'alimentation scolaire peut contribuer à prévenir la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale et à en protéger les personnes tout au long de leur vie, en particulier lorsqu'elle est intégrée avec les systèmes nationaux de protection sociale. L'association de l'alimentation scolaire à d'autres programmes d'assistance sociale tels que les bourses, les transferts inconditionnels et les travaux publics permet de lutter contre les vulnérabilités sociales et économiques multidimensionnelles auxquelles sont confrontés les enfants et leurs familles et contribue à renforcer l'impact de ces programmes (PAM, 2018b).

Enfin, les programmes d'alimentation scolaire bien conçus, qui s'appuient sur des denrées produites localement (alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale) peuvent offrir des retombées supplémentaires pour les petits agriculteurs, notamment en soutenant la production alimentaire et les économies locales et en promouvant le développement de marchés locaux pérennes tout en fournissant des aliments diversifiés et nutritifs aux enfants (PAM et al., 2018).¹⁰ Les achats locaux créent des opportunités d'emploi pour les petites exploitations ou au sein des cantines scolaires et améliorent les moyens de subsistance des communautés proches des écoles, ce qui contribue à l'autonomisation économique et à la prise de décision des femmes (PAM et al., 2018).

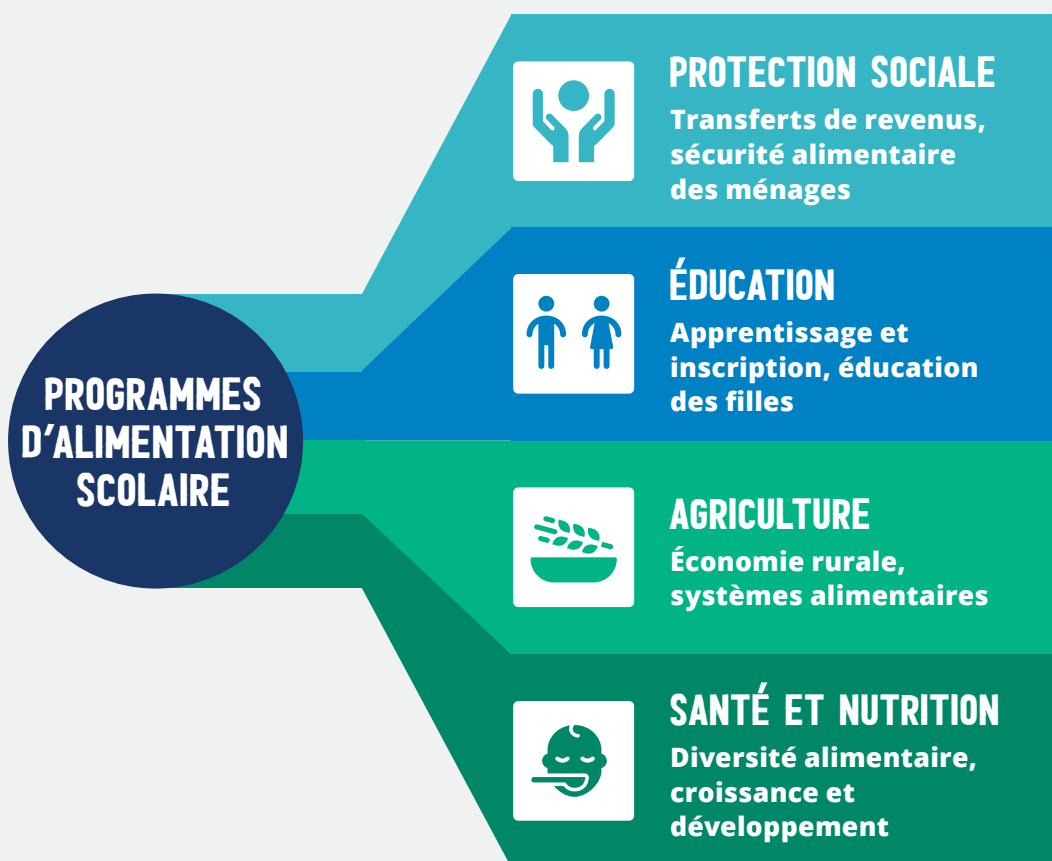
La figure 3.5 illustre les multiples bénéfices de l'alimentation scolaire ; elle montre que cette intervention par elle seule a des effets sur au moins quatre secteurs différents. Ces effets se produisent souvent à travers les secteurs et sont interdépendants, par exemple les rendements au niveau du développement du capital humain à travers la santé, la nutrition et l'éducation, et les retours sur investissement dans la communauté à travers la protection sociale et l'agriculture locale. La protection sociale contribue à promouvoir la stabilité sociale et une communauté stable renforce les effets de l'alimentation scolaire sur les résultats de l'éducation et les possibilités d'emploi. Ces avantages multiples et potentiellement combinés font des programmes d'alimentation scolaire bien conçus un investissement particulièrement intéressant.

Dans ce contexte, il est essentiel d'évaluer l'ensemble des coûts et des bénéfices intersectoriels de ces programmes pour bien comprendre et quantifier les investissements dans les programmes d'alimentation scolaire et leurs rendements. Les programmes d'alimentation scolaire offrent de multiples avantages importants, non seulement en créant une population plus productive (du capital humain, grâce à une meilleure santé et une meilleure éducation), mais également en fournissant un filet de sécurité sociale aux plus vulnérables et en tant qu'investissement productif dans les économies locales, en particulier pour la petite agriculture. Ces avantages peuvent résulter d'un seul programme capable de générer des rendements importants sur chaque dollar investi.

L'analyse coût-bénéfice (ACB) constitue un outil permettant d'évaluer les retombées économiques des politiques en quantifiant les coûts et la valeur créée par le déploiement d'une politique donnée. L'utilisation de l'ACB pour évaluer les programmes d'alimentation scolaire peut éclairer les décisions politiques fondées sur des données factuelles et peut aider les États à comprendre l'utilité de collecter des données concernant les coûts et les bénéfices des programmes d'alimentation scolaire. Ces analyses illustrent la façon d'évaluer les rendements économiques des programmes nationaux d'alimentation scolaire, en particulier sur le capital humain (p. ex. la santé et l'éducation), la protection sociale et l'économie agricole locale. Ces analyses mettent également en évidence la grande pertinence politique des programmes en aidant à déterminer les principales conséquences en matière de distribution (par exemple à travers le statut socioéconomique) et d'équité, en particulier celles qui bénéficient le plus aux personnes défavorisées et aux femmes.

10. Le cadre de ressources définit l'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale (ASBAL) de la manière suivante : l'ASBAL constitue un modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants scolarisés des aliments sûrs, diversifiés et nutritifs, provenant de petits exploitants locaux. « Provenant de petits exploitants locaux » signifie que les programmes ASBAL : (1) maximisent les bénéfices pour les petits exploitants agricoles en reliant les écoles à la production alimentaire locale ; (2) renforcent les capacités des petits exploitants agricoles et des communautés à produire de la nourriture ; et (3) contribuent à la transformation rurale.

Figure 3.5
Quatre avantages essentiels des programmes d'alimentation scolaire



Les programmes efficaces peuvent générer un rendement allant jusqu'à 9 dollars pour chaque dollar investi.

Source : Bundy et al., 2018b.



Les programmes d'alimentation scolaire peuvent créer près de 2 000 emplois directs par 100 000 enfants nourris.

Un cadre conceptuel ACB a été récemment développé et testé sur une sélection mondiale de 14 pays d'Amérique latine, d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne, où des données secondaires d'entrée étaient facilement disponibles (Verguet et al., 2020). Ce modèle ACB mondial préliminaire visait à quantifier les coûts liés à la gestion des programmes d'alimentation scolaire dans la sélection des pays (par exemple à partir du nombre d'élèves et des frais de livraison par pays) et à comparer ces coûts avec quatre catégories de bénéfices (dans les quatre secteurs énumérés ci-dessus) : 1) les bénéfices en matière de santé et de nutrition, en quantifiant approximativement le nombre de cas d'infections par les helminthes transmises par le sol et d'anémie qui seraient évités ; 2) les bénéfices en matière d'éducation et de capital humain, en calculant l'augmentation de l'assiduité qui en résulte et comment ces augmentations pourraient se traduire plus tard par des salaires plus élevés pendant la vie active ; 3) les bénéfices en matière de protection sociale, en quantifiant la valeur monétaire du transfert alimentaire (c.-à-d. le transfert de revenu) des repas scolaires aux familles et aux ménages ; et 4) les bénéfices en matière d'économie locale, en simulant comment la demande alimentaire prévisible des programmes d'alimentation scolaire pourrait accroître la production des agriculteurs locaux.

Dans les 14 pays compris dans le modèle ACB mondial stylisé, il a été estimé qu'environ 200 millions d'élèves bénéficieraient de programmes d'alimentation scolaire avec un budget total des programmes s'élevant à environ 11 milliards de dollars américains par an. La valeur créée par ces programmes pourrait atteindre environ 24 milliards de dollars américains en matière de santé et de nutrition et environ 156 milliards de dollars américains en matière d'éducation et de capital humain. En outre, les bénéfices en matière de protection sociale pour les familles pourraient s'élever à environ 7 milliards de dollars américains et les programmes d'alimentation scolaire pourraient générer des retombées économiques pouvant atteindre 23 milliards de dollars américains pour les économies agricoles locales. Dans l'ensemble, le retour sur investissement, c'est-à-dire le rapport avantages-coûts, pourrait être atteint 9 dollars pour chaque dollar investi, ce qui montre que les programmes d'alimentation scolaire sont une intervention rentable lorsqu'elle est évaluée d'un point de vue intersectoriel. Avant tout, cette analyse préliminaire met en évidence l'ampleur des coûts et des bénéfices potentiels des programmes d'alimentation scolaire. Des ACB plus détaillées au niveau des pays devraient être menées afin d'obtenir des estimations plus précises et de prendre en compte les particularités locales et opérationnelles des programmes d'alimentation scolaire.

Encadré 3.2

L'approche du Groupe de la Banque mondiale en matière de santé et de nutrition scolaires

Passer des approches verticales et sectorielles à des investissements globaux et multisectoriels dans la santé scolaire pour améliorer le capital humain

Fernando Lavadenz

Spécialiste principal de la santé

Fatoumata Barry

Spécialiste de la santé, de la nutrition et de la population

Mouhamadou Moustapha Lo

Spécialiste de l'éducation

Banque mondiale

Il est essentiel d'investir dans la santé et dans l'éducation des enfants et des adolescents vivant dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire pour maximiser le capital humain. Cependant, les investissements qui ciblent ces deux secteurs sont actuellement insuffisants pour améliorer la productivité actuelle et future de manière significative (Banque mondiale, 2018a ; Schultz et al., 2018). Le Projet sur le capital humain (HCP) du Groupe de la Banque mondiale (GBM), lancé en 2018, est un effort mondial visant à encourager les investissements dans les personnes, ce qui constitue une étape essentielle pour stimuler une croissance économique inclusive et mettre fin à l'extrême pauvreté (Banque mondiale, 2018a). Afin de sensibiliser les pays au coût de l'inaction et de les encourager à investir dans leur population, le GBM a élaboré l'Indice du capital humain (HCI), mesurant la quantité de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à 18 ans. En Afrique subsaharienne, par exemple, un enfant né aujourd'hui ne réalisera que 40 % de son potentiel de productivité en raison de l'insuffisance des services de santé et d'éducation.

Par conséquent, il est essentiel d'investir dans la santé et la nutrition scolaires (SHN), car chez les enfants et les adolescents en mauvaise santé et sous-alimentés, les niveaux d'apprentissage et de réussite scolaire et la productivité future sont réduits. Il est tout aussi important que les investissements SHN passent de programmes verticaux à faible gouvernance, élaborés et mis en œuvre par un seul secteur, à des investissements plus complets, multisectoriels et durables. Les écoles constituent une plateforme rentable pour fournir des interventions de santé et de nutrition simples, sûres et efficaces aux enfants et aux adolescents. L'accès aux services SHN dans les écoles a également été reconnu comme un moyen d'autonomiser les adolescentes en réduisant les mariages précoces et en retardant la première grossesse, qui peuvent tous deux limiter l'avenir des filles en les enfermant dans la pauvreté, l'exclusion sociale, la violence et la maladie chronique.

Afin de s'aligner sur des investissements plus durables, les Pratiques mondiales du GBM en matière de santé, de nutrition et de population (HNP) et d'éducation ont élaboré une approche commune et

multisectorielle afin de garantir que le retour sur investissement en matière de SHN soit optimisé et produise ainsi des résultats importants dans les deux secteurs.

L'approche SHN comporte trois objectifs principaux :

1. Des cas d'investissement SHN doivent être développés au niveau des pays pour déterminer les lacunes, les besoins et les mécanismes de gouvernance, afin d'obtenir une meilleure coordination et des options de financement durable. Les cas d'investissement doivent être complétés par un outil de diagnostic, une version améliorée du cadre SABER, le « Healthy-SABER », conçu pour renforcer les politiques SHN et améliorer la prise de décision financière au niveau des pays.
2. Un ensemble de services SHN garantis et fondés sur des données factuelles devrait être élaboré, afin d'améliorer l'accès à des interventions de santé rentables (notamment le déparasitage scolaire, l'alimentation scolaire, la gestion de l'hygiène menstruelle, la santé sexuelle et reproductive, les compétences socioémotionnelles, le virus du papillome humain [VPH], les vaccins, etc.) Dans le cadre du programme SHN, il est reconnu dans le monde entier que l'alimentation scolaire améliore l'assiduité, la rétention, la scolarisation et, plus récemment, les capacités cognitives (Drake et al., 2017). Cependant, en raison de son coût élevé par rapport à d'autres interventions SHN et pour obtenir de meilleurs résultats, l'alimentation scolaire doit être combinée avec d'autres services de santé, en particulier dans les zones défavorisées.
3. Enfin, il est essentiel de parvenir à un consensus international pour mettre en œuvre la SHN de manière efficace. Dans le cadre d'un partenariat stratégique avec le PAM, le GBM travaille en collaboration avec d'autres agences bilatérales et multilatérales pour aider les pays à accélérer les programmes SHN, afin d'améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation ; ceci constitue une étape dans la stimulation de la croissance économique inclusive et de la productivité visant à maximiser le capital humain. ■

Encadré 3.3

Point de vue de l'USDA sur l'alimentation scolaire

Shane Danielson
Directeur principal,
Division de l'aide
alimentaire
internationale,
Programmes
mondiaux
Département
américain de
l'Agriculture

Le Programme international d'alimentation pour l'éducation et de nutrition infantile McGovern-Dole de l'USDA soutient l'éducation, le développement de l'enfant et la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Il fait don de produits agricoles américains et fournit une assistance financière et technique pour des projets d'alimentation scolaire et de nutrition maternelle et infantile. McGovern-Dole réduit la faim et améliore l'alphabétisation et l'éducation primaire, en particulier pour les filles, en fournissant des repas scolaires, en formant des enseignants et en apportant un soutien connexe. Les projets McGovern-Dole augmentent la scolarisation et

la performance scolaire ; ils améliorent également la santé et la capacité d'apprentissage des enfants avant leur entrée à l'école grâce à des activités nutritionnelles ciblant les mères enceintes et allaitantes, les nourrissons et les enfants d'âge préscolaire.

En ce qui concerne la durabilité, McGovern-Dole et ses organisations partenaires veillent à ce que les communautés puissent, à terme, poursuivre leurs activités indépendamment ou avec le soutien d'autres sources. Des plans de transfert sont élaborés en collaboration avec les États partenaires et les partenaires de mise en œuvre.

Au cours de l'exercice financier 2019 (EF 2019), l'USDA a financé huit propositions d'une valeur de 170 millions de dollars américains ; en outre, 45 990 tonnes de produits de base donnés par les États-Unis seront fournies à des pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes au cours de ces projets de quatre à cinq ans. Au cours de l'EF 2019, McGovern-Dole comptait un total de 46 projets actifs dans 30 pays évalués à 1 milliard de dollars américains sur l'ensemble de la durée de vie des projets.

Au cours de l'EF 2019, les projets de McGovern-Dole :

- ont bénéficié directement à plus de quatre millions d'enfants et de membres de la communauté ;
- ont fourni des repas scolaires nutritifs à plus de 3,1 millions d'enfants en situation d'insécurité alimentaire ;
- ont formé plus de 8 900 associations de parents d'élèves pour défendre l'éducation dans leurs communautés ;
- ont formé plus de 20 000 enseignants pour améliorer l'instruction et l'alphabétisation ;
- ont rénové ou construit plus de 4 200 installations, notamment des latrines, des cuisines, des stations de lavage des mains, des réserves et des salles de classe.

Le Programme d'achats locaux et régionaux (LRP) de McGovern-Dole soutient l'alimentation scolaire et l'agriculture locale. Au cours de l'EF 2019, McGovern-Dole a attribué 15 millions de dollars américains en octrois LRP dans trois pays, afin d'acheter des produits locaux en complément des produits donnés par les États-Unis.

Aux États-Unis, les programmes nationaux de déjeuners et de petits-déjeuners dans les écoles préservent la santé et le bien-être des écoliers et soutiennent l'agriculture américaine. Les programmes de repas scolaires offrent des repas équilibrés et nutritifs à tous les élèves, les enfants à faible revenu bénéficiant de repas gratuits ou à prix réduit. Au cours de l'EF 2019, 29,6 millions d'élèves ont reçu un déjeuner scolaire et 14,8 millions ont reçu un petit-déjeuner scolaire lors d'une journée d'école moyenne.

Le gouvernement fédéral fournit des fonds, fait des dons de denrées et établit des normes nationales relatives au contenu nutritionnel des repas et d'autres exigences du programme, notamment des documents d'orientation et une formation à l'éducation nutritionnelle et à la sécurité alimentaire. Les programmes sont mis en œuvre au niveau de l'État et dans les écoles au niveau local. Au cours de l'EF 2019, le financement fédéral s'élevait à 12,8 milliards de dollars américains en remboursements et les denrées achetées distribuées aux écoles avaient une valeur de 1,33 milliard de dollars américains. Historiquement, ces programmes ont été établis pour soutenir l'agriculture ; l'utilisation de produits nationaux dans ces programmes est une exigence de longue date. Ce lien avec l'agriculture est l'une des principales raisons pour lesquelles les programmes bénéficient d'un soutien politique durable.

Plus récemment, des efforts importants ont été déployés pour relier l'alimentation scolaire aux aliments produits localement. Le programme « De la ferme à l'école » fournit des aliments frais et locaux aux écoles et favorise les opportunités économiques pour les agriculteurs américains. Au cours de l'EF 2020, l'USDA a octroyé plus de 12 millions de dollars américains en subventions « De la ferme à l'école » à travers le pays à des producteurs, des nations tribales, des organisations à but non lucratif, des agences d'État et des écoles, reflétant à la fois l'engagement et le grand intérêt du Département pour cet effort dans les communautés locales. ■

3.4 Prochaines étapes

- Plus de dix ans après la toute première revue Cochrane sur les programmes d'alimentation scolaire, les connaissances et les données factuelles sur les effets de l'alimentation scolaire se sont considérablement développées. En particulier, les dynamiques du capital humain et le rôle de l'école dans le développement de l'enfant et de l'adolescent au cours des 8 000 premiers jours de la vie sont devenus une dimension essentielle des programmes d'alimentation scolaire. Une nouvelle revue Cochrane (qui doit commencer à la fin de 2020) visant à synthétiser les nouveaux résultats de la recherche, permettra de mettre à jour la précédente revue Cochrane, en examinant les données factuelles disponibles relatives à l'alimentation scolaire dans le contexte plus large des programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés.
- À la lumière des données récentes sur les coûts et les bénéfices de l'alimentation scolaire, il est nécessaire de renforcer l'assistance technique fournie aux pays, afin d'aider les États à améliorer davantage les structures de coût et à maximiser les effets de leurs programmes d'alimentation scolaire. La coalition mondiale de partenaires pour la santé et la nutrition scolaires s'est engagée à accroître la coordination et à fournir une assistance aux responsables de la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, afin d'améliorer la qualité et le taux de couverture de ces programmes, en particulier pour les enfants les plus vulnérables.

Étude de cas 3.1

Mali : améliorer les perspectives de paix et renforcer la cohésion sociale

Elisabetta Aurino
Économiste

Imperial College
London

Les effets positifs de l'alimentation scolaire sur la scolarisation ont été établis par un large corpus de données factuelles dans des situations sans crise (voir Drake et al., 2017 pour consulter une revue), mais les preuves de l'efficacité de l'alimentation scolaire dans les situations de conflit restent extrêmement limitées. Une conception d'étude originale (Aurino et al., 2019) a permis d'analyser les impacts éducatifs de l'alimentation scolaire pendant le récent conflit à Mopti, au centre du Mali, et a fourni des données factuelles uniques et quasi-expérimentales sur cette question essentielle.

Depuis 2012, le Mali a connu une série de crises politiques ayant aggravé l'insécurité alimentaire élevée. Le renforcement du volet éducatif dans la réponse humanitaire est particulièrement essentiel pour le Mali, dont plus de la moitié de ses 14,5 millions d'habitants a moins de 15 ans et où les taux d'achèvement du cycle primaire et d'alphabétisation des jeunes sont parmi les plus bas au monde (Banque mondiale, 2020e).

En s'appuyant sur des données de référence unique collectées avant la crise de 2012, grâce à PCD et la Fondation Bill et Melinda Gates, et sur un suivi longitudinal de quatre ans, cette étude évalue les effets de l'alimentation scolaire d'urgence mise en œuvre par le PAM et d'autres partenaires sur les résultats scolaires des enfants.

L'étude a révélé que l'alimentation scolaire avait un impact positif sur la scolarisation : une augmentation d'environ 10 points de pourcentage de la probabilité d'inscription des enfants participant au programme par rapport au groupe témoin a été constatée. Il s'agit d'une forte augmentation, en particulier compte tenu des faibles taux de scolarisation (environ 40 % en 2017). L'alimentation scolaire a également eu un effet positif sur la rétention et le passage de classe : en moyenne, les enfants du groupe d'alimentation scolaire ont gagné plus d'une demi-année supplémentaire d'éducation par rapport à leurs pairs. Cet effet était légèrement plus important chez les filles.

L'étude a également examiné les différences au niveau des effets de l'alimentation scolaire en fonction de l'intensité du conflit, en différenciant les villages dans lesquels les rebelles étaient présents au niveau local (classés comme villages « à haute intensité de conflit ») et les villages où les groupes rebelles n'agissaient pas dans le voisinage immédiat (villages à « faible intensité de conflit »). Aucune différence n'a été constatée au niveau de l'impact de l'alimentation scolaire sur les inscriptions en fonction du degré d'intensité du conflit. Cependant, l'augmentation du passage de classe était principalement due à la faible intensité des conflits dans les villages.

Afin de comprendre les mécanismes sous-tendant ces résultats, l'étude a examiné comment l'offre d'alimentation scolaire modifiait les modèles de travail des enfants. Le travail des enfants est l'une des principales stratégies d'adaptation utilisées par les ménages confrontés à des conditions défavorables graves, telles que les conflits, pouvant conduire à une augmentation de l'absentéisme et de l'abandon scolaire. L'étude émet l'hypothèse que l'offre de repas scolaires gratuits réduirait les coûts d'opportunité de la fréquentation scolaire, lesquels peuvent être particulièrement élevés dans les situations de crise. En outre, les modèles de travail des enfants étant fortement déterminés par le genre, les filles participant davantage aux travaux ménagers et les garçons aux travaux agricoles et aux activités pastorales, il est probable que le programme ait un impact différent sur les filles et sur les garçons.

Les effets estimés de l'alimentation scolaire suggéraient certes que le programme aurait un effet protecteur contre le travail des enfants (c'est-à-dire qu'il entraînerait une baisse de la participation et du temps passé à travailler), mais dans l'ensemble, les coefficients n'étaient pas significatifs au niveau statistique. Cependant, en examinant les différences selon le genre, l'étude a révélé que l'alimentation scolaire réduisait considérablement la participation des filles à toute forme de travail d'environ 10 points de pourcentage, ce qui représentait une réduction du temps total passé au travail d'environ un mois par an. Cette réduction générale était due à une diminution du temps que les filles consacraient aux travaux agricoles, tandis que leur participation aux tâches ménagères restait la même. L'étude explique ce résultat ; en effet, la diminution du travail agricole chez les filles est peut-être plus compatible avec la fréquentation scolaire, condition essentielle pour recevoir les repas gratuits.

En résumé, l'alimentation scolaire a permis d'améliorer les taux de scolarisation et de réussite dans une situation de conflit, de fragilité prolongée et d'insécurité alimentaire élevée telle qu'à Mopti, en particulier chez les filles. Ces résultats sont particulièrement importants en ce qui concerne la réalisation de l'ODD 1 (protection sociale pour tous) et de l'ODD 4 (éducation) pour les enfants vivant dans un monde où les crises humanitaires sont malheureusement plus complexes, récurrentes et prolongées. ■





CHAPITRE 4

Partenariats pour l'alimentation scolaire

Les chapitres précédents ont montré comment les pays du monde entier reconnaissent de plus en plus que des programmes d'alimentation scolaire bien conçus et équitables contribuaient au développement des enfants et des adolescents en augmentant la durée de scolarité et en améliorant l'état nutritionnel. Les partenariats multisectoriels sont essentiels pour faire en sorte que cette reconnaissance se traduise par des programmes intégrés, réunissant les secteurs de l'éducation, la santé, la protection sociale et d'autres partenaires de développement pour promouvoir et mettre en œuvre des programmes de santé et de nutrition scolaires. L'un de ces partenariats essentiels est un nouveau partenariat stratégique entre le PAM et l'UNICEF, lancé en janvier 2020 pour garantir que d'ici 2030, 35 millions d'enfants dans 30 des pays les plus pauvres reçoivent un ensemble de services de santé et de nutrition essentiels. De plus, face à une crise de l'ampleur de la COVID-19, dont les impacts sanitaires, éducatifs, sociaux et économiques sur les apprenants sont considérables, le PAM et l'UNICEF travaillent en collaboration avec les gouvernements afin de rouvrir les écoles en toute sécurité. Les deux agences travaillent ensemble pour offrir un soutien complet en ce qui concerne la mise en œuvre et le renforcement du plaidoyer, la mobilisation des ressources et les initiatives de partenariat, afin de répondre aux besoins critiques des apprenants.

Des coalitions mondiales de partenaires se sont également constituées au cours des deux dernières décennies pour soutenir la santé et la nutrition scolaires. Le Cadre de concentration des ressources pour une santé scolaire efficace (FRESH) a été créé en 2000 par plusieurs agences dans le but d'établir un consensus sur la façon de soutenir la santé et la nutrition de l'apprenant dans le cadre de l'investissement global dans l'apprentissage. En s'appuyant sur cette plateforme, le programme de la santé et de la nutrition scolaires a été redynamisé en 2019 lorsque l'UNESCO a convoqué à nouveau un groupe inter-institutions sur la santé et la nutrition scolaires dans le but de renforcer la collaboration mondiale et de promouvoir une approche multi-agences plus efficace en matière de santé et de nutrition scolaires.

Les réseaux d'information sur l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale et régionale ont constitué d'importants forums d'échange entre les organismes travaillant sur l'alimentation scolaire et sur la santé et la nutrition scolaires. Le plus ancien d'entre eux est le Forum mondial sur la nutrition infantile (GCNF) réunissant chaque année les parties prenantes participant à l'alimentation scolaire. De nouvelles initiatives sont également mises en place par la Fédération de Russie et l'Allemagne, tandis que plusieurs réseaux ont été créés au niveau régional en Amérique latine et en Asie du Sud.

Les mécanismes de coopération Sud-Sud sont essentiels pour promouvoir l'échange de connaissances entre les pays mettant en place des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le Centre d'excellence contre la faim du PAM au Brésil est un mécanisme majeur promouvant la coopération et soutenant actuellement 30 pays à long terme. En 2019, le gouvernement ivoirien et le PAM ont lancé un Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition qui documentera, promouvra et partagera les pratiques relatives à l'éradication de la faim et de la malnutrition apprises en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays de la région.

Des progrès significatifs ont été accomplis dans le développement de structures régionales officielles conçues pour promouvoir le partenariat et la coordination en matière d'alimentation scolaire au niveau régional. Ces plateformes permettent aux pays et aux partenaires de se réunir pour définir des politiques, convenir d'actions et canaliser un soutien particulier. L'Union africaine est un partenaire essentiel pour soutenir l'élargissement des programmes nationaux de santé scolaire et d'alimentation scolaire.

Les partenariats au niveau des pays sont cruciaux pour élaborer des programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés. Les approches de la santé et de la nutrition scolaires favorisent de meilleures relations au plan national grâce à la promotion de l'engagement interministériel au sein des gouvernements et à la coordination nationale des partenaires de développement travaillant dans différents domaines thématiques.

4.1 Partenariat de plaidoyer pour la santé et la nutrition scolaires

Les pays et les partenaires humanitaires et de développement s'accordent de plus en plus sur la nécessité d'adopter une approche commune et intégrée pour répondre aux besoins des enfants et adolescents d'âge scolaire en matière de santé et de nutrition. Ce programme est apparu officiellement pour la première fois en 2000 lorsqu'il a été identifié comme une priorité dans le cadre du mouvement « Éducation pour tous » (Banque mondiale, 2014) et a été soutenu par le lancement du cadre FRESH (UNESCO et al., 2000). Ce cadre a été créé par plusieurs partenaires (notamment l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM, l'OMS, la Banque mondiale et le PCD) dans le but d'établir un consensus sur ce qui était nécessaire sur le plan opérationnel pour soutenir la santé et la nutrition de l'apprenant dans le cadre de l'investissement global dans l'apprentissage. Le cadre FRESH a déterminé quatre piliers d'investissement dans la santé scolaire : une politique de santé scolaire, un environnement scolaire sain, l'éducation à la santé et les interventions sanitaires, y compris l'alimentation scolaire ; ces piliers seront fournis par les écoles, les enseignants, les enfants et la communauté dans le but d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'éducation par le biais de services de santé et de nutrition scolaires.

Par la suite, de nombreux pays et organisations ont utilisé le cadre FRESH pour définir leurs stratégies de santé et de nutrition scolaires et pour cibler la santé et la nutrition de l'apprenant parallèlement aux efforts nationaux visant à améliorer l'apprentissage (Bundy, 2011 ; UNESCO et al., 2015). Au cours de cette période, le partenariat FRESH a reçu le soutien des principales agences des Nations Unies ; cependant, il a agi principalement en tant que réseau mondial d'information dirigé par des acteurs non étatiques, notamment à différentes occasions : Save the Children, PCD et l'International School Health Initiative (PCD, 2020).

Une coalition grandissante de partenaires travaille en collaboration pour aider les gouvernements à promouvoir la mise en œuvre d'ensembles intégrés de services de santé et de nutrition scolaires.

En s'appuyant sur cette plateforme, en 2019, l'UNESCO et le PAM ont convoqué à nouveau un groupe inter-institutions sur la santé et la nutrition à l'école,¹¹ dans le but de renforcer la collaboration des agences des Nations Unies et de promouvoir une approche commune plus efficace et intégrée de la santé et de la nutrition scolaires. Les membres du groupe travaillent en collaboration pour déterminer les priorités, élargir le travail conjoint grâce à des interventions fondées sur des données factuelles, et plaider pour une action collective sur la santé et la nutrition scolaire (voir encadré 4.1). En réponse à la crise d'apprentissage aggravée par la COVID-19, en 2020, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé une campagne importante appelée « Sauvez notre avenir ». Cette campagne vise à réinventer l'éducation en élaborant une nouvelle vision pour les enfants dans la décennie à venir. Elle est dirigée par la Commission de l'éducation et comprend notamment l'UNICEF, l'UNESCO, le PAM, ECW et la Banque mondiale.

11. Le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) et la Banque mondiale.

Encadré 4.1

Renforcer l'efficacité de la santé et de la nutrition scolaires – un partenariat des Nations Unies

Stefania Giannini
Sous-directrice
générale de
l'UNESCO pour
l'éducation

La relation entre l'éducation, la nutrition et la santé nécessite une approche systémique plus intégrée de la santé et de la nutrition scolaires, et une action coordonnée pour mettre à l'échelle des politiques et des programmes efficaces et à composantes multiples.

L'ONU et les agences multilatérales ont répondu à cet appel : elles ont créé un nouveau partenariat sur le thème « Renforcer l'efficacité de la santé et de la nutrition scolaires » en s'engageant collectivement à faire progresser la santé et la nutrition des enfants d'âge scolaire afin qu'ils puissent apprendre et grandir, réaliser pleinement leur potentiel et façonner l'avenir de leurs communautés et de leurs pays. Ce partenariat comprend la FAO, le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNSCN, le Groupe de la Banque mondiale, le PAM et l'OMS.

Reconnaissant qu'investir efficacement dans la santé, la nutrition et le bien-être des apprenants par le biais de programmes de santé et de nutrition scolaires peut apporter des avantages importants en matière de développement, le partenariat accroît ses efforts pour faire en sorte que la santé et la nutrition scolaires constituent une priorité essentielle des programmes nationaux, régionaux et mondiaux afin de construire le capital humain des pays. S'appuyant sur les partenariats existants dans le domaine de la santé et la nutrition scolaires, les partenaires de la coalition se sont engagés à aligner leurs efforts et à mobiliser leur large éventail de capacités techniques, d'expertise et d'expérience de travail avec les gouvernements et d'autres partenaires de développement dans le cadre d'un effort mondial pour soutenir la santé et la nutrition scolaires. Les partenaires ont déterminé quatre domaines prioritaires de travail conjoint :

1. plaider conjointement pour mobiliser des financements et du soutien ;
2. générer et diffuser des données plus nombreuses et de meilleure qualité concernant la santé et la nutrition scolaires, afin de suivre les progrès de manière critique et d'éclairer les politiques et la programmation à tous les niveaux ;
3. fournir des normes et des documents d'orientation coordonnés et fondés sur des données factuelles ;
4. apporter des conseils et un soutien coordonnés en matière de politique afin de faire progresser les politiques et les programmes multisectoriels intégrés dans les systèmes éducatifs nationaux.

Le partenariat invite les gouvernements et les autres partenaires à renouveler leurs engagements en matière de santé et de nutrition scolaires, ainsi qu'à accroître et à mieux harmoniser les investissements et les efforts, afin de mettre à l'échelle les interventions éprouvées et de répondre aux besoins d'apprentissage et de croissance des enfants de manière holistique.

Ce partenariat renouvelé a débuté lors d'une réunion inter-institutions organisée par l'UNESCO à Paris en juillet 2019. Les participants à la réunion ont déclaré unanimement que la santé et la nutrition scolaires avaient une importance cruciale, constituent des éléments essentiels du développement de l'enfant, et contribuent grandement à la réalisation des résultats de l'éducation inclusive. En outre, ils ont reconnu que les programmes devaient englober une gamme d'interventions conçues pour toutes les tranches d'âge ; ces interventions devaient être mises en œuvre grâce à une action coordonnée entre les secteurs et les partenaires, afin de maximiser les investissements dans l'éducation et l'apprentissage.

En réfléchissant de manière critique aux efforts passés des Nations Unies, les participants ont reconnu l'inadéquation actuelle des investissements entre les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que la faible représentation de la santé scolaire dans l'ODD 4 (Éducation de qualité) et l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être). Les limites des approches actuelles concernent également la manière dont les acteurs travaillent en collaboration et hiérarchisent les actions. Trop souvent, les interventions autonomes ne parviennent pas à répondre pleinement aux besoins critiques des apprenants. Bien que nous sachions ce qui fonctionne, nous ne disposons pas de documents d'orientation ni de normes communes pour guider l'action conjointe et promouvoir des programmes complets. À l'échelle mondiale, le suivi systématique de l'état de santé et de nutrition des enfants d'âge scolaire reste faible, et nous ne disposons pas d'informations complètes sur les types et la portée des services de santé scolaire disponibles par pays. De plus, la connaissance et l'utilisation des données factuelles disponibles pour éclairer la prise de décision sont limitées. ■

4.2 Partenariats opérationnels pour l'alimentation scolaire

De plus en plus, les pays à revenu élevé prennent conscience de la nécessité de prendre en compte les nouvelles données factuelles et de répondre aux besoins en matière de santé, de nutrition et d'éducation des enfants les plus vulnérables. Les réponses multisectorielles à la crise de l'apprentissage et aux inégalités entre les sexes ont été au centre du Sommet du G7 de 2019 organisé par la France ;¹² elles s'appuyaient sur les discussions du G7 de 2018 au Canada, où un appel avait été lancé pour soutenir l'éducation des filles en luttant contre les obstacles en matière de santé et de nutrition auxquels sont confrontées les adolescentes.¹³

Certains pays tels que les États-Unis, le Canada et la Norvège sont d'importants soutiens des approches scolaires ; ils utilisent l'école comme une plateforme pour fournir des programmes de santé et d'éducation intégrés. Le programme McGovern-Dole de l'USDA, visant à améliorer à la fois les bonnes pratiques sanitaires et diététiques et l'alphabétisation, est un partenaire de longue date des pays, des agences des Nations Unies et des acteurs non étatiques en ce qui concerne la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire complets. De même, les ministères des Affaires mondiales du Canada et la Norvège se sont engagés à soutenir financièrement des initiatives conjointes multi-agences, afin d'améliorer l'accès des filles à l'éducation au Tchad, au Niger et au Malawi respectivement. Par le biais de ces programmes, le PAM, l'UNICEF et le FNUAP travaillent en collaboration avec les gouvernements pour mettre en place des plateformes scolaires aidant à éliminer les obstacles à l'éducation des filles, en fournissant des services de santé et de nutrition complémentaires, notamment l'alimentation scolaire, la supplémentation en micronutriments, les services d'assainissement et d'hygiène, le déparasitage, le conseil en santé sexuelle et reproductive et en renforçant les capacités des partenaires gouvernementaux.

Les partenaires du secteur agricole sont des partisans essentiels des programmes d'alimentation scolaire, reliant la production locale à l'approvisionnement alimentaire scolaire et apportant de multiples avantages aux ménages pauvres. La FAO, par exemple, soutient l'alimentation scolaire en favorisant les environnements politiques, juridiques et institutionnels, en facilitant l'éducation alimentaire et nutritionnelle et en soutenant les achats et les chaînes de valeur inclusifs (FAO, 2020). Aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre l'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale (ASBAL) a été un moteur important de partenariats au cours de la dernière décennie. En 2018, certains des plus grands partenaires et agences aidant les pays à mettre en œuvre l'ASBAL à travers le monde se sont réunis pour la première fois afin d'élaborer un cadre conjoint pour guider leurs

L'agriculture, l'éducation, la santé et la protection sociale sont tous des soutiens actifs des programmes de santé et de nutrition scolaire.

12. Pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter la Déclaration commune des ministres au G7 2019 : <https://www.education.gouv.fr/reunion-des-ministres-de-l-education-du-g7-declaration-commune-6449>

13. Cela a abouti à la « Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement », disponible en ligne à : https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/g7/documents/2018-06-09-quality-education-qualite.aspx?lang=fr

efforts en matière de renforcement des capacités. La FAO, le PAM, la GCNF, le FIDA, le NEPAD et le PCD ont collaboré à l'élaboration du Cadre de ressources pour l'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale (FAO et PAM, 2018).

Les partenaires mondiaux du secteur de l'éducation sont également essentiels pour faire en sorte que les investissements dans la santé et la nutrition des enfants aient des effets bénéfiques sur l'apprentissage et la qualité de l'éducation. Convaincus de la nécessité d'investir à la fois dans l'apprentissage et dans l'apprenant (le bien-être de l'enfant), les partenaires de l'éducation soutiennent de plus en plus la mise en œuvre d'un ensemble plus large d'interventions de santé et de nutrition scolaires aux enfants scolarisés. En janvier 2020, le PAM et l'UNICEF ont lancé un nouveau partenariat pour garantir que d'ici 2030, 35 millions d'enfants dans 30 des pays les plus pauvres reçoivent un ensemble de services de santé et de nutrition essentiels (voir l'encadré 2.2). De grands fonds multilatéraux mondiaux pour l'éducation, notamment le PME (voir l'encadré 4.2) et ECW (voir l'encadré 4.3), ont également déterminé que l'alimentation scolaire ainsi que la santé et la nutrition scolaires constituaient des priorités en matière de financement et de partenariat.

Les partenaires de la santé et du développement sont également des partisans importants des programmes d'alimentation scolaire. L'Initiative mondiale pour la santé scolaire de l'OMS (OMS, 2020) mobilise et renforce les activités de promotion de santé et d'éducation afin d'améliorer la santé des élèves, du personnel scolaire, des familles et d'autres membres de la communauté par le biais des écoles, tandis que la Banque mondiale est l'un des principaux bailleurs de fonds des programmes de santé et de nutrition scolaires dans les pays du monde entier. Les Pratiques mondiales de développement humain de la Banque mondiale, notamment ses secteurs thématiques Éducation, Santé, nutrition et population, et Protection sociale et emploi, soutiennent l'alimentation scolaire. La Banque mondiale fournit également un soutien technique et politique par le biais de mécanismes tels que le Projet de capital humain et SABER (voir l'encadré 2.6).

En ce qui concerne le financement, l'un des mécanismes dont disposent les bailleurs de fonds est l'échange dette-développement : un pays créancier convient avec un emprunteur de renoncer au remboursement de la dette publique à condition que l'emprunteur investisse une partie du montant correspondant dans des projets de développements convenus. L'objectif d'un accord d'échange dette-développement est de réduire la dette publique extérieure d'un pays en développement en échange d'investissements parallèles dans le développement social et économique national.

Bien que les accords d'échange de dette soient généralement bilatéraux, entre les gouvernements créanciers et les emprunteurs, ils peuvent également impliquer une organisation internationale (telle que le PAM). Cette tierce partie assure la transparence et l'efficacité de la mise en œuvre du programme, ce qui garantit au créancier que les fonds sont effectivement investis dans le développement économique. Les programmes de protection sociale liés à l'ODD 2 « Faim zéro » font généralement partie des domaines prioritaires en ce qui concerne l'attribution de fonds d'échange de dettes pour les créanciers et les emprunteurs. L'investissement de fonds d'échange de dettes dans les programmes d'alimentation scolaire et dans d'autres filets de sécurité est l'une des interventions les plus pertinentes pour renforcer la relation État-citoyen. Des programmes tels que l'alimentation scolaire apportent des avantages immédiats et tangibles aux citoyens, tout en soutenant la croissance et le développement en améliorant le capital humain grâce à de meilleurs résultats en matière d'éducation. Les gouvernements égyptien et mozambicain, avec leurs créanciers, ont choisi le PAM pour les aider à mettre en œuvre leurs accords d'échange de dettes en soutenant leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire (voir également l'étude de cas 4.3).

Encadré 4.2

Le Partenariat mondial pour l'éducation (PME)

Sinead Andersen

Responsable mondiale de l'équipe pour le plaidoyer

Partenariat mondial pour l'éducation

Le PME est le seul partenariat et fonds multipartite dédié exclusivement à la mise en œuvre d'une éducation de qualité, inclusive et équitable pour tous. Le PME mobilise des partenariats et des investissements afin de transformer les systèmes éducatifs dans les pays en développement, en donnant la priorité aux enfants les plus vulnérables ayant les plus grands besoins éducatifs.

Dans le cadre de son travail visant à construire des systèmes éducatifs équitables, inclusifs et résilients, le PME reconnaît qu'une bonne santé et une bonne nutrition sont essentielles à l'apprentissage des enfants. L'alimentation scolaire est un outil vital favorisant la santé et l'apprentissage et réduisant les obstacles empêchant les enfants d'aller à l'école, en particulier les filles et les enfants marginalisés par la pauvreté, le déplacement ou le handicap.

De nombreux pays partenaires du PME incluent la santé et la nutrition scolaires dans leurs plans sectoriels d'éducation. En 2018, le PME a alloué plus de 15 millions de dollars américains pour soutenir la santé et la nutrition dans les pays partenaires. Au Cambodge, les fonds du PME soutiennent une approche globale reliant l'EAH, la santé et la nutrition ; au Niger, le PME s'appuie sur un programme existant du PAM pour étendre l'alimentation scolaire aux zones confrontées à des pénuries alimentaires, des catastrophes naturelles et des conflits ; et en Tanzanie, une initiative financée par le PME encourage les communautés à participer à l'alimentation scolaire.

Le travail du PME au niveau des pays est guidé par les priorités nationales ; celles-ci sont déterminées dans les analyses et les plans sectoriels d'éducation et sont élaborées de manière inclusive par le biais de groupes locaux d'éducation – des organes multipartites dirigés par le gouvernement et mis en place pour soutenir la planification, le suivi et la mise en œuvre de l'éducation. Le PAM soutient les programmes d'alimentation scolaire dans de nombreux pays partenaires du PME et, dans certains cas, a coordonné des groupes locaux d'éducation ou a été un partenaire d'exécution des subventions du PME.

Le PME a agi au niveau mondial, en rassemblant des partenaires et en soulignant l'importance de la nutrition scolaire, en particulier pour les adolescentes. En 2018, en collaboration avec Disease Control Priorities et la Banque mondiale, le PME a publié un rapport intitulé *Optimizing Education Outcomes* (Bundy et al., 2018a), proposant un ensemble

d'investissements dans la santé scolaire à haut rendement, notamment l'alimentation scolaire. Le PME a également financé l'initiative de Programmes intégrés de santé scolaire (2014-2018), qui a renforcé la collaboration entre les ministères de la Santé et de l'Éducation au Cambodge, en Éthiopie, au Ghana et au Sénégal, en augmentant le plaidoyer, les capacités et les ressources opérationnelles et techniques pour inclure la santé et la nutrition scolaires dans les plans sectoriels d'éducation. Le PME fait partie du nouveau partenariat des Nations Unies et des agences multilatérales *Renforcer la santé et la nutrition scolaires*, visant à améliorer la santé et la nutrition des enfants et des adolescents d'âge scolaire.

En 2020, le PME a créé un guichet de financement pour les pays afin d'atténuer les impacts immédiats et à long terme de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation. En août 2020, 52 subventions d'un montant total de 429 millions de dollars américains avaient été approuvées. Cela comprenait 1,3 million de dollars américains pour financer des programmes de nutrition dans huit pays afin d'atténuer les effets de la COVID-19 et 6,8 millions de dollars américains pour financer des programmes de nutrition dans 15 pays, afin d'aider ces nations à se relever de la pandémie. En Gambie, le PME financera la distribution de nourriture à 100 000 élèves parmi les plus vulnérables pendant la fermeture des écoles, en complément d'une initiative similaire financée par le PAM dans d'autres districts du pays. Des activités similaires visant à fournir de la nourriture directement aux familles pendant les fermetures d'écoles sont financées par des subventions du PME au Malawi, au Guyana, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo. Dans plusieurs pays, les subventions du PME financeront le développement de l'alimentation scolaire ou des rations à emporter dans la phase de relèvement, afin d'encourager les enfants à retourner à l'école. ■

Encadré 4.3

Education Cannot Wait

Zeinab Adam
Conseillère
principale en
coordination,
développement
et planification
stratégique

Education Cannot
Wait

Education Cannot Wait (ECW) est le premier fonds multilatéral mondial dédié à l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée. Il a été créé en 2016 à la suite du Sommet humanitaire mondial dont il a constitué un résultat essentiel. Au cours des trois dernières années, ECW a recueilli plus de 560 millions de dollars américains en financement pour l'éducation dans les situations d'urgence. ECW investit pour soutenir la mise en œuvre d'une éducation inclusive de qualité dans 32 pays en situation d'urgence et de crise prolongée. ECW prévoit d'atteindre au moins 9 millions d'enfants et de jeunes à l'aide de son plan stratégique 2018-2021.

ECW vise à favoriser des résultats collectifs et un plus grand engagement, afin de répondre aux besoins éducatifs de millions d'enfants et de jeunes touchés par les crises. ECW reconnaît que les

programmes d'alimentation scolaire dans les situations de crise constituent un outil très efficace pour répondre aux besoins des enfants en matière d'alimentation, de nutrition, d'éducation et de sécurité pendant et après les crises, dans le cadre d'un ensemble scolaire de soutien à l'éducation et à la santé plus large. Ces filets de sécurité, sauvant et améliorant des vies, contribuent à procurer un sentiment de normalité aux enfants et aux jeunes, à promouvoir la cohésion et la stabilité sociales pendant les crises et à fournir des opportunités après les crises, ce qui est essentiel pour renforcer la résilience. Ils améliorent également l'apport alimentaire et la nutrition des enfants, ce qui améliore les résultats d'apprentissage, la rétention et la performance scolaire.

ECW s'efforce d'encourager les résultats collectifs en mobilisant une action conjointe du gouvernement, des agences des Nations Unies, des ONG et du secteur privé, afin de soutenir les enfants et les jeunes dans les pays touchés par la crise. ECW a signé des accords avec plusieurs partenaires afin de promouvoir l'agenda de la santé et de la nutrition scolaires, notamment le PAM, l'UNICEF et l'UNESCO. ECW s'associe à ces agences pour plaider au niveau mondial en faveur d'un engagement politique et de ressources financières accrues pour soutenir les interventions scolaires répondant aux besoins en matière d'éducation, de nutrition et de santé des enfants vivant dans des situations de crise. Au niveau national, ECW facilite le développement d'une éducation intégrée dans les plans d'intervention d'urgence, à travers laquelle elle soutient la création de coalitions de partenaires pour travailler en collaboration afin d'obtenir des résultats éducatifs collectifs. ECW a répondu résolument aux effets néfastes de la pandémie de COVID-19 sur le système éducatif en soutenant l'éducation à distance, le soutien psychosocial, l'alimentation scolaire, la protection et les services liés à l'EAH, en fournissant un soutien personnalisé aux stratégies et aux plans nationaux relatifs à la COVID-19. ■

Encadré 4.4

La vision de Mary's Meals en matière d'alimentation scolaire

Graeme Little
Directeur des programmes
Mary's Meals
International

Mary's Meals fournit des programmes d'alimentation scolaire depuis 2002 et soutient actuellement plus de 1,6 million d'enfants dans plus de 3 000 écoles et 19 pays à travers l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, l'Europe de l'Est et les Caraïbes.

La vision de Mary's Meals est que chaque enfant reçoive un repas par jour sur son lieu d'éducation et que ceux qui ont plus que le nécessaire partagent avec ceux qui manquent des éléments les plus essentiels. Mary's Meals vise à réduire la faim chez les enfants scolarisés, afin qu'ils puissent s'engager et progresser grâce à l'éducation, et se libérer, ainsi que les générations futures, de la pauvreté chronique.

Mary's Meals fournit des services d'alimentation scolaire par l'intermédiaire des affiliés au programme (organisations établies

Résultats obtenus par Mary's Meals

Après l'introduction des Mary's Meals :

La proportion d'enfants souffrant de la faim a chuté de

71%

Augmentation de

20%

de la scolarisation

Le pourcentage de redoublants a diminué, passant de

**22%
à 4%**

localement et gérées directement par Mary's Meals) et des partenaires du programme (organisations locales mettant en œuvre des programmes d'alimentation scolaire avec le soutien de Mary's Meals). Les affiliés au programme sont essentiels à notre programmation ; les partenaires du programme peuvent permettre à Mary's Meals d'atteindre les enfants dans des contextes qui seraient sinon difficiles ou impossibles à atteindre, ou là où ils sont le mieux adaptés pour atteindre les communautés locales en raison de leur accès aux infrastructures, leur personnel et leurs connaissances locales ; ceci permet de mettre en œuvre des programmes à fort impact, efficaces et peu coûteux.

Mary's Meals est soutenue principalement par une assistance de base ; la gestion des ressources et l'apprentissage à tous les niveaux de la programmation sont assurés par une évaluation et un suivi rigoureux. Mary's Meals continue à participer et à s'engager dans le partage bidirectionnel de l'apprentissage et des connaissances avec d'autres organisations et forums externes, dans l'espoir qu'un jour, tous les enfants recevront un repas quotidien sur leur lieu d'éducation.

De 2014 à 2019, Mary's Meals a communiqué avec plus de 21 000 personnes participant à ses programmes au Malawi, en Zambie et au Libéria, notamment des enfants, des enseignants, des bénévoles et des membres de la communauté, afin de mieux comprendre l'impact des programmes.

Début mars 2020, lorsque la COVID-19 a commencé à s'implanter dans le monde, presque toutes les écoles soutenues par Mary's Meals ont été fermées. Les repas quotidiens sont subitement passés de 1,6 million à quelques centaines.

L'organisation s'est rapidement concentrée sur la recherche des moyens d'atteindre les enfants incapables de fréquenter l'école, reconnaissant que, pour beaucoup, la maison était devenue leur nouveau lieu d'éducation.

En quelques semaines, la plupart des programmes ont été reconfigurés afin qu'ils soient fournis à presque tous les enfants qui ne fréquentaient plus l'école. Ce nouveau modèle a permis aux familles de recevoir des rations à emporter, généralement basées sur les régimes alimentaires locaux, les rations et le calendrier scolaire pour chaque enfant inscrit dans les écoles bénéficiant du soutien. Ces principes essentiels ont permis de répondre efficacement dans des situations très variées.

Les rations étaient collectées par un représentant de chaque famille dans les écoles, qui servaient de points de distribution. L'engagement de Mary's Meals en faveur d'une forte appropriation communautaire et d'un suivi rigoureux a été maintenu, afin d'assurer que la nourriture parvenait à la famille de chaque enfant comme prévu. Des registres de distribution et quelques enquêtes d'impact simples ont été utilisés dans cette nouvelle situation.

En plus de servir les enfants pendant cette période, Mary's Meals continue de développer des projets de soutien supplémentaires aux plus vulnérables dans les zones d'insécurité alimentaire élevée. Cela comprend l'alimentation pendant les vacances et dans les situations d'urgence au Soudan du Sud, en Éthiopie, en Haïti, en Syrie et au Zimbabwe. Dans les zones à forte insécurité alimentaire, où les parents sont souvent incapables de travailler et où les prix des denrées alimentaires ont considérablement augmenté, Mary's Meals adapte sa réponse à cette situation évolutive. ■

Encadré 4.5

Point de vue du BMZ sur la santé et la nutrition scolaires

Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Gouvernement de l'Allemagne

Reconnaissant que des aliments suffisants, abordables et diversifiés sont les conditions essentielles du développement humain, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a fait de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'agriculture et du développement rural une priorité. Le BMZ promeut une alimentation saine pour tous à chaque étape de la vie ; toutefois, les interventions nutritionnelles se concentrent généralement sur les 1 000 premiers jours, ciblant les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants. Afin d'atteindre les enfants et les adolescents d'âge scolaire, le BMZ soutient les programmes nationaux d'alimentation scolaire par le biais d'une coopération bilatérale et en collaboration avec le PAM. Les programmes d'alimentation scolaire non seulement fournissent des repas nutritifs, mais peuvent également contribuer à atteindre une gamme d'objectifs de développement dans des domaines tels que l'éducation, l'EAH, la santé et l'agriculture. L'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale améliore les repas scolaires et, en même temps, fait bénéficier les producteurs locaux d'un marché prévisible, ce qui permet d'accroître la disponibilité d'une grande variété d'aliments sur les marchés locaux, à condition que les programmes d'alimentation scolaire soient conçus en tenant compte de la nutrition. Par conséquent, les programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale sont des interventions nutritionnelles supplémentaires importantes pour atteindre les Objectifs de développement durable (en particulier l'ODD 2) et les cibles nutritionnelles de l'OMS.

Grâce à son aide au développement transitoire, le BMZ soutient l'alimentation scolaire du PAM, notamment l'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale, dans un certain nombre de situations et de pays, par exemple dans le cadre de l'initiative intégrée pour la résilience au

Sahel, au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger et en Mauritanie. Ici, l'alimentation scolaire est mise en œuvre dans le cadre d'une approche intégrée de la résilience, combinant des activités de création d'actifs productifs, de prévention de la malnutrition et de renforcement des capacités sur une période de cinq ans dans les mêmes communautés, afin de transformer les moyens de subsistance. Des repas scolaires nutritifs et des rations à emporter sont fournis pour encourager la rétention scolaire et améliorer l'éducation. Ceci est complété par d'autres activités dans les écoles, telles que les jardins scolaires ou l'élevage, afin de diversifier l'alimentation des écoliers et soutenir les activités génératrices de revenus des comités scolaires. Les écoles sont également utilisées comme plateformes pour diffuser des messages sur l'hygiène, les pratiques familiales et la gestion de l'environnement. Dans le contexte de la COVID-19, le programme a dû être adapté en raison des fermetures d'écoles : les enfants qui ne pouvaient plus fréquenter l'école ont reçu des rations alimentaires. Au cours de la première année de l'initiative, 1 700 écoles ont été soutenues dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire et 294 200 écoliers au total ont bénéficié des activités financées par le BMZ. Les approches intégrées et multisectorielles constituant la pierre angulaire de son aide au développement transitoire, le BMZ soutient en particulier le partenariat du PAM avec l'UNICEF dans la mise en œuvre de programmes intégrés de santé et de nutrition scolaires dans les pays prioritaires, notamment le Sahel, en combinant leurs capacités opérationnelles et leur expertise respective. ■

4.3 Réseaux mondiaux d'information sur l'alimentation scolaire

Le Forum mondial sur la nutrition infantile (GCNF), le plus ancien forum mondial sur les repas scolaires, a tenu son 22^e Forum annuel en 2020. Depuis 2013, le Forum, une réunion annuelle des parties prenantes participant à l'alimentation scolaire, s'est associé au Centre d'excellence du PAM contre la faim au Brésil et a encouragé systématiquement les liens avec l'agriculture et la nutrition locales. Le Forum 2019, qui s'est tenu au Cambodge, s'est concentré sur l'amélioration de la valeur et l'examen des problèmes et des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des programmes de repas scolaires ; le Forum 2018, qui s'est tenu en Tunisie, s'est concentré quant à lui sur les programmes nationaux de repas scolaires pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les multiples avantages sociaux.

De plus en plus de pays portent un intérêt au développement de réseaux mondiaux de partenaires pour soutenir l'alimentation scolaire. Pendant la présidence russe des pays du groupe BRICS en 2015, la Fédération de Russie et la Banque mondiale ont organisé conjointement un Forum mondial sur les programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition, qui s'est tenu les 10 et 11 septembre 2015. L'objectif du Forum était de développer davantage des approches innovantes et globales en matière de protection sociale et de sécurité alimentaire. Depuis lors, éclairée par le consensus mondial croissant sur l'importance des programmes d'alimentation scolaire en tant

que filets de sécurité soutenant la formation du capital humain, la Fédération de Russie travaille en collaboration avec d'autres pays du groupe BRICS pour développer un réseau de partenaires afin de promouvoir l'échange de connaissances sur la coordination de l'alimentation scolaire, car elle reconnaît qu'elle constitue l'un des programmes de protection sociale les plus efficaces.

L'Allemagne soutient les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire afin d'aider à développer une Coalition mondiale pour la distribution de repas scolaires sains dans le cadre de la Décennie mondiale de la nutrition (voir les encadrés 4.5 et 4.6).¹⁴

Voir également l'encadré 4.7 contenant un résumé sur Dubai Cares et sa contribution à la recherche et aux données factuelles en tant que biens publics pour l'éducation.

De plus en plus de pays portent un intérêt au développement de réseaux mondiaux de partenaires pour soutenir l'alimentation scolaire.

14. Pour obtenir des informations plus détaillées, veuillez visiter : http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1819/cfs46/CFS46_TR_V_FOOD_SYSTEMS_CONTD.pdf

Encadré 4.6

Coalition mondiale pour une alimentation scolaire saine et durable

Angelina Balz
Ministère fédéral
de l'Alimentation
et de l'Agriculture
(BMEL)

Gouvernement
de l'Allemagne

Concept : l'Allemagne prévoit de créer une « Coalition mondiale pour une alimentation scolaire saine et durable » avec ses partenaires. Cette Coalition mondiale est un réseau d'action mondial de pays au niveau politique visant à contribuer à la mise en œuvre des résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025.

Buts : la Coalition mondiale souhaite étendre la portée des programmes nationaux de nutrition scolaire et, en particulier, améliorer la qualité de la nourriture et des repas fournis dans les écoles. Notre but est d'augmenter le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation saine et durable dans les écoles d'ici la fin de la Décennie d'action pour la nutrition en 2025.

Objectif : la Coalition mondiale réunira des décideurs politiques des pays intéressés, afin de développer une compréhension commune des politiques et des programmes pouvant lutter à la fois contre la sous-alimentation et le surpoids chez les écoliers. Les pays apprendront les uns des autres comment améliorer la nutrition dans les écoles et dans les autres structures de garde d'enfants pour les enfants de tous âges.

Activités : la Coalition mondiale contribuera à une conférence mondiale sur la nutrition scolaire organisée par l'Allemagne à l'été 2021 à Berlin. Au cours de la conférence, les participants discuteront des domaines essentiels pour les politiques. Les résultats seront intégrés au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021. Tous les pays intéressés sont invités chaleureusement à participer.

En outre, les aspects de la qualité devant être traités dans des lignes directrices et des documents d'orientation relatifs à la nutrition, spécifiques au pays et destinés aux écoles seront discutés et définis au sein de la Coalition mondiale. En partageant les expériences et en échangeant les enseignements tirés et les bonnes pratiques, la Coalition mondiale vise à soutenir le développement, l'amélioration et la mise en œuvre de lignes directrices nationales pour développer une alimentation scolaire saine et durable. ■

Encadré 4.7

Dubai Cares et ses contributions aux biens publics

Annina Mattsson

Directrice des programmes

Dubai Cares

Afin que les enfants reçoivent une meilleure éducation, il est essentiel d'adopter une approche intégrée et holistique de la santé et la nutrition scolaires. Les écoles doivent disposer d'installations EAH appropriées et d'une éducation sanitaire pour prévenir les maladies ; toutefois, la nutrition devrait également figurer dans cette éducation, afin de favoriser le bien-être général des enfants.

Il est temps pour la communauté internationale des exécutants, des donateurs, des gouvernements et des parties prenantes mondiales de renforcer les contributions de l'alimentation scolaire à la réalisation des Objectifs de développement durable. L'alimentation scolaire joue un rôle important en aidant les pays à réaliser certains objectifs directement (ODD 2, 3, 4 et 5) et indirectement (ODD 1, 8 et 10). Notre direction collective devrait être de renforcer et de solidifier le rôle de la recherche et de la mise en œuvre des programmes nationaux d'alimentation scolaire, étayée par des données factuelles. Ceci a constitué un élément central de l'approche de Dubai Cares pour soutenir les programmes de santé et de nutrition scolaires (SHN) depuis sa création en 2007.

Les programmes de santé et de nutrition scolaires de Dubai Cares nous ont appris non seulement que l'alimentation scolaire augmentait l'accès des enfants à l'éducation et à la scolarisation, mais également que lorsque ces programmes généraient des données factuelles, ils étaient plus susceptibles de conduire à la refonte des politiques nationales garantissant que l'alimentation scolaire demeure un pilier essentiel de l'accès à l'éducation, la rétention scolaire et la santé des élèves. C'est en gardant à l'esprit ce renforcement des données factuelles, des résultats et de l'apprentissage que Dubai Cares finance des programmes tels que l'alimentation scolaire du PAM afin de générer des biens publics. Le financement actuel des biens publics comprend la création d'un consortium de recherche de partenaires sur les données factuelles relatives à l'alimentation scolaire, la création d'une base de données mondiale sur l'alimentation scolaire et la publication de ce rapport phare du PAM. Le succès de ces programmes générant des données factuelles encourage les décideurs politiques à des millions d'enfants de rester à l'école, ce qui augmente leurs chances d'avoir un avenir meilleur. Ceci a également contribué à améliorer l'efficacité de la prestation de services dans de nombreux programmes nationaux d'alimentation scolaire, la mise en œuvre et le ciblage et à garantir la rentabilité en effectuant un examen continu de la validité des hypothèses par rapport à la réalité de la mise en œuvre des programmes.

L'amélioration des politiques ne doit pas se faire au détriment de l'échelle et de l'impact programmatiques. Les programmes d'alimentation scolaire qui se sont avérés efficaces intégraient à la fois des politiques pertinentes et des pratiques efficaces. Ils ont également mis en évidence le rôle essentiel des gouvernements nationaux en tant que principales parties prenantes dans la réussite et principaux vecteurs de l'exécution des programmes. Ces programmes ne doivent jamais se détourner de leur objectif principal qui est de fournir un service de qualité qui garantira que les enfants restent à l'école, demeurent en bonne santé et, il est à espérer, obtiennent une éducation de qualité ; à long terme, ceci aidera à sortir les gens de la pauvreté et à fournir l'environnement nécessaire au pays pour améliorer son avenir. C'est ce en quoi nous croyons à Dubai Cares et ce que nous nous efforçons de réaliser. ■

4.4 Coopération Sud-Sud

La coopération Sud-Sud joue un rôle essentiel dans le transfert d'expertise technique relative à l'alimentation scolaire entre les pays. Le Centre d'excellence du PAM contre la faim au Brésil (PAM, 2017b), par exemple, est né de l'engagement conjoint du Brésil et du PAM à aider les gouvernements d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à élaborer des solutions d'alimentation scolaire durables. Le Centre d'excellence du PAM est une plaque tournante mondiale de la coopération Sud-Sud et du renforcement des connaissances, du développement des capacités et du dialogue politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection sociale et les repas scolaires (voir l'encadré 4.8).

En s'appuyant sur cette expérience, en mars 2019, le gouvernement de la Côte d'Ivoire et le PAM ont lancé un Centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition (CERFAM), basé à Abidjan. Le CERFAM joue un rôle important dans la description, la promotion et le partage des bonnes pratiques relatives à l'éradication de la faim et de la malnutrition apprises en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays de la région. Ce Centre apportera une assistance technique dans la mise en œuvre des politiques et des programmes de lutte contre la faim et la malnutrition et mobilisera des ressources pour soutenir l'adoption de bonnes pratiques et de solutions innovantes.

Encadré 4.8

Le travail du Centre d'excellence du PAM au Brésil : dix ans de coopération internationale

Sharon de Freitas
et **Yasmin**
Wakimoto

Centre d'excellence
du PAM contre la
faim

Dans le cadre de ses efforts en matière d'aide humanitaire et au développement, le PAM a cherché à approfondir ses partenariats avec un plus large éventail d'acteurs. L'expérience réussie du Brésil – pays leader dans la mise en œuvre de solutions durables aux problèmes et aux crises dans des situations stables – dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle complète utilement le leadership du PAM en matière d'alimentation scolaire dans le monde. Après une série d'initiatives de coopération sur les efforts humanitaires et la coopération Sud-Sud, le PAM et le gouvernement brésilien ont créé le Centre d'excellence du PAM contre la faim au Brésil (CdE PAM Brésil) en 2011. Depuis lors, le CdE PAM Brésil a servi de centre d'échange de connaissances et de lieu de dialogue politique pour les pays

en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Avec l'assistance et le partenariat indéfectibles de l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et du Fonds brésilien pour le développement de l'éducation (FNDE), ce nouveau bureau a commencé à soutenir les partenaires du PAM et les gouvernements des pays du Sud.

Au cours de ses cinq premières années de fonctionnement, le CdE PAM Brésil a organisé 51 visites d'étude au Brésil pour 40 pays, soutenu 38 missions d'assistance technique dans le pays d'experts brésiliens et aidé à organiser 12 consultations participatives nationales. Le bureau de Brasilia a collaboré avec les pays afin de renforcer leur appropriation nationale et leur autonomie au niveau de la conception et de la mise en œuvre de politiques et de programmes d'alimentation scolaire de qualité. Ceci a été rendu possible grâce à une approche ancrée dans les principes de la coopération Sud-Sud, ainsi qu'à l'expertise et au leadership politique apportés par les politiques brésiliennes et leur succès dans la lutte contre la pauvreté et la faim. Cette force a également aidé à établir des partenariats stratégiques afin de faciliter les échanges et les réseaux et a contribué à créer un environnement favorable à la recherche de solutions nationales.

L'Union africaine (UA) a participé à l'une des principales initiatives issues de ces cinq premières années. En 2015, une délégation de personnels de l'UA et de ministres des pays africains s'est rendue au CdE PAM Brésil afin de tirer parti de l'expérience du pays en matière d'alimentation scolaire. Ce partenariat a abouti à une série de résultats et de mécanismes de coordination, notamment l'adoption de la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA), la création de la Journée africaine de l'alimentation scolaire le 1er mars et l'établissement du Réseau panafricain. Récemment, le CdE PAM Brésil a finalisé le premier cycle de son partenariat avec l'UA en soutenant l'étude sur l'alimentation scolaire durable dans l'Union africaine (Union africaine, 2018). Cette étude a été lancée en 2018, lors de la Journée africaine de l'alimentation scolaire à Harare ; les instruments du Cluster Alimentation scolaire de la CESA ont été lancés lors de la Journée africaine de l'alimentation scolaire, à Abidjan.

Au niveau des pays, les principaux résultats du CdE PAM Brésil comprennent la mise en œuvre d'un soutien continu à 28 pays et la collaboration avec 76 pays. Ces efforts ont abouti à l'approbation de 20 plans d'action et à l'adoption de mécanismes juridiques et institutionnels pour l'alimentation scolaire locale par plusieurs pays. L'Afrique et l'Asie comptent des exemples réussis. Avec le soutien du CdE PAM Brésil, le Kenya a adopté une ambitieuse stratégie nationale de repas et de nutrition scolaires visant à atteindre 1,6 million d'enfants d'ici 2022 ; les cadres et les composantes programmatiques du Bénin ont maintenant mobilisé près de 80 millions de dollars américains du budget gouvernemental pour achever la transition du programme d'alimentation scolaire du PAM vers un programme entièrement national d'ici 2023 ; le Burundi a approuvé une loi sur l'alimentation scolaire assurant une meilleure stabilisation du programme ; et le Bangladesh a institué une autorité nationale des repas scolaires sous la tutelle du ministère de l'Éducation primaire et de masse.

Parallèlement aux principaux changements intervenus dans le développement international, au cours des cinq dernières années, la méthodologie du CdE PAM Brésil a beaucoup changé. Au départ, les pays souhaitaient obtenir des informations concernant l'expérience du Brésil, mais ils ont cherché progressivement à recevoir des conseils techniques sur la manière d'appliquer les connaissances acquises lors de visites d'étude et d'autres échanges et de mieux concevoir et mettre en œuvre des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Cela a également nécessité de passer progressivement de l'organisation de nombreuses visites d'étude à un plus grand nombre de missions techniques dans les pays, et à un soutien à distance fourni par des experts du CdE aux pays partenaires. Le CdE PAM Brésil s'est également rapproché des bureaux de pays du PAM, principaux acteurs de la mise en œuvre des programmes avec les gouvernements nationaux.

Les demandes d'assistance technique du CdE concernent principalement la consolidation ou l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire dans les domaines suivants : conception et ciblage, plans de financement, participation sociale et mécanismes de transparence, coordination intersectorielle, et suivi et évaluation. Dans le but d'apporter une réponse adéquate à ces changements importants, le CdE PAM Brésil a élaboré une stratégie de soutien à distance appelée « Échanges virtuels » et a mis à profit sa longue expérience en matière d'alimentation scolaire pour améliorer ses produits et services. Dans de nombreux bureaux de pays et bureaux régionaux du PAM, les échanges virtuels du CdE PAM Brésil ont soutenu des approches systémiques relayées par l'assistance opérationnelle des bureaux du PAM, notamment dans les situations d'urgence telles que la pandémie de COVID-19.

Au cours de l'année 2019, le CdE PAM Brésil a aidé dix pays d'Afrique et d'Asie à augmenter leurs efforts concernant les cibles de l'ODD 2 (Bénin, Togo, Gambie, Tanzanie, Ouganda, Lesotho, Mozambique, Burundi, Népal et Arménie). En utilisant des approches de coopération Sud-Sud et de renforcement des capacités, le CdE PAM Brésil a soutenu cinq ateliers techniques, dix missions dans les pays et une visite ministérielle au Brésil. Le CdE PAM Brésil a également aidé à la conception de 15 documents de politiques nationales, organisé deux événements internationaux majeurs sur l'alimentation et la nutrition scolaires et fourni une assistance directe et à distance au bureau de pays du PAM et à l'État de la Gambie pour mobiliser 16 millions de dollars américains, afin de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire locaux. Depuis 2019, le CdE PAM Brésil a également renforcé sa coopération avec le bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, basé à Dakar, afin de soutenir sa planification et sa mise en œuvre. Enfin, en partenariat avec l'Institut brésilien du coton, le CdE PAM Brésil aide les petits producteurs de coton de quatre pays africains à accroître l'utilisation des sous-produits du coton et à favoriser la vente des cultures vivrières associées aux programmes d'alimentation scolaire. ■

4.5 Partenariats et coordination au niveau régional

Des progrès ont été accomplis dans le développement de structures régionales officielles conçues pour promouvoir le partenariat et la coordination en matière d'alimentation scolaire au niveau régional. Ces plateformes permettent aux pays et aux partenaires de se réunir pour définir des politiques, convenir d'actions et organiser leur soutien.

4.5.1 Afrique

L'Union africaine (UA) soutient l'élargissement des programmes d'alimentation scolaire nationaux (voir l'étude de cas 4.1). Lors du Sommet de l'UA en 2016, les chefs d'État africains ont reconnu que l'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale était une intervention importante traitant les problèmes en matière d'éducation, la faim et la pauvreté de manière intégrée. En 2017, l'UA a créé un cluster d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale – une plateforme continentale visant à assurer la coordination et le renforcement des partenariats et des liens entre les connaissances, les politiques et les pratiques parmi les décideurs politiques, les praticiens et les chercheurs africains dans le domaine de l'alimentation scolaire, ainsi qu'à faciliter l'échange des connaissances avec des partenaires non africains. Ce cluster est soutenu par le Centre d'excellence du PAM au Brésil, le bureau Afrique du PAM, la FAO, l'UNESCO et l'UNICEF. En 2018, le cluster a publié une étude de base sur les efforts d'alimentation scolaire en Afrique intitulée *Alimentation scolaire durable dans l'ensemble de l'Union africaine* (Union africaine, 2018).

L'UA a également créé un forum régional en 2016, la Journée africaine de l'alimentation scolaire, célébrée chaque année le 1er mars. Chaque année, des ministres de tout le continent se réunissent pour faire le point sur les progrès de l'alimentation scolaire, plaider pour en faire une priorité des politiques nationales, et convenir des prochaines étapes. En 2019, l'UA a demandé à tous les ministres de l'Éducation du G7 de donner la priorité à la question de la santé, la nutrition et l'alimentation scolaires.

Au niveau sous-régional, il existe peu de réseaux d'alimentation scolaire actifs, malgré la présence de structures régionales de coordination de l'éducation bien établies, notamment le Groupe de coordination régional sur l'ODD 4-Éducation 2030 pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, présidé par l'UNESCO, et le Groupe de travail régional sur l'éducation en situation d'urgence, coordonné par l'UNICEF et Plan International.

4.5.2 Amérique latine et Caraïbes (ALC)

Au cours des deux dernières décennies, le type et le niveau de participation des partenaires aux interventions de santé et de nutrition scolaires, y compris l'alimentation scolaire, ont évolué. Dirigés par l'appropriation et le leadership nationaux, les agences des Nations Unies, les organes régionaux et les organisations multilatérales, les ONG, les universités et le secteur privé se sont de plus en plus rapprochés.

Au cours de la dernière décennie, le PAM a renforcé et diversifié son portefeuille de partenariats au niveau régional dans les domaines de la protection sociale, la nutrition et l'alimentation scolaire, notamment avec des organismes régionaux tels que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ou le Secretaría de la Integración Social Centroamericana (SISCA) ; des universités et des groupes de réflexion tels que l'Institut national mexicain de santé publique (INSP) et l'Oxford Policy Management (OPM) ; le secteur privé, tel que DSM, Sodexo et Mastercard ; et des efforts conjoints avec plusieurs agences des Nations Unies telles que la FAO, l'UNICEF et la Banque mondiale.

Depuis plus de dix ans, les Séminaires régionaux sur l'alimentation scolaire (organisés conjointement par le PAM et les gouvernements nationaux tournants, en collaboration avec d'autres partenaires), ont fourni une plateforme unique pour partager les connaissances à travers et à l'extérieur de la région, pour discuter des approches réussies et des difficultés communes et pour favoriser la coopération Sud-Sud, afin d'obtenir des programmes plus durables et plus efficaces. Le Séminaire régional de 2017 organisé au Mexique a enregistré une participation de haut niveau de plus de 20 pays et d'un grand nombre de partenaires et d'experts internationaux et régionaux. Le prochain Séminaire régional sur les repas scolaires pour l'Amérique latine et les Caraïbes devrait avoir lieu en Colombie en 2021.

Les études et publications régionales axées sur l'alimentation scolaire jouent également un rôle fondamental pour entretenir le dialogue régional sur les plans stratégique et technique. Celles-ci sont souvent le résultat d'efforts conjoints entre les gouvernements et leurs partenaires. Une publication régionale publiée par la FAO et le PAM en 2019 décrit comment la coopération et les efforts conjoints des deux agences se sont développés et officialisés dans certains pays, notamment la Colombie, le Honduras et le Guatemala. L'une des publications les plus complètes axées sur l'alimentation scolaire dans la région, *Smart School Meals*, a été publiée en 2018. Dirigée par le PAM, ce document est le résultat des efforts de 16 pays, d'agences des Nations Unies, d'ONG et de fondations, notamment la FAO, l'UNICEF, l'UNESCO, le PCD et la GCNF, ainsi que d'experts reconnus du monde universitaire, tels que l'IFPRI, et du secteur privé.

La pandémie de COVID-19 a généré de nouvelles opportunités de partenariat dans toute la région. Une lettre d'intention régionale et un document conjoint destiné à guider le processus de réouverture des écoles dans la région ont été publiés en 2020 par le PAM, l'UNICEF, l'UNESCO et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), appelant à une action conjointe, notamment au niveau des interventions scolaires, de la nutrition et de la protection sociale. Une déclaration régionale conjointe a été publiée par l'OPS, l'UNICEF, le PAM et la FAO. Plusieurs lignes directrices mondiales et régionales relatives à l'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19 ont également été publiées conjointement par ces acteurs.

Les partenariats au niveau régional constituent des plateformes permettant aux pays et aux partenaires de se réunir pour définir des politiques, convenir d'actions et organiser leur soutien.

4.5.3 Asie

En août 2016, la première réunion du Réseau d'alimentation scolaire de l'Asie du Sud s'est tenue au Bhoutan avec la participation de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka. Des experts des sept pays se sont réunis pour partager les difficultés, les enseignements tirés et les approches innovantes des programmes d'alimentation scolaire en cours de mise en œuvre dans chaque pays.

La première réunion du Réseau d'alimentation scolaire de l'Asie du Sud-Est s'est tenue en juillet 2017 avec la participation du Cambodge, de l'Indonésie, de la RDP Lao, du Myanmar, des Philippines et du Timor-Leste. La réunion a rassemblé des experts des six pays pour discuter de la meilleure façon de fournir des repas scolaires aux élèves de leur pays.

4.6 Partenariats et coordination au niveau national

Compte tenu de leur nature multisectorielle, les programmes d'alimentation scolaire aident les gouvernements nationaux à améliorer le dialogue entre et au sein des différents ministères de tutelle et à se coordonner avec les partenaires de développement. Les enseignements tirés au cours des dernières décennies suggèrent que les partenariats opérationnels fonctionnent de manière optimale lorsqu'ils sont alignés sur les politiques nationales et supervisés par des mécanismes de coordination nationaux.

Au niveau national, il est essentiel de bien identifier les priorités de développement d'un gouvernement et les difficultés auxquelles il est confronté pour comprendre comment les programmes de santé et de nutrition scolaires contribuent à la réalisation des objectifs plus larges du gouvernement. Ceci est crucial pour engager les gouvernements nationaux de manière efficace et stratégique et pour garantir leur soutien à long terme à ces programmes, notamment dans un contexte de concurrence des priorités et de limitation des ressources. Une telle approche de partenariat avec les États prend en compte un engagement étroit non seulement avec les ministères de tutelle concernés, mais également avec les ministères des Finances et de la planification qui jouent un rôle essentiel dans la gestion des fonds provenant des budgets nationaux, notamment les décaissements de prêts concessionnels par les institutions financières internationales.

De même, il est important de comprendre comment les institutions financières internationales travaillent avec les gouvernements et comment les interventions d'alimentation scolaire contribuent aux programmes à grande échelle dirigés par le gouvernement et financés par des financements concessionnels. Cela pourrait notamment requérir l'ouverture d'un dialogue stratégique avec les gouvernements et leurs partenaires financiers internationaux afin de déterminer des moyens concrets pour augmenter l'impact des programmes d'alimentation scolaire sur le capital humain, et des investissements dans les infrastructures à grande échelle, en plus des investissements dans l'éducation, la santé et la protection sociale. Dans le contexte d'après la pandémie de COVID-19, les investissements dans la mise en œuvre de solutions d'apprentissage alternatives grâce à la technologie numérique – l'une des priorités de nombreux gouvernements et institutions financières internationales – pourraient également devenir pertinents.

Les partenariats au niveau des pays sont essentiels pour développer et mettre en œuvre des programmes intégrés de santé et de nutrition scolaires. Au niveau opérationnel, il existe plusieurs exemples de conception de programmes intégrés rassemblant des parties prenantes de l'éducation, de la santé et de l'agriculture pour promouvoir des approches coordonnées, afin de répondre aux besoins des enfants au plan national. Ceux-ci comprennent des ensembles intégrés de santé et de nutrition scolaires réunissant les gouvernements, les agences des Nations Unies et les ONG partenaires afin d'améliorer l'accès des filles à l'éducation au Tchad, au Niger et au Malawi, notamment (voir l'encadré 2.5).

Cette approche est soutenue à la fois par les gouvernements nationaux et par les donateurs de développement. Les programmes McGovern-Dole de l'USDA, par exemple, appellent à la conception d'approches intégrées rassemblant différents acteurs par le biais de programmes d'alimentation scolaire, d'alphabétisation et de santé scolaire bien conçus. Au Cambodge, les repas scolaires soutenus par l'USDA et mis en œuvre par le PAM sont complétés par des infrastructures scolaires améliorées, par des interventions de compétences fondamentales en lecture, par la formation d'enseignants par des ONG spécialisées dans l'éducation, par le soutien ASBAL de la FAO aux agriculteurs et aux jardins scolaires et par des recherches et des évaluations sur les modèles d'alimentation scolaire en collaboration avec le ministère de l'Éducation.

Les ONG sont des acteurs essentiels dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire ; elles influencent la politique internationale en sensibilisant à l'échelle mondiale et nationale à l'importance de la santé et de la nutrition scolaires pour le bien-être des enfants. Les ONG ont un avantage comparatif pour la mise en œuvre de services efficaces et l'accès à des zones que les grandes agences ne pourraient pas atteindre seules. En outre, elles ont souvent une présence à long terme au sein des communautés et une bonne compréhension de la situation dans laquelle ces communautés vivent, ce qui leur permet d'établir une relation précieuse avec les enfants et les familles qu'elles servent. Les agences des Nations Unies travaillent en étroite collaboration avec les ONG dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire : par exemple, en 2019, le PAM a travaillé avec 49 ONG internationales et plus de 80 ONG locales sur des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde.

Les programmes intégrés rassemblent des parties prenantes de l'éducation, de la santé et de l'agriculture pour répondre aux besoins des enfants.

Dans de nombreux pays, les ONG locales et internationales jouent un rôle crucial dans la direction de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire. Mary's Meals, Catholic Relief Services, Project Concern International, Save the Children International, World Vision, Mercy Corps et Care International font partie des ONG participant à l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu.

Le secteur privé est un partenaire important au niveau national. Des fondations et des entreprises telles que Stop Hunger et Mastercard, notamment, apportent un soutien aux connaissances et à la recherche sur l'alimentation scolaire et aident les pays à améliorer l'efficacité de leurs programmes d'alimentation scolaire. Le partenariat du PAM avec Stop Hunger, par exemple, a soutenu 17 pays depuis sa création ; en 2019, il a permis de distribuer des repas scolaires à plus de 1,6 million d'enfants. Stop Hunger a soutenu la publication des Lignes directrices relatives à la salubrité et la qualité des aliments pour des repas scolaires plus sûrs et a fourni une assistance technique au PAM dans des domaines tels que la chaîne d'approvisionnement, les achats, la qualité des aliments et les problèmes de sécurité liés aux repas scolaires, en mettant un accent particulier sur le genre. De même, Mastercard a soutenu la mise en œuvre d'analyses coût-bénéfice pour aider à présenter des arguments économiques en faveur de l'alimentation scolaire dans 20 pays.

4.7 Prochaines étapes

Une coalition grandissante de partenaires travaille en collaboration pour aider les gouvernements à promouvoir la mise en œuvre d'ensembles intégrés de services de santé et de nutrition scolaires, l'alimentation scolaire constituant un élément essentiel de ces ensembles. La nouvelle Stratégie d'alimentation scolaire du PAM 2020-2030 appelle à une approche de partenariat plus solide, à travers laquelle les gouvernements, les acteurs régionaux et les partenaires de développement travaillent ensemble pour tenir la promesse d'améliorer le développement du capital humain pour les enfants les plus vulnérables du monde. Voici certaines des principales priorités pour les dix prochaines années :

- renforcer et accroître les efforts conjoints de plaidoyer afin d'accroître les engagements mondiaux en faveur des interventions d'alimentation scolaire. Les partenaires mondiaux doivent travailler en collaboration pour faire en sorte que le bien-être des écoliers soit inclus dans les discussions et les priorités mondiales sur l'éducation, la santé et la protection sociale. Cela comprend la mise à jour des objectifs mondiaux (notamment les ODD), avec des indicateurs sur la santé et la nutrition scolaires. Les efforts conjoints de sensibilisation devraient inclure la création d'une coalition mondiale pour la santé et la nutrition scolaires, l'engagement de champions mondiaux et régionaux dans l'éducation, la santé et la nutrition, l'agriculture et la protection sociale, ainsi que la mobilisation du grand public afin d'obtenir une approche communautaire. Les gouvernements nationaux mènent les efforts de plaidoyer et de mise en œuvre au niveau des pays ; ils devraient coordonner les partenaires afin de soutenir l'élaboration et la consolidation de programmes nationaux intégrés. Les partenaires comprendront : les gouvernements, le système des Nations Unies (PAM, FAO, OMS, UNICEF, HCR, UNFPA, UNESCO), ECW, le PME, la Banque mondiale, le secteur privé, les organisations de la société civile, les ONG, les universités et les instituts de recherche ;



- mieux comprendre les mécanismes de financement existants et la gamme d'opportunités en matière de santé et de nutrition scolaires. Il est essentiel de mieux comprendre le financement mondial de l'alimentation scolaire et de la santé et la nutrition scolaires. La détermination des ressources institutionnelles et thématiques aidera les gouvernements nationaux, les donateurs et les partenaires d'exécution à améliorer la coordination institutionnelle et la prise de décision ;
- soutenir les groupes régionaux ayant donné la priorité à l'alimentation scolaire et à la santé et la nutrition scolaires. Un soutien devrait être fourni à l'Union africaine, ainsi qu'aux partenariats avec l'AUDA, l'OCI, l'ASEAN et aux autres organismes régionaux cherchant à soutenir de plus en plus les efforts régionaux et l'appropriation, conformément à la nouvelle Stratégie d'alimentation scolaire du PAM. Ces partenariats devraient être renforcés afin de soutenir la coordination régionale et l'échange de connaissances. Des conseils techniques et politiques d'experts devraient être fournis en matière de filets de sécurité sociale et de protection sociale, de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi qu'en matière d'éducation, en mettant un accent particulier sur la réalisation des objectifs favorisant l'égalité des genres ;
- développer les approches de coopération Sud-Sud. Les partenaires, notamment le Centre d'excellence du PAM au Brésil, sont essentiels à cet égard, ainsi que d'autres acteurs techniques. Des pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique ont élaboré des programmes d'alimentation scolaire solides et ont déjà reçu des délégations lors de visites d'échange. Cet engagement pourrait être officialisé en partageant des enseignements par le biais de Centres d'excellence.

Étude de cas 4.1

L'Union africaine : partenariats pour l'alimentation scolaire

S.E. Sarah Mbi Enow Anyang
Commissaire
aux ressources
humaines, à la
science et à la
technologie de la
Commission de
l'Union africaine

Lors du sommet de l'Union africaine (UA) en 2016, les chefs d'État ont pris la décision (Assembly/AU/Dec.589 [XXVI]) de reconnaître la valeur de l'alimentation scolaire, car elle constitue un outil majeur pour contribuer à réaliser les objectifs de la Stratégie continentale de l'éducation continentale (CESA 2016-2025) en assurant l'accès, la performance et l'achèvement de l'éducation pour tous, ainsi qu'à éliminer la faim et à réduire la pauvreté, en particulier, là où l'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale est pratiquée.

Au cours des dernières années, l'UA, avec le soutien du PAM, s'est efforcée de fournir aux États membres les outils nécessaires pour garantir aux enfants l'accès à des programmes d'alimentation scolaire intégrés, efficaces, durables et issus de la production locale. En conséquence, les pays africains ont fait de l'alimentation scolaire une priorité nationale.

Dans 39 pays du continent africain, les gouvernements financent et gèrent des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le Ghana, le Malawi, le Kenya et le Zimbabwe nourrissent tous plus d'un million d'écoliers, tandis que l'Égypte et le Nigéria nourrissent chacun plus de 9 millions d'enfants chaque jour de l'année scolaire.

De nombreux gouvernements s'approvisionnent de plus en plus localement pour l'alimentation scolaire, auprès de petits exploitants agricoles, dans le but de stimuler l'agriculture locale, de renforcer les systèmes alimentaires locaux et de sortir les gens de la pauvreté : 21 des 39 pays mettent en œuvre des programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale.

Plus de 65 millions d'enfants à travers le continent africain reçoivent une alimentation scolaire. Cependant, plus de 60 millions d'enfants à travers l'Afrique vivant dans l'extrême pauvreté n'ont toujours pas accès à ces programmes. L'escalade des conflits armés provoque une urgence humanitaire sans précédent dans plusieurs régions d'Afrique et l'impact sur les enfants, les femmes et les hommes est dramatique. Les plus grandes lacunes en matière d'alimentation scolaire se situent dans la région du Sahel et dans la Corne de l'Afrique, ce qui confirme que le taux de couverture est le plus faible là où les besoins sont les plus grands.

L'Union africaine appelle les chefs d'État et les gouvernements à s'engager à renforcer l'alimentation scolaire en encourageant le financement national, qui constitue un moyen essentiel d'assurer un environnement d'apprentissage permanent, sain et propice dans tous les sous-secteurs, afin d'élargir l'accès à une éducation de qualité.

En outre, l'UA et les gouvernements doivent forger des partenariats solides, motivés par nos valeurs et nos objectifs politiques communs et avoir un impact sur le terrain. L'UA appelle également la communauté internationale à soutenir la réponse aux besoins humanitaires croissants, mais également à intensifier les opérations de résilience pour promouvoir l'éducation et améliorer la nutrition et le bien-être des écoliers en Afrique, notamment dans les pays fragiles qui ne sont pas encore capables d'atteindre seuls tous les enfants vulnérables. Aidez-nous à apporter un soutien technique aux pays prêts à lancer ou à étendre leurs programmes nationaux, mais qui recherchent des conseils ; défendons conjointement la santé et la nutrition scolaires et faisons d'elles une priorité sur le continent. ■

Étude de cas 4.2

Amérique latine et Caraïbes : partenariats pour l'alimentation scolaire

Alessio Orgera
Conseiller régional
pour l'alimentation
scolaire

Bureau régional
du PAM pour
l'Amérique latine
et les Caraïbes

Les problèmes rencontrés par les écoliers et les adolescents aujourd'hui ne sont pas les mêmes qu'il y a dix ans. En Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC), l'accès universel à l'enseignement primaire est presque atteint dans la plupart des pays, et les principales priorités des gouvernements sont d'étendre les services éducatifs aux enfants d'âge préscolaire et secondaire et d'améliorer la qualité de l'éducation pour tous les enfants, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. Le double fardeau de la malnutrition, une préoccupation croissante dans la région, a réorienté les priorités pour les enfants d'âge scolaire : les gouvernements promeuvent de plus en plus une meilleure alimentation, une bonne nutrition et de saines habitudes alimentaires, traitent et préviennent les carences en micronutriments, et s'efforcent de répondre aux besoins spécifiques des adolescentes et d'autres groupes vulnérables. Les décideurs politiques considèrent de plus en plus l'école comme un point d'entrée privilégié pour répondre aux besoins de santé et de nutrition des filles et des garçons et pour maximiser l'investissement national dans le développement du capital humain. L'ALC est maintenant le pionnier de cette vision et l'alimentation scolaire fait partie des programmes placés en priorité pour la réaliser.

L'alimentation scolaire est l'un des plus grands filets de sécurité de la région. Plus de 78 millions d'élèves reçoivent des repas chaque jour ; l'investissement annuel s'élève à environ 4,3 milliards de dollars et provient principalement des budgets nationaux. Les programmes sont intégrés dans des politiques nationales et des cadres institutionnels solides. Reconnaissant le potentiel élevé de leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire, plusieurs gouvernements ont entrepris des efforts pour maximiser leurs résultats. Conçus traditionnellement pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer l'accès à l'enseignement primaire, principalement, les programmes d'alimentation scolaire sont de plus en plus utilisés dans le cadre d'une approche plus large et intégrée de la santé et de la nutrition scolaires ; ils contribuent aux résultats d'apprentissage et jouent ainsi un rôle essentiel dans le développement du capital humain. Grâce à leur large portée et leur stabilité, les programmes d'alimentation scolaire se sont révélés être d'excellents canaux pour mettre en œuvre d'autres interventions de santé et de nutrition, notamment le déparasitage, la supplémentation en micronutriments, l'enrichissement des aliments, en particulier le riz, et l'éducation sanitaire et nutritionnelle.

Un nombre croissant de pays investissent de plus en plus dans des approches d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale, avec le double objectif de 1) promouvoir la diversité des régimes alimentaires et l'introduction d'aliments frais et locaux dans les repas scolaires ; et 2) relier les programmes nationaux à la production locale des petits exploitants, renforçant ainsi la résilience et aidant à construire des systèmes alimentaires locaux plus durables et inclusifs. Dans certains pays, les écoles se sont également révélées être d'excellents canaux pour promouvoir des approches tenant compte du genre et un changement de comportement social dans plusieurs domaines, notamment la santé, la nutrition et la prévention de la violence et de la xénophobie. Les programmes d'alimentation scolaire dans la région sont largement reconnus comme un élément essentiel des systèmes nationaux de protection sociale plus larges, y compris leur utilisation et leur adaptation en réponse aux chocs tels que les sécheresses prolongées dans le corridor sec d'Amérique centrale, la mobilité humaine et les crises migratoires, ainsi que des épidémies telles que la récente pandémie de COVID-19.

Selon *Smart School Meals* (PAM, 2017d), une étude régionale menée dans 16 pays de l'ALC, alors que de nombreux pays ont clairement entrepris un voyage ambitieux afin de réformer leurs programmes de repas scolaires et traiter ces problèmes émergents, le potentiel nutritionnel des repas scolaires demeure sous-utilisé. Il est nécessaire d'effectuer des investissements plus durables pour maximiser l'impact nutritionnel des programmes d'alimentation scolaire, en particulier pour traiter le problème croissant du double fardeau. Les pays doivent également renforcer les systèmes de gestion nationaux, afin d'éclairer une meilleure prise de décision et d'améliorer la qualité et la durabilité des programmes. L'innovation et la numérisation ont montré des résultats encourageants à cet égard. Il est essentiel d'améliorer la coordination et la complémentarité avec d'autres interventions au sein des systèmes nationaux de protection sociale pour maximiser l'impact et le retour sur investissement de ces programmes. Il est nécessaire de réaliser des investissements supplémentaires pour étendre les approches d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale et garantir les avantages incontestés qu'elles apportent à la nutrition et aux systèmes alimentaires locaux à grande échelle. Enfin, étant donné que la région a été un laboratoire d'approches innovantes et de bonnes pratiques au cours des deux dernières décennies, elle constitue une opportunité importante de systématiser et de partager ces connaissances entre les décideurs politiques et de générer un changement réel dans la région et au-delà. ■

Étude de cas 4.3

L'accord d'échange de dette russo-mozambicain : leadership national et mise en œuvre par le PAM

Anmarie Isler

Division des
partenariats
publics et du
ressourcement

Programme
alimentaire
mondial

La dette extérieure du Mozambique a constitué un obstacle important à l'investissement dans l'éducation et la protection sociale, la situation de la dette du pays étant considérée par le Fonds monétaire international (FMI) être « en détresse ». Le service de la dette publique représente un immense fardeau pour le budget du pays ; cela consomme plus de 50 % des recettes publiques entre 2018-2020 et contribue à la récente détérioration de la situation suite à la chute des prix des matières premières et à la suspension du financement des bailleurs de fonds. En avril 2016, de nombreux créanciers ont mis fin à leur soutien au gouvernement du Mozambique après la révélation d'une dette substantielle non divulguée ; ceci a nui à la réputation financière du pays et entraîné de graves conséquences, notamment l'état de défaut actuel et la dépréciation du taux de change réel (48 % depuis fin 2014). Trouver un moyen durable de restructurer la dette mozambicaine tout en obtenant suffisamment de garanties pour gagner la confiance des créanciers a été une priorité absolue du gouvernement et des partenaires internationaux, à la fois pour réaliser les ODD et pour garantir la stabilité nationale. Les échanges de dette contre le développement offrent une solution pour des pays tels que le Mozambique ; ils permettent en effet de générer des ressources supplémentaires sans sacrifier la viabilité budgétaire et macroéconomique.

En 2013, la Russie a conclu un accord bilatéral avec le Mozambique prévoyant un échange dette-développement de 146 millions de dollars américains. La Russie a convenu que le Mozambique investirait les fonds provenant de l'échange de dette dans des projets de développement convenus d'un commun accord avec une annulation proportionnelle de la dette. En vertu de cet accord, au lieu d'effectuer des remboursements à la Russie, le ministère des Finances du Mozambique a déposé des fonds sur un compte spécial ouvert par la Vnesheconombank russe (VEB) à la Banque centrale du Mozambique. Cet arrangement exigeait que le gouvernement du Mozambique dirige la sélection des projets de développement et du partenaire d'exécution associé. En ce qui concerne les modalités, le gouvernement du Mozambique a soumis un

projet potentiel au ministère russe des Finances pour approbation. Ce dernier a chargé la VEB de débloquer des fonds pour la mise en œuvre par le gouvernement mozambicain. Les fonds ont ensuite été convertis en monnaie nationale et attribués au partenaire d'exécution convenu. Le suivi du processus est assuré par des rapports d'activité annuels ; un rapport final a été présenté au créancier une fois que la mise en œuvre a été achevée.

Le Programme national de repas scolaires (PRONAE), soutenu par des échanges dette-développement et mis en œuvre dans le cadre d'un protocole d'accord entre le PAM et le ministère de l'Éducation du Mozambique, a été jugé positif par les pays en tant que moyen de promouvoir l'investissement dans la résilience et de traiter les causes profondes de la faim. Le PAM a élaboré une proposition visant à acheminer une partie du fonds d'échange de dettes (40 millions de dollars) vers le PRONAE qui a mis à profit la capacité technique et opérationnelle du PAM dans le pays. En 2017, un accord a été conclu en vertu duquel le Mozambique a transféré 8 millions de dollars EU au PAM par an sur une période de cinq ans (de 2017 à 2021). Le PAM a utilisé les fonds pour soutenir la mise en œuvre du PRONAE en partenariat avec le ministère de l'Éducation et du Développement humain. Ce partenariat a renforcé davantage la coordination intersectorielle et la capacité des organes gouvernementaux concernés. Les échanges de dette ont ainsi été utilisés rapidement pour soutenir des projets de développement au Mozambique qui, sinon, seraient peut-être restés sous-financés. En outre, le Mozambique a pu investir dans le secteur de l'Éducation nationale au lieu d'utiliser les fonds pour rembourser ses dettes.

De nombreux aspects ont contribué aux résultats positifs. En matière de coordination et de gouvernance, la participation active des donateurs tout au long des négociations et des étapes de mise en œuvre est essentielle pour s'assurer que toutes les parties responsables suivent les mêmes objectifs. À cet effet, il est vivement recommandé d'organiser des réunions tripartites annuelles afin d'examiner et d'évaluer l'état du projet, pour assurer que les parties travaillent de manière collective et synchronisée et pour renforcer le partenariat. En outre, toutes les parties devraient convenir d'un calendrier de négociation réalisable et le respecter afin de maintenir l'élan. En ce qui concerne la réplique du modèle, chaque cas est différent ; un équilibre doit donc être trouvé entre les besoins locaux et les bonnes pratiques mondiales.

Au Mozambique, le programme de repas scolaires est un investissement dans le secteur de l'éducation ; toutefois, il représente un filet de sécurité important et un moyen efficace de réduire la pauvreté et la faim des ménages les plus vulnérables. Il constitue également un investissement dans l'économie locale, car tous les achats de denrées alimentaires sont effectués au niveau local, notamment auprès des petits exploitants agricoles voisins. La distribution quotidienne de repas scolaires encourage les enfants à fréquenter l'école régulièrement, ce qui contribue à réduire l'absentéisme et l'abandon scolaire tout en améliorant l'apprentissage. Le PAM s'est engagé à aider le gouvernement mozambicain à effectuer une transition, au cours des prochaines années, vers un programme gouvernemental de repas scolaires issu de la production locale, financé et géré au niveau national et à accroître les chances des enfants mozambicains de s'épanouir ; à cet égard, le partenariat dette-développement a joué un rôle central. ■





CHAPITRE 5

**Le rôle mondial et
stratégique du PAM
dans le domaine
de la santé et de la
nutrition scolaires**

Les programmes d'alimentation scolaire ont considérablement augmenté en qualité et en quantité au cours de la dernière décennie (voir le chapitre 1). Ce changement a été entraîné par les pays et les gouvernements nationaux : ils investissent le plus et réalisent le plus sur le terrain.

Il est clair également que les partenaires de développement peuvent contribuer à renforcer et à accélérer les efforts dirigés par le gouvernement (voir le chapitre 4) et que les principaux changements de politique ont joué un rôle important dans la sophistication croissante des programmes (voir le chapitre 2). Le PAM, en tant que principal organisme des Nations Unies en charge de l'alimentation scolaire, a joué un rôle mondial important, à la fois en tant que partenaire et en tant que catalyseur des changements de politiques ; il prend maintenant des mesures plus délibérées pour renforcer et définir plus clairement ces rôles à l'avenir.

Ce chapitre décrit les nouvelles perspectives stratégiques du PAM, ses engagements et ses objectifs. Il définit ce que les gouvernements et les partenaires peuvent attendre du PAM au cours des dix prochaines années, quels seront les priorités et les rôles du PAM et comment le PAM prévoit de changer sa façon de travailler afin de fournir un soutien meilleur et plus important aux gouvernements et aux enfants, en utilisant une nouvelle stratégie décennale pour guider le processus.

La nouvelle Stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM a été élaborée sur la base de données factuelles et sur une analyse des politiques et, en particulier, en concertation avec les partenaires du PAM. La stratégie a été lancée en janvier 2020, après 18 mois de consultations avec les États, les partenaires de développement, les ONG et les organisations de terrain. Elle présente comment le PAM mènera un travail de plaidoyer à l'échelle mondiale et travaillera en partenariat pour aider à garantir une réponse adéquate en matière de santé et de nutrition scolaires pour les écoliers du monde entier. En plus de continuer à mettre en œuvre des programmes directement pour ceux qui en ont le plus besoin, le PAM aidera les États à gérer leurs objectifs et leurs problèmes nationaux, et en particulier à atteindre les 73 millions d'enfants vulnérables dans 60 pays en développement qui ne bénéficient pas actuellement de repas scolaires ni d'autres interventions de santé.

Dans de nombreux cas, le PAM ne devrait pas être l'organisme principal en ce qui concerne le traitement de problèmes particuliers ; il aidera plutôt à trouver des solutions en travaillant en collaboration avec d'autres et en réunissant différents acteurs. Pour ce faire, le PAM tirera parti de ses six décennies d'expérience dans le soutien à l'alimentation scolaire, de son accès et sa connaissance des populations les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre, ainsi que de sa trajectoire de collaboration avec plus de 100 pays sur des programmes nationaux durables d'alimentation scolaire.

L'assistance technique et politique du PAM aux programmes nationaux pourrait avoir une influence positive sur la qualité de vie de 155 millions d'écoliers dans 74 pays, tout en aidant les pays à devenir autonomes dans la mise en œuvre des programmes.

Trois changements majeurs dans l'approche du PAM sont attendus lors du déploiement de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie :

1. Le PAM changera sa façon de travailler et d'agir en partenariat ; renforcera ses capacités de plaidoyer, de rassemblement et d'influence ; et agira en tant que catalyseur et facilitateur des efforts mondiaux, régionaux et nationaux sur la santé et la nutrition scolaires.

2. Le PAM changera sa façon de travailler avec les gouvernements, augmentant la durabilité et l'institutionnalisation de ses efforts grâce à une meilleure compréhension des priorités et des problèmes nationaux, une meilleure utilisation des données factuelles et une concentration accrue sur le renforcement des systèmes et plans nationaux.
3. Le PAM changera la façon dont il fournit l'alimentation scolaire, garantissant une meilleure intégration, cohérence et qualité de la réalisation des programmes, notamment en mettant davantage l'accent sur les rôles de l'alimentation et du mode de vie dans l'obésité, ainsi que la sous-alimentation.

La nouvelle Stratégie d'alimentation scolaire appelle également à mener davantage de recherches afin d'améliorer la qualité des programmes, notamment en créant des conceptions tenant davantage compte du genre et répondant mieux au changement climatique. La réponse permise par la Stratégie 2020-2030 du PAM, et en particulier de son approche des partenariats, a déjà démontré sa pertinence à l'époque de la COVID-19, alors que la fermeture d'écoles conduisait le PAM à redoubler d'efforts ; il travaille en collaboration avec des partenaires pour aider les pays à fournir des programmes de repas scolaires aux enfants déscolarisés.

Le suivi du déploiement de la stratégie constituera une caractéristique marquante des prochaines éditions de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, afin de suivre les progrès et d'optimiser l'approche stratégique en réponse à ces informations et réactions.

5.1 L'ampleur des efforts du PAM

Le PAM est la plus grande organisation humanitaire sauvant des vies et changeant des vies, fournissant une aide alimentaire dans les situations d'urgence et travaillant en collaboration avec les communautés pour améliorer la nutrition et renforcer la résilience. Dans les situations d'urgence, le PAM est souvent le premier sur les lieux, apportant une aide alimentaire aux victimes de la guerre, des conflits civils et des catastrophes naturelles. Lorsque la situation d'urgence se résorbe, le PAM aide les communautés à reconstruire les vies et les moyens d'existence brisés. Le PAM travaille en collaboration avec ses partenaires et les gouvernements pour apporter des solutions à long terme changeant la vie des gens en comblant le fossé entre les activités humanitaires et de développement. Cette approche rompt le cycle de la pauvreté et renforce le capital humain en aidant les gens – en particulier les écoliers, les femmes et les petits agriculteurs les plus délaissés – à accéder à des opportunités éducatives et économiques. Le PAM est la plus grande organisation humanitaire mettant en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, ce qu'il fait depuis plus de 50 ans. En 2019, le PAM a fourni des repas scolaires à plus de 17,3 millions d'enfants dans 50 pays, souvent dans les zones les plus difficiles d'accès.

Outre son rôle humanitaire, le PAM est également mandaté par les Nations Unies pour soutenir les programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier. Depuis plus de 50 ans, le PAM a aidé plus de 100 pays à mettre en place des programmes gouvernementaux et durables. Dans chaque cas, le PAM vise à travailler en partenariat avec les agences des Nations Unies et un vaste réseau d'ONG.

Le PAM travaille avec les gouvernements de deux manières, souvent simultanément :

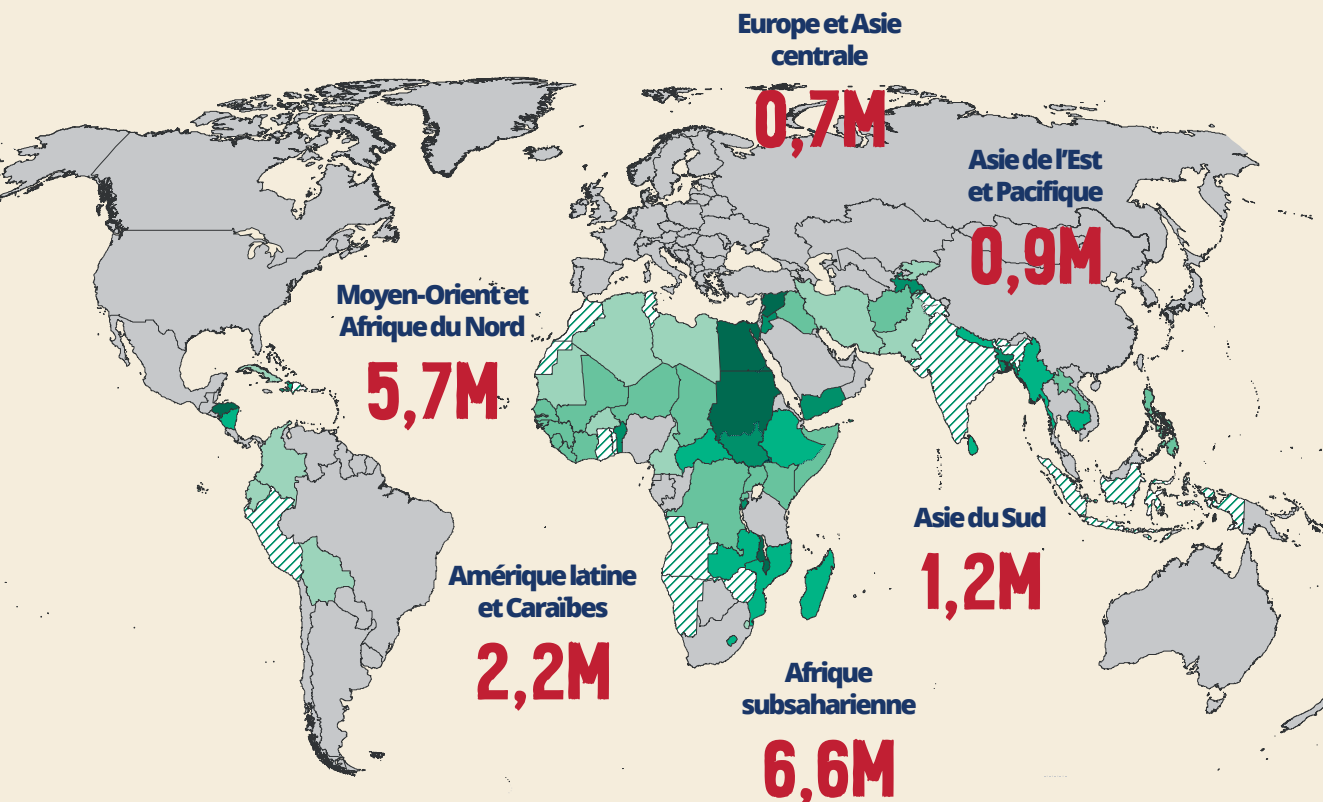
1. L'organisation fournit des repas scolaires aux enfants vulnérables pour soutenir les objectifs nationaux. En 2019, le PAM a fourni des repas scolaires à plus de 17,3 millions d'enfants dans 59 pays, environ 71 % de ces enfants se trouvant en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient (voir la carte 5.1). En 2020, il a travaillé en collaboration avec ces mêmes pays pour les aider à atténuer les effets des fermetures d'écoles dues à la pandémie de COVID-19 ;
2. Le PAM fournit un soutien politique et une assistance technique aux gouvernements afin de les aider à renforcer la durabilité de leurs programmes d'alimentation scolaire. Lorsque les pays se développent économiquement, le soutien opérationnel direct du PAM n'est plus nécessaire, car les gouvernements prennent alors la responsabilité de gérer et de financer ces programmes. Sur les 100 pays qui ont lancé des programmes avec le soutien du PAM, la transition vers l'appropriation nationale a déjà eu lieu dans 40 pays (voir l'étude de cas 5.3 au sujet du Kenya).



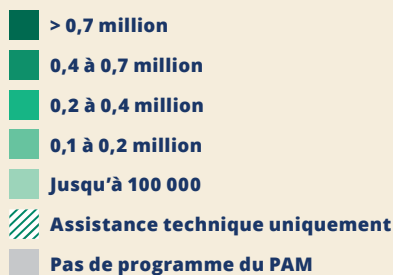
Carte 5.1

Vue générale des programmes d'alimentation scolaire du PAM dans le monde en 2019

Légende : Les programmes d'alimentation scolaire du PAM ont atteint 17,3 millions d'enfants en 2019, dont la plus grande partie vit en Afrique subsaharienne.



Enfants recevant des repas scolaires du PAM



— Frontière internationale Frontière d'armistice ou autre frontière administrative internationale
- - - - - Autre ligne de séparation Frontière spéciale

TOTAL
17,3 MILLIONS
D'ENFANTS



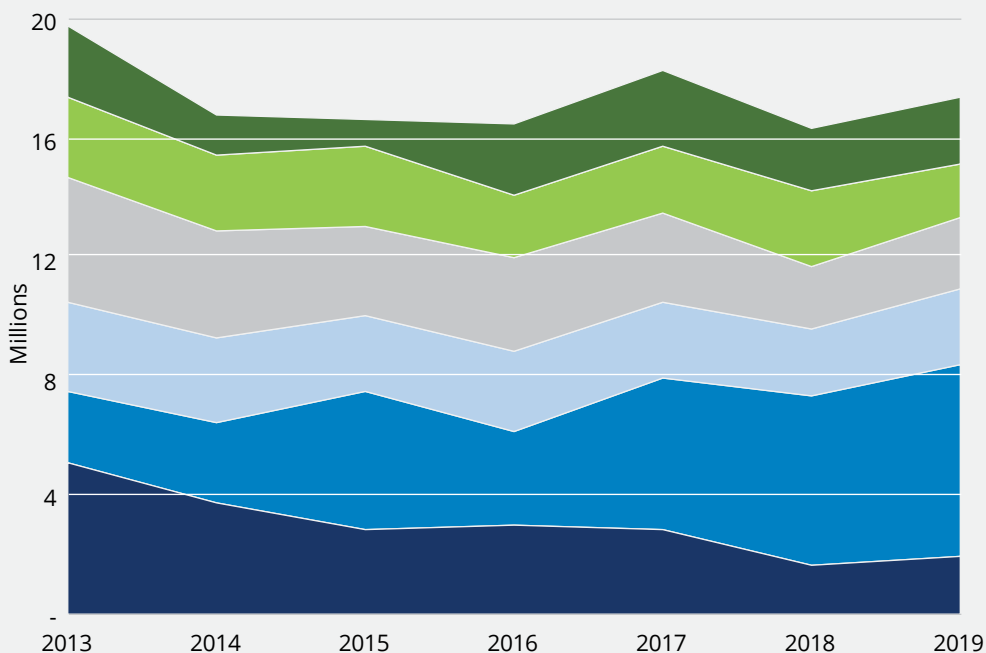
Depuis 2013, le nombre d'enfants bénéficiant chaque année de programmes gérés par le PAM est relativement stable et s'élève à environ 17 millions d'enfants (voir la figure 5.1). La transition vers des programmes gérés par les États s'est produite dans plusieurs pays : au Cambodge, le nombre d'enfants bénéficiant du programme du PAM a diminué, passant de 528 000 à 281 000, à la suite d'un plan de transition réalisé avec le gouvernement ; au Kenya et en Zambie, 1,1 million et 900 000 enfants sont désormais soutenus par leurs gouvernements respectifs. Au cours de cette période, le PAM a entièrement transféré des programmes au Bhoutan, au Ghana, en Indonésie, à Sao Tomé-et-Principe, au Kenya et en Palestine. Il a également augmenté son taux de couverture dans les pays touchés par la crise.

En outre, depuis 2013, le PAM a étendu plusieurs opérations en réponse aux situations d'urgence et aux crises au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment en Égypte, en Jordanie, au Soudan, en Syrie et au Yémen.

Figure 5.1
Évolution du nombre d'enfants recevant des repas scolaires du PAM entre 2013 et 2020

Légende : Le nombre total d'enfants bénéficiant de repas scolaires fournis par le PAM est resté stable entre 2013 et 2020, à environ 17 millions dans le monde. La ventilation par région illustre une diminution en Asie et dans le Pacifique, due principalement à un transfert progressif vers des programmes nationaux, et une augmentation marquée dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, principalement en réponse aux crises.

■ Amérique latine et Caraïbes ■ Afrique de l'Est ■ Afrique australe ■ Afrique de l'Ouest et centrale
 ■ Afrique du Nord, Moyen-Orient, Asie centrale et Europe de l'Est ■ Asie et Pacifique



Le budget du PAM pour l'alimentation scolaire est d'environ 740 millions de dollars américains par an, ce qui en fait l'un des principaux contributeurs aux efforts d'éducation et de protection sociale dans les pays à faible revenu. En 2019, le PAM comptait plus de 160 experts spécialisés travaillant spécifiquement sur l'alimentation scolaire dans 73 bureaux de pays, 6 bureaux régionaux, les Centres d'excellence au Brésil et en Côte d'Ivoire, ainsi qu'au siège du PAM à Rome. Les experts du PAM dans le domaine de la nutrition, de la protection sociale, du suivi et de l'évaluation soutiennent également les efforts d'alimentation scolaire.

Synthèse des activités du PAM en matière d'alimentation scolaire en 2019

- Le PAM a fourni des repas ou des collations scolaires à **17,3 millions d'enfants**, dont **50 % de filles**, dans **90 000 écoles**.
- **Nombre d'écoliers bénéficiant d'une assistance par région du PAM :**
 - Asie et Pacifique : 2,1 millions
 - Afrique du Nord, Moyen-Orient, Asie centrale et Europe de l'Est : 6,4 millions
 - Afrique de l'Ouest et centrale : 2,5 millions
 - Afrique de l'Est : 1,8 million
 - Afrique australe : 2,3 millions
 - Amérique latine et Caraïbes : 2,2 millions.
- En 2019, le PAM a mis en œuvre ou soutenu des programmes d'alimentation scolaire dans **73 pays** (4 pays avec mise en œuvre directe, 55 pays avec mise en œuvre directe et assistance technique et 14 pays avec assistance technique uniquement).
- Rations à emporter sous forme de nourriture ou de transferts monétaires pour **430 000** enfants.
- **4,5 millions d'enfants** ont reçu une alimentation scolaire dans des **situations d'urgence**.
- Dans **40 pays**, le PAM a fourni un soutien aux petits exploitants agricoles par le biais de programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale.

Le nombre d'enfants susceptibles de bénéficier de l'assistance technique du PAM est difficile à estimer avec précision. L'une des formes courantes de soutien technique consiste à aider les pays à élaborer des politiques, des lois et des stratégies en matière d'alimentation scolaire. Il s'agit souvent d'efforts pluriannuels impliquant plusieurs parties prenantes et comprenant de longs processus, qui profitent en fin de compte à tous les enfants du programme national. Dans le cas du Bangladesh, par exemple, la politique nationale d'alimentation scolaire devrait bénéficier à trois millions d'enfants (voir l'étude de cas 5.2).

Le PAM aide également les États à renforcer les systèmes nationaux de suivi, à améliorer leurs critères de ciblage et à améliorer la qualité des aliments. Les nouvelles lois nationales relatives à l'enrichissement des aliments en Inde et au Pérou ont profité à des millions d'enfants, qui reçoivent désormais des micronutriments tels que le fer et la vitamine A dans leurs repas scolaires.

Grâce à cette approche, le soutien technique et politique du PAM pourrait avoir une influence positive sur la qualité de vie de 155 millions d'écoliers dans 74 pays.

Cette estimation correspond au nombre total d'enfants recevant actuellement des repas dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire gérés par les États dans les pays qui bénéficieront du soutien technique du PAM tel que prévu dans sa nouvelle stratégie. La majorité de ces enfants vivent dans des pays stables à revenu intermédiaire, dans lesquels le PAM effectue de plus en plus une transition vers une assistance opérationnelle directe à un soutien technique et au renforcement des capacités.

Cette estimation n'inclut pas les autres types de bénéficiaires indirects, notamment les petits exploitants agricoles et d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement, tels que les traiteurs, les transporteurs et les commerçants. Cet aspect pourrait être approfondi dans les prochaines éditions de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*.

5.2 Contribution du PAM à la soutenabilité et à l'institutionnalisation des programmes

Dans sa politique d'alimentation scolaire de 2009, le PAM s'est engagé à soutenir la transition vers des programmes nationaux. Cet engagement a été renforcé dans la politique actualisée de 2013 et réitéré dans la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* de la même année. Au cours de la dernière décennie, un effort important a été réalisé pour s'assurer que les programmes d'alimentation scolaire sont intégrés correctement dans les cadres nationaux (voir la figure 5.3 illustrant l'évolution de la politique et de la réflexion du PAM sur l'alimentation scolaire).

Cette section explore les changements entre 2013 et 2019, en comparant les données de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a) et du chapitre 1. Cependant, cette analyse porte uniquement sur les pays bénéficiant du soutien du PAM.

Elle indique que les programmes gouvernementaux ont été efficaces, mais elle souligne également que ces types de résultats nécessitent du temps pour se produire. Dans de nombreux cas, ces processus durent cinq ou dix ans, exigeant une vision à long terme, de la patience, de la cohérence et un investissement soutenu de la part du PAM, des partenaires et des donateurs.

Le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans les pays soutenus par le PAM a augmenté, passant de 69 millions en 2013 à 107 millions en 2019 (voir la figure 5.4). Au cours de cette période, le nombre d'enfants qui bénéficient directement des repas scolaires du PAM est resté relativement stable, à environ 17 millions d'enfants (voir la figure 5.1) ; cette croissance est donc essentiellement attribuable aux programmes nationaux mis en œuvre par les États, dont la taille a presque doublé. Cela illustre les investissements importants que les gouvernements ont réalisés. La plus forte augmentation a été enregistrée dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, mais les données montrent que les pays à faible revenu ont également augmenté leurs propres investissements.

Comme indiqué dans la section précédente, bien que le nombre de bénéficiaires du PAM soit resté globalement stable, il existe des variations importantes au niveau de la taille des programmes dans des pays et des régions spécifiques ; cela signifie que les pays qui recevaient un soutien du PAM en 2013 ne reçoivent pas tous cette même quantité de soutien en 2020. Le PAM s'adapte aux contextes locaux, ciblant ses efforts afin de compléter les actions menées par les gouvernements. Par exemple, le gouvernement peut étendre son programme dans les zones urbaines et périurbaines, tandis que le PAM se concentre à soutenir les zones les plus difficiles d'accès du pays.



WFP/Rein Skullerud/Haiti

Figure 5.2
L'évolution d'une priorité politique

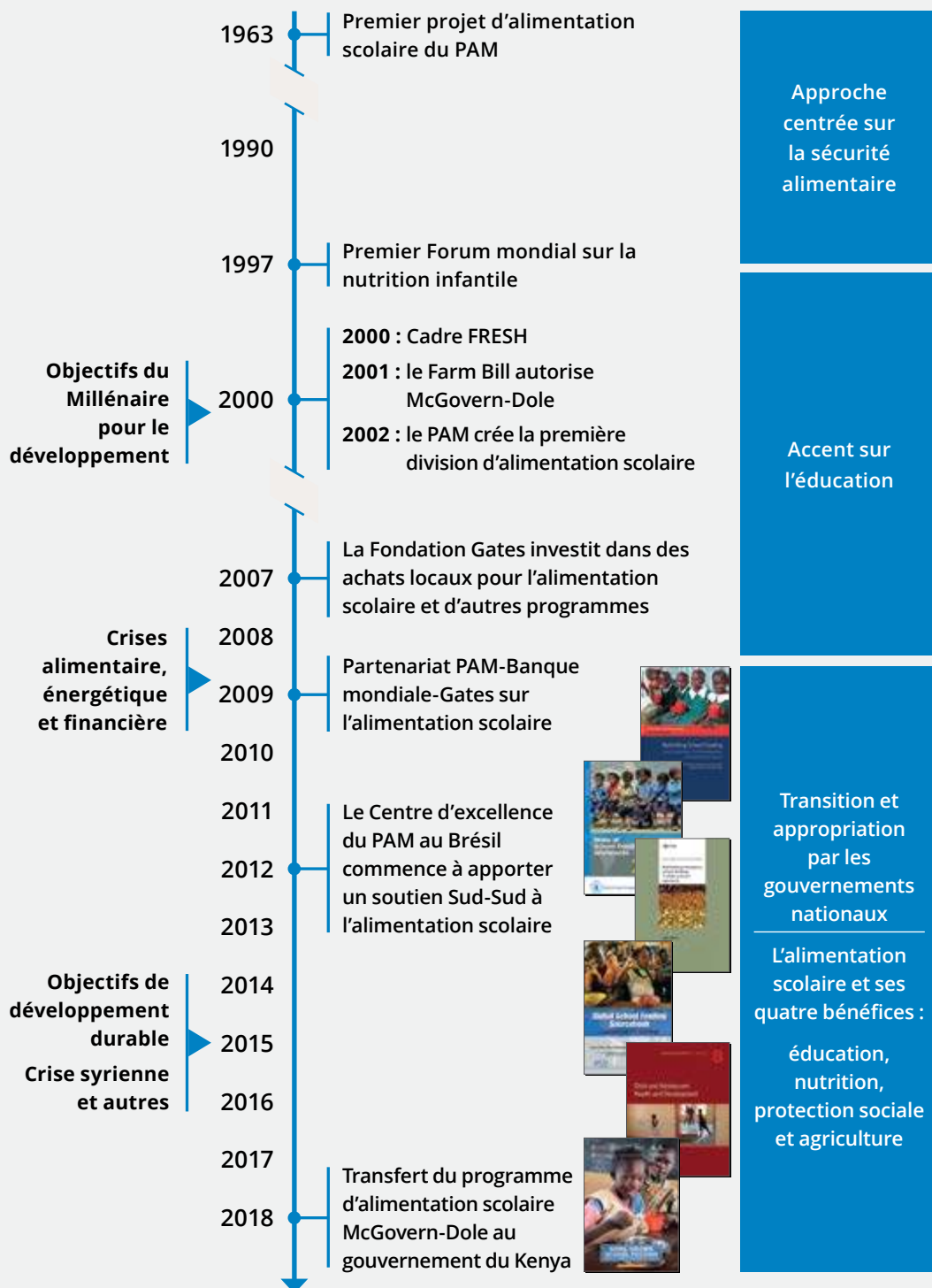
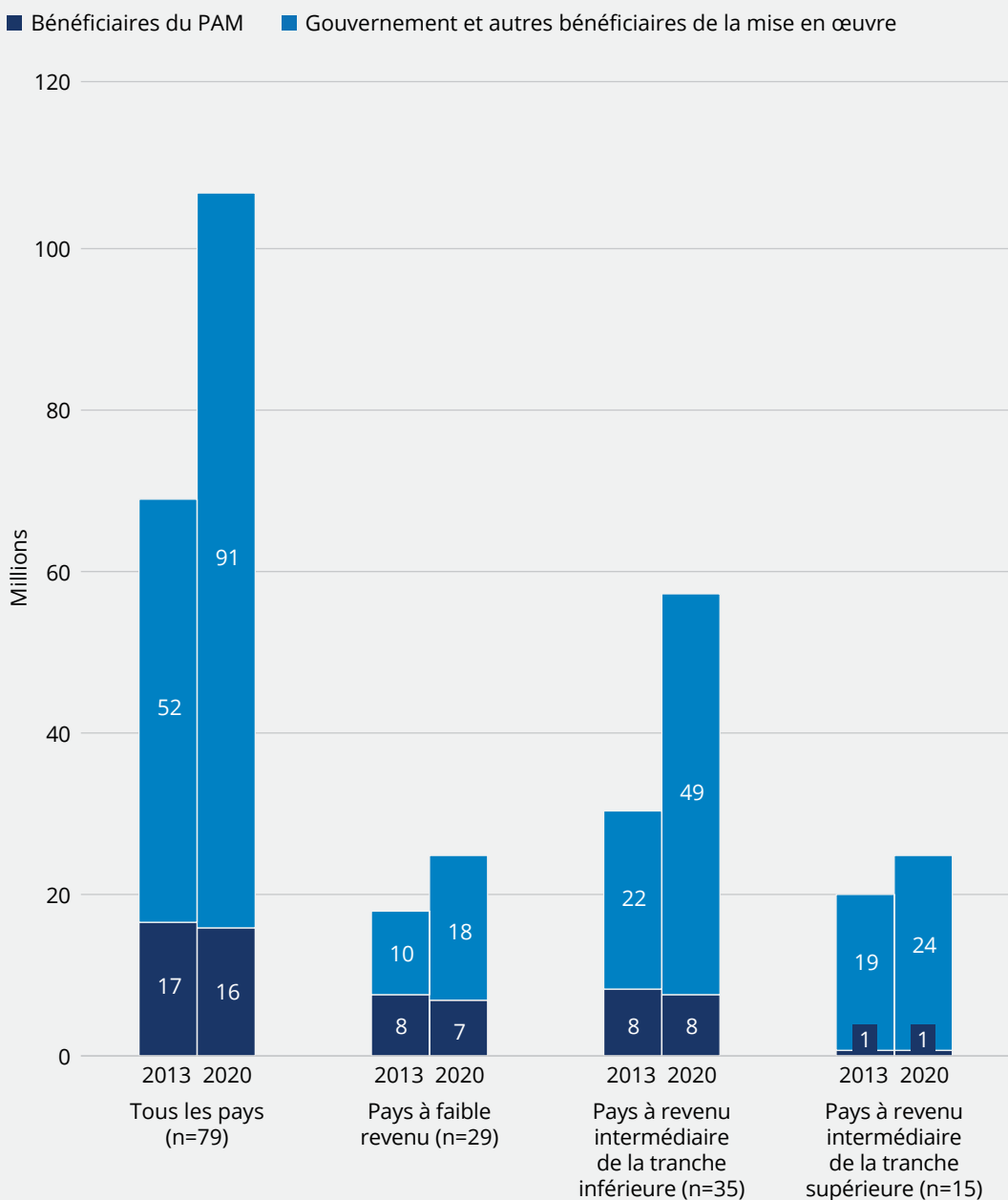


Figure 5.3

Nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM

Légende : Le nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM a augmenté considérablement entre 2013 et 2020, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure où le PAM a soutenu la transition vers des programmes nationaux. Cette augmentation est entièrement imputable aux investissements des gouvernements, tandis que le soutien du PAM est resté le même.



En 2013, 20 % des pays soutenus par le PAM disposaient d'une politique, d'une loi ou d'une stratégie en matière d'alimentation scolaire. En d'autres termes, très peu de pays disposaient d'un cadre politique adéquat établissant des programmes d'alimentation scolaire faisant partie d'efforts de développement national plus larges. En 2019, 80 % des pays soutenus par le PAM disposaient d'un cadre politique (voir la figure 5.5).

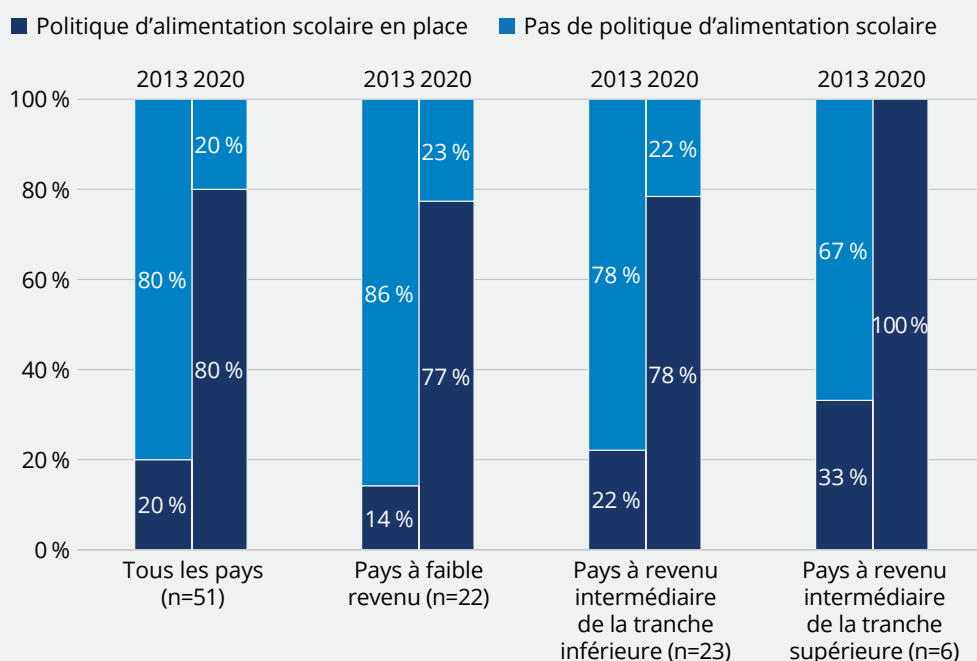
Des progrès ont été accomplis dans toutes les catégories de revenus, même dans les pays à faible revenu dont le niveau de référence de départ était plus bas en 2013. Les progrès réalisés dans plusieurs pays touchés par la crise sont particulièrement remarquables, notamment le Burkina Faso, le Burundi, le Tchad, la République du Congo, l'Éthiopie, la Gambie, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Népal, le Togo et le Yémen.

Depuis 2013, 30 pays ont adopté des politiques, des lois ou des stratégies relatives à l'alimentation scolaire. Dans chacun de ces pays, le PAM a aidé le gouvernement à clarifier ses politiques en matière d'alimentation scolaire, notamment en soutenant des consultations et des ateliers nationaux et régionaux, ainsi que des évaluations et des études en vue d'élaborer des documents juridiques et politiques ; en détachant du personnel dans les bureaux gouvernementaux pour soutenir ces efforts ; et en organisant des visites d'étude.

Figure 5.4

Évolution des cadres politiques dans les pays soutenus par le PAM

Légende : Entre 2013 et 2020, la majorité des pays soutenus par le PAM ont adopté une politique d'alimentation scolaire. La plupart de ces pays ont reçu une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités.



La plupart des pays ont reçu le soutien du Centre d'excellence du PAM au Brésil, en commençant par des visites d'étude pour apprendre directement de l'expérience brésilienne, puis par une assistance technique directe pour aider les pays à élaborer et à approuver des politiques nationales. Le Centre d'excellence du Brésil a montré que la coopération Sud-Sud permettait de générer une volonté politique et de fournir un soutien ciblé de gouvernement à gouvernement (voir l'encadré 4.8).

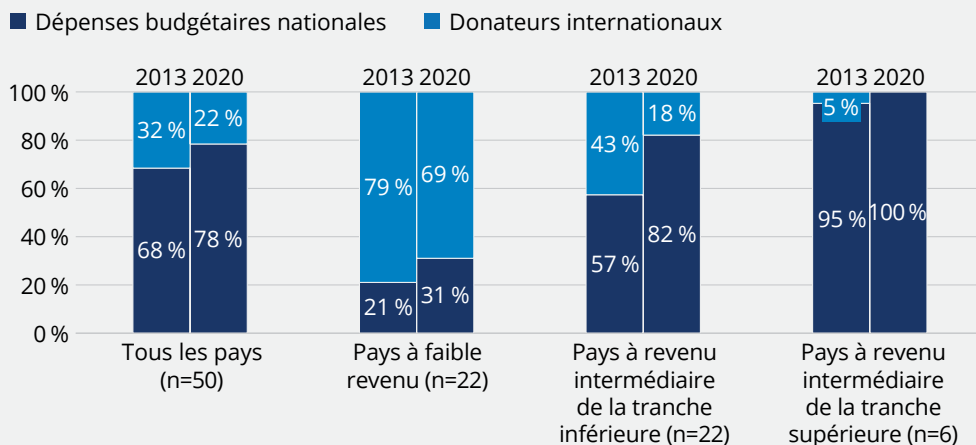
Le cadre SABER constitue un autre outil important dans l'élaboration des politiques nationales. Créé en 2011 par un partenariat dirigé par la Banque mondiale, l'outil Approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'éducation (SABER) est une initiative élaborée pour collecter et diffuser des données et des connaissances comparatives concernant les politiques éducatives dans tous les domaines, y compris la santé scolaire et l'alimentation scolaire. Il est conçu pour aider les pays à évaluer et à renforcer systématiquement leurs systèmes éducatifs. Conformément à sa politique de 2013, le PAM a déployé SABER dans 55 pays ; cet outil a aidé les gouvernements à concevoir des feuilles de route pour institutionnaliser les programmes d'alimentation scolaire. En raison du succès de cet outil, le PAM élabore actuellement une version révisée de l'outil SABER en collaboration avec la Banque mondiale et ses partenaires (voir l'encadré 2.6).

Les sources de financement des programmes constituent le dernier indicateur illustrant la tendance à l'institutionnalisation progressive. Les données présentées dans la figure 5.6 indiquent que depuis 2013, les gouvernements ont augmenté leurs investissements dans l'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM. En effet, la tendance des pays de tous les niveaux de revenu est le passage à l'autosuffisance, avec un mouvement important vers le financement intérieur.

Figure 5.5

Évolution des sources de financement dans les pays soutenus par le PAM

Légende : La part du financement des donateurs internationaux a tendance à être plus élevée dans les pays soutenus par le PAM par rapport à la moyenne mondiale (voir le chapitre 1). Néanmoins, les gouvernements ont augmenté considérablement leur niveau de financement en matière d'alimentation scolaire entre 2013 et 2020, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure où le PAM a soutenu la transition vers des programmes dirigés par le gouvernement.



5.3 Travail inachevé : combien d'enfants ne reçoivent pas de soutien en matière de santé et de nutrition scolaires ?

La majorité des pays du monde fournissent un certain niveau de soutien en matière de santé et de nutrition scolaires, bien que le taux de couverture soit souvent limité (Sarr et al., 2017). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que 456 millions d'écoliers – plus de la moitié de la population cible – reçoivent un traitement vermifuge chaque année dans le cadre de programmes scolaires dans presque tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (OMS, 2019b), bien que ces efforts largement publics soient de qualité et de portée variables.

Dans de nombreux pays, la distribution de médicaments vermifuges a été suspendue ou réduite en raison des fermetures d'écoles dues à la pandémie de COVID-19. Dans la plupart des pays, le plan à moyen terme est de reprendre l'administration massive de médicaments dans le cadre de la réouverture des écoles.

Une analyse récente montre qu'aujourd'hui, près de la moitié des écoliers du monde reçoivent des repas à l'école. Presque tous les pays à revenu élevé et intermédiaire ont des taux de couverture importants. L'Inde nourrit actuellement 90 millions d'enfants, le Brésil et la Chine 40 millions chacun et l'Égypte 11 millions. Malgré ces progrès, des problèmes importants demeurent.

Il est clair que plusieurs centaines de millions d'écoliers bénéficient régulièrement d'interventions sanitaires et nutritionnelles. Mais ce soutien atteint-il les enfants qui en ont le plus besoin ? Comme expliqué dans le chapitre 1, le taux de couverture des programmes d'alimentation scolaire est adéquat dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (atteignant 80 % des enfants d'âge scolaire dans la plupart des contextes), mais elle reste inadéquate dans les pays à faible revenu (atteignant seulement 18 % des enfants d'âge scolaire).

Pour répondre à cette question, le PAM s'est associé au PCD pour examiner l'ampleur des besoins en alimentation scolaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire du monde entier (Drake et al., 2020). Sur les 730 millions d'élèves du primaire inscrits à l'école, 338 millions vivent dans des pays où le taux de couverture des repas scolaires est insuffisant (moins de 80 %). Parmi ceux-ci, 251 millions d'enfants vivent dans des pays où les problèmes de nutrition sont importants, notamment 20 % de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et plus de 30 % d'anémie chez les femmes (Banque mondiale, 2020c).

Le PAM va aider les gouvernements à atteindre 73 millions des enfants les plus vulnérables qui ne bénéficient pas actuellement de programmes de santé et de nutrition scolaire.

L'analyse montre que sur les 251 millions d'enfants vivant dans des pays où la malnutrition existe, un sous-ensemble de 73 millions vivent également dans une pauvreté extrême, c.-à-d. avec moins de 1,85 dollar américain par jour. Ces 73 millions d'enfants particulièrement vulnérables sont répartis dans 60 pays : 84 % en Afrique, 15 % en Asie et 1 % en Amérique latine.

Aider les gouvernements à fournir à ces 73 millions d'élèves du primaire dans 60 pays des repas nutritifs et d'autres interventions de santé scolaire constitue une priorité et, de toute évidence, les efforts doivent se concentrer sur l'Afrique. Pour combler cet écart, il sera nécessaire d'aider les gouvernements à améliorer le taux de couverture dans les pays disposant de programmes d'alimentation scolaire et à lancer des programmes d'alimentation scolaire dans les pays où ils font défaut.

Ces estimations ont été calculées avant la pandémie de COVID-19. Le nombre d'enfants vulnérables a probablement augmenté du fait de la crise mondiale. Par conséquent, ces chiffres doivent être considérés comme une estimation de la limite inférieure et devraient être révisés une fois que le nombre d'enfants parmi les plus vulnérables ayant pu retourner à l'école après la réouverture des écoles sera connu.

Le PAM collaborera avec une coalition grandissante composée d'agences de développement, de donateurs, du secteur privé et d'organisations de la société civile.

5.4 Un engagement renouvelé : la nouvelle stratégie du PAM en matière de santé et de nutrition scolaires

En 2019, le PAM a entrepris un examen complet de son soutien aux programmes d'alimentation scolaire. Cela comprenait un examen des données factuelles existantes, des enseignements tirés et des bonnes pratiques, ainsi que des consultations approfondies avec des partenaires internes et externes. Le processus a abouti à la première stratégie décennale du PAM en matière de santé et de nutrition scolaires, lancée au début de 2020.

En réponse à la Décennie d'action des Nations Unies (2020-2030), le PAM collaborera avec les gouvernements et les partenaires pour faire en sorte que tous les élèves du primaire reçoivent des repas de qualité à l'école et bénéficient d'un ensemble intégré plus large de services de santé et de nutrition. S'appuyant sur ses six décennies d'expérience, le PAM plaidera au niveau mondial et national pour faire en sorte que la question de la santé et la nutrition scolaires constitue une priorité.

Grâce à cette stratégie, le PAM contribuera également à promouvoir l'équité et l'inclusion, y compris, mais sans s'y limiter, traiter les problèmes liés au genre et ceux rencontrés par les enfants handicapés (voir l'encadré 5.2).

Le PAM s'appuiera sur ses opérations existantes dans les pays et tirera parti de son expertise, ses outils, ses systèmes et ses partenariats pour aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de capital humain grâce à des investissements accrus dans la nutrition, la qualité de l'apprentissage, l'égalité des genres et une croissance saine. Le PAM n'a pas pour objectif de répondre directement ou seul aux besoins des 73 millions d'élèves du primaire. Le PAM adoptera une approche spécifique au contexte et adaptera son rôle à la situation particulière du pays, en partenariat avec d'autres acteurs essentiels, notamment les gouvernements, les agences des Nations Unies, le secteur privé, les institutions financières internationales et les ONG.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, le PAM investira dans les quatre domaines principaux suivants :

1 - Générer et partager les connaissances et les bonnes pratiques à l'échelle mondiale

De même qu'en 2009,¹⁵ le PAM collaborera avec ses partenaires pour établir un programme de recherche sur l'alimentation scolaire pour les dix prochaines années, basé sur une cartographie des besoins d'apprentissage, afin de garantir que les lacunes mondiales de la base de connaissances sont comblées. Un consortium de recherche sera mis en place et géré par un partenaire académique, afin de garantir la crédibilité et la rigueur du travail sur les données factuelles. Les futurs domaines de recherche définis par la stratégie du PAM comprennent :

- la nutrition et qualité de l'alimentation des enfants d'âge scolaire ;
- l'élaboration d'indicateurs pour mesurer l'impact de l'alimentation scolaire sur l'état nutritionnel des écoliers ;
- la contribution de l'alimentation scolaire au capital humain, l'analyse des coûts, l'analyse coût-bénéfice, et l'analyse des facteurs de coût des programmes nationaux ;
- l'impact de l'alimentation scolaire sur l'éducation des filles et sur les adolescents ;
- l'analyse de la manière dont les pays ont effectué la transition du soutien extérieur au financement et à la gestion des programmes par les pays ;
- la rentabilité de l'utilisation des programmes d'alimentation scolaire comme plateforme pour fournir d'autres services (santé et nutrition, protection, etc.) ; et
- la contribution de l'alimentation scolaire à la réalisation de la paix et de la stabilité, ainsi qu'aux résultats de la cognition et de l'apprentissage.

En tant que principal organisme international de soutien à l'alimentation scolaire, le PAM a la responsabilité d'héberger et de mettre à disposition les connaissances mondiales, afin que les pays puissent utiliser ces informations pour améliorer les programmes et fournir un soutien adéquat aux enfants vulnérables. S'appuyant sur des décennies d'engagement dans l'alimentation scolaire, le PAM soutiendra le développement de biens publics mondiaux, tels qu'une base de données complète sur l'alimentation scolaire, et documentera et partagera plus efficacement les enseignements tirés, les bonnes pratiques, les règles et les normes au niveau mondial.

15. Le PAM a réexaminé son programme de recherche à la suite de la publication du rapport de la Banque mondiale *Rethinking School Feeding*, auquel il a contribué.

Le Programme alimentaire mondial a lancé une nouvelle stratégie décennale pour l'alimentation scolaire.

Ces dernières années, de nouvelles approches décentralisées sont apparues en matière de partage des connaissances, notamment les échanges Sud-Sud, les pôles de connaissances et d'autres initiatives au niveau régional. Ces approches doivent être soutenues afin de créer une approche en réseau de la connaissance plutôt qu'une approche centralisée. Cependant, il est nécessaire d'améliorer la coordination entre toutes ces initiatives pour en assurer la cohérence.

Le PAM collaborera avec la Banque mondiale et d'autres partenaires concernés pour documenter les résultats de près de cinq ans de mise en œuvre de l'outil SABER (voir l'encadré 2.6) et pour le mettre à jour afin de l'utiliser ultérieurement dans le cadre de la nouvelle Stratégie mondiale en matière de santé scolaire et d'alimentation scolaire de la Banque mondiale. Le PAM élaborera un outil opérationnel pour évaluer plus efficacement les capacités nationales en matière d'alimentation scolaire et pour fournir une assistance technique. Le PAM collaborera avec des partenaires tels que la GCNF pour réaliser une enquête mondiale sur l'alimentation scolaire. Cette publication phare périodique consolidera et rendra compte de la situation de l'alimentation scolaire dans le monde. De meilleurs indicateurs de résultats pour documenter et suivre les résultats des opérations d'alimentation scolaire seront élaborés, en particulier ceux liés à la nutrition et au renforcement des capacités.

2 - Accroître l'investissement dans l'alimentation scolaire : un nouveau modèle de financement

Il est nécessaire d'élaborer un nouveau modèle de financement différenciant les contextes. Les pays fragiles et à faible revenu ne disposant pas de la même capacité budgétaire que les pays à revenu intermédiaire ou élevé continuent de dépendre du soutien opérationnel du PAM ; ce dernier, à son tour, dépend d'un nombre limité de donateurs, ce qui rend les fonds imprévisibles et les opérations non durables. Afin de financer ses opérations, le PAM doit établir un nouveau pacte avec les donateurs. Il est nécessaire d'adopter une approche multisectorielle afin de faire participer les donateurs ne contribuant pas habituellement au financement des programmes d'alimentation scolaire, de mélanger les financements de différents secteurs et de combiner les flux de financement humanitaire et de développement. De nouveaux fonds multilatéraux, en particulier dans le secteur de l'éducation, et des mécanismes de financement innovants sont disponibles et devraient également être examinés.

Le PAM va soutenir les gouvernements dans leur transition vers des programmes nationaux et financés par des fonds nationaux, et va renforcer son appui direct dans les contextes fragiles et à faible revenu.

Dans les pays plus stables et plus développés, les gouvernements doivent effectuer la transition depuis des programmes mis en œuvre par des acteurs tels que le PAM et les ONG vers le financement de leurs propres programmes nationaux. Les pays pourraient, par exemple, allouer des financements provenant de partenaires bilatéraux, négocier des échanges de dette, introduire des taxes ou des prélèvements nationaux particuliers ou élaborer des projets de responsabilité sociale des entreprises en collaboration avec le secteur privé. Le PAM apprendra à collaborer avec les gouvernements pour concevoir et mettre en œuvre des approches de politique budgétaire innovantes pour financer les programmes d'alimentation scolaire nationaux et régionaux. La difficulté pour le PAM est d'aider les gouvernements à accroître l'accès à ces fonds, tout en garantissant le financement des activités de renforcement des capacités. Le PAM doit renforcer sa capacité de gérer, d'exécuter et de comptabiliser les financements reçus des partenaires du secteur du développement.

Les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement, ainsi que les fonds thématiques tels que le PME, notamment, seront essentiels pour permettre cette transition vers l'appropriation nationale et la durabilité en acheminant le financement vers les programmes nationaux. Il sera nécessaire de garantir le financement des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités afin que le PAM puisse continuer à jouer son rôle de facilitateur. Le soutien du secteur privé a été essentiel dans la mobilisation des ressources, le plaidoyer et la mise en œuvre d'assistance technique pour renforcer les programmes d'alimentation scolaire. Le PAM continuera de travailler en étroite collaboration avec le secteur privé et de déterminer les moyens d'élargir la coopération grâce à des mécanismes de financement innovants et des dons individuels, afin de contribuer à la réduction du déficit de financement, en particulier dans les contextes fragiles.

3 - Agir en partenariat pour améliorer l'alimentation scolaire et plaider en sa faveur

Le PAM défendra la question de la santé et la nutrition scolaires au niveau mondial et plaidera pour qu'elle constitue une priorité au cours de la prochaine décennie d'action en faveur des ODD. Grâce aux avantages que l'alimentation scolaire apporte à l'éducation, la santé et la nutrition, la protection sociale et l'agriculture locale, le PAM reconnaît qu'elle contribue directement à l'ODD 1 « Pas de pauvreté », l'ODD 2 « Faim zéro », l'ODD 3 « Bonne santé et bien-être », l'ODD 4 « Éducation de qualité », l'ODD 5 « Égalité entre les sexes » et indirectement à l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique », l'ODD 10 « Inégalités réduites », l'ODD 12 « Consommation et production responsables », l'ODD 16 « Paix, justice et institutions solides » et l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ».

Le PAM collaborera avec ses partenaires pour faire en sorte que les autres éléments d'un ensemble intégré d'alimentation scolaire et de santé pour les enfants, qui ne font pas partie de son mandat ni de ses domaines de compétence, mais qui sont néanmoins essentiels pour les enfants, soient fournis de manière intégrée. Les approches conjointes se révèlent plus efficaces et plus rentables, y compris des stratégies conjointes de plaidoyer et de communication.

En juillet 2019, une réunion inter-institutions coorganisée par l'UNESCO et le PAM a souligné l'importance d'améliorer la collaboration entre les agences des Nations Unies dans le cadre de la réforme des Nations Unies et la nécessité d'élaborer une nouvelle approche multi-agences plus efficace, plus efficiente et plus intégrée en matière de santé et de nutrition scolaires (UNESCO, 2020a). Sous la direction de l'UNESCO, le PAM soutiendra cette nouvelle opportunité de partenariat à l'échelle mondiale, régional et national.

Le PAM actualisera ses partenariats bilatéraux avec des agences telles que l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP, la FAO, le PME, la Banque mondiale et ECW par le biais de nouveaux mémorandums d'accord ou de plans d'action, le cas échéant. Le PAM lancera une initiative conjointe avec l'UNICEF afin de fournir un ensemble intégré d'interventions d'alimentation scolaire et d'interventions de santé, d'EAH et de nutrition. Le PAM travaille actuellement en collaboration avec la FAO pour élaborer des approches durables en matière d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale, dans le but d'améliorer les relations entre les agriculteurs locaux et les programmes d'alimentation scolaire. Il aidera les organismes régionaux tels que l'Union africaine à renforcer leur leadership en matière d'alimentation scolaire.

À l'échelle régionale et nationale, le PAM collaborera avec les gouvernements, constituant des parties prenantes essentielles, et avec les agences des Nations Unies et les ONG pour :

- améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes et fournir aux décideurs des informations meilleures et plus nombreuses, au bon moment ;
- intégrer et repositionner l'alimentation scolaire dans les discussions politiques nationales au bon niveau et avec les bonnes capacités ;
- soutenir la prise de décision en amont en mettant en évidence les principaux compromis, les bonnes pratiques et les solutions pour les gouvernements ; et
- le PAM encouragera les approches multisectorielles au plan national, réunissant les ministères, les structures gouvernementales et les groupes régionaux.

Les ONG ont clairement demandé au PAM de revoir son approche de partenariat avec elles en matière d'alimentation scolaire. Au niveau des pays, il est possible de créer des plateformes communes pour partager des connaissances, définir des indicateurs et apporter un soutien coordonné aux gouvernements. Cela peut comprendre le renforcement conjoint des systèmes de suivi et des plans de transition. À l'échelle régionale et internationale, cet engagement constitue une base pour plaider conjointement afin d'accroître le profil de l'alimentation scolaire, ainsi que pour coordonner et partager la recherche, les enseignements tirés et les bonnes pratiques au plan mondial. Le PAM créera un conseil consultatif des ONG au plan mondial et au siège et inclura les ONG dans divers axes de travail, y compris le nouveau programme de recherche.

Le secteur privé, notamment les entreprises multinationales, nationales et locales à but lucratif, les fondations et les dons individuels, a joué un rôle important dans l'alimentation scolaire, en particulier dans des situations stables où il a soutenu des stratégies de transition avec les gouvernements. Le soutien sous forme de financement, de plaidoyer et d'assistance technique au niveau de la conception et du développement de programmes nationaux d'alimentation scolaire est de plus en plus mis à profit. L'un des domaines de croissance sera l'établissement de nouveaux partenariats avec des entreprises nationales du secteur privé qui peuvent et devraient faire partie des plateformes de sensibilisation et de politiques au plan national pour renforcer la qualité et la durabilité des interventions d'alimentation scolaire.

4 - Renforcer les approches programmatiques dans des domaines essentiels

Le PAM a défini six domaines thématiques qui seront encore renforcés ; ceux-ci nécessitent tous des approches intégrées et multisectorielles.

- **Éducation et bien-être des filles (y compris les adolescentes) :** aider les filles à poursuivre leur scolarité, en particulier à l'adolescence, est un moyen efficace de prévenir les mariages précoces et de retarder la première grossesse, deux phénomènes susceptibles d'enfermer les femmes dans la pauvreté, l'exclusion sociale, la violence et la mauvaise santé chronique. Une multitude d'inégalités entre les genres entravent l'accès des enfants à l'école, en particulier des filles. Dans certains pays, le PAM a mis en œuvre avec succès des approches en collaboration avec des partenaires tels que l'UNICEF, le FNUAP et ONU Femmes, afin de lutter contre certains de ces obstacles grâce à des plateformes intégrées devant être soutenues et renforcées.
- **Alimentation scolaire tenant compte de la nutrition :**¹⁶ face au double fardeau de la malnutrition, les priorités en ce qui concerne les enfants d'âge scolaire comprennent la promotion d'une alimentation saine par l'éducation nutritionnelle, l'activité physique et la communication pour le changement de comportement ; le traitement et la prévention des carences en micronutriments ; et la réponse aux besoins spécifiques des adolescentes et des autres groupes vulnérables. Le PAM publiera de nouvelles lignes directrices nutritionnelles à l'intention des gouvernements sur la manière de concevoir les meilleurs modèles en fonction de leur situation, de leurs besoins nutritionnels et de leurs difficultés, tout en favorisant les liens avec d'autres activités en matière de santé, d'hygiène et de nutrition.
- **L'alimentation scolaire et le triple nexus humanitaire-développement-paix :** L'alimentation scolaire fait partie d'un ensemble essentiel permettant de relier la réponse immédiate aux efforts de développement à long terme. Pour les enfants vivant dans des zones fragiles et touchées par des conflits et dans des installations pour réfugiés, l'alimentation scolaire peut devenir une garantie essentielle en contribuant à apporter un sentiment de normalité et à poursuivre l'éducation. Une solide analyse des conflits ou des contextes doit étayer les programmes du PAM pour s'assurer que l'assistance tient compte des conflits et n'entraîne pas de risques de protection pour les enfants. Il est nécessaire d'étudier plus profondément la contribution que l'alimentation scolaire peut apporter à l'amélioration des perspectives de paix à différents niveaux.

16. La politique nutritionnelle du PAM pour 2017 encadre l'engagement en faveur de l'amélioration de la nutrition dans toutes ses interventions du PAM.

- **Alimentation scolaire, systèmes alimentaires et chaînes de valeur** : malgré plus d'une décennie de travail, les programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale ne sont toujours pas mis en œuvre à grande échelle. Le PAM déploiera son expertise considérable dans ce domaine pour faire en sorte que le lien entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale soit réel. Cela comprend l'analyse du marché et le soutien de la chaîne d'approvisionnement ; les liens avec les systèmes alimentaires locaux et les groupes de petits agriculteurs ; l'accès à l'énergie ; le soutien à l'élaboration de programmes monétaires ; des programmes réactifs aux chocs ; et des solutions améliorées de surveillance et de traçabilité pour les achats locaux aux gouvernements. Le renforcement des partenariats avec les agences des Nations Unies basées à Rome, les ONG internationales et nationales spécialisées et les organisations d'agriculteurs sera important à cet égard.
- **Données et innovation numérique** : le PAM élabore actuellement une plateforme numérique d'alimentation scolaire pour accroître la disponibilité des données en temps quasi réel des opérations et permettre une prise de décision meilleure et plus rapide (voir l'encadré 5.3). Ces solutions peuvent être liées éventuellement aux systèmes nationaux de rapports et de suivi soutenant les programmes dirigés par le gouvernement. Des solutions numériques de suivi de la présence, de suivi des repas servis et de gestion des stocks dans les écoles seront créées. Des tableaux de bord intégrés aideront les bureaux de pays à améliorer la qualité de leurs programmes, le cas échéant. Des plateformes numériques destinées à former les acteurs de l'alimentation scolaire à l'éducation nutritionnelle, en matière de qualité et de sécurité des aliments et à promouvoir des habitudes alimentaires saines seront développées davantage. L'outil d'optimisation de repas scolaires, Menu Planner PLUS, contribuera également à améliorer la conception des menus, en se concentrant sur la nutrition, l'approvisionnement local et l'optimisation des coûts.
- **Communautés locales** : divers acteurs communautaires contribuent aux programmes d'alimentation scolaire, notamment les comités de gestion scolaire, les associations de parents d'élèves, les enseignants, les parents, les autorités traditionnelles, les chefs de village, les associations de femmes, les organisations d'agriculteurs et, bien entendu, les étudiants. Les communautés locales ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire dans les situations fragiles et stables ; en outre, une importance croissante est accordée à leur appropriation de l'alimentation scolaire dans les situations stables. Le PAM renforcera l'engagement des communautés locales dans l'alimentation scolaire afin de garantir la durabilité des activités, l'assiduité scolaire des enfants, la contribution des membres de la communauté à l'alimentation scolaire par le biais d'une aide en nature ou financière, et le leadership des parents et des enseignants dans la gestion des activités quotidiennes.

Le PAM va promouvoir la recherche sur la santé et la nutrition scolaires.

Encadré 5.1

Les enseignements tirés par le PAM de la pandémie de COVID-19 concernant l'alimentation scolaire et l'éducation

Bien que la pandémie de COVID-19 ait eu un impact grave sur la vie des populations les plus vulnérables, elle a également donné au PAM l'occasion de réfléchir sur la mise en œuvre actuelle de ses programmes. Les principaux enseignements tirés par le PAM de la crise de la COVID-19 sont détaillés ci-dessous.

Au-delà de la crise immédiate : il est clair que l'impact de la COVID-19 se fera sentir pendant des années. Le PAM doit gérer les conséquences à long terme de la pandémie sur les systèmes alimentaires mondiaux, le chômage et les revenus des ménages, ainsi que ses effets sur l'alimentation scolaire. Même avec la réouverture des écoles, il n'est pas certain que tous les enfants retournent à l'école ; en effet, les parents n'auront peut-être plus les moyens de renvoyer leurs enfants à l'école ou pourraient leur demander de travailler pour augmenter le revenu du foyer. Le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire atteignant des niveaux records, le PAM doit trouver de nouvelles façons d'adapter ses programmes dans le monde d'après la pandémie de COVID-19.

Élargir et intensifier les nouvelles modalités du programme : la réponse du PAM aux fermetures d'écoles et aux chocs sociaux qui en ont résulté a montré que les mécanismes d'alimentation alternatifs permettaient de soutenir les enfants qui ne pouvaient plus fréquenter l'école. Le PAM cherche à élargir ses options de programmation et à intensifier ses modalités, telles que l'utilisation de cuisines centralisées et de systèmes de bons, afin d'élaborer des programmes d'alimentation scolaire meilleurs et plus flexibles. Une attention particulière sera portée aux populations des zones urbaines, car elles seront les plus touchées par la pandémie.

Renforcer les partenariats avec les agences des Nations Unies, les ONG et le secteur privé : le PAM reconnaît qu'il est nécessaire de renforcer les partenariats actuels et de faire en sorte que les investissements des donateurs fassent partie de la réponse plus large dans le secteur de l'éducation. Le PAM doit également mettre à profit la riposte au COVID-19 et aider les gouvernements à intégrer l'alimentation scolaire dans leurs politiques nationales. La collaboration du PAM avec les ministères de l'Éducation, les ONG telles que World Vision et Save the Children, ainsi que le secteur privé, p. ex. Mastercard et Sodexo, est essentiel au succès à long terme de la stratégie. ■

Encadré 5.2

Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO concernant la santé et la nutrition scolaires inclusives : résumé

L'inclusion sociale et le développement sont étroitement liés. Afin de progresser vers la réalisation des ODD et l'engagement international de ne laisser personne de côté, il est nécessaire d'élaborer des politiques s'attaquant aux inégalités et garantissant des approches inclusives. Selon le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, l'inclusion sociale est «...le processus visant à améliorer les conditions de participation à la société, en particulier pour les personnes défavorisées, en améliorant les possibilités, l'accès aux ressources, la voix et le respect des droits » (Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2016). Par conséquent, tout effort visant à renforcer le capital humain par le biais de programmes de santé et de nutrition scolaires doit prendre en compte et planifier ces interventions, afin d'offrir des canaux pour améliorer la participation de tous les enfants, en particulier les plus menacés par l'exclusion, y compris, mais sans s'y limiter, les enfants handicapés.

Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020 de l'UNESCO (UNESCO, 2020c), intitulé « Inclusion and education: All means all » (Inclusion et éducation : tous signifie tous), déclare que les programmes d'alimentation scolaire peuvent promouvoir l'équité et l'inclusion grâce à leur contribution à la réduction de la pauvreté, à la nutrition, à la santé et à l'éducation. Le rapport souligne le programme d'alimentation scolaire dirigé par le gouvernement au Ghana, qui a augmenté les résultats aux tests, en particulier chez les filles, les enfants pauvres et ceux des régions du nord. Les programmes réalisés au Yémen et en Inde sont également présentés. Le rapport met en évidence l'aspect social des repas scolaires, tout en reconnaissant qu'il puisse être difficile d'obtenir une inclusion significative par le partage des repas scolaires dans certaines situations. En outre, ce rapport recommande la coopération entre plusieurs acteurs, départements et secteurs gouvernementaux ; il présente en exemple les programmes de santé et de nutrition scolaires, 89 % des pays mettant en œuvre de tels programmes (UNESCO, 2020c).

Les enfants handicapés courent un plus grand risque d'être exclus de l'éducation ou d'abandonner l'école et il est reconnu que les programmes d'alimentation scolaire ont un impact éducatif sur les apprenants les plus vulnérables (PCD, 2015). Les approches conçues pour répondre aux besoins de tous les enfants, y compris les enfants handicapés, sont appelées *la santé et la nutrition scolaires intégrant le handicap* (Graham et al., 2017). Par exemple, le Plan sectoriel de l'éducation 2008-2016 de Zanzibar note que la scolarisation des enfants ayant des besoins spécifiques est faible ; en conséquence, un soutien insuffisant est apporté à ces enfants. De ce fait, il se concentre sur la conception d'interventions d'éducation intégrant le handicap, la collecte de données plus précises et l'amélioration de la formation des enseignants (Gouvernement de Zanzibar, 2007). Au Kenya, le programme d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale vise à améliorer le ciblage et la collecte de données pour tous les enfants vulnérables, tout en sensibilisant les enfants et les parents et en dispensant une formation professionnelle afin d'améliorer les résultats économiques (PCD, 2013). ■

Encadré 5.3

Innovation numérique dans l'alimentation scolaire : Menu Planner PLUS, School Connect et tableaux de bord intégrés

**Pierre-Guillaume
Wielezynski**

Directeur de la
transformation
numérique

Programme
alimentaire
mondial

Tirant parti de la puissance de la technologie, le PAM a mis au point trois initiatives numériques pour aider à rendre les repas scolaires plus nutritifs et assurer que les données soient plus disponibles en temps opportun.

En s'appuyant sur des solutions antérieures et en consultation avec des partenaires du PAM tels que PCD, le logiciel Menu Planner PLUS est une solution numérique optimisant les menus scolaires ; il peut les rendre plus nutritifs, rentables et issus de la production locale à l'aide d'un algorithme mathématique avancé. L'ensemble du processus se déroule en quatre étapes simples et les résultats peuvent être conçus pour s'adapter aux recettes et à la culture locales.

Le Bhoutan a été le premier pays à soutenir l'élaboration et le pilotage de Menu Planner PLUS en tant qu'application opérationnelle. Le premier menu conçu par Menu Planner PLUS a été réalisé dans la région de Punakha et a souligné les moyens essentiels d'améliorer les rations d'alimentation scolaire. Le menu PLUS est 20 % moins cher que le menu précédemment utilisé, mais il conserve sa teneur en nutriments ; il a conduit à une augmentation de 70 % des aliments provenant d'agriculteurs locaux, tout en respectant les habitudes alimentaires locales. La mise à l'échelle de l'outil débutera par trois pays supplémentaires au cours du dernier trimestre de 2020.

L'un des autres projets en cours est « School Connect », une solution de suivi des données numériques fonctionnant dans des situations de connectivité instables ; elle a été élaborée par le PAM spécifiquement pour les programmes d'alimentation scolaire. Combinée au projet d'intégration de données « Tableaux de bord intégrés », elle vise à réduire le travail administratif lié à la gestion des rapports papier et à accélérer la collecte et l'analyse des données en dotant les responsables de l'alimentation scolaire de tableaux de bord interactifs en ligne, en temps quasi réel, leur permettant de suivre la performance des programmes.

School Connect a été testée par le service des opérations burundais dans 20 écoles en 2019/20 ; cette application fonctionne sur des appareils électroniques avec un navigateur Internet et facilite le suivi des indicateurs importants de l'alimentation scolaire tels que l'inscription, l'assiduité, l'utilisation des aliments et les niveaux actuels des stocks alimentaires dans les écoles. Elle est intégrée à la plateforme de gestion des données d'entreprise du PAM DOTS et aux plateformes d'analyse Tableau pour effectuer des analyses approfondies des données scolaires et fournir au personnel des tableaux de bord et des alertes interactifs en temps quasi réel, basés sur des indicateurs clés de performance opérationnels. Cela permettra aux équipes chargées des opérations de programme de prendre des décisions plus éclairées.

Cette application non seulement aidera le PAM à améliorer son efficacité opérationnelle, par exemple les livraisons alimentaires du dernier kilomètre, une meilleure planification des visites de suivi et l'établissement de rapports destinés aux partenaires, mais contribuera également à des améliorations du programme à plus long terme visant à augmenter les jours d'alimentation et l'impact nutritionnel.

School Connect sera étendue à toutes les écoles soutenues par le PAM au Burundi et déployée dans d'autres pays en 2020/21. ■

5.5 Prochaines étapes

- En réponse à la Décennie d'action des Nations Unies (2020-2030), le PAM collaborera avec les gouvernements et les partenaires pour faire en sorte ensemble que tous les élèves du primaire reçoivent des repas de qualité à l'école et bénéficient d'un ensemble intégré plus large de services de santé et de nutrition. S'appuyant sur ses six décennies d'expérience, le PAM plaidera au niveau mondial et national pour faire en sorte que la question de la santé et la nutrition scolaires constitue une priorité.
- Le PAM s'appuiera sur ses opérations existantes dans les pays et tirera parti de son expertise, ses outils, ses systèmes et ses partenariats pour aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de capital humain grâce à des investissements accrus dans la nutrition, la qualité de l'apprentissage, l'égalité des genres et une croissance saine. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, le PAM investira dans les quatre domaines principaux suivants :
 - générer et partager les connaissances et les bonnes pratiques à l'échelle mondiale ;
 - accroître l'investissement dans l'alimentation scolaire grâce à un nouveau modèle de financement ;
 - agir en partenariat pour améliorer l'alimentation scolaire et plaider en sa faveur ; et
 - renforcer les approches programmatiques dans des domaines essentiels.

Étude de cas 5.1

Népal : appropriation et transition vers un programme national

Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie

Gouvernement du Népal

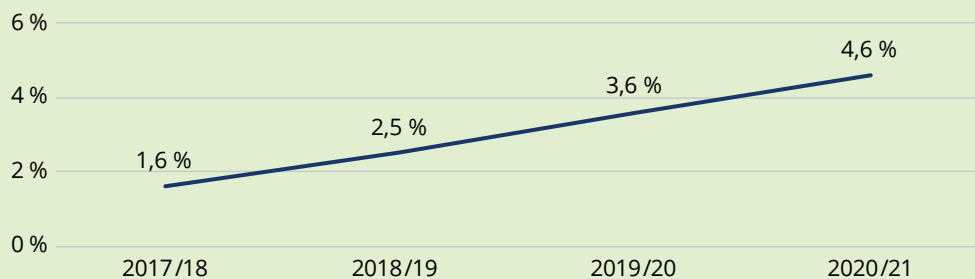
En 1996, le gouvernement népalais a fait un premier pas vers l'appropriation et la durabilité de son programme d'alimentation scolaire en créant le programme « Nourriture contre éducation » et en établissant un cadre institutionnel. En 2008, le gouvernement a lancé son propre programme d'alimentation scolaire monétaire dans cinq districts. Le lancement du programme McGovern-Dole en 2009 a également donné une impulsion supplémentaire aux efforts du gouvernement, permettant au PAM d'apporter sa collaboration et son soutien au ministère de l'Éducation. Après 24 années d'exercice, le programme d'alimentation scolaire a été institutionnalisé et pleinement intégré au système national du Népal.

Au cours des dix dernières années, grâce à l'investissement soutenu de l'USDA et avec le soutien du PAM, le gouvernement a consolidé son cadre politique et institutionnel : l'alimentation scolaire est désormais incluse dans la politique nationale du secteur de l'éducation ; le gouvernement a conçu et lancé un plan opérationnel national de repas scolaires ; et il a augmenté progressivement le nombre de membres du personnel du département ou de l'unité responsable du programme au sein du ministère de l'Éducation. Ces efforts ont conduit à des résultats impressionnants ; par exemple, le plan national de développement actuel mentionne que l'alimentation scolaire a contribué à augmenter les taux nets d'inscription et de rétention dans les écoles, à réduire les taux d'abandon et à atteindre la parité entre les sexes.

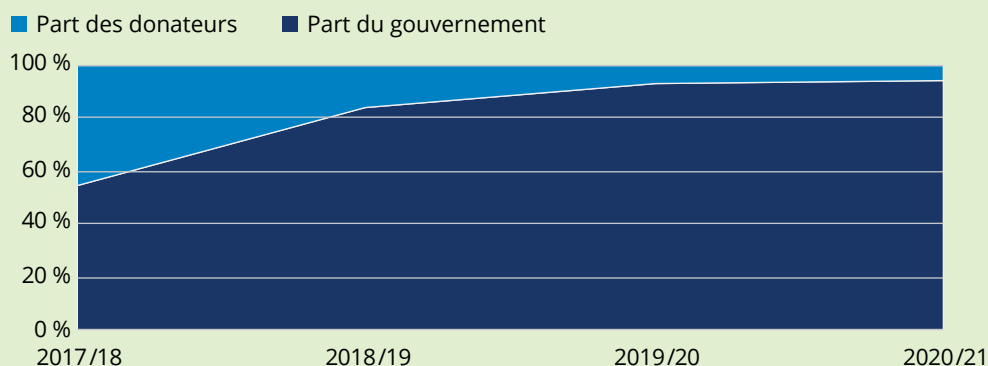
Le PAM, avec le soutien de l'USDA, a également investi 18 millions de dollars américains dans des activités de renforcement des capacités, afin de soutenir la transition. Cet investissement a permis au PAM de faire bénéficier indirectement les 2,8 millions d'enfants participant actuellement au programme d'alimentation scolaire, ce qui montre qu'aider les gouvernements à développer leurs propres programmes est plus durable et plus rentable à long terme.

En 2018, le PAM a réalisé une analyse coût-bénéfice au Népal ; celle-ci a révélé que chaque dollar américain investi dans l'alimentation scolaire génère des retombées économiques comprises entre 4,1 et 5,2 dollars américains dans le PIB du pays (PAM, 2018a). Ces efforts, combinés à un accroissement de l'espace budgétaire et des budgets nationaux, ont conduit le gouvernement à augmenter progressivement ses allocations financières à l'alimentation scolaire, accélérant et consolidant ainsi la transition vers l'appropriation nationale.

Budget du Népal (millions de \$ US)	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21
Budget des Repas scolaires par transferts monétaires soutenu par le gouvernement	20,9	27,2	53,1	69,6
Budget des Repas scolaires alimentaires soutenu par des donateurs externes (USDA et PAM)	4,2	3,9	3,0	2,9
Budget total	25,1	31,1	56,1	72,5
Part de l'alimentation scolaire dans le budget du secteur de l'éducation	1.6 %	2.5 %	3.6 %	4.6 %



Bénéficiaires du Népal (enfants)	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21
Repas scolaires par transferts monétaires soutenus par le gouvernement	286 392	1 112 000	2 229 000	2 800 000
Repas scolaires alimentaires soutenus par des donateurs externes (USDA et PAM)	236 000	218 815	173 114	154 410
Nombre total de bénéficiaires	522 392	1 330 815	2 402 114	2 954 410
Part du gouvernement	55 %	84 %	93 %	95 %
Part des donateurs	45 %	16 %	7 %	5 %



Cela a permis au gouvernement d'atteindre le jalon le plus important lors du transfert, à savoir une allocation budgétaire accrue. Comme le montre le tableau 5.1, au cours des quatre dernières années, le budget national pour l'alimentation scolaire a presque quadruplé (passant de 20 millions de dollars américains en 2017 à près de 70 millions de dollars américains en 2020), tandis que le soutien extérieur a diminué (de 4,2 millions de dollars américains en 2017 à 2,8 millions de dollars américains en 2020), ce qui illustre un processus de transition réussi.

Ces investissements se sont traduits par le soutien progressif d'un plus grand nombre d'enfants. Entre le gouvernement du Népal, l'USDA et le PAM, 7,2 millions d'enfants au total ont été nourris depuis 2017, ce qui représente une augmentation moyenne de la couverture de l'ordre de 186 % par an. La majeure partie de cette augmentation est due à l'extension du programme national par transferts monétaires, représentant 96 % du nombre total de cas en 2020. Le fait que 4,6 % du budget du secteur de l'éducation soient maintenant alloués à l'alimentation scolaire démontre, en outre, l'engagement du gouvernement à l'égard du programme et l'importance de ce programme en ce qui concerne les objectifs généraux du secteur de l'éducation. ■

Étude de cas 5.2

Bangladesh : le processus de transition

Le programme d'alimentation scolaire, qui a débuté avec le soutien du PAM en 2001, est en cours de transition entre un programme bénéficiant d'un soutien extérieur à une pleine appropriation par le gouvernement. Comme indiqué dans la nouvelle Politique nationale relative aux repas scolaires (National School Meal Policy, NSMP) approuvée par le Premier ministre en août 2019, l'objectif est de fournir à tous les élèves du primaire des repas produits localement d'ici 2030. La Politique nationale relative aux repas scolaires sera mise en œuvre selon une approche par étapes avec le soutien technique du PAM. Pendant la transition, le nombre d'enfants bénéficiaires augmentera.

Le gouvernement prévoit de fournir une alimentation scolaire à tous les élèves des écoles primaires publiques d'ici 2024. La nourriture fournie passera progressivement des biscuits enrichis à divers repas chauds. Actuellement, le gouvernement alloue 75 millions de dollars américains par an au programme. Les coûts après la mise en œuvre complète de la Politique nationale relative aux repas scolaires sont estimés à 910 millions de dollars américains par an, que le gouvernement s'est engagé à couvrir. ■

Étude de cas 5.3

Kenya : consolidation de son programme national d'alimentation scolaire

Depuis les années 80, le ministère de l'Éducation, en collaboration avec le PAM, a mis en œuvre avec succès un programme de repas scolaires ciblant les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire ; dans ces zones, les taux de scolarisation et d'achèvement des études sont les plus faibles et les disparités entre les sexes sont importantes. Ce programme englobait toutes les écoles primaires des terres arides et semi-arides du Kenya et des colonies urbaines non planifiées de Nairobi.

En 2009, le gouvernement du Kenya a pris la décision audacieuse de lancer le premier programme national d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale (ASBAL) en Afrique, couvrant au départ 540 000 enfants du programme soutenu par le PAM. Le ministère de l'Éducation et le PAM ont convenu d'une stratégie de transfert progressif, qui a été achevée en juin 2018. Aujourd'hui, le programme du gouvernement, guidé par la Stratégie nationale pour les repas et la nutrition dans les écoles (2017-2022), couvre plus de 1,6 million d'enfants dans les comtés arides et semi-arides, ce qui dépasse le taux de couverture obtenu lorsque le PAM a fourni un soutien opérationnel à plus de 400 000 enfants. Le financement du gouvernement a augmenté, passant de 8,5 millions de dollars américains en 2009 à 24 millions de dollars américains en 2018.

Le Kenya illustre la façon dont l'engagement d'un gouvernement peut faire passer un programme de la dépendance du soutien des bailleurs de fonds à un financement public complet et à l'appropriation nationale. Le programme de repas scolaires au Kenya est devenu l'un des plus importants d'Afrique. Le gouvernement du Kenya continuera de travailler en collaboration avec le PAM et d'autres partenaires afin de renforcer le programme. Actuellement, les priorités sont les suivantes :

- renforcer le système de données et d'information de gestion en numérisant les processus ASBAL, afin d'améliorer l'efficacité, l'efficacité et la responsabilité ;
- dispenser une formation sur la mise en œuvre et la gestion du programme de repas scolaires aux responsables de l'éducation, aux enseignants et aux représentants des parents ;
- renforcer les structures de coordination au niveau du pays, des comtés et des écoles ; et
- tirer parti de la collaboration Sud-Sud afin de renforcer son programme et partager ses expériences avec d'autres pays. ■



Étude de cas 5.4

Tunisie : une stratégie d'alimentation scolaire durable

Ministère de l'Éducation

Gouvernement de la Tunisie

La Tunisie a été l'un des premiers pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) à mettre en place un programme national d'alimentation scolaire : le programme a été mis en œuvre juste après l'indépendance du pays, à la suite de la première réforme du système éducatif en 1958. L'objectif du programme national d'alimentation scolaire du pays était de garantir que tous les enfants reçoivent une éducation primaire, en particulier les plus vulnérables vivant dans les zones rurales, et de renforcer la situation nutritionnelle des élèves de l'école primaire.

En 2020, le programme a bénéficié à 260 000 écoliers (125 000 filles et 135 000 garçons), dans 2 500 écoles primaires (25 % des enfants dans 50 % des écoles primaires). Le programme, entièrement financé par le gouvernement, est sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et mis en œuvre selon un modèle hautement décentralisé, dans lequel tous les achats et la gestion des aliments sont effectués au niveau de l'école. Le budget du programme national d'alimentation scolaire a doublé en 2019, atteignant 16 millions de dollars américains par an. Le gouvernement tunisien a investi 1,7 million de dollars américains dans la construction et l'équipement d'une cuisine centrale pilote et le développement d'une Banque alimentaire scolaire.

Une stratégie d'alimentation scolaire durable a été adoptée en 2014 avec le soutien du PAM. Le but de la stratégie est de :

- renforcer les cadres et outils réglementaires dans les domaines de la gouvernance, du ciblage, de la rentabilité, de la qualité nutritionnelle des repas scolaires, ainsi qu'au niveau de la sécurité, du suivi et de l'évaluation ;
- soutenir la mise à niveau du modèle actuel d'alimentation scolaire décentralisé dans certaines écoles, afin d'accroître la capacité du système à fournir des repas nutritifs et chauds ;
- soutenir la gestion de nouvelles méthodes de mise en œuvre efficaces, responsables et favorisant le développement local ; et
- soutenir la revitalisation des jardins scolaires, qui constituent des centres d'éducation nutritionnelle et environnementale.

Un modèle innovant a été mis en œuvre et testé : les repas scolaires étaient élaborés à partir d'aliments d'origine locale, selon les lignes directrices en matière de nutrition et d'hygiène, puis distribués d'une cuisine centrale aux écoles satellites.

En partenariat avec l'Institut national de la nutrition, le ministère de la Santé et le PAM, des repas nutritifs et équilibrés ont été conçus, ce qui a contribué à fournir aux enfants une alimentation plus diversifiée pour faire face au double fardeau de la malnutrition : les carences en micronutriments conduisant à des conditions telles que l'anémie et l'obésité. De plus, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, des jardins scolaires ont été créés ; ceux-ci constituaient à la fois des pôles d'éducation nutritionnelle et environnementale et une source complémentaire de légumes et de fruits pour les repas scolaires, en accord avec l'approche d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale.

Les activités d'alimentation scolaire créent des emplois et génèrent des bénéfices pour les petits agriculteurs et les personnes participant au transport, à la transformation et la préparation des aliments tout au long de la chaîne d'approvisionnement de l'alimentation scolaire. Cette création d'emplois dans les communautés rurales peut permettre de générer des revenus non agricoles, ces emplois étant souvent occupés par des femmes. Les investissements non agricoles peuvent, à leur tour, stimuler davantage la productivité et l'emploi agricole, ce qui produit un « cercle vertueux » favorisant la sécurité alimentaire à long terme et améliorant le bien-être des ménages ruraux. Encouragé par les enseignements tirés et les bonnes pratiques issues des expériences pilotes, le gouvernement prévoit de rationaliser cette approche dans toutes les écoles participant au programme de repas scolaires à l'échelle nationale. Le Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) sert également de mécanisme de protection sociale pour les écoliers en bénéficiant.

En raison de la situation d'urgence déclenchée par la pandémie de COVID-19 et qui a entraîné la fermeture de toutes les écoles, les élèves n'ont plus reçu les repas dont ils dépendaient, ce qui a aggravé la situation déjà désastreuse des familles pauvres. Ces enfants ne bénéficieront plus des vitamines et micronutriments essentiels contenus dans les repas scolaires, nuisant ainsi à leur apprentissage. De plus, la perte du soutien alimentaire dans les écoles peut aggraver les effets sur la santé à un moment où celle-ci doit particulièrement être préservée et bénéficier d'un système immunitaire fort.

En réponse à la pandémie de COVID-19, une solution innovante et rapide a été trouvée sous la forme de transferts monétaires flexibles (CBT), afin de réduire la souffrance humaine et sociale causée par la crise sanitaire au sein des ménages d'enfants ne bénéficiant plus de repas scolaires en raison des fermetures d'écoles. L'objectif était également d'harmoniser la base de données sur l'alimentation scolaire avec le registre social national et de s'assurer que les questions de sécurité alimentaire et de nutrition fassent partie des critères de ciblage de la vulnérabilité. ■

Étude de cas 5.5

Liban : un programme d'alimentation scolaire en contexte d'urgence

Niamh O'Grady

Responsable des évaluations

Service des programmes scolaires du PAM

L'évaluation des activités d'alimentation scolaire d'urgence au Liban (2016-2019) fait partie d'une Série d'évaluations sur l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence ou fragiles de quatre pays (République démocratique du Congo, Niger, Syrie et Liban) commandée par le PAM et financée par le Canada. Cette série d'évaluations favorise l'apprentissage sur les plans stratégique et opérationnel, à la fois à l'échelle mondiale et dans le pays.

La collecte des données reposait sur une approche à méthodes mixtes comprenant une enquête quantitative et qualitative ainsi que des entretiens avec des interlocuteurs clés. Les questions de l'évaluation portaient sur les aspects suivants :

1. L'adéquation de l'alimentation scolaire aux besoins des garçons et des filles dans une situation de crise en évolution ;
2. La cohérence de l'alimentation scolaire avec la réponse humanitaire du PAM et d'autres acteurs ;
3. Les effets de l'alimentation scolaire sur l'éducation et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des garçons et des filles.
4. Les effets de l'alimentation scolaire sur la capacité des ménages à faire face aux crises et ses effets sur l'économie locale.
5. Les autres effets de l'alimentation scolaire sur la cohésion sociale, le bien-être psychosocial et l'exposition à des pratiques néfastes (travail des enfants, mariage précoce).
6. La création d'un système d'alimentation scolaire durable en accord avec les priorités et les capacités du gouvernement.

La présence d'environ 1,5 million de Syriens déplacés au Liban a accru la demande d'infrastructure et de services essentiels, en plus d'aggraver la vulnérabilité des réfugiés. Parallèlement, le Liban est confronté à une crise économique et sociale de plus en plus critique entraînant l'augmentation de la vulnérabilité et de la pauvreté dans les communautés libanaises.

L'évaluation a révélé que l'alimentation scolaire au Liban a contribué à améliorer la diversité des régimes alimentaires et à réduire l'insécurité alimentaire et la faim à court terme pour les enfants libanais et syriens. La conception du programme d'alimentation scolaire a répondu de manière appropriée aux différents besoins des enfants réfugiés libanais et syriens, tout en tenant compte des distinctions et des similitudes entre les deux groupes de population. Le programme a permis d'effectuer des ajustements en fonction des changements contextuels et des besoins nutritionnels des bénéficiaires. Les données factuelles montrent que le programme a eu un impact plus important sur la sécurité alimentaire chez les enfants syriens, qui étaient confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire plus élevés.

L'alimentation scolaire a augmenté la rétention des enfants à la fois dans les classes du matin et de l'après-midi – en particulier dans les classes de l'après-midi – et a influencé positivement la scolarisation des réfugiés syriens. Les écoles dans lesquelles les interventions d'alimentation scolaire ont eu lieu ont rapporté une amélioration des taux de rétention ; la distribution de collations scolaires a encouragé l'inscription, même si une multitude d'obstacles sociaux, économiques, culturels et institutionnels subsistent, entraînant le risque d'abandon scolaire.

Les critères de ciblage visaient à atteindre les communautés à forte concentration de familles de réfugiés libanais et syriens vulnérables. Cependant, lors de la sélection des écoles bénéficiaires des interventions dans les huit gouvernorats, les problèmes de vulnérabilité ou de protection tenant compte du genre n'ont pas été pondérés de manière aussi évidente.

Le groupe de travail sectoriel d'éducation a coordonné les efforts éducatifs et partagé des informations. Cependant, les synergies directes ou les actions complémentaires ciblées entre l'alimentation scolaire et les interventions mises en œuvre par d'autres agences des Nations Unies et les ONG étaient limitées. Le lien entre un programme national d'alimentation scolaire et le système et la stratégie nationaux plus larges de protection sociale n'est pas encore évident, principalement parce que le système national de protection sociale tenant compte du genre est à un stade embryonnaire.

Aucune donnée factuelle ne montrait que l'alimentation scolaire avait un effet direct sur les stratégies d'adaptation négatives et il existait peu de preuves de son impact sur la cohésion sociale entre les enfants libanais et syriens. Cependant, la distribution de collations scolaires a semblé insuffler un sentiment d'égalité entre les enfants. Dans les camps d'été sur la nutrition, il a été constaté que la cohésion sociale ne se produisait pas automatiquement et qu'il était nécessaire de réaliser des efforts concertés pour réunir des groupes de population de nationalités ou de milieux socioéconomiques différents. ■



A photograph of a classroom. In the foreground, a teacher's hand in a red sleeve is writing on a whiteboard with a piece of white chalk. In the background, three young children are sitting on a patterned mat on the floor, looking towards the whiteboard. The wall behind them is a green chalkboard with some faint writing. The overall scene is brightly lit.

Conclusions

Cette publication fournit une analyse de la situation de l'alimentation scolaire dans le monde avant la pandémie de COVID-19 et une évaluation de l'impact de cette crise et de ses conséquences pour l'avenir. Elle cherche à déterminer certains des principaux obstacles et leurs solutions, ainsi que les moyens par lesquels la Stratégie d'alimentation scolaire du PAM 2020-2030 vise à renforcer la réponse mondiale.

S'appuyant sur ces plans et ces recommandations, cette section met en évidence cinq actions prioritaires pour l'alimentation scolaire, en commençant par un rôle essentiel pour aider à rouvrir les écoles en toute sécurité, puis en se concentrant sur de nouveaux moyens d'améliorer la qualité et la rentabilité des programmes nationaux d'alimentation scolaire.

1.

La priorité la plus immédiate est d'aider les pays à rétablir des programmes d'alimentation scolaire efficaces. Comment pouvons-nous accélérer les efforts mondiaux afin de rouvrir en toute sécurité les écoles fermées en réaction à la pandémie de COVID-19 ?

La coalition mondiale « Sauvez notre avenir » détermine ce besoin très clairement en définissant son premier Domaine d'action :

Donner la priorité à la réouverture des écoles, fournir des services vitaux aux enfants et traiter le personnel comme des travailleurs de première ligne : il était nécessaire de fermer les écoles pour limiter la pandémie de COVID-19, mais le fait de manquer l'école a des conséquences importantes pour les enfants. Les gouvernements devront rouvrir les écoles dès que cela pourra s'effectuer en toute sécurité, déployer des efforts concertés pour faire revenir les enfants à l'école et veiller à ce que les services vitaux, notamment des services de nutrition, de santé physique et mentale, d'EAH et des services de protection de l'enfance, soient mis en place de toute urgence afin de soutenir les enfants ainsi que le personnel à l'école et en dehors de l'école. (Sauvez notre avenir, 2020)

Le rétablissement des programmes d'alimentation scolaire est une contribution essentielle à cette action prioritaire, avec pour objectif de revenir au moins à la situation telle qu'elle était au début de 2020. Il s'agit d'une priorité majeure du PAM jusqu'en 2021, nécessitant de travailler en collaboration avec les pays et les partenaires de développement pour comprendre les principaux problèmes et élaborer des solutions efficaces.

2.

Avant la pandémie, les programmes d'alimentation scolaire étaient les moins grands là où ils étaient le plus nécessaires. Les approches innovantes en matière de financement peuvent-elles apporter un nouvel espoir aux 73 millions d'enfants qui en ont le plus besoin ?

Avant la pandémie de COVID-19, un nombre important d'enfants n'étaient soutenus par aucun programme. L'analyse du PAM estime que 73 millions d'écoliers les plus vulnérables dans 60 pays seront toujours systématiquement exclus, même si nous revenons au niveau de couverture d'avant la pandémie. L'un des principaux objectifs de la nouvelle stratégie du PAM est de déterminer les obstacles à l'inclusion de ces enfants et de trouver de nouveaux moyens efficaces de les surmonter.

Des analyses préliminaires montrent que plus de 90 % des coûts des programmes d'alimentation scolaire sont couverts par des fonds nationaux, mais les enfants les plus vulnérables vivent dans les pays les moins en mesure de fournir ce soutien. Par conséquent, les pays devront disposer de fonds externes pour faire le premier pas vers l'autosuffisance. Pour combler cette lacune, il sera nécessaire d'adopter une approche allant au-delà des options de financement actuelles, par exemple un rôle élargi des partenaires de nouvelle génération tels que les pays du groupe BRICS, de nouveaux instruments financiers tels que les obligations d'investissement social, ainsi qu'une plus grande reconnaissance de la nécessité pour les partenaires de développement de mutualiser leurs investissements dans plusieurs secteurs, notamment la santé, l'éducation et l'agriculture, ce qui constitue peut-être l'élément le plus important de cette approche.

3.

Les données disponibles concernant l'alimentation scolaire sont centrées sur les programmes du secteur public dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Que pouvons-nous apprendre de plus des programmes gérés par les pays du groupe BRICS, les pays à revenu élevé et le secteur privé ?

La plupart des données examinées dans cette publication proviennent de fournisseurs de programmes gratuits et subventionnés, principalement des programmes nationaux du secteur public et une minorité de programmes soutenus, et parfois mis en œuvre, par des partenaires extérieurs. Pourtant, près de la moitié des repas gratuits et subventionnés dans le monde sont fournis par les pays du groupe BRICS, une proportion importante du reste étant fournie par des pays à revenu élevé. Une proportion importante, mais actuellement inconnue de repas scolaires sont également fournis par le secteur privé, y compris aux États-Unis et une minorité substantielle en Inde, probablement d'environ 20 millions de repas par jour. Il existe actuellement une distorsion des données en faveur des programmes du secteur public, ce qui se traduit par une diminution des informations disponibles sur les programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre par le secteur privé et dans les pays à revenu élevé. Pour aider à corriger ce biais et à élargir la portée des opportunités d'apprentissage, il est nécessaire de disposer d'une base de données mondiale et universelle des programmes d'alimentation scolaire.



4.

Les programmes d'alimentation scolaire liés aux achats locaux de denrées (communément appelés programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale) se sont avérés efficaces dans les pays à revenu intermédiaire. Comment les pays à faible revenu peuvent-ils intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de leurs programmes nationaux ?

Les plus grands programmes d'alimentation scolaire au monde reposent tous sur le principe de l'alimentation d'origine locale. Les pays du groupe BRICS, fournissant quotidiennement 48 % des repas scolaires gratuits ou subventionnés dans le monde, utilisent tous des aliments d'origine nationale. Au Brésil, un accent particulier est mis sur la production locale : 30 % de la nourriture scolaire doit provenir obligatoirement du voisinage immédiat de l'école. Ces mesures contribuent à créer des emplois locaux, à raccourcir les chaînes d'approvisionnement et à rendre les marchés des agriculteurs locaux plus prévisibles et plus stables. Elles améliorent également l'accès aux produits frais locaux et aident à établir des préférences alimentaires tout au long de la vie pour des aliments frais disponibles localement.

Pourtant, la majorité des pays à faible revenu continuent de dépendre fortement des aliments importés. Il est nécessaire de mieux comprendre les contraintes des pays à faible revenu et de les aider à intensifier les efforts en matière d'ASBAL qui constituent des éléments essentiels de leurs programmes nationaux.

5.

Les programmes d'alimentation scolaire constituent le filet de sécurité le plus vaste au monde et jouent un rôle essentiel dans la réponse aux conflits et aux situations d'urgence. Pouvons-nous maintenir et renforcer davantage la résilience des systèmes alimentaires à l'aide d'une nouvelle génération de programmes d'alimentation scolaire plus rentables et plus écologiques ?

Le PAM a reçu le prix Nobel de la paix 2020 en partie en raison du rôle joué par les programmes d'alimentation scolaire de l'organisation dans la lutte contre la faim et la consolidation de la paix dans le cadre de la réponse immédiate aux conflits et aux situations d'urgence. Afin de maintenir la résilience à plus long terme et d'effectuer une transition vers la durabilité, les systèmes alimentaires doivent évoluer en réponse aux besoins et au contexte locaux. L'un des domaines sous-étudiés à améliorer est le ciblage par âge : les interventions, par exemple à l'âge préscolaire, sont-elles plus rentables que d'autres ? Est-il nécessaire d'élaborer des régimes alimentaires plus adaptés à l'âge, par exemple pendant les exigences accrues de la poussée de croissance ? L'un des autres domaines sous-développés à fort potentiel est le renforcement des questions de l'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale tenant compte de l'environnement, tels que le raccourcissement des filières alimentaires et la réduction des pertes après récolte. Mieux comprendre la rentabilité et le contexte pourrait permettre d'élaborer une nouvelle génération de systèmes d'alimentation scolaire de précision.



Références

- Adelman, S., Gilligan, D.O., Konde-Lule, J. et Alderman, H.** 2019. School Feeding Reduces Anemia Prevalence in Adolescent Girls and Other Vulnerable Household Members in a Cluster Randomized Controlled Trial in Uganda. *The Journal of Nutrition*, 149(4). Disponible sur : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6461720/>
- Adelman, S., Gilligan, DO et Lehrer, K.** 2008. How Effective are Food for Education Programs? A Critical Assessment of the Evidence from Developing Countries. *Food Policy Review* 9. Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Agence de santé publique de Suède.** 2020. *COVID-19 in schoolchildren. A comparison between Finland and Sweden.* Article 20108-1. Disponible sur : <https://www.folkhalsomyndigheten.se/contentassets/c1b78bfffde4a7899eb0d8ffdb57b09/covid-19-school-aged-children.pdf>
- Ahmed, A.U. et del Ninno, C.** 2002. *The Food for Education Program in Bangladesh: An Evaluation of its Impact on Educational Attainment and Food Security.* Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Alderman, H. et Bundy, D.A.P.** 2012. School Feeding Programs and Development: Are We Framing the Question Correctly? *World Bank Research Observer*, 27(2): 204-221. Disponible sur : https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/17114/wbro_27_2_204.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Aurino, E., Gelli, A., Adamba, C., Osei-Akoto, I. et Alderman, H.** 2018b. *Food for thought? Experimental evidence on the learning impacts of a large-scale school feeding program in Ghana.* Document de travail IFPRI n° 01782. Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Disponible sur : <https://www.ifpri.org/publication/food-thought-experimental-evidence-learning-impacts-large-scale-school-feeding-program>
- Aurino, E., Tranchant J.-P., Gelli, A. et Sekou-Diallo, A.** 2019. School feeding or general food distribution? Quasi-experimental evidence on the educational impacts of emergency food assistance during conflict in Mali. *Journal of Development Studies*, 55 : 7-28.
- Aurino, E., Tranchant, J., Diallo, A. et Gelli, A.** 2018a. *School Feeding or General Food Distribution? Quasi-Experimental Evidence on the Educational Impacts of Emergency Food Assistance during Conflict in Mali.* Documents de travail Innocenti n° 2018-04. Innocenti, Florence, Bureau de recherche de l'UNICEF. Disponible sur : <https://www.unicef-irc.org/publications/956-school-feeding-or-general-food-distribution-quasi-experimental-evidence-on-the-educational.html>
- Banque mondiale.** 2011. *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflits, sécurité et développement.* Washington, DC, Banque mondiale.
- Banque Mondiale.** 2014. *Education for all.* Dans *La Banque mondiale* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/education-for-all>
- Banque mondiale.** 2016. *Manual for SABER School Feeding Exercise* [en ligne]. Disponible sur : http://wbfiles.worldbank.org/documents/hdn/ed/saber/supporting_doc/Background/SHN/SABER_SchoolFeeding_Manual.pdf
- Banque mondiale.** 2018a. *The Human Capital Project* (éds. R. Gatti et A. Kraay). Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/363661540826242921/pdf/131462-PublicHCPReportCompleteBooklet.pdf>
- Banque mondiale.** 2018b. *The State of Social Safety Nets 2018.* Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29115>

Banque mondiale. 2019a. *Africa Human Capital Plan*. Disponible sur : <http://pubdocs.worldbank.org/en/562231555089594602/HCP-Africa-Plan.pdf>

Banque mondiale. 2019b. *World Bank Country and Lending Groups for the 2020 fiscal year*. Disponible sur : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

Banque Mondiale. 2020a. *Brazil: Estimating COVID-19 Impact*. Avril. Memo, Banque mondiale et EduAnalytics.

Banque mondiale. 2020b. *Human Capital Project*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital>

Banque mondiale. 2020c. Prevalence of anemia among non-pregnant women (% of women ages 15-49). Dans *The World Bank Data* [en ligne]. Disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/SH.ANM.NPRG.ZS>

Banque mondiale. 2020d. *Pandémie de la COVID-19 : chocs pour l'éducation et réponses stratégiques*. Disponible sur : <http://hdl.handle.net/10986/33696>

Banque mondiale. 2020e. *Indicateurs du développement dans le monde (base de données)*. Dans *La Banque mondiale* [en ligne]. Disponible sur : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>

Banque mondiale. 2020f. *Classification of Fragile and Conflict-Affected Situations*. Dans *La Banque mondiale* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>

Bashir, S., Lockheed, M., Ninan, E., et Tan, J.P. 2018. *Facing Forward: Schooling for Learning in Africa*. Collection Africa Development Forum. Washington, DC, Banque mondiale/Agence française de développement.

Bastagli, F., Hagen-Zanker, J., Harman, L., Sturge, G., Barca, V., Schmidt, T. et Pellerano, L. 2016. *Cash Transfers: What Does the Evidence Say? A Rigorous Review of Impacts and the Role of Design and Implementation Features*. Londres, Overseas Development Institute. Disponible sur : <https://www.odi.org/publications/10505-cash-transfers-what-does-evidence-say-rigorous-review-impacts-and-role-design-and-implementation>

Borkowski, A., Ortiz-Correa, J. S., Bundy, D. A. P., Burbano, C., Hayashi, C., Lloyd-Evans, E., Neitzel, J., et Reuge, N. 2021. COVID-19: Missing More Than a Classroom. The impact of school closures on children's nutrition. Innocenti Working Paper 2021-01. Florence: UNICEF Office of Research – Innocenti.

Black, M.M. et al. 2017. Early childhood development coming of age: science through the life course. *Lancet*, 389 : 77-90.

Black, R.E. et al. 2013. Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *Lancet*, 382 : 427-451.

Brinkman, H.J. et Hendrix, C.S. 2011. *Food Insecurity and Violent Conflict: Causes, Consequences, and Addressing the Challenges*. Publication occasionnelle 24. Rome, Programme alimentaire mondial.

Bundy, D., Burbano, C., Lloyd-Evans, E., Sorgho, G., Lavadenz, F., Adam, Z., Drake, L., Rowland-Jones, S. et Piot, P. 2020. Un commentaire sur le symposium inter-institutions : « *Construire un avenir plus sain : une perspective du capital humain sur la santé et l'éducation* », présenté au Congrès européen de médecine tropicale et de santé internationale, Liverpool, Royaume-Uni, octobre 2019. *International Health*, 12(4) : 235-237. <https://doi.org/10.1093/inthealth/ihaa009>

Bundy, D.A.P. 2011. *Rethinking School Health. A Key Component of Education for All*. Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : <http://documents1.worldbank.org/curated/en/900271468332690641/pdf/600390PUB01D171Health09780821379073.pdf>

Bundy, D.A.P., Appleby, L., Bradley, M., Croke, K., Hollingsworth, D., Pullan, R., Turner, H.C. et de Silva, N. 2017c. *Mass Deworming Programs in Middle Childhood and Adolescence*. Dans D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, édés. *Child and Adolescent Health and Development. Disease Control Priorities* (3e édition). Volume 8. Washington, DC, Banque mondiale.

- Bundy, D.A.P., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. et Drake, L.** 2009. *Re-thinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector*. Directions in Human Development. Washington, DC, Groupe de la Banque mondiale. Disponible sur : http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099080042112/DID_School_Feeding.pdf
- Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. et Patton, G.C.** 2017a. *Child and Adolescent Health and Development (avec une préface de Gordon Brown)*. Volume 8. Dans D.T. Jamison, R. Nugent, H. Gelband, S. Horton, P. Jha, R. Laxminarayan et C. Mock, éd. *Disease Control Priorities (3e édition)*. Washington, DC, Banque mondiale.
- Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. et Patton, G.C.** 2018a. Optimizing Education Outcomes: High-Return Investments in School Health for Increased Participation and Learning. Dans D.T. Jamison, R. Nugent, H. Gelband, S. Horton, P. Jha, R. Laxminarayan et C. Mock, éd. *Disease Control Priorities (3e édition)*. Washington, DC, Banque mondiale.
- Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. et Patton, G.C., éd.** 2018b. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies*. Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : https://dcp-3.org/sites/default/files/resources/CAHD_eBook.pdf
- Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Patton, G.C., Schultz, L. et Jamison, D.T. pour le groupe d'auteurs DCP3 Child and Adolescent Health.** 2017b. Investment in child and adolescent health and development: key messages from *Disease Control Priorities*, 3e édition. *Lancet*, 391, 10121, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(17\)32417-0](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(17)32417-0)
- Bundy, D.A.P., Schultz, L., Sarr, B., Banham L., Colenso, P. et Drake, L.** 2018c. *The School as a Platform for Addressing Health in Middle Childhood and Adolescence*. Dans D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, éd. *Disease Control Priorities (3e édition)*. Volume 8, *Child and Adolescent Health and Development*. Washington, DC, Banque mondiale.
- Burbano, C., Ryckembusch, D., Fernandes, M., Mitchell, A. et Drake, L.** 2018. Re-imagining school feeding: a high return investment in human capital and local economies. Dans D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison, G. Patton, éd. *Disease Control Priorities (3e édition)*, Volume 8 : *Child and adolescent health and development*. Washington, DC, Banque mondiale.
- CCAFS.** à paraître. *Food Transform XI. Levers to Transform Food Systems under Climate Change* (en cours). Wageningen, Pays-Bas, Programme de recherche du GCRAI sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS).
- Central Square Foundation.** 2020. State of the Sector Report on Private Schools in India. New Delhi, Central Square Foundation. Disponible sur : <https://centralsquarefoundation.org/State-of-the-Sector-Report-on-Private-Schools-in-India.pdf>
- Chakraborty, T. et Jayaraman, R.** 2019. School feeding and learning achievement: Evidence from India's midday meal program. *Journal of Development Economics*, 139(C) : 249-265.
- Charmes, J.** 2019. *The Unpaid Care Work and the Labour Market. An analysis of time use data based on the latest World Compilation of Time-use Surveys*. Genève, Organisation internationale du Travail. Disponible sur : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_732791.pdf
- Cohee, L., Halliday, K., Gelli, A., Mwenyango, I., Lavadenz, F., Burbano, C., Drake, L. et Bundy, D.A.P.** à paraître. The Role of Health in Education and Human Capital: why an integrated approach to school health could make a difference to the futures of schoolchildren in low income countries. Perspectives. *Journal of The American Society of Tropical Medicine and Hygiene*.
- Comité Nobel norvégien.** 2020. Le prix Nobel de la paix pour 2020. Oslo, Nobel Media AB. Disponible sur : <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2020/press-release/>
- Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN).** 2017. *Schools as a System to Improve Nutrition* (éd S. Oenema). Rome, Italie ; le Secrétariat du CSNU. Disponible sur : <https://www.unscn.org/uploads/web/news/document/School-Paper-EN-WEB.pdf>

Commission de l'Union africaine, NEPAD, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et PAM. 2014. *The Cost of Hunger in Africa: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Egypt, Ethiopia, Swaziland and Uganda*. Addis-Abeba, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Disponible sur : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp264183.pdf>

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le PAM. 2017. *The Cost of the Double Burden of Malnutrition: Social and Economic Impact*. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/2017-cost-double-burden-malnutrition-social-and-economic-impact>

Commission européenne. 2020. *Farm to fork strategy: For a fair, healthy and environmentally-friendly food system*. Disponible sur : https://ec.europa.eu/food/sites/food/files/safety/docs/f2f_action-plan_2020_strategy-info_en.pdf

Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives mondiales. 2016. *The Learning Generation: Investing in Education for a Changing World*. New York, Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives mondiales. Disponible sur : https://report.educationcommission.org/wp-content/uploads/2016/09/Learning_Generation_Full_Report.pdf

Convention relative aux droits de l'enfant (CDE). 2013. *Observation générale n° 15 (2013) sur le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé susceptible d'être atteint (art. 24)*. CRC/C/GC/15. Disponible sur : <https://undocs.org/CRC/C/GC/15>

Crouch, L. et Gove, A.K. 2011. Leaps or One Step at a Time: Skirting or Helping Engage the Debate? The Case of Reading. Dans *Policy Debates in Comparative, International, and Development Education*, p. 155-174. New York, Palgrave Macmillan.

Cueto, S. et Chinen, M. 2008. Educational impact of a school breakfast programme in rural Peru. *International Journal of Educational Development*, 28 : 132-148. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2007.02.007>

De Ceglie, F., Esenaliev, D., Goldwyn, R. et Jang, S. 2019. **The World Food Programme's Contribution to Improving the Prospects for Peace in Kyrgyzstan**. Solna, SIPRI.

Delgado, C., Jang, S., Milante, G. et Smith, D. 2019. *The World Food Programme's Contribution to Improving the Prospects for Peace*. Solna, SIPRI. Disponible sur : <https://www.sipri.org/publications/2019/other-publications/world-food-programmes-contribution-improving-prospects-peace>

Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU. 2016. *Leaving no one behind: the imperative of inclusive Development. Report on the World Situation 2016*. New York, Nations Unies.

Development Initiatives. 2018. *2018 Global Nutrition Report: Shining a light to spur action on nutrition*. Bristol, R-U, Development Initiatives. Disponible sur : <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>

Drake, L., Woolnough, A., Burbano, C. et Bundy, D.A.P. 2016. *Global School Feeding Sourcebook: lessons from 14 countries*. Londres, R-U, Partenariat pour le développement de l'enfant, Imperial College.

Drake, L.J., Fernandes, M., Aurino, E., Kiamba, J., Giyose, B., Burbano, C., Alderman, H., Mai, L., Mitchel, A. et Gelli, A. 2017. *School Feeding Programmes in Middle Childhood and Adolescence*. Dans D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, eds. *Disease Control Priorities (3e édition)*. Volume 8, *Child and Adolescent Health and Development*. Washington, DC, Banque mondiale.

Drake, L.J., Lazrak, N., Fernandes, M., Chu, K., Singh, S., Ryckembusch, D., Nourozi, S., Bundy, D.A.P. et Burbano, C. 2020. Establishing Global School Feeding Program Targets: How Many Poor Children Globally Should Be Prioritized, and What Would Be the Cost of Implementation? *Frontiers in Public Health*, 8 : 530176. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.530176>

Evans, D.K. & Mendez Acosta, A. 2021. Education in Africa: What Are We Learning? *Journal of African Economies*, 30, 1. <https://doi.org/10.1093/jae/ejaa009>

FAO et OMS. 2006. *Directives sur l'enrichissement des aliments en micronutriments*. Genève. Disponible sur : who.int/publications/i/item/9241594012

FAO et PAM. 2018. *Home-Grown School Feeding. Resource Framework. Technical Document.* Rome. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/ca0957en/CA0957EN.pdf>

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2020. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets.* Rome, FAO. Disponible sur : <http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca9692en>

FAO. 2013a. *Climate-smart Agriculture Sourcebook.* Disponible sur : <http://www.fao.org/3/i3325e/i3325e.pdf>

FAO. 2013b. *Food Wastage Footprint & Climate Change.* Disponible sur : <http://www.fao.org/3/a-bb144e.pdf>

FAO. 2020. *Alimentation scolaire et nutrition.* Disponible sur : <http://www.fao.org/school-food/>

Fernandes, M. et Aurino, E. 2017. *Identifying an essential package for school-age child health: economic analysis.* Dans D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, édés. *Disease Control Priorities (3e édition).* Volume 8, *Child and Adolescent Health and Development.* Washington, DC, Banque mondiale.

FNDE/Coordenação-Geral do PNAE. 2020. *Alunos atendidos pelo PNAE – 2019.* Disponible sur : <http://www.fnde.gov.br/dadosabertos/it/dataset/alunos-atendidos-pelo-pnae-2014/resource/7c675db9-e5ba-4d69-acf1-f5a20f15abad>

Galloway, R., Kristjansson, E., Gelli, A., Meir, A., Espejo, F. et Bundy, D. 2009. School Feeding: Outcomes and Costs. *Food and Nutrition Bulletin*, 30(2) : 171-182.

Gatti, R.V., Kraay, A.C., Avitabile, C., Collin, M.E., Dsouza, R. et Dehnen, N.A.P. 2018. *The Human Capital Project* (anglais). Washington, DC, Groupe de la Banque mondiale. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/363661540826242921/The-Human-Capital-Project>

GCNF. 2019. Enquête mondiale de la GCNF sur les programmes de repas scolaires [69 rapports par pays]. Disponible sur : <https://gcnf.org/survey/>

Gelli, A. et Daryanani, R. 2013. Are School Feeding Programs in Low-Income Settings Sustainable? Insights on the Costs of School Feeding Compared with Investments in Primary Education. *Food and Nutrition Bulletin*, 34(3) : 310-317.

Gelli, A., Nguyen, P.H., Santacroce, M., Twaliby, A., Margolies, A. et Katundu, M. 2019a. A Community-Based Early Childhood Development Center Platform Promoting Diversified Diets and Food Production Increases the Mean Probability of Adequacy of Intake of Preschoolers in Malawi: A Cluster Randomized Trial. *J. Nutr.* 150 (2) :350-355. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz245>

Gelli, A., Al-Shaiba, N. et Espejo, F. 2009. The costs and cost-efficiency of providing food through schools in areas of high food insecurity. *Food Nutr. Bull.* 30, 68-76.

Gelli, A., Aurino, E., Folson, G., Arhinful, D., Adamba, C. et al. 2019b. A School Meals Program Implemented at Scale in Ghana Increases Height-for-Age during Midchildhood in Girls and in Children from Poor Households: A Cluster Randomized Trial. *J. Nutr.* 149(8), 1434-1442. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz079>

Gelli, A., Cavallero, A., Minervini, L., Mirabile, M., Molinas, L. et de la Mothe, M.R. 2011. New Benchmarks for Costs and Cost-Efficiency for Food Provisions in Schools in Food Insecure Areas. *Food and Nutrition Bulletin*, 32(4) : 324-332.

Gelli, A., Cohee, L., Halliday, K., Mwenyango, I., Lavadenz, F., Burbano, C., Drake, L. et Bundy, D.A.P. 2020. The Role of Health in Education and Human Capital: why an integrated approach to school health could make a difference to the futures of schoolchildren in low income countries. Perspectives. *Journal of The American Society of Tropical Medicine and Hygiene* (à paraître).

Gelli, A., Margolies, A., Santacroce, M., Roschnik, N., Twaliby, A. et al. 2018. Using a Community-Based Early Childhood Development Center as a Platform to Promote Production and Consumption Diversity Increases Children's Dietary Intake and Reduces Stunting in Malawi: A Cluster-Randomized Trial. *J. Nutr.*, 148 : 1587-1597.

Goddings, A.-L., Mills, K.L., Clasen, L.S., Giedd, J.N., Viner, R.M. et al. 2014. The Influence of Puberty on Subcortical Brain Development. *NeuroImage* 88 : 242-251.

Goldwyn, R., Jang, S., Klange, J.H. et Milante, G. 2019. *The World Food Programme's contribution to improving the prospects for peace in Mali*. Solna, SIPRI. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/wfp_country_report_mali.pdf

Gouvernement de Zanzibar. 2007. *Programme de développement de l'éducation de Zanzibar (ZEDP) 2008/09-2015/16. Ébauche finale*. Zanzibar city, gouvernement de Zanzibar.

Graham, N., Schultz, L., Mitra, S. et Mont, D. 2017. Disability in Middle Childhood and Adolescence. Dans D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, édés. *Disease Control Priorities (3e édition)*. Volume 8, *Child and Adolescent Health and Development*. Washington, DC, Banque mondiale.

Grigorenko, E. L. 2017. Evidence on Brain Development and Interventions. Dans D.A.P. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison et G.C. Patton, édés. *Disease Control Priorities (3e édition)*. Volume 8, *Child and Adolescent Health and Development*. Washington, DC, Banque mondiale.

Grosh, M., del Ninno, C., Tesliuc, E. et Ouerghi, A. 2008. *For protection and promotion: The design and implementation of effective safety nets*. Washington, DC, Banque mondiale.

Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food). 2016. *From uniformity to diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*. Disponible sur : http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/UniformityToDiversity_FULLL.pdf

Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition. 2014. *Résumé : comment les politiques agricoles et des systèmes alimentaires peuvent-elles améliorer la nutrition ?* Disponible sur : https://www.panita.or.tz/wp-content/uploads/2014/04/panita_international_9.pdf

Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition. 2015. *Healthy Meals in Schools: Policy Innovations Linking Agriculture, Food Systems and Nutrition*. Policy Brief No. 3. Londres, Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition. Disponible sur : <https://www.glopan.org/wp-content/uploads/2019/06/HealthyMealsBrief.pdf>

Haddad, L., Hawkes, C., Waage, J., Webb, P., Godfray, C. et Toulmin, C. 2016. *Food Systems and Diets: Facing the Challenges of the 21st Century*. Londres, Groupe mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition.

Hatløy, A. et Sommerfelt, T. 2017. *Rethinking emergency school feeding: A child-centred approach*. Oslo, rapport Fafo 2017:24. Disponible sur : <https://www.faf.no/images/pub/2017/20632.pdf>

Hawkes, C., Ruel, M., Salm, L., Sinclair, B. et Branca, F. 2019. Double-duty actions: seizing programme and policy opportunities to address malnutrition in all its forms. *Lancet*, 395 : 10218.

HCR. 2019. *Redoubler d'efforts : L'éducation des réfugiés en crise*. Disponible sur : <https://www.unhcr.org/steppingup/>

Honkanen, T. 2013. *WFP School Feeding the Implications of a Social Protection Lens*. Document d'information pour la mise à jour de la politique d'alimentation scolaire 2013. Rome, Programme alimentaire mondial.

Institut de statistique de l'UNESCO 2018. *One in Five Children, Adolescents and Youth is Out of School*. Fiche d'information n° 48 de l'ISU. Disponible sur : <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs48-one-five-children-adolescents-youth-out-school-2018-en.pdf>

Institut de statistique de l'UNESCO 2019. *Éducation et alphabétisme : Enfants et jeunes non scolarisés*. Dans UNESCO [en ligne]. Disponible sur : <http://uis.unesco.org/en/topic/out-school-children-and-youth>

Institut de statistique de l'UNESCO 2020. *UIS.Stat* dans *Institut de statistique de l'UNESCO* [en ligne]. Disponible sur : <http://data.uis.unesco.org/>

Ishida, H. 2018. The History, Current Status, and Future Directions of the School Lunch Program in Japan. *The Japanese Journal of Nutrition and Dietetics*, 76 : S2-S11. Disponible sur : https://www.jstage.jst.go.jp/article/eiyogakuzashi/76/Supplement/76_S2/_article

Jamison, D.T., Nugent, R., Gelband, H., Horton, S., Jha, P., Laxminarayan R., et Mock, C.N., éd. 2015-2018. Disease Control Priorities. Troisième édition. 9 volumes. Banque mondiale, Washington, DC.

Jomaa, L.H., McDonnell, E. et Probart, C. 2011. School Feeding Programs in Developing Countries: Impacts on Children's Health and Educational Outcomes. *Nutrition Review*, 69 : 83-98.

Jukes, M.C.H, Drake, L.J. et Bundy, D.A.P. 2007. School health, nutrition and education for all: levelling the playing field. Wallingford, CABI Publishing.

Kazianga, H., de Walque, D. et Alderman, H. 2009. Educational and Health Impacts of Two School Feeding Schemes: Evidence from a Randomized Trial in Rural Burkina Faso. [http://lst-iiiep.iiiep-unesco.org/cgi-bin/wwwi32.exe/\[in=epidoc1.in\]/?t2000=026810/\(100\).4976](http://lst-iiiep.iiiep-unesco.org/cgi-bin/wwwi32.exe/[in=epidoc1.in]/?t2000=026810/(100).4976).

Kazianga, H., de Walque, D., et Alderman, H. 2014. School feeding programs, intrahousehold allocation and the nutrition of siblings: Evidence from a randomized trial in rural Burkina Faso. *J. Dev. Econ.*, 106 : 15-34.

Kristjansson, E.A., Robinson, V., Petticrew, M., MacDonald, B., Krasevec, J., Janzen, L., Greenhalgh, T., Wells, G., MacGowan, J., Farmer, A., Shea, B. J., Mayhew, A. et Tugwell, P. 2007. School Feeding for Improving the Physical and Psychosocial Health of Disadvantaged Elementary School Children. *Cochrane Database Syst. Rev.* 1.

Loboguerrero, A., Birch, J., Thornton, P., Meza, L., Sunga, I., Bong, B.B., Rabbinge, R., Reddy, M., Dinesh, D., Korner, J., Martínez-Baron, D., Millan, A., Hansen, J., Huyer, S. et Campbell, B. 2018. *Feeding the World in a Changing Climate: An Adaptation Roadmap for Agriculture*. Rotterdam, Centre mondial sur l'adaptation et Washington, DC, Institut des ressources mondiales. Disponible sur : https://cdn.gca.org/assets/2018-10/18_WP_GCA_Agriculture_1001_Oct5.pdf

Lobstein, T., Jackson-Leach, R., Moodie, M.L., Hall, K.D., Gortmaker, S.L., Swinburn, B.A., James, W.P.T., Wang, Y. et McPherson, K. 2015. Child and Adolescent Obesity: Part of a Bigger Picture. *Lancet*, 385.9986 : 2510-2520.

Ludvigsson, J.F. 2020a. Systematic review of COVID-19 in children shows milder cases and a better prognosis than adults. *Acta Paediatrica*, 109(6) :1088-1095. Disponible sur : <https://doi.org/10.1111/apa.15270>

Ludvigsson, J.F. 2020b. Children are unlikely to be the main drivers of the COVID-19 pandemic - A systematic review. *Acta Paediatrica*, 109 : 1525-1530. Disponible sur : <https://doi.org/10.1111/apa.15371>

Malala Fund. 2020. *Girls' education and COVID-19: What past shocks can teach us about mitigating the impact of pandemics*. Disponible sur : https://downloads.ctfassets.net/0oan5gk9rgbh/6TMYLYAcUpjhQpXLDgmdla/dd1c2ad08886723cbad85283d479de09/GirlsEducationandCOVID19_MalalaFund_04022020.pdf

Martínez, R. et Fernández, A. 2009. *The Cost of Hunger: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in the Plurinational State of Bolivia, Ecuador, Paraguay and Peru*. Santiago, Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Disponible sur : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/39307/1/LCW260_en.pdf

Miguel, E. et Kremer, M. 2004. Worms: identifying impacts on education and health in the presence of treatment externalities. *Econometrica*, 72(1) : 159-217.

Mitra, S., Posarac, A. et Vick, B. 2013. Disability and Poverty in Developing Countries: A Multidimensional Study. *World Development*, 41 : 1-18.

Mundy, K. et Proulx, K. 2019. *Making Evaluation Work for the Achievement of SDG 4 Target 5: Equality and Inclusion in Education*. UNESCO, NORAD, Groupe de la Banque mondiale, UNICEF.

Muñoz, A. et al. 2018. *Los Comedores Escolares en España: Del diagnóstico a las propuestas de mejora*, p. 13. Disponible sur : <https://www.carrrodecombate.com/2018/09/06/presentamos-un-nuevo-informe-sobre-los-comedores-escolares-en-espana/>

Nations Unies. 2020a. *Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les enfants*. Disponible sur : <https://unsdg.un.org/resources/policy-brief-impact-covid-19-children>

Nations Unies. 2020b. *Education during Covid-19 and beyond*. Disponible sur : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_covid-19_and_education_august_2020.pdf

Office national de statistiques du R-U/Département de l'éducation. 2019. *Schools, Pupils and their Characteristics: January 2019*. Tableau 4b. Disponible sur : <https://www.gov.uk/government/statistics/schools-pupils-and-their-characteristics-january-2019>

OMS, UNICEF, UNESCO, UNSRSG/VAC & End Violence. 2020. *Global Status Report on Preventing Violence Against Children 2020*. Geneva, World Health Organization. Disponible sur : <https://www.who.int/publications/i/item/9789240004191>

OMS. 2005. *Millennium Development Goals. The evidence is in: Deworming helps meet the Millennium Development Goals*. OMS/CDS/CPE/PVC/2005.12 Disponible sur : http://whqlibdoc.who.int/hq/2005/WHO_CDS_CPE_PVC_2005.12.pdf

OMS. 2019a. *Nobel prize recognizes deworming's contribution to improving children's health and school performance and alleviating poverty*. Dans *Organisation mondiale de la santé (OMS)* [en ligne]. Disponible sur : https://www.who.int/neglected_diseases/news/nobel_prize_2019/en/

OMS. 2019b. Schistosomiase et géohelminthiases : nombre de personnes traitées en 2018 *Relevé épidémiologique hebdomadaire*, (94)50: 601-612. Disponible sur : <https://extranet.who.int/iris/restricted/bitstream/handle/10665/330108/WER9450-eng-fre.pdf?ua=1>

OMS. 2020. *Global school health initiative*. Disponible sur : https://www.who.int/school_youth_health/gshi/en/

PAM, FAO et UNICEF. 2020. *Comment atténuer les effets de la pandémie de la COVID-19 pandémie de COVID-19 sur l'alimentation et la nutrition des écoliers*. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/mitigating-effects-covid-19-pandemic-food-and-nutrition-schoolchildren>

PAM, FAO, FIDA, NEPAD, GCNF et PCD. 2018. *Home-Grown School Feeding Resource Framework. Technical Document*. Rome. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/home-grown-school-feeding-resource-framework>

PAM. 2013a. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013*. Rome, PAM. Disponible sur : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp257481.pdf>

PAM. 2013b. *Le rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition*. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/wfps-role-peacebuilding-transition-settings-0>

PAM. 2017a. *Decentralized evaluation – World Food Programme McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition Program (FFE 699-2013/036-00-B) in Liberia. Covering September 2013 - September 2016*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023073/download/>

PAM. 2017b. *Centre of Excellence Against Hunger: Impact Evaluation Report (2011-2016)*. Disponible sur : https://centrodeexcelencia.org.br/wp-content/uploads/2017/08/CP05_IER_Web.pdf

PAM. 2017c. *Factsheet: Lessons Learned to support Adolescent Girls in Niger*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117053/download/>

PAM. 2017d. *Smart School Meals: Nutrition-Sensitive National Programmes in Latin America and the Caribbean, A Review of 16 Countries*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000019946/download/>

PAM. 2017e. *At the Root of Exodus: Food security, conflict and international migration*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000015358/download/>

- PAM.** 2017f. *School Meals Monitoring Framework and Guidance*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023832/download/>
- PAM.** 2018a. *Nepal School Meals Programme: Cost-Benefit Analysis Report*. Katmandou, Népal, Programme alimentaire mondial.
- PAM.** 2018b. *Point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité - Évaluation de politique*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105293/download/>
- PAM.** 2019. *School Feeding in 2018. Beyond the Annual Performance Report Series*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000110344/download/>
- PAM.** 2020a. *A Chance for Every Schoolchild. Partnering to scale up School Health and Nutrition for Human Capital*. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112101/download/?_ga=2.1137009.1531665697.1585896127-91557747.1561911030
- PAM.** 2020b. *A Chance for Every Schoolchild. Partnering to scale up School Health and Nutrition in the COVID era*. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117436/download/?_ga=2.70099668.598082491.1595794780-714246809.1578473791
- PAM.** 2020c. *Suivi mondial des repas scolaires pendant les fermetures d'écoles liées au COVID-19*. Disponible sur : https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-Carte/?_ga=2.242454085.634190311.1585563254-1096615302.1571304268
- PAM.** 2020d. Rapports annuels par pays 2019. Disponible sur : <https://www.wfp.org/>
- PAM.** 2020e. *WFP Global Response to COVID-19: September 2020*. Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Global%20Response%20to%20COVID-19%20-%20September%202020.pdf>
- PAM.** 2020f. *From the School Gate to Children's Plate: Golden Rules for Safer School Meals*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105252/download/>
- Partenariat mondial pour l'éducation.** 2018. De meilleurs résultats scolaires grâce à la santé scolaire. Disponible sur : <https://www.globalpartnership.org/content/better-education-outcomes-through-school-health-interventions-factsheet>
- PCD.** 2013. *Rapport annuel 2012-2013*. Londres, PCD, Imperial College. Disponible sur : <http://schoolsandhealth.org>.
- PCD.** 2015. *Inclusive School Health and Nutrition Programmes: A Roadmap for Mainstreaming Disability into the FRESH Agenda*. Document de travail 1. Londres, PCD, Imperial College.
- PCD.** 2020. *FRESH Framework*. dans *Schools and Health* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.schoolsandhealth.org/fresh-framework>
- Pellikka, K., Manninen, M. et Taivalmaa, S.** 2019. *School Meals for All. School feeding: investment in effective learning – Case Finland*. Ministère des Affaires étrangères de la Finlande et Agence nationale finlandaise pour l'Éducation.
- Popkin, B., Corvalan, C. et Grummer-Strawn, L.** 2019. Dynamics of the burden of malnutrition and the changing nutrition reality. *Lancet*, 395 : 10217.
- Powell, C.A., Walker, S.P., Chang, S.M. et Grantham-McGregor, S.M.** 1998. Nutrition and Education: A Randomized Trial of the Effects of Breakfast in Rural Primary School Children. *Am. J. Clin. Nutr.*, 68 : 873-879.
- Pskaki, S.R.** 2014. *Addressing early marriage and adolescent pregnancy as a barrier to gender parity and equality in education*. Document d'information pour le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de l'UNESCO 2015. New York, Population Council.
- Rajmil, L.** 2020. Role of children in the transmission of the COVID-19 pandemic: a rapid scoping review. *BMJ Paediatrics Open*, 4(1) : e000722. Disponible sur : <https://bmjpaedsopen.bmj.com/content/bmjpo/4/1/e000722.full.pdf>

République de l'Inde/ministère de l'Éducation. 2020. *States' Brief on the Mid-Day Meal Scheme* [36 rapports ; en ligne]. Disponible sur : http://mdm.nic.in/mdm_website/

République du Rwanda/ministère de l'Éducation. 2018. *2018 Education Statistics*. [en ligne] Disponible sur : <https://www.statistics.gov.rw/publication/2018-education-statistics-report>

République française/Assemblée nationale. 2015. *Rapport n° 2616 de Mme Gilda Hobert*. Paris, Assemblée nationale. Disponible sur : [http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/14/rapports/r2616/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/14/rapports/r2616/(index)/rapports)

Ruel, M.T. et Alderman, H. 2013. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *Lancet*, 382 : 536-551.

Sarr, B., McMahon, B., Peel, F., Fernandes, M., Bundy, D.A.P., Banham, L., Gillespie, A., Tang, K.C., Tembon, A. et Drake, L. 2017. The Evolution of School Health and Nutrition in the Education Sector 2000-2015. *Frontiers in Public Health*. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2016.00271>

Sauvez notre avenir. 2020. *Lisez notre appel à l'action*. Dans *Sauvez notre avenir* [en ligne]. Disponible sur : <https://saveourfuture.world/>

Schultz, L., Appleby, L. et Drake, L. 2018. *Maximising Human Capital by Aligning Investments in Health and Education*. Document de travail du projet HFG (Financement et gouvernance de la santé) de l'Agence des États-Unis pour le développement international. Washington, DC, USAID.

Shackleton, N., Jamal, F., Viner, R.M., Dickson, K., Patton, G. et Bonell, C. 2016. School-Based Interventions to Promote Adolescent Health: Systematic Review of Reviews. *Journal of Adolescent Health*, 58(4) : 382-396.

Singh, A., Park, A. et Dercon, S. 2014. School meals as a safety net: an evaluation of the midday meal scheme in India. *Economic Development and Cultural Change*, 62(2) : 275-306.

Snilstveit, B., Stevenson, J., Menon, R., Phillips, D., Gallagher, E. et al. 2015. *The Impact of Education Programmes on Learning and School Participation in Low- and Middle-Income Countries*. 3ie Systematic Review Summary 7. Londres, Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (3ie). Disponible sur : https://www.3ieimpact.org/sites/default/files/2019-05/SR24-education-review_2.pdf

Tanner, J.L. 1990. *Fetus into Man: Physical Growth from Conception to Maturity*. Cambridge, MA, Harvard University Press.

Tranchant, J.P., Gelli, A., Bliznashka, L., Sekou Diallo, A., Sacko, M. et al. 2018. The impact of food assistance on food insecure populations during conflict: Evidence from a quasi-experiment in Mali. *World Development*, 119, juillet 2019. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.01.027>

UNESCO, PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, ONU Femmes, Banque mondiale et OIT. 2015. *Éducation 2030 : Déclaration d'Incheon et Cadre d'action pour la mise en oeuvre de l'Objectif de développement durable 4 : Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie*. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000245656>

UNESCO, UNICEF, Banque mondiale et PAM. 2020a. *Cadre pour la réouverture des écoles*. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/framework-reopening-schools-report-unesco-unicef-world-bank-and-world-food-programme>

UNESCO, UNICEF, Banque mondiale, PAM et HCR. 2020b. *Supplement to Framework for reopening schools: emerging lessons from country experiences in managing the process of reopening schools*. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374312>

UNESCO, UNICEF, OMS, Banque mondiale et Internationale de l'Éducation. 2000. *FRESH: A Comprehensive School Health Approach to Achieve EFA*. Disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001255/125537e.pdf>

UNESCO. 2015. *Humanitarian Aid for Education: Why it Matters and Why More is Needed. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous.* Document de référence 21. p. 2. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000233557>

UNESCO. 2019a. *Une meilleure santé pour un meilleur apprentissage : les agences des Nations Unies s'engagent à renforcer la santé à l'école.* Dans UNESCO [en ligne]. Disponible sur : <https://en.unesco.org/news/better-health-better-learning-agencies-commit-strengthening-school-health>

UNESCO. 2019b. *Making Evaluation work for the achievement of SDG4 Target 5: Equity and Inclusion in Education.* Service d'évaluation d'IOS, K. Mundy, K. Proulx avec C. Manion éd.s. ; Norad, World Bank, UNICEF ; Paris, France, UNESCO.

UNESCO. 2020a. *Coalition mondiale pour l'éducation.* Disponible sur : <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse/globalcoalition>

UNESCO. 2020b. *Suivi mondial des fermetures d'établissements scolaires liées au COVID-19.* Disponible sur : <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>

UNESCO. 2020c. *Global Education Monitoring Report 2020. Inclusion and Education: All Means All.* Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373718>

UNICEF et PAM. 2020. *Supporting children's well-being during the COVID-19 pandemic.* Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/supporting-childrens-well-being-during-covid-19-pandemic>

UNICEF, OMS et Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). 2020. *Interim Guidance for covid-19 prevention and control in schools.* Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114765/download/?_ga=2.75516369.598082491.1595794780-714246809.1578473791

UNICEF. 2019. *The Innocenti Framework on Food Systems for Children and Adolescents. Food systems for children and adolescents.* Disponible sur : https://www.unicef.org/nutrition/food-systems_103432.html.

UNICEF. 2020. *Addressing the learning crisis: an urgent need to better finance education for the poorest children.* New York, UNICEF. Disponible sur : <https://www.unicef.org/media/63896/file/Addressing-the-learning-crisis-advocacy-brief-2020.pdf>

Union africaine. 2018. *Sustainable School Feeding across the African Union.* Disponible sur : https://au.int/sites/default/files/documents/36100-doc-sustainable_school_feeding_1.pdf

Union africaine. 2019. *CESA Home Grown School Feeding Cluster Terms of Reference, Strategy, Workplan and Indicators 2019 – 2021.* Disponible sur : <https://centrodeexcelencia.org.br/wp-content/uploads/2019/05/CESA-SF-Cluster-Instruments-EN.pdf>

Verguet, S., Limasalle, P., Chakrabarti, A., Husain, A., Burbano, C., Drake, L. et Bundy, D.A.P. 2020. The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy. *Frontiers in Public Health*, 8 : 587046. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.587046>

Vermeersch, C. et Kremer, M.R. 2005. School Meals, Educational Achievement, and School Competition: Evidence from a Randomized Evaluation. Disponible sur SSRN : <https://ssrn.com/abstract=667881> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.667881>

Viner, R.M., Russell, S.J., Croker, H., Packer, J., Ward, J., Stansfield, C., Mytton, O., Bonell, C. et Booy, R. 2020. School closure and management practices during coronavirus outbreaks including COVID-19: a rapid systematic review. *Lancet Child and Adolescent Health*, 4(5) : 397-404. Disponible sur : [https://doi.org/10.1016/S2352-4642\(20\)30095-X](https://doi.org/10.1016/S2352-4642(20)30095-X)

Watkins, D., Qi, J., Kawakatsu, Y., Pickersgill, S., Horton, S. et Jamison, D. 2020. Resource requirements for essential universal health coverage: a modelling study based on findings from *Disease Control Priorities, 3rd edition.* *Lancet Global Health* 2020, 8 : e829-839.



Glossaire

- Alimentation scolaire** Fourniture de nourriture aux enfants ou à leurs ménages par le biais de programmes scolaires. Ces programmes peuvent fournir des repas, des collations ou des transferts conditionnels aux ménages sous forme monétaire, de bons ou de rations en nature à emporter.
- Alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale** Modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants scolarisés des aliments sûrs, diversifiés et nutritifs, provenant de petits exploitants locaux.
- Bénéficiaires** Les personnes bénéficiant des avantages d'un programme social spécifique. En ce qui concerne cette publication, ce terme fait référence aux enfants en âge d'aller à l'école primaire et secondaire de 5 à 18 ans, recevant de la nourriture dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire.
- Coûts** Le coût par enfant de l'alimentation scolaire est estimé comme le total des dépenses relatives aux activités d'alimentation scolaire divisé par le nombre de bénéficiaires. Ce chiffre reflète les coûts liés à l'approvisionnement, au transport, au stockage et à la manutention des produits, ainsi qu'au personnel. Les contributions communautaires ne sont pas comprises (Gelli et Daryanani, 2013). Le recouvrement des coûts fait référence aux coûts du programme compensés par les contributions des bénéficiaires ou des communautés.
- Déparasitage** Traitement permettant de contrôler les infections intestinales par les vers tels que les helminthes (ascaris, teigne et ankylostome) et la schistosomiase. L'Organisation mondiale de la santé a recommandé de donner aux enfants de l'albendazole ou du mébendazole pour traiter les helminthes et du praziquantel pour traiter la schistosomiase.
- Diversité alimentaire** Consommation d'un bon équilibre de différents aliments fournissant tous les macronutriments et micronutriments nécessaires à une croissance saine et à une vie productive.
- Enrichissement** Pratique consistant à augmenter délibérément la teneur en micronutriments essentiels (tels que la vitamine A, le fer, l'iode ou le zinc) des aliments (FAO et OMS, 2006).
- Filets de sécurité alimentaires** Catégorie d'interventions fournissant une aide alimentaire directe, régulière et prévisible aux personnes les plus vulnérables pour : (1) les empêcher de descendre en dessous d'un niveau minimal de sécurité alimentaire à la suite d'un choc ; (2) augmenter leur résilience aux chocs ; et (3) dans certains cas, promouvoir leur sécurité alimentaire (Grosh et al., 2008). La valeur au détail d'un transfert de nourriture sur le marché local est appelée transfert de revenu.

Investissement	Budget total alloué à l'alimentation scolaire par le gouvernement ou le PAM, ou estimation de ce budget. Dans cette publication, les investissements sont des estimations basées sur des données secondaires et non sur des informations provenant de bilans nationaux.
Partenaires de développement	Terme générique désignant les parties prenantes soutenant les efforts de développement des autorités nationales, infranationales ou locales, en fonction du contexte particulier. Les partenaires de développement peuvent comprendre : les donateurs bilatéraux (gouvernements nationaux apportant une aide internationale au développement); les agences et institutions des Nations Unies (PAM, UNICEF, FAO, UNESCO, UNFPA, UNSCN, OMS...); les institutions financières internationales (FMI, BM, BAD, BAsD, BERD, BID...); d'autres agences multilatérales (p. ex. BID, BEI, OFID, AIIB...); les fonds communs mondiaux du partenariat multipartite (PME, ECW...); les ONG internationales (Plan International, Save the Children International, World Vision International, Care International, Relief International, Dubai Cares...); les organisations internationales de la société civile (PCD, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Projet Villages du Millénaire, GCNF...); et la société civile au niveau local.
Programme national d'alimentation scolaire	Programme géré par le gouvernement, seul ou avec le soutien du PAM ou d'autres partenaires de développement, conçu pour fournir de la nourriture aux écoliers régulièrement.
Programme tenant compte de la nutrition	Interventions portant sur les déterminants fondamentaux et sous-jacents de la malnutrition, à savoir la sécurité alimentaire, la prestation de soins et l'accès aux services de santé et à un environnement sûr et hygiénique. Les programmes tenant compte de la nutrition traitent également la question de l'environnement favorable par le biais d'une assistance technique aux gouvernements, y compris des conseils sur les politiques dans des secteurs complémentaires.
Santé et nutrition scolaires	Programmes de santé et de nutrition conçus pour les enfants d'âge scolaire et activités de plaidoyer étendant l'effet des programmes au sein des communautés et aux enfants non scolarisés. Les services fournis par le biais de la santé et la nutrition scolaires vont au-delà de l'alimentation ; ils peuvent comprendre d'autres interventions telles que le déparasitage, la vaccination, le dépistage des troubles de la vue, l'éducation nutritionnelle, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH).
Systèmes alimentaires	Réseaux interdépendants de relations englobant les fonctions et activités impliquées dans la production, la transformation, la commercialisation, la consommation et l'élimination des aliments provenant de l'agriculture, la sylviculture ou la pêche.
Taux de couverture	La proportion d'enfants scolarisés bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire.

Acronymes

ACB	Analyse coût-bénéfice
ADUA	Agence de développement de l'Union africaine
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ANASE	Association des nations du Sud-Est asiatique
AS	Alimentation scolaire
ASBAL	Alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale
BM	Banque mondiale
BMEL	Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture (Allemagne)
BMZ	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Allemagne)
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CCAFS	Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire
CdE	Centre d'excellence
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CERFAM	Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (Côte d'Ivoire)
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique
COVID-19	Maladie du coronavirus 2019
CSNU	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies
DCP3	Disease Control Priorities, troisième édition
DORA	Loi sur la division annuelle du revenu (Inde)
DPE	Développement de la petite enfance
EAH	Eau, assainissement et hygiène
ECW	Education Cannot Wait
EF	Exercice financier
ERC	Essai randomisé contrôlé
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBMG	Fondation Bill et Melinda Gates
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FRESH	Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GCNF	Forum mondial sur la nutrition infantile
GFD	Distributions générales de vivres

HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
ICH	Indice de capital humain
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
INEE	Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence
INSP	Institut national de santé publique (Mexique)
MDEJS	Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (Cambodge)
MDESCS	Ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports (Arménie)
MDMS	Programme de repas de mi-journée (Inde)
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
NEEP-IE	Évaluation d'impact du programme d'évaluation intégrée de la nutrition
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NSNP	Programme national de nutrition scolaire (Afrique du Sud)
OCI	Organisation de coopération islamique
ODD	Objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PCD	Partenariat pour le développement de l'enfant
PIB	Produit intérieur brut
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
PNAE	Programa Nacional de Alimentação Escolar (Brésil)
PVH	Papillomavirus humain
SABER	Approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'éducation
SIFI	Institut des services alimentaires sociaux et industriels (Russie)
SISCA	Secretaría de la Integración Social Centroamericana
SNP	Santé, nutrition et population
SOFI	State of Food Security and Nutrition in the World (nom du rapport)
SS	Santé scolaire
SSM	Smart School Meals
SSN	Santé et nutrition scolaires
SSR	Santé sexuelle et reproductive
UA	Union africaine
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
VBG	Violence basée sur le genre (violence sexiste)
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience Humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise

Annexe I: Publications récentes du Programme alimentaire mondial et des agences partenaires

Publications du Programme alimentaire mondial

A Chance for Every Schoolchild (Une chance pour chaque écolier) – Stratégie d'alimentation scolaire du PAM 2020-2030.

En janvier 2020, la division des Programmes scolaires (SBP) a lancé une stratégie décennale plaidant pour un investissement accru dans la santé et la nutrition des écoliers et des adolescents.

Dans cette stratégie, le PAM explique comment il plaidera au niveau mondial et travaillera en partenariat pour combler les lacunes empêchant de mettre à disposition une alimentation scolaire adéquate aux enfants scolarisés. Dans de nombreux cas, le PAM ne joue pas nécessairement le rôle de chef de file pour relever des défis spécifiques. Toutefois, en collaborant avec d'autres agences pour mettre en valeur la question de l'alimentation scolaire et en réunissant différents acteurs, le PAM peut contribuer à trouver des solutions aux enjeux constatés. Pour ce faire, le PAM tirera parti de ses six décennies d'expérience dans le soutien à l'alimentation scolaire, de son accès et sa connaissance des populations les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre, ainsi que de sa trajectoire de collaboration avec plus de 100 pays sur des programmes nationaux durables d'alimentation scolaire.

PAM. 2020. *A Chance for Every Schoolchild – WFP School Feeding Strategy 2020-2030*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112101/download/>

Analyse de la situation de l'alimentation scolaire – besoins et défis de la programmation du PAM

Ce document fait partie d'une analyse de situation plus large réalisée par le Service des programmes scolaires avec des contributions des CdE du PAM au second semestre 2018 et éclaire la stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM. Il se concentre sur les domaines d'action organisationnelle nécessaires à la mise en œuvre efficace de programmes d'alimentation scolaire et d'assistance technique de qualité, notamment les stratégies, la qualité des programmes, les partenariats, les personnes, les systèmes et les données factuelles.

L'analyse reposait sur un processus consultatif. Le point de départ était d'examiner et d'analyser les sources suivantes :

- les Plans stratégiques de pays (PSP) – un examen rapide de 82 DSP déjà approuvés de toutes les régions ;
- les rapports des ateliers régionaux sur l'alimentation scolaire organisés en 2017-2018 ;
- l'audit externe de l'alimentation scolaire du PAM (2016) ;
- le projet de synthèse des évaluations de l'alimentation scolaire par le Bureau des évaluations (2017) ;
- vingt évaluations du PAM (alimentation scolaire, portefeuille, opérations et évaluations d'impact).

Des consultations ont ensuite été réalisées :

- retraite sur la stratégie de service des programmes scolaires (août 2018) ;
- réunion des conseillers de programme régionaux (septembre 2018) ;
- consultations téléphoniques avec les équipes de programme des bureaux régionaux et les points focaux de l'alimentation scolaire (août-septembre 2018).
- événement parallèle du Forum mondial sur la nutrition infantile pour le personnel du PAM (octobre 2018) ;

- Discussion au sein de l'équipe des programmes en milieu scolaire et contributions des collègues des CdE et des sièges (août-novembre 2018).

PAM. 2018. *School Feeding Situation Analysis – needs and challenges in WFP programming.* Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112503/download/>

L'alimentation scolaire en 2018 – Au-delà de la série de rapports annuels sur la performance 2018

Ce rapport thématique, produit conjointement par la Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports et le Service des programmes scolaires, résume les progrès du PAM en matière d'alimentation scolaire sur le terrain et ses efforts pour examiner, discuter et tirer des enseignements de l'expérience passée, afin d'éclairer son orientation stratégique future.

Le rapport met en lumière les réalisations du PAM en 2018 pour soutenir les enfants les plus vulnérables du monde et leurs familles, communautés et gouvernements grâce à des activités d'alimentation scolaire basées sur l'analyse des rapports annuels et nationaux sur la performance. Il présente également les conclusions inédites d'un exercice de bilan couvrant les récentes évaluations, vérifications et discussions nationales, régionales et mondiales, menées en 2018, constituant la base de la nouvelle stratégie mondiale du PAM.

PAM. 2018. *School Feeding in 2018 – Beyond the Annual Performance Report 2018 Series.* Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000110344/download/>

Ressources de partenariat sélectionnées

Borkowski, A., Ortiz-Correa, J. S., Bundy, D. A. P., Burbano, C., Hayashi, C., Lloyd-Evans, E., Neitzel, J., et Reuge, N. 2021. COVID-19: Missing More Than a Classroom. The impact of school closures on children's nutrition. Innocenti Working Paper 2021-01. Florence: UNICEF Office of Research – Innocenti.

Bundy, D.A.P., Burbano, C., Grosh, M., Gelli A., Jukes M. et Drake, L. 2009. *Rethinking school feeding: Social safety nets, child development, and the education sector.* Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020650/download/>

Bundy, D.A.P., De Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. et Patton, G.C. 2018. *Disease Control Priorities, troisième édition : Volume 8. Child and adolescent health and development.* Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28876>

Cohee, L., Halliday, K., Gelli, A., Mwenyango, I., Lavadenz, F., Burbano, C., Drake, L. et Bundy, D.A.P. à paraître. The Role of Health in Education and Human Capital: why an integrated approach to school health could make a difference to the futures of schoolchildren in low income countries. Perspectives. *Journal of The American Society of Tropical Medicine and Hygiene.*

Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. et Patton, G.C., eds. 2018b. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies.* Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : https://dcp-3.org/sites/default/files/resources/CAHD_eBook.pdf

Drake, L., Woolnough, A., Burbano, C. et Bundy, D.A.P. 2016. *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 countries.* Londres, R-U, Partenariat pour le développement de l'enfant, Imperial College. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020953/download/>

Hatloy, A. et Sommerfelt, T. 2017. *Rethinking emergency school feeding: A child-centred approach.* Oslo, rapport Fafo 2017:24. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000070146/download/>

UNICEF et PAM. 2020. *School Health and Nutrition: Ensuring a better future for all children.* Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112545/download/>

UNESCO, FAO, PME, UNICEF, UNSCN, Groupe de la Banque mondiale, PAM et OMS. 2020. *Stepping up effective school health and nutrition - A partnership for healthy learners and brighter futures.* Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000115787/download/>

Verguet, S., Limasalle, P., Chakrabarti, A., Husain, A., Burbano, C., Drake, L. et Bundy, D.A.P. 2020. The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy. *Frontiers in Public Health*, 8 : 587046. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.587046>

Documents d'orientation des programmes

PAM. 2020. *From the School Gate to Children's Plate: Golden Rules for Safer School Meals*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105252/download/>

Les nouvelles Lignes directrices sur la sécurité et la qualité des aliments pour fournir des repas scolaires plus sûrs attribuent aux responsables des programmes d'alimentation scolaire la responsabilité de la qualité et de la sécurité globales des aliments fournis dans les écoles ; elles fournissent également aux personnes chargées de la conception de la formation des cuisiniers et des manipulateurs d'aliments au niveau scolaire des principes de base de la sécurité alimentaire et les bonnes pratiques pour sélectionner, stocker, préparer et servir les aliments.

PAM, FAO, FIDA, NEPAD, GCNF et PCD. 2018. *Home-Grown School Feeding Resource Framework*. Technical Document. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074274/download/>

Ce cadre de ressources est un outil d'orientation destiné aux parties prenantes participant à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des programmes d'alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale et à l'environnement politique et institutionnel connexe, notamment les gouvernements et les partenaires de développement fournissant une assistance technique et financière, ainsi que la société civile, les organisations communautaires et le secteur privé.

Banque mondiale. 2016. *Manual for SABER School Feeding Exercise*. Disponible sur : http://wbgfiles.worldbank.org/documents/hdn/ed/saber/supporting_doc/Background/SHN/SABER_SchoolFeeding_Manual.pdf

Ce manuel, publié par le PAM et la Banque mondiale en 2016, est conçu pour aider les parties prenantes à planifier et à mettre en œuvre une évaluation de l'alimentation scolaire SABER au niveau des pays.

PAM. 2017. *School Meals Monitoring Framework and Guidance*.

Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023832/download/>

Un ensemble d'indicateurs et de conseils pour mesurer les résultats et les résultats des programmes de repas scolaires, en accord à la Politique en matière d'alimentation scolaire de 2013.

Études de cas élaborées par le Programme alimentaire mondial et des partenaires externes

Bangladesh

PAM. 2018. *The impact of school feeding in Bangladesh*.

Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105838/download/>

PAM. 2019. *The school feeding programme in Bangladesh – A Case Study*.

Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112387/download/>

Bénin

Gouvernement du Bénin, PAM et Mastercard. 2019. *Programme d'alimentation scolaire du Bénin -*

Analyse Coût-Bénéfice. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114270/download/>

Bhoutan

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Bhutan*.

Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105579/download/>

Bolivie

Sidaner, E. et Torres, S. 2014. *Bolivia's complementary school feeding: A case study*. PAM. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020516/download/>

Cambodge

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Cambodia*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106647/download/>

Costa Rica

Sidaner, E. et Montenegro, M.E. 2014. *Costa Rica's School Child and Adolescent Food and Nutrition Programme*. PAM. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020537/download/>

Éthiopie

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Ethiopia*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106647/download/>

Ghana

Dunaev, A. et Corona, F. 2018. *School feeding in Ghana - Investment case: Cost-benefit analysis report*. Gouvernement du Ghana, PAM et Mastercard. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000108072/download/>

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Ghana*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105577/download/>

Guatemala

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Guatemala*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000107060/download/>

Haïti

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Haiti*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105582/download/>

Indonésie

Gouvernement indonésien, PAM et Mastercard. 2018. *National school meals programme in Indonesia – Cost-benefit analysis*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000103420/download/>

Kenya

PAM. 2016. *Using Local Cereals and Local Mills to Supply School Meals in Kenya's Kakuma Refugee Camp*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117001/download/>

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Kenya*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105578/download/>

République kirghize

PAM. 2018. *How WFP supported the government of the Kyrgyz Republic to optimize the national school meals programme: A case study on nutrition-sensitive programming in a lower-middle-income country*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073347/download/>

Madagascar

Gouvernement de Madagascar, PAM et Mastercard. 2019. *L'analyse coût-bénéfice de l'alimentation scolaire à Madagascar*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000115670/download/>

Niger

PAM. 2017. *Results and lessons learned from WFP's efforts to support adolescent girls in Niger*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117053/download/>

Rwanda

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Rwanda*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106253/download/>

Tunisie

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Tunisia*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105580/download/>

Plans et politiques stratégiques nationaux de gouvernements

Les politiques, évaluations et plans nationaux d'alimentation scolaire suivants ont été élaborés en collaboration avec les gouvernements nationaux.

Gouvernement du Congo. 2016. *Politique nationale d'alimentation scolaire*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117050/download/>

Gouvernement du Kenya. 2017. *National school meals and nutrition strategy 2017-2022*. Ministère de l'Éducation, ministère de la Santé, ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116843/download/>

Gouvernement du Malawi. 2015. *National school health and nutrition policy*. Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117051/download/>

Gouvernement du Nigeria. 2016. *Nigeria home grown school feeding strategic plan*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116838/download/>

Annexe II: Ressources en ligne sur la santé et la nutrition scolaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19

À propos de ce document

Ce document compile des ressources en ligne sur la santé et la nutrition scolaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les agences des Nations Unies, les gouvernements et les partenaires externes ont mis en commun leurs connaissances sur les sujets d'intérêt suivants :

- Qu'est-ce que la COVID-19 ?
- Quelles mesures prendre pour se protéger de la COVID-19 ?
- Comment les agences et les gouvernements répondent-ils à la COVID-19 ?
- Quel est l'impact de la COVID-19 sur la santé et la nutrition scolaires ?
- Quel est l'état actuel des écoles ? Les écoles sont-elles fermées ? Les enfants reçoivent-ils toujours des repas ?

Cette annexe est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000120030/download/>

Annexe III: Méthodologie et sources utilisées pour estimer les bénéficiaires, le taux de couverture et l'investissement

A3.1 Sources

De même que la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a), cette publication s'appuie sur une combinaison de sources primaires et secondaires pour obtenir des données quantitatives sur les bénéficiaires, le taux de couverture et l'investissement en matière d'alimentation scolaire. Chaque source a été sélectionnée en fonction des critères suivants :

1. Pertinence : sources contenant des indicateurs standards sur l'alimentation scolaire ;
2. Crédibilité : sources publiées par des institutions officielles et académiques ;
3. Disponibilité : sources en accès libre et public.
4. Actualité : sources publiées récemment.

Principales sources :

1. L'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF parrainée par l'USDA, publiée en 2019 (85 pays) (GCNF, 2019). The Global Survey of School Meal Programs© (Enquête mondiale sur les programmes de repas scolaires) est la propriété de la GCNF et est protégée par le droit d'auteur, tous droits réservés. Elle ne peut être reproduite ni distribuée sans autorisation écrite préalable. Le financement de l'enquête de 2019 et d'une enquête de suivi en 2021 est fourni, en partie, par l'USDA, sous le numéro d'accord FX18TA-10960G002 ;
2. Rapports annuels de pays 2019 du PAM, publiés en 2020 (72 pays) (PAM, 2020d).

Les sources secondaires comprennent des rapports récents, des publications et des études de cas. Lors de la sélection des sources secondaires, le principe général était de n'utiliser que des sources publiées par des institutions officielles. Par conséquent, trois catégories de publications ont été utilisées comme sources secondaires : les rapports officiels publiés par les gouvernements, les rapports officiels publiés par des organisations internationales et les articles universitaires évalués par des pairs.

La liste suivante énumère l'ensemble des sources secondaires utilisées pour élaborer cette publication :

1. *State of Social Safety Nets 2018* (2018b) de la Banque mondiale (90 pays) ;
2. Le rapport de l'Union africaine sur *L'alimentation scolaire durable* (2018), publié en 2018 (33 pays) ;
3. Le rapport du PAM sur *Smart School Meals in Latin America and the Caribbean* (2017d), publié en 2017 (16 pays) ;
4. Le *Global School Feeding Sourcebook* (Drake et al., 2016), publié conjointement par la Banque mondiale, le PAM et le PCD/Imperial College en 2016 (14 pays) ;

5. Études de cas de pays individuels et rapports gouvernementaux pour les neuf pays suivants :

- Japon (Ishida, 2018)
- Royaume-Uni (Office national des statistiques du R-U, 2019)
- Espagne (Muñoz et al., 2018)
- France (République française/Assemblée nationale, 2015)
- Brésil (FNDE, 2020)
- Inde (République de l'Inde/ministère de l'Éducation, 2020)
- Chine (étude de cas 1.1)
- Rwanda (République du Rwanda/ministère de l'Éducation, 2018)
- Russie (Communication de l'Institut des services alimentaires sociaux et industriels, 2020).

Certains pays étaient cités dans plus d'une de ces sources secondaires. Dans ce cas, un seul point de données a été utilisé pour chaque pays en fonction des critères suivants :

1. Lorsque plus d'une source citait des données pour le même pays, le point de données le plus récent a été utilisé, en fonction de l'année de référence.¹⁷
2. Lorsque plus d'une source d'information était disponible pour le même pays et la même année de référence, la source la plus complète a été utilisée – par exemple, une source peut couvrir un programme particulier, tandis que l'autre source couvre tous les programmes existants dans le même pays.

Par exemple, les données relatives au Botswana étaient citées par les sources suivantes :

- *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (année de référence : 2012).
- *Global School Feeding Sourcebook*, publié en 2016 (année de référence : 2013).
- *State of Social Safety Nets 2018* (année de référence : 2013).
- Rapport sur *L'alimentation scolaire durable dans l'ensemble de l'Union africaine*, publié en 2018 (année de référence : 2017).
- Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF, publiée en 2019 (année de référence : 2018).

En accord avec les critères de sélection, seule l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF a été utilisée dans cette publication pour le Botswana.

Dans huit pays pour lesquels aucune nouvelle donnée n'était disponible, les données concernant les bénéficiaires contenues dans la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a) ont été republiées dans cette publication, étant donné que ces données restent l'estimation la plus récente disponible pour ces pays. Ces huit pays sont exclus de toutes les comparaisons 2013-présentées dans ce rapport.

Enfin, dans 36 pays pour lesquels aucune donnée rapportée n'était disponible, le nombre de bénéficiaires a été estimé à partir des informations disponibles de la Banque mondiale et de l'UNESCO à l'aide de la même méthodologie que celle utilisée en 2013.

En raison de ces critères de sélection, la figure A3.1 illustre le nombre de pays de chaque source utilisée dans cette publication.

La figure A3.2 illustre comment l'ensemble de données présenté dans cette publication est réparti entre les données rapportées et les estimations.

Le tableau A3.1 présente les sources à partir desquelles les données relatives à l'alimentation scolaire ont été obtenues.

17. L'année de référence correspond à l'année scolaire à laquelle les données s'appliquent, qui peut être différente de la date de la publication.

Figure A3.1

Répartition des pays par source de données (n=163)

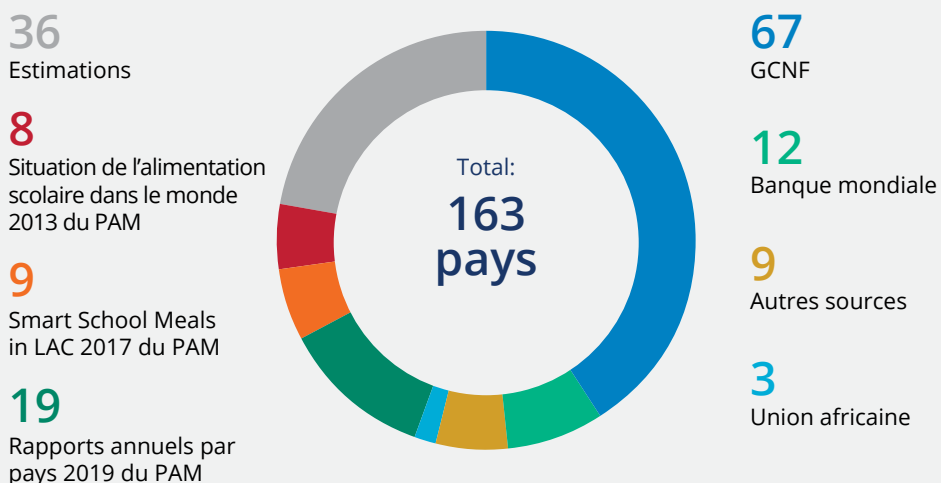


Figure A3.2

Répartition de l'échantillon par source et par niveau de revenu (n=163)

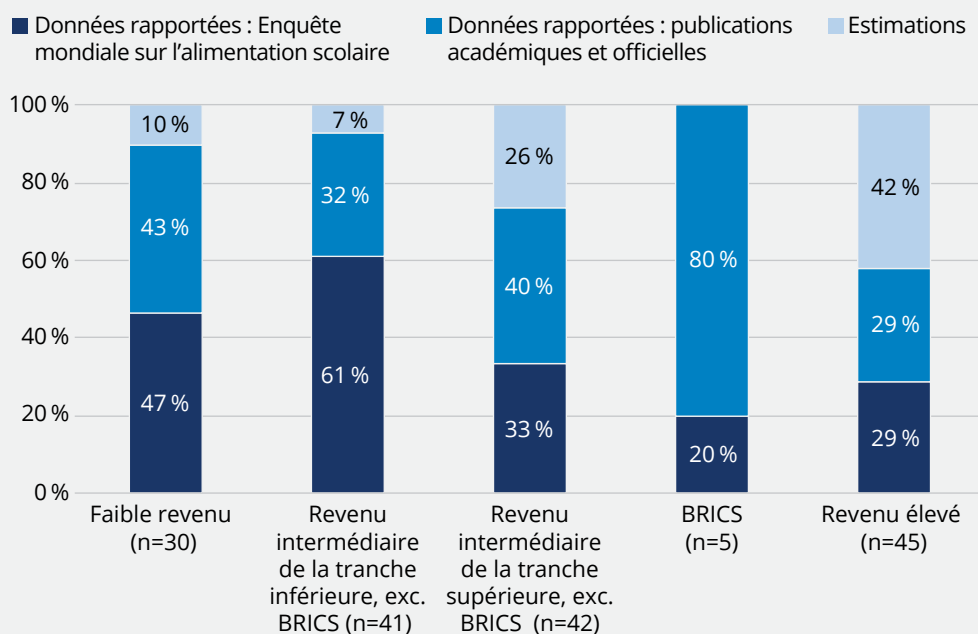


Tableau A3.1

Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire

Source	Symbole (cf. annexe IV)	Nombre de pays dans la source de données	Nombre de pays utilisés dans ce rapport	Noms de pays
Union africaine, <i>Alimentation scolaire durable dans l'Union africaine</i>	AUSSF	33	3	Angola, Ghana, Tanzanie
<i>Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF, parrainée par l'USDA</i>	GCNF	85	67	Afrique du Sud, Arménie, Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Chypre, Colombie, Comores, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Eswatini, États- Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, Gambie, Grèce, Guatemala, Guyana, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irak, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Laos, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Mongolie, Namibie, Nauru, Niger, Nigéria, Népal, Palau, Panama, Philippines, Portugal, République de Moldavie, République tchèque, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suisse, Syrie, Sénégal, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et- Tobago, Tunisie, Uruguay, Vietnam, Zambie, Zimbabwe
Banque mondiale, <i>State of Social Safety Nets 2018</i>	SSSN	90	12	Argentine, Cap Vert, Chili, Costa Rica, Grenade, Lituanie, Maroc, Maurice, Palestine, Pologne, Pérou, Turquie
PAM, <i>Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013</i>	SSFW	105	8	Australie, Canada, Croatie, Hong Kong, Iran, Irlande, Jamaïque, Suède

Source	Symbole (cf. annexe IV)	Nombre de pays dans la source de données	Nombre de pays utilisés dans ce rapport	Noms de pays
PAM, <i>Smart School Meals</i> 2017	SSM	16	9	Bolivie, Cuba, Équateur, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, République dominicaine, Salvador
PAM, <i>Rapports annuels par pays</i> 2019	RAP du PAM	72	19	Algérie, Burundi, Cambodge, Djibouti, Guinée-Bissau, Jordanie, Liban, Libye, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tchad, Yémen
Autres sources : rapports gouvernementaux, études de cas et publications nationales individuelles	OS	-	9	Brésil, Chine, Espagne, France, Inde, Japon, Royaume-Uni, Russie, Rwanda
Estimations	est.	-	36	Afghanistan, Albanie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Belize, Bermudes, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Bélarus, Dominique, Estonie, Guinée, Îles Marshall, Israël, Italie, Koweït, Lettonie, Luxembourg, Malte, Ouzbékistan, Pakistan, Porto Rico, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Seychelles, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Tonga, Ukraine, Venezuela
Total		163	163	

Les données relatives aux coûts proviennent d'un sous-ensemble des mêmes sources chaque fois que l'une de ces sources contient des données relatives aux coûts. Ce sous-ensemble comprend les Rapports annuels par pays du PAM pour 42 programmes d'alimentation scolaire du PAM, l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF pour 34 pays, le rapport sur *l'alimentation scolaire durable dans l'ensemble de l'Union africaine* pour sept pays et le rapport *Smart School Meals* pour six pays.

A3.2 Limites

Bien que l'ensemble de données contenu dans cette publication ne repose que sur des sources fiables, il présente certaines limites. La multiplicité des sources se traduit par des différences de méthodologie : certaines sources rapportent tous les bénéficiaires de l'alimentation scolaire dans un pays particulier, alors que pour d'autres pays, seuls les bénéficiaires des écoles primaires sont rapportés.

L'une des autres limites est le nombre d'indicateurs fournis par chaque source : toutes les sources indiquent le nombre de bénéficiaires, mais les données relatives à la couverture et au financement ainsi que d'autres indicateurs n'étaient disponibles que pour un ensemble plus limité de pays. Les analyses contenues dans cette publication spécifient systématiquement la taille de l'échantillon disponible pour chaque indicateur.

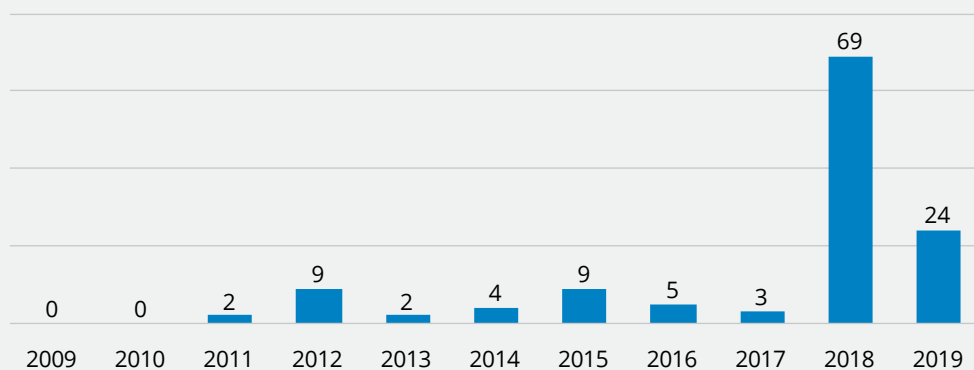
L'écart entre les années de référence est une troisième limite de l'ensemble de données contenu dans cette publication. Certaines sources, telles que l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF et les Rapports annuels par pays du PAM, ont été publiées moins d'un an avant la publication de ce rapport, mais d'autres sources sont plus anciennes et/ou présentent des données relatives aux années scolaires antérieures.

Afin de fournir une image complète des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, cette publication combine des données nationales couvrant près d'une décennie. Cette approche a été utilisée dans des rapports similaires, tels que le rapport *State of Social Safety Nets 2018* de la Banque mondiale, et offre un niveau de confiance satisfaisant pour une majorité de pays et pour les analyses et tendances transnationales. Le principal avantage de cette approche est son exhaustivité ; en effet, elle maximise le nombre de pays pour lesquels un point de données est disponible, mais le manque potentiel d'exactitude de certains points de données plus anciens reste une limite importante.

Enfin, les données rapportées de l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire et d'autres sources comprennent des informations relatives aux bénéficiaires couvrant trois niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire et secondaire), mais pour 39 pays, les estimations ne concernent que les enfants du primaire en raison du manque de données relatives au taux de couverture pour les autres groupes d'âge. En raison de cette approche prudente, les totaux présentés dans cette publication sont probablement sous-estimés.

Figure A3.3

Répartition des pays avec des données rapportées par année de référence (n=127)



A3.3 Bénéficiaires

Le nombre de bénéficiaires indiqué dans cette publication représente le nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans un pays donné.

Bien que la majorité de ces bénéficiaires soient soutenus par un programme d'alimentation scolaire financé et dirigé par le gouvernement, certains pays ont opté pour des programmes d'alimentation scolaire gérés localement et/ou collectent des contributions des parents pour financer leurs programmes d'alimentation scolaire. Conformément à l'approche de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a), les bénéficiaires de l'alimentation scolaire désignent « les enfants recevant des repas, ou une autre forme de nourriture, à l'école » (et non « les enfants recevant des repas scolaires gratuits financés par le gouvernement »).

Lorsqu'il existe plusieurs programmes d'alimentation scolaire dans un pays donné, le nombre indiqué dans cette publication est le nombre total de bénéficiaires individuels sans les chevauchements, le cas échéant. Cette opération est généralement effectuée par les différents fournisseurs de données énumérés à la section A3.1 de la présente annexe ; le total net correspond au nombre rapporté par chacune de ces sources, mais ceci a été vérifié dans le cadre du processus de consolidation des données. Trois configurations possibles ont été déterminées, comme décrit dans le tableau A3.2.

Tableau A3.2
Configurations possibles de programmes d'alimentation scolaire dans le calcul du nombre d'enfants qui reçoivent des repas scolaires

Situation	Calcul du total net de bénéficiaires	
1 Le pays a un seul programme d'alimentation scolaire	Le nombre de bénéficiaires de ce programme correspond au nombre de bénéficiaires dans ce pays.	
2 Les programmes se chevauchent : certains (ou tous) les enfants bénéficient des deux programmes. (p. ex. le Programme national de déjeuner scolaire et le Programme de petit-déjeuner scolaire aux É-U).	Le nombre de bénéficiaires ne correspond pas. Selon le cas, la taille du plus grand programme peut correspondre au total net.	
3 Le pays a deux programmes d'alimentation scolaire ou plus	Les programmes ne se chevauchent pas : chaque programme bénéficie à un groupe distinct de bénéficiaires. (p. ex. le Programme national d'alimentation scolaire et le Programme d'alimentation scolaire du PAM au Mali).	Le nombre de bénéficiaires correspond : le total net correspond à la somme des bénéficiaires des différents programmes.

Dans un nombre limité de pays, les estimations de 2013 ont dû être mises à jour à la lumière des nouvelles données rapportées et publiées après la publication de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013*. Le seul pays pour lequel les données relatives aux bénéficiaires ont dû être mises à jour sont les États-Unis, car la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a) avait rapporté par erreur un total de 45 millions de bénéficiaires, au lieu de 30 millions de bénéficiaires en 2013. Bien que les nombres de bénéficiaires dans les autres pays n'aient pas été mis à jour, d'autres analyses de 2013 ont été mises à jour en fonction des données disponibles plus récemment. Par exemple, les taux de couverture ont été révisés et mis à jour en fonction des nombres d'enfants inscrits nouvellement rapportés.

A3.4 Taux de couverture

La couverture de l'alimentation scolaire dans le pays (ou groupe de pays) i (C_i) est définie comme le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans les écoles primaires (B_i) divisé par le nombre d'élèves dans les écoles primaires (P_i):

$$C_i = \frac{B_i}{P_i}$$

Description des variables :

B_i : nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans les écoles primaires du pays i , comme indiqué dans la meilleure source disponible telle que définie dans cette publication.

P_i : nombre d'élèves dans les écoles primaires du pays i , comme indiqué par l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Les estimations de la couverture varient entre 0 et 100 % par définition, car le nombre de bénéficiaires ne peut être supérieur à celui des enfants dans les écoles (élèves ou inscrits).

La formule suivante a été appliquée pour calculer le taux de couverture moyen pour un groupe de pays x , tel que les groupes de revenu ou le groupe BRICS :

$$C_x = \frac{\sum B_{i,x}}{\sum P_{i,x}}$$

Pour chaque groupe de pays x , le nombre total de bénéficiaires d'alimentation scolaire $\sum B_{i,x}$ a été divisé par le nombre total d'élèves $\sum P_{i,x}$

Encadré A3.1

Classification des pays par niveau de revenu

Cette publication s'appuie sur la classification des pays par groupes de revenus, telle que définie par la Banque mondiale et mise à jour chaque année. La version utilisée dans cette publication est la classification des pays de l'« exercice 2020 », basée sur le revenu national brut par habitant 2018 (méthode Atlas) et calculée comme suit :

Catégorie de pays	Seuils RNB par habitant
Pays à faible revenu	1 025 \$ US ou moins
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	entre 1 026 \$ US et 3 995 \$ US
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	entre 3 996 \$ US et 12 375 \$ US
Pays à revenu élevé	12 376 \$ US ou plus

La liste complète des pays compris dans chacun de ces groupes de revenus est disponible sur le site Web de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2019b) et reproduite à l'annexe IV de cette publication.

En plus de ces quatre groupes de revenus, un agrégat supplémentaire composé des cinq pays émergents communément appelés les pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est présenté comme une entité distincte dans la plupart des analyses contenues dans cette publication. Ces cinq pays appartiennent à deux des quatre groupes de revenu : l'Inde est classée comme pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud sont classées comme pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dans l'exercice 2020. En conséquence, dans les analyses et les figures contenues dans cette publication (telles que la plupart des figures du chapitre 1), les cinq pays du groupe BRICS sont indiqués deux fois : une première fois dans leur groupe de revenu respectif et une deuxième fois dans le cadre de cet agrégat particulier.

En conséquence, les moyennes et les pourcentages s'appliquant aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (resp. aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure) s'appliquent à l'ensemble de la catégorie à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, y compris l'Inde (resp. à la catégorie à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, y compris le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud), tels que définis par la Banque mondiale. De plus, les moyennes et les pourcentages applicables à l'agrégat BRICS s'appliquent au groupe autonome formé par ces cinq pays. Cette approche n'a pas entraîné de double comptage : dans les sous-totaux et les totaux mondiaux, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont chacun été comptés une seule fois.

A3.4 Estimations

En ce qui concerne les pays pour lesquels les sources susmentionnées ne contenaient aucune information, le nombre de bénéficiaires et le niveau d'investissement ont été estimés en fonction des règles et des critères suivants :

- Les bénéficiaires n'ont été estimés que pour les pays dont on savait qu'ils disposaient d'un programme d'alimentation scolaire. Ce critère a été respecté chaque fois que l'une des sources susmentionnées a rapporté des bénéficiaires d'alimentation scolaire dans le passé et qu'aucune source n'a rapporté la fin du programme d'alimentation scolaire.
- Dans ces pays, les bénéficiaires ont été estimés en utilisant le taux de couverture moyen dans les pays du même groupe de revenu et en l'appliquant au nombre d'enfants scolarisés dans le primaire indiqué par l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Le taux de couverture par groupe de revenu a été calculée en fonction de tous les pays appartenant à l'un des quatre groupes de revenu classés par la Banque mondiale (voir l'encadré A3.1 ci-dessus) et pour lesquels des données ont été rapportées. Les pourcentages utilisés pour calculer ces estimations sont indiqués dans le tableau A3.3.

Tableau A3.3
Taux de couverture utilisés pour estimer le nombre d'enfants recevant des repas scolaires

Catégorie de pays	Taux de couverture utilisé pour les estimations
Pays à faible revenu	21 %
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	45 %
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	58 %
Pays à revenu élevé	85 %

La couverture dans les pays à revenu élevé a été utilisée pour les estimations, mais elle n'est pas présentée dans le texte du rapport en raison du petit nombre de ces pays.

Pour estimer les bénéficiaires de l'alimentation scolaire dans le pays i ($B_{i(estimation)}$), le taux de couverture par groupe de revenu (C_x) a été multiplié par le nombre d'élèves dans les écoles primaires du pays i (P_i) :

$$B_{i(estimation)} = C_x \times P_i$$

P_i a été obtenu de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Sur les 39 pays pour lesquels les bénéficiaires ont été estimés, 3 étaient des pays à faible revenu, 3 étaient des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 13 étaient des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 20 étaient des pays à revenu élevé.

A3.6 Investissement

Les calculs de l'investissement mondial dans l'alimentation scolaire sont présentés dans la section 1.4 de cette publication et reproduits ci-dessous dans le Tableau A3.4. L'investissement est défini comme le budget total alloué à l'alimentation scolaire ou une estimation de ce budget. Les informations relatives aux dépenses nationales consacrées à l'alimentation scolaire ne sont pas disponibles pour tous les pays, mais les données disponibles sont présentées dans la section 3.1 de la présente publication. Seuls les pays disposant d'un programme d'alimentation scolaire ont été inclus dans l'estimation de l'investissement.

Tableau A3.4

Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire

Source	Nombre de pays	Nombre de bénéficiaires	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (\$ US)
Coût réel	92	279 millions	Budget alloué	29 milliards
rapporté uniquement	92	279 millions	Coût moyen par groupe de revenus	27 milliards
Coût réel rapporté et estimations	155	388 millions	Budget alloué pour 92 pays disposant de données ; coût moyen par groupe de revenu pour les 63 autres pays	43 milliards
	155	388 millions	Coût moyen par groupe de revenus	41 milliards

Les différentes méthodes utilisées pour estimer l'investissement mondial dans l'alimentation scolaire rapportées dans le tableau ci-dessus sont les suivantes :

(1) Investissement mondial estimé : 29 milliards de dollars américains

Échantillon : 92 pays

La première approche, qui a abouti à un chiffre de 29 milliards de dollars américains, est basée sur les budgets nationaux, comme indiqué dans l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF (77 pays) ; le rapport sur *L'alimentation scolaire durable dans l'ensemble de l'Union africaine* (6 pays) ; le rapport *Smart School Meals* (7 pays) ; et le *Global School Feeding Sourcebook* (2 pays).

Selon cette approche, l'investissement global $M_{(1)}$ est la somme de tous les budgets nationaux rapportés (G_i) dans ces 92 pays pour lesquels des données étaient disponibles :

$$M_{(1)} = \sum_{i=1}^{80} G_i$$

(2) Investissement mondial estimé : 27 milliards de dollars américains

Échantillon : 92 pays

La deuxième approche, qui a abouti à un chiffre de 27 milliards de dollars américains, est une estimation alternative à la première, pour le même échantillon de pays. Au lieu d'utiliser les chiffres budgétaires rapportés, l'investissement total $M_{(2)}$ a été estimé comme la somme du coût moyen CM du groupe de revenu x multiplié par le nombre de bénéficiaires dans le pays i dans l'ensemble des 92 pays :

$$M_{(2)} = \sum_{x=1}^4 \sum_{i=1}^{80} (AC_x \times B_i)$$

B_i a été soit indiqué dans l'enquête, soit estimé en utilisant un taux de couverture moyen comme décrit précédemment. Le groupe de revenus utilisé pour calculer les coûts moyens est le même que celui utilisé pour calculer les bénéficiaires et la portée.

Tableau A3.5 présente le coût moyen par groupe de revenu utilisé pour ce calcul.

Tableau A3.5
Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial

Catégorie de pays	Coût moyen utilisé pour les estimations ¹⁸
Pays à faible revenu	46,24 \$ US
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	57,25 \$ US
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	98,53 \$ US
Pays à revenu élevé	260,96 \$ US

(3) Investissement mondial estimé : 43 milliards de dollars américains

Échantillon : 155 pays

La troisième approche, qui a abouti à un chiffre de 43 milliards de dollars américains, a été calculée à l'aide des deux méthodes présentées précédemment, appliquées à un échantillon plus large, afin d'inclure non seulement les pays pour lesquels des données relatives aux coûts avaient été rapportées, mais également les pays pour lesquels aucune donnée relative aux coûts n'avait été rapportée, en utilisant des données rapportées ou estimées pour estimer le niveau des dépenses. Cette approche ajoute une estimation utilisant l'approche (2) au chiffre de 29 milliards de dollars américains estimé à l'aide de l'approche (1) pour 63 autres pays dont on sait qu'ils disposent d'un programme national d'alimentation scolaire et pour lesquels aucune donnée budgétaire rapportée n'était disponible. Le nombre de bénéficiaires, comme indiqué dans cette publication, a été multiplié pour chaque pays par le coût moyen correspondant au groupe de revenu de ce pays. Les valeurs résultantes ont été résumées pour l'ensemble des 63 pays. Le calcul complet de l'approche (3) est décrit ci-dessous :

$$M_{(3)} = \sum_{i=1}^{80} G_i + \sum_{x=1}^4 \sum_{i=81}^{154} (AC_x \times B_i)$$

(4) Investissement mondial estimé : 41 milliards de dollars américains

Échantillon : 155 pays

La quatrième approche, qui a abouti à un chiffre de 41 milliards de dollars américains, a été calculée à l'aide de l'approche (2), appliquée à l'échantillon complet de pays pour lesquels des données relatives aux bénéficiaires étaient disponibles. Comme décrit ci-dessus, le nombre de bénéficiaires indiqué dans cette publication a été multiplié par le coût moyen par groupe de revenu du pays ; ces valeurs ont été résumées pour l'ensemble des 155 pays. Ce calcul peut être résumé par l'équation ci-dessous :

$$M_{(4)} = \sum_{x=1}^4 \sum_{i=1}^{154} (AC_x \times B_i)$$

18. Le coût moyen utilisé pour les estimations est le coût moyen par enfant observé dans chaque groupe de revenu. Il peut différer du coût normalisé, tel que calculé dans le Point de référence des coûts présenté à la section 3.1 de cette publication, qui normalise les jours d'alimentation et d'autres variables afin d'améliorer la comparabilité entre les pays.

Annexe IV: Indicateurs d'alimentation scolaire par pays

Pays	Niveau de revenu	Estimations actualisées 2013		Données 2020				
		Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Source (année de référence)	Couverture estimée	Coût estimé
Afghanistan	F	1 841	—	—	1 342	est.	—	—
Afrique du Sud	ITS	8 821	—	9 200	—	GCNF (2018)	80 %	55
Albanie	ITS	—	111	—	99	est.	—	—
Algérie	ITS	31	—	40	—	RAP du PAM (2019)	1 %	—
Allemagne	E	S.O.		S.O.				
Andorre	E	S.O.		S.O.				
Angola	ITI	221	—	1 516	—	AUSSF (2017)	27 %	206
Antigua-et-Barbuda	E	—	7	—	9	est.	—	—
Arabie saoudite	E	—	2 136	—	2 790	est.	—	—
Argentine	ITS	—	3 024	1 688	—	SSSN (2015)	36 %	—
Arménie	ITS	38	—	103	—	GCNF (2018)	65 %	47
Aruba	E	S.O.		S.O.				
Australie	E	5	—	5	—	SSFW (2012)	0 %	—
Autriche	E	S.O.		S.O.				
Azerbaïdjan	ITS	S.O.		S.O.				
Bahamas	E	S.O.		S.O.				
Bahreïn	E	—	59	—	96	est.	—	—
Bangladesh	ITI	1 930	—	2 965	—	GCNF (2018)	15 %	28
Barbade	E	—	15	—	17	est.	—	—
Belgique	E	S.O.		S.O.				
Belize	ITS	—	26	—	29	est.	—	—
Bénin	F	324	—	460	—	GCNF (2018)	21 %	104
Bermudes	E	—	3	—	4	est.	—	—
Bhoutan	ITI	82	—	75	—	GCNF (2018)	19 %	64
Biélorussie	ITS	—	230	—	248	est.	—	—
Bolivie (État plurinational de)	ITI	1 906	—	2 383	—	SSM (2013)	100 %	—
Bosnie-Herzégovine	ITS	—	113	—	92	est.	—	—
Botswana	ITS	330	—	359	—	GCNF (2018)	100 %	84
Brésil	ITS	47 271	—	40 197	—	OS (2019)	100 %	34
Brunei Darussalam	E	S.O.		S.O.				
Bulgarie	ITS	—	167	—	152	est.	—	—
Burkina Faso	F	2 209	—	3 864	—	GCNF (2018)	100 %	12
Burundi	F	190	—	613	—	RAP du PAM (2019)	28 %	32
Cambodge	ITI	756	—	281	—	RAP du PAM (2019)	13 %	37
Cameroun	ITI	43	—	18	—	GCNF (2018)	0 %	218
Canada	E	293	—	293	—	SSFW (2012)	12 %	—
Cap Vert	ITI	86	—	3	—	SSSN (2015)	5 %	50
Chili	E	2 263	—	1 829	—	SSSN (2015)	100 %	332

Pays		Estimations actualisées 2013		Données 2020				
		Niveau de revenu	Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Source (année de référence)	Couverture estimée
Chine	ITS	26 000	—	40 000	—	OS (2019)	39 %	—
Chine, RAS de Hong Kong	E	244	—	244	—	SSFW (2012)	67 %	—
Chine, RAS de Macao	E	S.O.		S.O.				
Chypre	E	—	35	15	—	GCNF (2018)	14 %	180
Colombie	ITS	3 334	—	5 388	—	GCNF (2018)	63 %	107
Comores	ITI	—	20	—	—	GCNF (2018)	0 %	—
Congo	ITI	233	—	142	—	RAP du PAM (2019)	—	105
Costa Rica	ITS	603	—	691	—	SSSN (2014)	100 %	—
Côte d'Ivoire	ITI	374	—	976	—	GCNF (2018)	25 %	16
Croatie	E	152	—	152	—	SSFW (2012)	93 %	—
Cuba	ITS	956	—	827	—	SSM (2015)	100 %	—
Curaçao	E	S.O.		S.O.				
Danemark	E	S.O.		S.O.				
Djibouti	ITI	28	—	20	—	RAP du PAM (2019)	29 %	328
Dominique	ITS	—	5	—	4	est.	—	—
Égypte	ITI	7 002	—	11 201	—	GCNF (2018)	77 %	5
Émirats arabes unis	E	S.O.		821	—	GCNF (2018)	85 %	—
Équateur	ITS	1 789	—	2 873	—	SSM (2015)	100 %	52
Érythrée	F	S.O.		S.O.				
Espagne	E	—	1 750	1 759	—	OS (2016)	28 %	—
Estonie	E	—	47	—	72	est.	—	—
Eswatini	ITI	328	—	365	—	GCNF (2018)	100 %	10
États-Unis d'Amérique	E	30 000	—	30 000	—	GCNF (2018)	100 %	623
Éthiopie	F	681	—	2 539	—	GCNF (2018)	16 %	8
Fédération de Russie	ITS	2 647	—	8 287	—	OS (2019)	100 %	—
Fidji	ITS	S.O.		40	—	GCNF (2018)	19 %	68
Finlande	E	795	—	840	—	GCNF (2018)	99 %	615
France	E	3 320	—	6 000	—	OS (2015)	70 %	—
Gabon	ITS	S.O.		S.O.				
Gambie	F	159	—	165	—	GCNF (2018)	41 %	42
Géorgie	ITS	S.O.		S.O.				
Ghana	ITI	352	—	1 700	—	AUSSF (2017)	39 %	39
Gibraltar	E	S.O.		S.O.				
Grèce	E	S.O.		6	—	GCNF (2018)	0 %	237
Grenade	ITS	—	9	7	—	SSSN (2012)	53 %	—
Groenland	E	S.O.		S.O.				
Guam	E	S.O.		S.O.				
Guatemala	ITS	3 052	—	2 459	—	GCNF (2018)	84 %	67
Guinée	F	553	—	—	375	est.	—	—
Guinée équatoriale	ITS	S.O.		S.O.				
Guinée-Bissau	F	126	—	178	—	RAP du PAM (2019)	—	57
Guyane	ITS	17	—	14	—	GCNF (2018)	—	71
Haïti	F	2 155	—	876	—	SSM (2016)	—	119
Honduras	ITI	1 460	—	1 300	—	GCNF (2018)	80 %	18
Hongrie	E	—	250	1 004	—	GCNF (2018)	100 %	265

Pays	Niveau de revenu	Estimations actualisées 2013		Données 2020				
		Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Source (année de référence)	Couverture estimée	Coût estimé
Île de Man	E	S.O.				S.O.		
Îles Anglo-Normandes	E	S.O.				S.O.		
Îles Caïmans	E	S.O.				S.O.		
Îles Féroé	E	S.O.				S.O.		
Îles Mariannes du Nord	E	S.O.				S.O.		
Îles Marshall	ITS	—	4	—	5	est.	—	—
Îles Salomon	ITI	S.O.				S.O.		
Îles Turques-et-Caïques	E	S.O.				S.O.		
Îles Vierges américaines	E	S.O.				S.O.		
Îles Vierges britanniques	E	S.O.				S.O.		
Inde	ITI	113 600	—	90 415	—	OS (2019)	63 %	16
Indonésie	ITI	125	—	100	—	GCNF (2018)	0 %	163
Irak	ITS	555	—	633	—	GCNF (2018)	—	27
Iran (République islamique d')	ITS	3	—	3	—	SSFW (2012)	0 %	—
Irlande	E	91	—	91	—	SSFW (2012)	16 %	—
Islande	E	S.O.				S.O.		
Israël	E	—	505	—	776	est.	—	—
Italie	E	—	1 815	—	2 454	est.	—	—
Jamaïque	ITS	311	—	311	—	SSFW (2012)	100 %	—
Japon	E	9 770	—	8 864	—	OS (2018)	96 %	—
Jordanie	ITS	115	—	419	—	RAP du PAM (2019)	37 %	—
Kazakhstan	ITS	—	634	3 059	—	GCNF (2018)	95 %	11
Kenya	ITI	1 991	—	1 754	—	GCNF (2018)	21 %	16
Kirghizistan	ITI	301	—	595	—	GCNF (2018)	100 %	23
Kiribati	ITI	S.O.				S.O.		
Kosovo	ITS	S.O.				S.O.		
Koweït	E	—	137	—	237	est.	—	—
Lesotho	ITI	445	—	387	—	GCNF (2018)	90 %	34
Lettonie	E	—	73	—	103	est.	—	—
Liban	ITS	—	297	32	—	RAP du PAM (2019)	6 %	—
Libéria	F	648	—	287	—	GCNF (2018)	24 %	36
Libye	ITS	S.O.		21	—	RAP du PAM (2019)	—	—
Liechtenstein	E	S.O.				S.O.		
Lituanie	E	S.O.		636	—	SSSN (2016)	100 %	—
Luxembourg	E	—	23	—	32	est.	—	—
Macédoine du Nord	ITS	S.O.				S.O.		
Madagascar	F	237	—	568	—	GCNF (2018)	12 %	18
Malaisie	ITS	—	1 930	500	—	GCNF (2018)	16 %	133
Malawi	F	790	—	2 936	—	GCNF (2018)	65 %	5
Maldives	ITS	S.O.				S.O.		
Mali	F	354	—	515	—	GCNF (2018)	19 %	48
Malte	E	—	16	—	21	est.	—	—
Maroc	ITI	1 423	—	1 267	—	SSSN (2014)	29 %	—
Maurice	ITS	—	76	75	—	SSSN (2011)	84 %	—
Mauritanie	ITI	186	—	52	—	RAP du PAM (2019)	8 %	—

Pays	Niveau de revenu	Estimations actualisées 2013		Données 2020				
		Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Source (année de référence)	Couverture estimée	Coût estimé
Mexique	ITS	5 164	—	6 358	—	SSM (2015)	45 %	66
Micronésie (États fédérés de)	ITI	S.O.		S.O.				
Monaco	E	S.O.		S.O.				
Mongolie	ITI	—	135	309	—	GCNF (2018)	99 %	44
Monténégro	ITS	S.O.		S.O.				
Mozambique	F	427	—	200	—	RAP du PAM (2019)	3 %	58
Myanmar	ITI	310	—	353	—	RAP du PAM (2019)	7 %	—
Namibie	ITS	225	—	366	—	GCNF (2018)	75 %	29
Nauru	ITS	S.O.		3	—	GCNF (2018)	100 %	483
Népal	F	471	—	636	—	GCNF (2018)	12 %	39
Nicaragua	ITI	967	—	1 200	—	SSM (2015)	—	49
Niger	F	168	—	193	—	GCNF (2018)	5 %	68
Nigéria	ITI	155	—	9 830	—	GCNF (2018)	38 %	26
Norvège	E	S.O.		S.O.				
Nouvelle-Calédonie	E	S.O.		S.O.				
Nouvelle-Zélande	E	S.O.		S.O.				
Oman	E	S.O.		S.O.				
Ouganda	F	94	—	3 651	—	GCNF (2018)	34 %	3
Ouzbékistan	ITI	—	959	—	1 130	est.	—	—
Pakistan	ITI	2 078	—	—	10 405	est.	—	—
Palaos	E	—	1	2	—	GCNF (2018)	100 %	374
Palestine	ITI	389	—	65	—	SSSN (2014)	13 %	—
Panama	E	461	—	463	—	GCNF (2018)	95 %	50
Papouasie-Nouvelle-Guinée	ITI	S.O.		S.O.				
Paraguay	ITS	10	—	1 086	—	SSM (2014)	100 %	103
Pays-Bas	E	S.O.		S.O.				
Pérou	ITS	3 000	—	2 398	—	SSSN (2015)	67 %	119
Philippines	ITI	92	—	2 300	—	GCNF (2018)	16 %	41
Pologne	E	S.O.		730	—	SSSN (2011)	32 %	—
Polynésie française	E	S.O.		S.O.				
Porto Rico	E	—	193	—	192	est.	—	—
Portugal	E	1 615	—	1 317	—	GCNF (2018)	100 %	57
Qatar	E	—	57	—	130	est.	—	—
République arabe syrienne	F	46	—	1 309	—	GCNF (2018)	63 %	69
République centrafricaine	F	284	—	242	—	RAP du PAM (2019)	30 %	—
République de Corée	E	S.O.		S.O.				
République de Moldavie	ITI	—	70	305	—	GCNF (2018)	98 %	38
République démocratique du Congo	F	1 176	—	124	—	RAP du PAM (2019)	1 %	55
République démocratique populaire lao	ITI	177	—	196	—	GCNF (2018)	21 %	73
République dominicaine	ITS	1 372	—	1 739	—	SSM (2016)	100 %	148
République populaire démocratique de Corée	F	1 922	—	—	318	est.	—	—
République-Unie de Tanzanie	F	1 275	—	28	—	AUSSF (2017)	0 %	30
Roumanie	ITS	S.O.		S.O.				
Royaume-Uni	E	3 791	—	1 275	—	OS (2019)	17 %	—

Pays		Estimations actualisées 2013		Données 2020				
		Niveau de revenu	Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Bénéficiaires rapportés (milliers)	Bénéficiaires estimés (milliers)	Source (année de référence)	Couverture estimée
Rwanda	F	541	—	724	—	OS (2018)	7 %	23
Sainte-Lucie	ITS	—	13	7	—	GCNF (2018)	41 %	150
Saint-Kitts-et-Nevis	E	—	4	—	5	est.	—	—
Saint-Marin	E	S.O.				S.O.		
Saint-Martin (partie française)	E	S.O.				S.O.		
Saint-Martin (partie néerlandaise)	E	S.O.				S.O.		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	ITS	—	9	—	8	est.	—	—
Salvador	ITI	1 313	—	1 300	—	SSM (2016)	100 %	24
Samoa	ITS	S.O.				S.O.		
Samoa américaines	ITS	S.O.				S.O.		
Sao Tomé-et-Principe	ITI	40	—	47	—	GCNF (2018)	99 %	6
Sénégal	ITI	764	—	588	—	GCNF (2018)	18 %	11
Serbie	ITS	—	182	—	155	est.	—	—
Seychelles	E	—	6	—	8	est.	—	—
Sierra Leone	F	530	—	836	—	GCNF (2018)	61 %	9
Singapour	E	—	189	—	198	est.	—	—
Slovaquie	E	—	137	—	191	est.	—	—
Slovénie	E	—	69	—	105	est.	—	—
Somalie	F	139	—	165	—	RAP du PAM (2019)	—	100
Soudan	ITI	1 630	—	1 362	—	GCNF (2018)	27 %	17
Soudan du Sud	F	S.O.		460	—	RAP du PAM (2019)	36 %	88
Sri Lanka	ITS	1 264	—	1 467	—	GCNF (2018)	84 %	33
Suède	E	1 181	—	1 181	—	SSFW (2012)	100 %	—
Suisse	E	S.O.		81	—	GCNF (2018)	13 %	6
Suriname	ITS	S.O.				S.O.		
Tadjikistan	F	330	—	417	—	RAP du PAM (2019)	54 %	23
Tchad	F	255	—	138	—	RAP du PAM (2019)	6 %	83
Tchéquie	E	S.O.		1 351	—	GCNF (2018)	100 %	203
Thaïlande	ITS	1 677	—	4 082	—	GCNF (2018)	82 %	183
Timor-Leste	ITI	288	—	302	—	GCNF (2018)	100 %	43
Togo	F	40	—	91	—	GCNF (2018)	6 %	49
Tonga	ITS	—	8	—	10	est.	—	—
Trinité-et-Tobago	E	—	84	141	—	GCNF (2018)	—	229
Tunisie	ITI	240	—	360	—	GCNF (2018)	22 %	74
Turkménistan	ITS	S.O.				S.O.		
Turquie	ITS	—	4 239	6 182	—	SSSN (2013)	100 %	—
Tuvalu	ITS	S.O.				S.O.		
Ukraine	ITI	—	758	—	762	est.	—	—
Uruguay	E	256	—	274	—	GCNF (2018)	66 %	221
Vanuatu	ITI	S.O.				S.O.		
Venezuela (République bolivarienne du)	ITS	4 031	—	—	1 904	est.	—	—
Vietnam	ITI	—	3 409	—	—	GCNF (2018)	0 %	—
Yémen	F	65	—	680	—	RAP du PAM (2019)	17 %	26
Zambie	ITI	2 112	—	1 194	—	GCNF (2018)	31 %	5
Zimbabwe	ITI	S.O.		3 219	—	GCNF (2018)	100 %	5

Annexe V: Méthodologie détaillée et données utilisées pour les points de référence des coûts mondiaux de l'alimentation scolaire présentés au chapitre 3

Le manque de données disponibles et l'hétérogénéité des programmes d'alimentation scolaire posent des difficultés lorsqu'on compare des coûts unitaires d'alimentation scolaire entre les pays et les programmes. La base de données la plus complète sur les coûts d'intervention de l'alimentation scolaire a été publiée en 2011 en utilisant les niveaux de prix de 2008 (Gelli et al., 2011). Les principaux résultats de cette base de données ont ensuite été analysés dans la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013* (PAM, 2013a).

Dans cette publication, le chapitre 3 met à jour ces estimations avec des données collectées depuis 2013, principalement de 2016 à 2020, en utilisant les mêmes sources que celles décrites au chapitre 1. Il existe quatre sources de données : les données de planification des projets du Programme alimentaire mondial (n = 42 pays) ; le rapport sur l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire du Forum mondial sur la nutrition infantile 2020 soutenu par l'USDA (GCNF, 2019) (n = 34 pays) ; le rapport 2018 sur L'alimentation scolaire durable dans l'ensemble de l'Union africaine (Union africaine, 2018) (n = 7 pays) ; et le rapport 2017 « Smart School Meals: Nutrition-Sensitive National Programs in Latin America and the Caribbean » (PAM, 2017d) (n = 6 pays). Lorsque les données du GCNF et du PAM étaient disponibles, elles ont été utilisées de préférence par rapport aux autres sources de données ; lorsque ces données n'étaient pas disponibles pour un pays particulier, le point de données disponible le plus récent a été utilisé. Lorsque les données du GCNF et du PAM étaient disponibles pour un pays, le coût de l'alimentation scolaire *par habitant* le plus élevé a été sélectionné, en supposant qu'il s'agissait probablement de l'estimation de coût la plus complète.

Tous les types de programmes d'alimentation scolaire ont été inclus dans l'analyse (rations à emporter, repas et collations sur place), ainsi que les modalités de transfert (transferts monétaires aux écoles pour les achats locaux et achats centraux avec livraisons en nature aux écoles). Pour assurer la comparabilité entre les pays, les coûts ont été normalisés par le nombre de jours d'alimentation dans l'ensemble des pays. En comparant les données relatives aux coûts entre les rapports de 2013 et 2020, il est important de noter que les données relatives aux coûts de 2013 ont été normalisées à la fois par le nombre de jours d'alimentation et par la valeur nutritionnelle des repas, mais les données relatives aux coûts de 2020 n'ont pas pu être normalisées par la valeur nutritionnelle en raison du manque d'informations disponibles sur la composition nutritionnelle des repas.

Les données relatives aux coûts ont été normalisées et analysées comme indiqué ci-dessous pour chacune des quatre sources de données différentes.

Données de l'enquête mondiale sur l'alimentation scolaire du forum mondial sur la nutrition infantile (GCNF) soutenue par l'usda

Le coût par repas à partir des données GCNF a été déterminé à l'aide du calcul ci-dessous

$$\text{Coût par repas} = \frac{\text{Budget annuel}}{(\text{Nombre moyen de bénéficiaires sur l'année}) \times (\text{Nombre de jours de cantine pendant l'année})}$$

Coût par an normalisé sur 200 jours d'alimentation

$$\text{Coût annuel normalisé} = \text{Coût par repas} \times 200$$

Les programmes comportant un objectif nutritionnel particulier ont été déterminés à partir des réponses positives à la question de l'enquête : « Les programmes comportent-ils un objectif pour atteindre les objectifs nutritionnels ? » Les programmes ASBAL ont été déterminés en utilisant les réponses positives conditionnelles multiples à l'énoncé « Les agriculteurs étaient impliqués » combinées à une réponse positive à l'énoncé « Source alimentaire achetée, nationale » ou « Source alimentaire en nature, nationale ».

Données de planification des projets du Programme alimentaire mondial (PAM)

Le coût par repas à partir des données du PAM a été calculé comme suit :

$$\text{Coût par repas et par type de ration} = \frac{\text{Budget annuel}}{(\text{Nombre moyen de bénéficiaires sur l'année}) \times (\text{Nombre de jours de cantine pendant l'année})}$$

$$\text{Coût par repas} = \text{Coût moyen par repas et par type de ration}$$

Coût par an normalisé sur 200 jours d'alimentation

$$\text{Coût annuel normalisé} = \text{Coût par repas} \times 200$$

Les données du PAM étaient disponibles dans les budgets nationaux d'alimentation scolaire 2020 d'un échantillon de 50 pays pour lesquels des données étaient disponibles. Les données du PAM excluaient les coûts des rations destinées aux cuisiniers et aux assistants des programmes. La nourriture pour ces bénéficiaires a été filtrée à l'aide des descriptions de rations mentionnant « cuisiniers » ou « aides ». Les programmes comportant un objectif nutritionnel ont été déterminés à partir des noms de rations et d'activités comprenant « nutrition », « nutritif » ou « nut ». Les programmes ASBAL ont été déterminés à l'aide d'un examen qualitatif des Plans stratégiques de pays du PAM mentionnant ASBAL/ alimentation scolaire basée sur l'agriculture locale.

Données sur l'alimentation scolaire durable dans l'ensemble de l'union africaine (AUSSF)

Les données de l'AUSSF ont été utilisées comme indiqué dans la publication et n'ont pas pu être normalisées sur 200 jours d'alimentation. Les pays dotés d'objectifs nutritionnels n'ayant pas pu être déterminés à partir des données disponibles, les pays AUSSF ont été exclus de l'analyse des objectifs nutritionnels. Les programmes utilisant l'ASBAL ont été déterminés en utilisant les tableaux des pages 16 à 29 du rapport de l'UA à partir du point de données « Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements des petits exploitants ».

Données de « Smart School Meals (SSM): nutrition-sensitive national programmes in latin america and the caribbean data »

Les données de SSM ont été utilisées comme indiqué dans la publication et ont déjà été normalisées sur 200 jours d'alimentation. Les pays disposant de programmes comportant des objectifs nutritionnels ont été déterminés à l'aide du tableau 3, pages 42 et 43 du rapport SSM, en utilisant le domaine d'attention principal. Les programmes ASBAL n'ont pas pu être déterminés dans le rapport et ont été exclus de l'analyse correspondante.

Tableau A5.1
Niveaux de prix utilisés pour l'analyse des coûts

Pays	Niveau de revenu	Source de données	Année de référence	Coût estimé (année de référence en \$ US)	Coût estimé (valeur en \$ US de 2020)
Afrique du Sud	ITS	GCNF	2018	45	46
Algérie	ITS	PAM	2020	64	64
Angola	ITI	AUSSF	2017	206	216
Arménie	ITS	GCNF	2018	56	57
Bangladesh	ITI	PAM	2020	136	136
Bénin	F	GCNF	2018	110	112
Bhoutan	ITI	GCNF	2018	58	59
Bolivie	ITI	SSM	2016	45	48
Botswana	ITS	GCNF	2018	84	86
Bésil	ITS	GCNF	2018	34	35
Burkina Faso	F	PAM	2020	120	120
Burundi	F	PAM	2020	61	61
Cambodge	ITI	GCNF	2018	56	58
Cameroun	ITI	GCNF	2018	243	248
Centrafrique	F	PAM	2020	57	57
Chypre	E	GCNF	2018	207	211
Colombie	ITS	PAM	2020	181	181

Pays	Niveau de revenu	Source de données	Année de référence	Coût estimé (année de référence en \$ US)	Coût estimé (valeur en \$ US de 2020)
Congo	ITI	GCNF	2018	117	119
Côte d'Ivoire	ITI	PAM	2020	83	83
Cuba	ITS	PAM	2020	25	25
Djibouti	ITI	AUSSF	2017	328	343
Égypte	ITI	PAM	2020	23	23
Équateur	ITS	SSM	2016	52	56
Eswatini	ITI	PAM	2020	57	57
États-Unis	E	GCNF	2018	693	707
Éthiopie	F	PAM	2020	35	35
Finlande	E	GCNF	2018	647	660
Gambie	F	AUSSF	2017	30	31
Ghana	ITI	AUSSF	2017	39	41
Guatemala	ITS	GCNF	2018	75	76
Guinée	F	PAM	2020	38	38
Guinée-Bissau	F	PAM	2020	34	34
Haiti	F	PAM	2020	53	53
Honduras	ITI	PAM	2020	24	24
Inde	ITI	GCNF	2018	14	14
Irak	ITS	GCNF	2018	30	30
Jordanie	ITS	PAM	2020	126	126
Kenya	ITI	PAM	2020	30	30
Kirghizistan	ITI	GCNF	2018	28	28
Laos	ITI	GCNF	2018	83	85
Lesotho	ITI	PAM	2020	25	25
Liban	ITS	PAM	2020	231	231
Libéria	F	PAM	2020	48	48
Libye	ITS	PAM	2020	68	68
Madagascar	F	PAM	2020	36	36
Malawi	F	PAM	2020	23	23
Mali	F	PAM	2020	55	55
Mauritanie	ITI	PAM	2020	22	22
Mexique	ITS	GCNF	2018	79	81
Moldavie	ITI	GCNF	2018	45	46
Mozambique	F	GCNF	2018	58	59
Myanmar	ITI	PAM	2020	48	48
Namibie	ITS	GCNF	2018	30	30
Népal	F	PAM	2020	38	38

Pays	Niveau de revenu	Source de données	Année de référence	Coût estimé (année de référence en \$ US)	Coût estimé (valeur en \$ US de 2020)
Nicaragua	ITI	PAM	2020	34	34
Niger	F	PAM	2020	87	87
Nigéria	ITI	GCNF	2018	29	30
Ouganda	F	PAM	2020	25	25
Pakistan	ITI	PAM	2020	31	31
Palaos	E	GCNF	2018	406	414
Panama	E	GCNF	2018	56	57
Paraguay	ITS	SSM	2016	103	110
Pérou	ITS	SSM	2016	119	127
Philippines	ITI	GCNF	2018	45	46
Portugal	E	GCNF	2018	63	65
Rép. dém. du Congo	F	AUSSF	2017	55	58
République dominicaine	ITS	SSM	2016	148	158
Rwanda	F	PAM	2020	16	16
Salvador	ITI	SSM	2016	24	26
Sao Tomé-et-Principe	ITI	GCNF	2018	6	6
Sénégal	ITI	PAM	2020	33	33
Sierra Leone	F	PAM	2020	58	58
Somalie	F	PAM	2020	72	72
Soudan	ITI	PAM	2020	33	33
Soudan du Sud	F	PAM	2020	129	129
Sri Lanka	ITS	PAM	2020	34	34
Syrie	F	PAM	2020	88	88
Tadjikistan	F	PAM	2020	44	44
Tanzanie	F	AUSSF	2017	30	31
Tchad	F	GCNF	2018	92	94
Thaïlande	ITS	GCNF	2018	183	187
Timor-Leste	ITI	GCNF	2018	41	41
Togo	F	GCNF	2018	57	58
Tunisie	ITI	GCNF	2018	77	78
Uruguay	E	GCNF	2018	239	244
Yémen	F	PAM	2020	44	44
Zambie	ITI	GCNF	2018	5	5
Zimbabwe	ITI	AUSSF	2017	48	50

La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020

Des enfants en bonne santé et bien nourris apprennent mieux. Investir dans la santé, la nutrition et l'apprentissage de ses enfants est l'un des investissements les plus importants qu'un pays puisse réaliser dans le capital humain. Cette publication du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) présente une analyse de la manière dont les pays soutiennent leurs enfants à travers des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde.

En 2013, le PAM a publié la première édition de *La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, offrant pour la première fois une perspective globale sur ces programmes. Cette nouvelle édition reprend le même format, et utilise les meilleures données disponibles pour décrire les principaux aspects tels que la couverture, les pratiques de mise en œuvre, et le coût des programmes à travers le monde. L'édition de 2020 analyse également l'échelle et l'orientation des tendances observées depuis 2013. L'attribution du prix Nobel de la Paix 2020 au PAM a renforcé la détermination du PAM à mettre en œuvre sa stratégie décennale, *Une chance pour chaque écolier*.

Cette édition de 2020 est publiée avec une conscience aiguë de l'urgence causée par la pandémie de COVID-19, dont le déclenchement en février 2020 a interrompu une décennie de croissance mondiale des programmes d'alimentation scolaire. Au plus fort de la crise, 199 pays avaient fermé leurs écoles et 370 millions d'enfants ont été soudainement privés de leur repas scolaire quotidien. Ce choc a mis en lumière l'importance de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité, et a renforcé la détermination du monde entier à restaurer l'accès à l'éducation et à créer des programmes scolaires permettant de mieux protéger la santé et la nutrition des enfants.

Avant la pandémie de COVID-19, les programmes d'alimentation scolaire ont distribué des repas à un écolier sur deux, chaque jour, soit plus que jamais dans l'histoire. Cette publication examine comment ce filet de sécurité le plus vaste au monde a été conçu, et explore comment les pays peuvent reconstruire de meilleurs systèmes éducatifs et rétablir leurs programmes d'alimentation scolaire.



Via Cesare Giulio Viola 68/70,
00148 Rome, Italie - T +39 06 65131

fr.wfp.org

 @WorldFoodProgramme

 @WFP

 @WorldFoodProgramme

